

La communication politique sur la question énergétique en Belgique : Entre crise environnementale et greenwashing - Analyse des stratégies de communication du parti politique Écolo face à la décision de prolongation des réacteurs nucléaires Tihange 3 et Doel 4 en Belgique

Auteur : Schellings, Astrid

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication économique et sociale

Année académique : 2023-2024

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/21716>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

La communication politique sur la question énergétique en Belgique : Entre crise environnementale et greenwashing

Analyse des stratégies de communication du parti
politique Écolo face à la décision de prolongation des
réacteurs nucléaires Tihange 3 et Doel 4 en Belgique

Promoteur :
Geoffrey Geuens

Mémoire présenté par Astrid Schellings
en vue de l'obtention du grade de
Master en Communication Multilingue
à finalité économique et sociale

Année académique 2023-2024

Je tiens, avant tout, à exprimer ma profonde gratitude envers mon promoteur, Geoffrey Geuens, pour sa guidance et ses conseils avisés tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

Je souhaite également adresser mes sincères remerciements à mes chers collègues, dont la sympathie et les échanges fructueux ont contribué à dissiper mes incertitudes et à renforcer ma détermination. Leurs encouragements constants ont été une source d'inspiration précieuse tout au long de ce parcours académique.

Enfin, mes remerciements vont également à mes parents pour leur soutien inestimable et leur amour inconditionnel. Je tiens particulièrement à remercier ma maman pour sa relecture attentive et ses précieux conseils, qui ont contribué à améliorer la qualité de ce travail.

Table des matières

1. Introduction	1
a. Présentation du contexte.....	1
b. Justification du choix du sujet.....	2
c. Problématique et hypothèses	3
i. Problématique.....	3
ii. Hypothèses	3
d. Méthodologie	5
2. Approche théorique.....	7
a. Comprendre le nucléaire.....	7
2.1.1 Définition	7
2.1.2 Fonctionnement	8
2.1.3 Traitement des combustibles usés en Belgique	8
2.1.4 Stockage des déchets	10
2.2 L'histoire du nucléaire en Belgique.....	12
2.2.1 Avant 1970	12
2.2.2 Les centrales de Tihange et Doel	13
2.2.3 La gestion du combustible irradié	14
2.2.4 Sortie du nucléaire – démantèlement des réacteurs	14
2.2.5 Calendrier de la sortie du nucléaire en Belgique	15
2.2.6 Décision de prolongation	16
2.3 La communication politique	18
2.5 Le Greenwashing	22
2.6 Présentation des acteurs	23
2.6.1 Le parti Écolo	23
2.6.2 Jean-Marc Nollet.....	24
2.6.3 Rajae Maouane.....	24
2.6.4 Tinne Van der Straeten.....	25
2.6.5 Barbara Trachte	25
2.6.6 Alain Maron	26
2.6.7 Olivier Deleuze	26
2.6.8 Philippe Lamberts	27
2.6.9 Saskia Bricmont.....	27
3. Approche pratique.....	29
3.1 Limitations	29
3.2 Préambule.....	31
3.3 Analyse discursive	35
3.3.1 Discours d'appareil – Slogans et petites phrases	35
3.3.2 Valeur inclusive	40
3.3.3 Concession	46
3.3.4 L'implicite	50
3.3.5 L'ambiguïté.....	62
3.3.6 L'expression émotionnelle	70
3.3.7 Rhétoriques.....	77

3.3.8	<i>La redondance</i>	82
3.4	Analyse iconographique	85
4.	Interprétation des résultats	91
a.	Stratégies discursives	91
b.	Arguments	93
c.	Communication de crise	94
d.	Rhétoriques	95
e.	Greenwashing	96
5.	Discussions	97
6.	Conclusion	99
7.	Bibliographie	101
8.	Annexes	111
1.	<i>Tweet 1</i>	<i>111</i>
2.	<i>Tweet 2</i>	<i>112</i>
3.	<i>Tweet 3</i>	<i>113</i>
4.	<i>Tweet 4</i>	<i>114</i>
5.	<i>Tweet 5</i>	<i>115</i>
6.	<i>Tweet 6</i>	<i>115</i>
7.	<i>Tweet 7</i>	<i>116</i>
8.	<i>Tweet 8</i>	<i>117</i>
9.	<i>Tweet 9</i>	<i>117</i>
10.	<i>Tweet 10</i>	<i>118</i>
11.	<i>Tweet 11</i>	<i>119</i>
12.	<i>Tweet 12</i>	<i>121</i>
13.	<i>Tweet 13</i>	<i>122</i>
14.	<i>Tweet 14</i>	<i>123</i>
15.	<i>Tweet 15</i>	<i>124</i>
16.	<i>Tweet 16</i>	<i>125</i>
17.	<i>Tweet 17</i>	<i>126</i>
18.	<i>Tweet 18</i>	<i>127</i>
19.	<i>Tweet 19</i>	<i>127</i>
20.	<i>Tweet 20</i>	<i>128</i>
21.	<i>Tweet 21</i>	<i>130</i>
22.	<i>Tweet 22</i>	<i>131</i>
23.	<i>Tweet 23</i>	<i>132</i>
24.	<i>Tweet 24</i>	<i>132</i>
25.	<i>Tweet 25</i>	<i>133</i>
26.	<i>Tweet 26</i>	<i>134</i>

27.	<i>Tweet 27</i>	135
28.	<i>Tweet 28</i>	136
29.	<i>Tweet 29</i>	137
30.	<i>Tweet 30</i>	138
31.	<i>Tweet 31</i>	138
32.	<i>Vidéo YouTube 1</i>	139
33.	<i>Vidéo YouTube 2</i>	144
34.	<i>Interview 1</i>	146
35.	<i>Interview 2</i>	148
36.	<i>Interview 3</i>	150
37.	<i>Interview 4</i>	154
38.	<i>Interview 5</i>	160
39.	<i>Interview 6</i>	165
40.	<i>Interview 7</i>	174
41.	<i>Interview 8</i>	176
42.	<i>Interview 9</i>	180
43.	<i>Interview 10</i>	186
44.	<i>Interview 11</i>	195
45.	<i>Interview 12</i>	207
46.	<i>Interview 13</i>	213
47.	<i>Interview 14</i>	218
48.	<i>Image 1</i>	222
49.	<i>Image 2</i>	222
50.	<i>Image 3</i>	223
51.	<i>Image 4</i>	223
52.	<i>Image 5</i>	224
53.	<i>Image 6</i>	224
54.	<i>Image 7</i>	224
55.	<i>Image 8</i>	225
56.	<i>Image 9</i>	225
57.	<i>Image 10</i>	226
58.	<i>Image 11</i>	226

Liste des abréviations

AAE – Agence européenne de l'environnement

AFCN – Agence fédérale de Contrôle nucléaire

EURATOM – Communauté européenne de l'énergie atomique

GIEC - Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

SCK•CEN – Centre d'étude de l'énergie nucléaire

S.E.E.N. – Syndicat d'étude de l'énergie nucléaire

S.Y.C.A. – Syndicat d'étude des centrales atomiques

MSF – Médecins sans frontières

MW – Mégawatt

NUKE - Nucléaire

ONDRAF – Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles
enrichies

PWR – Réacteur à eau pressurisée

REP – Réacteur à eau sous pression

RD&D – Research Development and demonstration

« La communication politique est l'art de persuader les gens à croire ce que vous voulez qu'ils croient. »

Bill Clinton

1. Introduction

a. Présentation du contexte

Le paysage politique belge est caractérisé par une multitude de partis reflétant les diverses sensibilités idéologiques de la population et permettant une large ouverture aux débats sociaux. Parmi les principaux partis, on retrouve le parti socialiste, le Mouvement Réformateur, les Engagés, ainsi que le Parti du Travail de Belgique. Écolo, quant à lui, occupe une place particulière en tant que parti écologiste de premier plan plaidant pour des politiques environnementales ambitieuses et une approche progressiste des questions sociales.

Une question cruciale dans le paysage politique belge est celle du nucléaire. Depuis des décennies, la Belgique a utilisé l'énergie nucléaire comme une composante majeure de son approvisionnement énergétique. Écolo, parti considéré comme étant anti-nucléaire, a longtemps milité pour une sortie progressive de cette source d'énergie controversée.

Cependant, en mars 2022, le parti a surpris ses électeurs en annonçant un changement de position concernant la question du nucléaire. En effet, les écologistes ont fait le choix controversé d'être en accord avec la décision du gouvernement belge de prolonger l'exploitation de deux centrales nucléaires, ce qui a engendré un grand étonnement de la population belge. Cette volte-face a suscité un débat intense au sein du pays et a remis en question l'identité et la crédibilité d'Écolo en tant que parti écologiste.

Dans ce contexte, l'analyse des stratégies de communication d'Écolo devient cruciale afin de comprendre les motivations et les implications d'un tel changement de position. Ce présent travail a pour objectif d'apporter un éclairage sur les dynamiques complexes de la communication politique en Belgique. Pour ce faire, nous allons mettre en lumière les stratégies communicationnelles utilisées par le parti afin de faire face aux défis auxquels il est confronté dans ce contexte de changement de position pouvant mettre en péril sa réputation.

b. Justification du choix du sujet

Le choix du sujet de recherche sur les stratégies de communication du parti politique belge Écolo en réaction à la décision du gouvernement belge de prolonger deux centrales nucléaires est motivé par plusieurs facteurs clés. Tout d'abord, l'enjeu du nucléaire est une question d'importance mondiale, ayant des implications majeures en matière de sécurité énergétique, d'environnement et de politique publique. Il s'agit, dès lors, d'un sujet qui mérite d'être étudié.

En ce qui concerne la zone géographique déterminée, la Belgique a une longue histoire liée à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans son mix énergétique. Cependant, la question du nucléaire est profondément controversée dans le pays, divisant l'opinion publique et les partis politiques. La décision du gouvernement belge de prolonger l'exploitation de deux centrales nucléaires a été l'un des sujets les plus débattus dans le paysage politique belge récemment. Étant donné le rôle clé d'Écolo en tant que parti écologiste influent, son changement de position sur cette question a suscité un intérêt considérable et mérite une analyse approfondie.

Enfin, l'étude des stratégies de communication utilisées par Écolo dans ce contexte revêt une importance particulière pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la communication politique est un élément essentiel de la démocratie moderne, permettant aux partis politiques de présenter leurs positions, de mobiliser les électeurs et de façonner l'opinion publique. En analysant les stratégies de communication d'Écolo, nous pouvons mieux comprendre comment les partis politiques naviguent dans des situations controversées, et comment ils tentent d'influencer le débat public et les décisions politiques.

En somme, l'étude des stratégies de communication d'Écolo en réaction à la question du nucléaire en Belgique présente un intérêt significatif à la fois sur le plan national et international, offrant des perspectives riches sur les enjeux énergétiques, environnementaux et politiques contemporains, tout en éclairant les pratiques et les dynamiques de la communication politique moderne.

c. Problématique et hypothèses

i. *Problématique*

Comme expliqué précédemment, la décision du gouvernement belge de prolonger les exploitations des réacteurs nucléaires Tihange 3 et Doel 4 soulève d'importants enjeux politiques, économiques et environnementaux. Cette décision, qui s'inscrit dans un contexte géopolitique tendu avec la guerre en Ukraine, nécessite une communication politique habile pour rallier l'opinion publique autour de cette stratégie énergétique. Dans ce contexte, Écolo se retrouve confronté à un défi communicationnel de taille nous laissant face à cette question : Quels sont les enjeux et les stratégies de communication utilisées par le parti Écolo pour aligner sa position autour de l'accord de prolongation des exploitations nucléaires Tihange 3 et Doel 4 en Belgique sans reconnaître explicitement un revirement de position ?

Pour répondre à cette problématique, plusieurs sous-questions sont formulées :

- Quelles sont les stratégies discursives utilisées par Écolo dans le cadre de ce revirement de position ?
- Quels sont les arguments développés par Écolo pour justifier ce changement de position ?
- Quelles stratégies de la communication de crise Écolo va utiliser pour influencer l'opinion de ses électeurs en faveur de la prolongation nucléaire ?
- Quelles rhétoriques principales le parti va-t-il utiliser pour influencer l'opinion publique ?
- Le parti a-t-il recours à différents niveaux de greenwashing ? Si oui, lesquels ?

ii. *Hypothèses*

Pour répondre à ces questions, plusieurs hypothèses peuvent être avancées :

Premièrement, Écolo justifierait son changement de position en mettant en avant le contexte géopolitique de la guerre en Ukraine, arguant que cette situation exige une stratégie énergétique plus sécuritaire pour la Belgique.

Deuxièmement, Écolo se comparerait favorablement avec nos pays voisins en soulignant que la prolongation des réacteurs nucléaires est une mesure temporaire et nécessaire pour assurer la transition vers des sources d'énergie renouvelable.

Troisièmement, Écolo dénoncerait les méthodes peu écologiques de ses opposants en mettant en avant les risques environnementaux et sanitaires liés à au nucléaire et en les comparants avec les avantages des énergies renouvelables.

Quatrièmement, Écolo attirerait l'attention sur d'autres enjeux, tels que la manière dont il va travailler afin de limiter le coût pour les ménages, en proposant des solutions alternatives et en présentant une vision positive de l'avenir basée sur les énergies renouvelables et la transition écologique.

Enfin, Écolo, peut-être inconsciemment, ferait l'usage de stratégies de greenwashing dans l'objectif de donner une image positive de l'avenir énergétique à ses électeurs et de les inciter à adopter leur approche en matière de transition énergétique.

Ces hypothèses guideront notre analyse de la communication d'Écolo autour de l'accord de prolongation des exploitations nucléaires en Belgique, en mettant en lumière les enjeux, les stratégies et les conséquences de cette communication politique.

d. Méthodologie

Dans cette étude, nous avons adopté une approche méthodologique consistant d'abord à établir une partie théorique permettant de mieux comprendre le contexte concerné par ce mémoire avant d'entamer, ensuite, une analyse pratique des stratégies de communication déployées par le parti Écolo régissant autour de la décision de prolongation des deux réacteurs nucléaires en Belgique.

Dans le cadre de notre analyse théorique, nous avons commencé par établir la définition du nucléaire, un concept dont le nom est largement connu mais qui manque généralement de maîtrise et de compréhension par la majorité de la population belge. Ensuite, nous avons établi l'évolution historique de l'utilisation de l'énergie nucléaire qui semble indispensable afin de comprendre le changement de position d'Écolo concernant la sortie du nucléaire en Belgique. Nous avons également développé une définition des concepts de *communication politique* et de *communication de crise* adaptés à l'analyse de notre corpus mais également celle du *greenwashing*, un concept controversé principalement lié à la question de l'écologie. Enfin, nous avons effectué une présentation des différents acteurs concernés par notre analyse, c'est-à-dire, le parti politique Écolo ainsi que ses représentants impliqués dans la communication au sujet de la prolongation des centrales nucléaires.

En ce qui concerne l'analyse pratique, nous avons réalisé une collecte de données composées des discours, interviews et publications sur les réseaux sociaux d'Écolo sur une période déterminée. Pour ce faire, nous avons regroupé les vidéos de la chaîne YouTube du parti sur le thème de l'énergie. Nous avons effectué une recherche approfondie sur Twitter nous permettant d'identifier les auteurs, les dates ainsi que les mots clés que nous souhaitons tels que « énergie », « nucléaire », « démantèlement », « prolongation », etc. Enfin, afin de déterminer les interviews que nous allons analyser, nous avons utilisé le moteur de recherche *Google* en indiquant l'un après l'autre les noms des différents représentants du parti et sélectionnant la période autour de laquelle nous souhaitons effectuer notre analyse. N'ayant pas trouvé suffisamment d'interviews grâce à cette méthode, nous avons effectué directement nos recherches sur les sites *BX1*, *LN24*, *C'est pas tous les jours*

Dimanche, et *DH Radio*, qui nous ont fourni la suite des données nécessaires afin d'effectuer notre étude.

Nous avons ensuite, sur base de documents théoriques, déterminé un cadre d'analyse qualitative permettant d'identifier différentes stratégies que l'on retrouve spécifiquement dans la communication politique présente dans ce corpus telles que la persuasion, l'argumentation, l'émotionnel, les rhétoriques, etc. Cette analyse qualitative constitue le cœur de notre méthodologie. Nous avons examiné en profondeur la communication du parti Écolo pour identifier les thèmes, les arguments et les stratégies utilisées afin de justifier sa position sur la prolongation des réacteurs nucléaires.

Enfin, nous avons effectué une interprétation des résultats et ouvert une discussion permettant d'établir des pistes de recherche supplémentaires pouvant découler de nos recherches.

2. Approche théorique

a. Comprendre le nucléaire

Le thème du nucléaire étant abordé tout au long de ce présent travail il convient, dès lors, de développer une explication simplifiée néanmoins suffisamment détaillée permettant d'avoir une idée claire de ce à quoi il correspond réellement et ainsi de bénéficier d'une meilleure compréhension du contexte et de la tension auquel il est apparenté.

2.1.1 Définition

Avant toute chose, il semble indispensable d'établir une définition de ce concept. Le dictionnaire Larousse définit le nucléaire comme étant « Relatif au noyau de l'atome et à l'énergie qui en est issue ainsi qu'aux techniques qui utilisent cette énergie.¹ ». La définition de l'énergie nucléaire s'y retrouve également : « Une énergie mise en jeu dans les transitions d'un niveau énergétique d'un noyau à autre niveau énergétique et dans les réactions nucléaires ; dans un sens plus restreint, énergie libérée lors des réactions de 'fission' ou de 'fusion' nucléaires. ²».

Afin de comprendre ces deux définitions, plus de précisions semblent nécessaires. En effet, un article de l'Encyclopédie Larousse³ apporte plus d'explications concernant le développement de cette énergie nucléaire : L'atome est une entité possédant un noyau, composé de neutrons et de protons, autour duquel gravitent d'autres protons. La cohésion entre les protons et les neutrons est assurée par une énergie de liaison créée lors des phénomènes de fission et de fusion, l'énergie nucléaire.

L'auteur de l'article explique le processus de fission causé par une réaction en chaîne⁴. Cette réaction consiste en la cassure d'un noyau lourd sous l'impact d'un neutron, un phénomène entraînant l'émission de nouveaux neutrons qui vont, à leur tour, provoquer la fission d'autres noyaux et ainsi de suite. Ces fissions créent une réaction

¹ Mini Larousse (2008). Nucléaire. Dans *Dictionnaire*, p. 597.

² *Ibid.*

³ *Énergie nucléaire*. (S.d.). Encyclopédie LAROUSSE.

https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/energie_nucleaire/7401, consulté le 10 août 2023.

⁴ *Ibid.*

explosive produisant alors ce que l'on appelle l'énergie nucléaire. Seuls les atomes d'uranium 235 et de plutonium sont susceptibles de subir la fission. Ils représentent, dès lors, les combustibles de base des réacteurs nucléaires.

La fusion, quant à elle, correspond à un processus durant lequel deux noyaux fondent l'un dans l'autre et forment un noyau plus lourd. Elle est effective lorsque des atomes sont portés à très haute température et entraîne également une réaction explosive qui crée l'énergie nucléaire.⁵

2.1.2 Fonctionnement

Il convient également de préciser comment l'énergie nucléaire est transformée afin de permettre la production d'électricité, un processus expliqué dans l'article *Énergie nucléaire* de l'Encyclopédie Larousse⁶.

Dans les réacteurs à eau sous pression (REP), l'atome d'uranium, conditionné sous forme de pastille, se retrouve enfermé dans des assemblages métalliques qui, eux-mêmes, baignent dans des cuves en acier remplies d'eau. Comme stipulé précédemment, une très haute température est atteinte lors du phénomène de fission et l'eau de la cuve se met alors à chauffer. Cette eau chaude atteint une température d'environ 300°C et va circuler dans un circuit fermé appelé le circuit primaire. Ce circuit communiquera sa chaleur à un autre circuit grâce à un générateur de vapeur. La vapeur générée va entraîner un groupe turboalternateur qui produit l'électricité. Enfin, cette chaleur est refroidie par un condenseur à travers lequel de l'eau froide puisée de l'extérieur circule.

2.1.3 Traitement des combustibles usés en Belgique

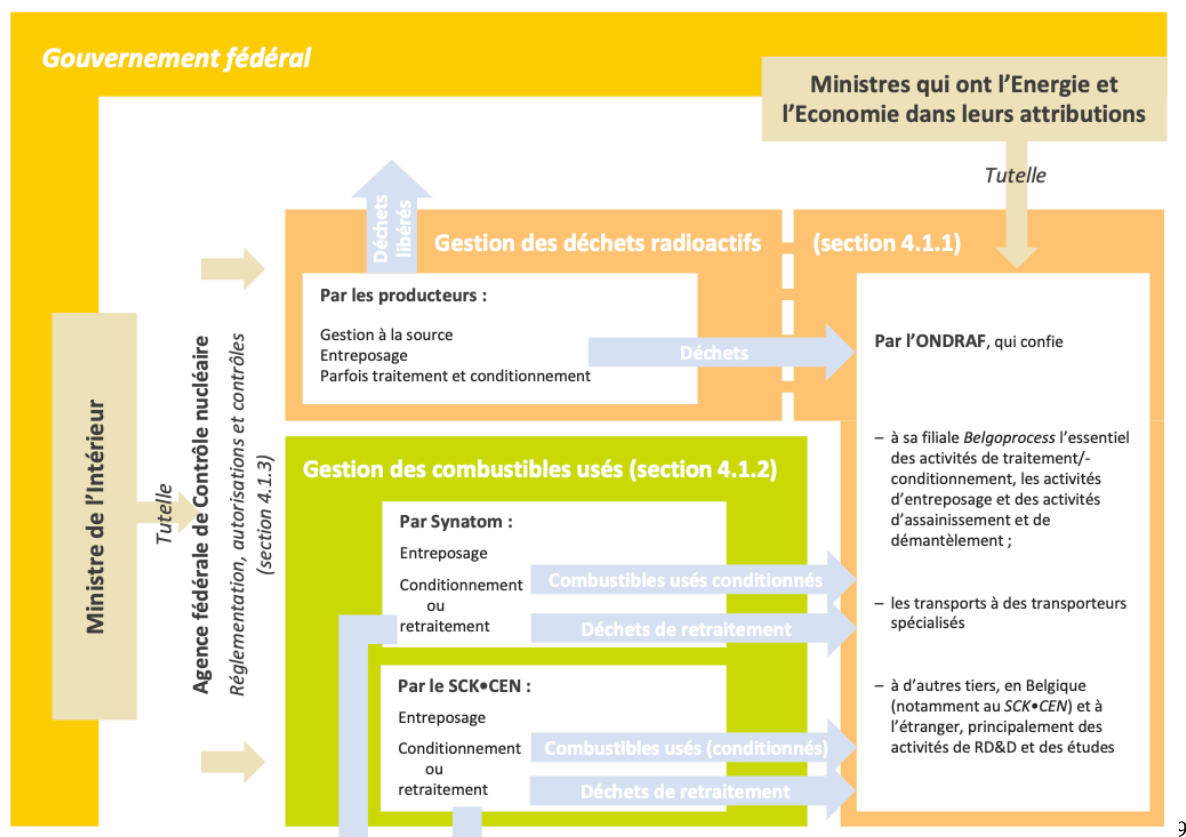
La Belgique étant membre de l'Union Européenne, elle se doit de respecter certaines directives dont celle concernant l'obligation d'établir un programme national pour la gestion des combustibles usés et de leurs déchets radioactifs⁷.

⁵ *Énergie nucléaire*. (S.d.). Op. cit., consulté le 10 août 2023.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Programme national de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs*. (2015, octobre). Royaume de Belgique. <https://economie.fgov.be/sites/default/files/Files/Energy/Programme-national-cpnpc.pdf>, consulté le 11 août 2023.

Avant d'expliquer comment ces combustibles sont gérés, il est utile de préciser que cette gestion fait intervenir quatre groupes différents : les propriétaires de combustibles usés, les producteurs de déchets radioactifs, l'organisme chargé de la gestion sûre des déchets (ONDRAF), sa filiale Belgoprocess, et, l'agence chargée de protéger l'homme et l'environnement contre les risques des rayonnements ionisants (AFCN) et sa filiale Bel V⁸.



Globalement, l'ONDRAF est responsable de la gestion des déchets radioactifs et peut effectuer sa mission sans aide extérieure ou en bénéficiant de l'exécution de tiers sous sa propre responsabilité¹⁰. Généralement, trois possibilités sont envisagées : l'entreprise envoie les déchets via des transports spécialisés en dehors des sites des producteurs, elle confie les activités industrielles à différents tiers comme Belgoprocess, ou encore, elle cède les études et les activités de RD&D (Research,

⁸ *Programme national de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs*. (2015, octobre). *Op. cit.*, consulté le 11 août 2023.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

Development and Demonstration) à d'autres tiers¹¹. L'ONDRAF étant le seul gestionnaire des déchets radioactifs en Belgique, il semble évident qu'il soit soumis à un contrôle strict. En effet, ses missions et modalités sont fixées par une loi belge¹² et un arrêté royal¹³. Chaque année, il se doit de présenter un rapport d'activité au Parlement¹⁴.

Concernant la gestion des combustibles usés, celle-ci dépend de la provenance du combustible : soit il provient d'une centrale nucléaire commerciale, soit d'un réacteur de recherche¹⁵. Dans le premier cas, la gestion est assurée par l'entreprise Synatom SA, filiale d'Electrabel SA et propriétaire du combustible nucléaire, durant tout son cycle jusqu'au stockage¹⁶. Dans le second cas, c'est le propriétaire des réacteurs de recherche qui s'en charge lui-même, le SCK•CEN¹⁷.

L'ensemble de ces gestions est surveillée par l'AFCN. Celle-ci propose les règlements en matière de radioprotection et de sûreté, octroie les autorisations de création, d'exploitation et de démantèlement des installations nucléaires, inspecte et contrôle ces installations¹⁸.

2.1.4 Stockage des déchets

D'emblée, la question concernant le stockage de ces déchets est encore à soulever. En effet, ce thème suscite de nombreux débats alimentant le contexte de tension actuel qui sera sujet à une analyse plus approfondie dans ce présent travail. Dès lors, il semble indispensable de préciser comment ces déchets et combustibles sont stockés en Belgique.

Actuellement, le stockage des déchets se fait dans une installation nucléaire pour une période temporaire sur le site de l'installation comme à Doel et à Tihange, ou, pour

¹¹ *Programme national de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs*. (2015, octobre). *Op. cit.*, consulté le 11 août 2023.

¹² Article 179, paragraphe 2, de la loi du 8 août 1980 {Moniteur belge, 1980}

¹³ Arrêté royal du 30 mars 1981 {Moniteur belge 1981}

¹⁴ *Programme national de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs*. (2015, octobre). Royaume de Belgique. *Op. cit.*, consulté le 11 août 2023.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

une période plus longue, néanmoins non définitive, sur le site de Belgoprocess¹⁹. Cependant, ces installations d'entreposage arrivant à saturation, les discussions concernant la gestion des déchets ont évolués vers de nouvelles propositions. C'est ainsi que, dans un article concernant le stockage des déchets en Belgique²⁰, l'AFCN explique la nouvelle stratégie optée par la Belgique en novembre 2022 : le stockage des déchets en profondeur. Les combustibles usés et les déchets radioactifs seront envoyés dans une installation de retrait hors de laquelle il n'est pas possible d'effectuer une récupération. Selon l'organisme, il s'agit de la méthode la plus sûre et sécurisée qui devra s'établir étape par étape afin de s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies.

¹⁹ *Entreposage*. (2023, août). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/dechets-radioactifs/gestion-des-dechets-radioactifs/entreposage#:~:text=En%20Belgique%2C%20les%20d%C3%A9chets%20radioactifs,appropri%C3%A9s%20sur%20le%20site%20Belgoprocess%20>, consulté le 11 août 2023.

²⁰ *Stockage en profondeur des déchets radioactifs*. (2023, mai). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/dechets-radioactifs/gestion-des-dechets-radioactifs/stockage/stockage-en-profondeur-des>, consulté le 11 août 2023.

2.2 L'histoire du nucléaire en Belgique

Afin de mieux comprendre le contexte actuel sous tension, il est utile, avant toute chose, de s'intéresser un bref instant aux différents événements permettant de retracer l'histoire du secteur nucléaire en Belgique.

2.2.1 Avant 1970

À la suite d'accords conclus durant la seconde guerre mondiale avec les États-Unis et le Royaume-Uni, la Belgique développe de nouvelles connaissances concernant l'utilisation des matières fissiles ainsi que la technologie nucléaire²¹. Ses premiers pas dans le monde du nucléaire sont marqués par la nomination de Pierre Rijckmans au premier poste de Commissaire belge de l'énergie atomique en 1951²². L'année suivante, le Centre d'étude de l'énergie nucléaire, le SCK•CEN, voit le jour et sera reconnu comme établissement d'utilité publique en 1957²³. C'est sur un terrain situé à Mol que le SCK•CEN met en place le tout premier réacteur de recherche belge, le BR1, inauguré en 1956²⁴.

La première centrale belge aurait dû, à l'origine, être construite par deux syndicats, le Syndicat d'étude de l'énergie nucléaire (S.E.E.N.) et le Syndicat d'étude des centrales atomiques (S.Y.C.A.)²⁵. Cette centrale avait pour objectif d'alimenter l'Exposition Universelle de Bruxelles en 1958, cependant, suite à différentes objections, le projet est abandonné²⁶.

Durant cette période, la Belgique rejoint les initiatives internationales en matière de nucléaire et participe à la création de la Communauté européenne de l'énergie

²¹ *Le secteur nucléaire en Belgique : développement et structures actuelles*. (1976). Courrier hebdomadaire du CRISP, 718-719, p. 1-41. <https://doi.org/10.3917/cris.718.0001>, consulté le 27 juillet 2023.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ *Historique de l'énergie nucléaire en Belgique*. (S.d.). FORUM Nucléaire. <https://www.forumnucleaire.be/theme/les-centrales-nucleaires-en-belgique/historique-de-lenergie-nucleaire-en-belgique>, consulté le 27 juillet 2023.

²⁵ *Le secteur nucléaire en Belgique : développement et structures actuelles*. (1976). Op. cit., consulté le 27 juillet 2023.

²⁶ *Ibid.*

atomique (EURATOM) qui, comme la Communauté économique européenne (C.E.E), fut instituée par le traité de Rome le 25 mars 1957.

Le début des années 60 est marqué par la mise en service du BR2, un réacteur destiné à l'étude du comportement des matériaux sous irradiations intenses²⁷, ainsi que le BR3, premier réacteur à eau pressurisée en Europe²⁸. À cette période, la Belgique s'associe également à la France pour la construction du premier réacteur franco-belge, le Chooz A²⁹.

Fin des années 60, l'EURATOM rencontre des difficultés et s'apprête à disparaître, ce qui encourage la Belgique à renforcer ses activités nucléaires sur le plan national³⁰. Deux nouvelles centrales sont alors créées afin de venir renforcer le programme nucléaire belge³¹. Durant cette période, la Belgique n'est pas en mesure de valoriser elle-même ses acquis nucléaires et se retrouve alors sous le contrôle étranger de Westinghouse³².

En parallèle, depuis 1966, la Belgique participe également à la construction des installations de retraitement des combustibles irradiés de la société Eurochemic³³. Suite à sa situation sous le contrôle de Westinghouse, elle décide alors d'étudier la possibilité de reprendre et développer les activités d'Eurochemic³⁴.

2.2.2 Les centrales de Tihange et Doel

À partir de 1970, la Belgique se lance alors dans la construction de deux centrales nucléaires à Doel et Tihange³⁵. Au fil des années, la centrale de Doel a mis en service quatre réacteurs à eau pressurisée (PWR) qui fournissent une puissance totale de 2911

²⁷ *Le secteur nucléaire en Belgique : développement et structures actuelles*. (1976). *Op. cit.*, consulté le 27 juillet 2023.

²⁸ *Historique de l'énergie nucléaire en Belgique*. *Op. cit.*, consulté le 27 juillet 2023.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Le secteur nucléaire en Belgique : développement et structures actuelles*. (1976). *Op. cit.*, consulté le 27 juillet 2023.

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Historique de l'énergie nucléaire en Belgique*. *Op. cit.*, consulté le 27 juillet 2023.

mégawatt (MW)³⁶. La centrale de Tihange, quant à elle, a mis en service trois réacteurs PWR pour une puissance totale de 3016 MW³⁷.

C'est l'entreprise ENGIE Electrabel qui est chargée d'exploiter ces deux centrales. Elle est surveillée par l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) afin d'assurer la sûreté de ces exploitations³⁸.

2.2.3 La gestion du combustible irradié

Depuis la fin des années 70, le monde fait face à différents accidents nucléaires tels que celui de la centrale *Three Mile Island* en 1979 aux États-Unis et *Tchernobyl* en 1986³⁹. Suite à ces événements, de nombreux pays ont abandonnés leurs projets concertant le nucléaire et cette situation a ouvert la porte à un débat parlementaire en Belgique⁴⁰. Effectivement, en 1992, la question sur le recyclage du plutonium et l'utilisation du combustible MOX, un combustible nucléaire composé de plutonium et d'uranium, est soulevée⁴¹. À l'issue de ce débat, une évaluation approfondie des choix possibles pour l'avenir est alors demandée et, le 4 décembre 1998, un rapport de synthèse est rédigé par le Conseil des ministres qui décide de ne plus conclure de contrat de retraitement sans approbation officielle du gouvernement ⁴².

2.2.4 Sortie du nucléaire – démantèlement des réacteurs

Le début de l'année 2003 est marqué par d'importantes discussions concernant l'évolution du nucléaire en Belgique. Celles-ci mènent à la création d'une nouvelle loi signée le 31 janvier de la même année et prévoyant la fermeture de tous les réacteurs belges entre 2015 et 2025⁴³. L'objectif de cette loi est de fermer les plus anciennes

³⁶ *Historique de l'énergie nucléaire en Belgique. Op. cit.*, consulté le 27 juillet 2023.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Centrales nucléaires en Belgique*. (2023, janvier 30). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/centrales-nucleaires-en-belgique>, consulté le 04 août 2023.

³⁹ *Le contexte du nucléaire en Belgique*. (2018, novembre 21). Economie. <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/competences-federales/le-contexte-du-nucleaire-en>, consulté le 04 août 2023.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Le gouvernement belge décide de maintenir deux réacteurs nucléaires en activité pendant 10 années supplémentaires*. (2022, mars 31). FORUM nucléaire. <https://www.forumnucleaire.be/actus/nouvelle/le-gouvernement-belge-decide-de-maintenir-deux-reacteurs-nucleaires-en-activite-pendant-10-annees-supplementaires>, consulté le 27 juillet 2023.

unités en 2015 (Doel 1, Doel 2 et Tihange 1) et les plus récentes en 2025 (Doel 3, Doel 4, Tihange 2 et Tihange 3)⁴⁴. Cependant, différents événements viennent modifier cet objectif.

En effet, en 2009, Paul Magnette, le ministre fédéral de l'énergie, signe un protocole d'accord sur la prolongation des trois plus anciens réacteurs belges⁴⁵. Dès lors, en 2015, la décision de fermer les unités Doel 1, Doel 2 et Tihange 1 est modifiée par le gouvernement belge et ces fermetures sont alors prévues pour 2025⁴⁶.

2.2.5 Calendrier de la sortie du nucléaire en Belgique

Suite à la loi modifiée en 2015, un nouveau calendrier de la sortie du nucléaire est annoncé⁴⁷ :

Centrales	Date
Doel 1	15 février 2025
Doel 2	1 ^{er} décembre 2025
Doel 3	1 ^{er} octobre 2025
Doel 4	1 ^{er} juillet 2025
Tihange 1	1 ^{er} octobre 2025
Tihange 2	1 ^{er} février 2025
Tihange 3	1 ^{er} septembre 2025

⁴⁴ Le gouvernement belge décide de maintenir deux réacteurs nucléaires en activité pendant 10 années supplémentaires. (2022, mars 31). *Op. cit.*, consulté le 27 juillet 2023.

⁴⁵ Vandeburie, J. (2016). Nucléaire : c'est par où la sortie ?. La Revue Nouvelle, 5, 10-14. <https://www.cairn.info/revue-nouvelle-2016-5-page-10.htm>, consulté le 27 juillet 2023.

⁴⁶ Exploitation à long terme (LTO) de Tihange 1, Doel 1 et 2 jusqu'en 2025. (2022, septembre 29). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/centrales-nucleaires-en-belgique/exploitation-long-terme-lto-de-tihange-1-doel-1-et-2>, consulté le 04 août 2023.

⁴⁷ Base légale de la sortie du nucléaire en Belgique. (2022, novembre 10). Economie. <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/sources-denergie/nucleaire/base-legale-de-la-sortie-du>, consulté le 04 août 2023.

2.2.6 *Décision de prolongation*

Au fil des années suivant la sortie de ce calendrier nucléaire, de nombreuses préoccupations concernant l'approvisionnement énergétique de la Belgique au-delà de 2025 commencent à faire surface et le gouvernement belge charge l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) de la rédaction d'un rapport indiquant les mesures à prendre concernant l'avenir du nucléaire en Belgique⁴⁸. Cet aperçu, publié le 17 janvier 2022, démontre qu'une prolongation d'exploitation des réacteurs nucléaires les plus récents est possible sous réserve de différentes adaptations nécessaires visant à assurer la sûreté des installations⁴⁹.

En mars 2022, le gouvernement belge annonce sa décision de prolonger le fonctionnement des centrales nucléaires de Doel 4 et Tihange 3 jusqu'en 2035⁵⁰. Une consultation publique est alors publiée afin d'annoncer l'avant-projet de loi de prolonger ces deux centrales et sera active jusqu'au 20 juin 2023⁵¹. Les discussions commencent alors en juillet 2022 entre l'État belge et ENGIE Electrabel, elles aboutissent à un accord de principe conclu le 9 janvier 2023⁵².

C'est le 28 juin que l'accord concret concernant la prolongation des centrales de Doel 4 et Tihange 3 est signé entre ENGIE Electrabel et le gouvernement fédéral⁵³. L'AFCN soumet alors ses attentes concernant la sûreté de l'activité nucléaire à ENGIE,

⁴⁸ *Exploitation à long terme (LTO) de Tihange 1, Doel 1 et 2 jusqu'en 2025*. (2022, septembre 29). *Op. cit.*, consulté le 04 août 2023.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Prolongation de la durée de vie des centrales Doel 4 et Tihange 3*. (2022, March 18). *Op. cit.*, consulté le 27 juillet 2023.

⁵¹ *Projet de report de la désactivation des centrales nucléaires de Doel 4 et de Tihange 3 - Consultation du public sur le rapport des incidences sur l'environnement*. (2023, mars 03). Belgium.be.

https://www.belgium.be/fr/actualites/2023/projet_de_report_de_la_desactivation_des_centrales_nucleaires_de_doel_4_et_de_tihange_3, consulté le 04 août 2023.

⁵² *Exploitation à long terme (LTO) de Tihange 1, Doel 1 et 2 jusqu'en 2025*. (2022, septembre 29). *Op. cit.*, consulté le 04 août 2023.

⁵³ *ENGIE et le gouvernement fédéral belge s'accordent sur la prolongation des réacteurs nucléaires de Tihange 3 et Doel 4*. (2023, juin 29). De Croo Alexander. <https://www.premier.be/fr/engie-et-le-gouvernement-federal-belge-s'accordent-sur-la-prolongation-des-reacteurs-nucleaires-de-tihange-3-et-doel-4>, consulté le 04 août 2023.

différents travaux d'amélioration sont nécessaires mais peuvent être effectués de manière progressive⁵⁴.

La date à laquelle les deux centrales prolongées pourront être définitivement déployées pour la production d'électricité dépend de différents facteurs tels que l'approvisionnement en combustible mais également l'avancée des travaux effectués par ENGIE qui devront, au préalable, être approuvés par l'AFCN⁵⁵. Selon Sfen, l'information de référence sur l'énergie nucléaire, cette décision est attendue pour fin juillet⁵⁶.

⁵⁴ *L'AFCN envoie ses exigences de sûreté à Engie Electrabel pour la prolongation de Doel 4 et Tihange 3.* (2023, juillet 20). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/actualites/lafcn-envoie-ses-exigences-de-surete-engie-electrabel-pour-la-prolongation-de-doel-4-et>, consulté le 04 août 2023.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Le Gros, G. (2023, juillet). Belgique : accord pour la prolongation de deux réacteurs nucléaires. *Sfen*. <https://www.sfen.org/rgn/belgique-accord-pour-la-prolongation-de-deux-reacteurs-nucleaires/>, consulté le 13 janvier 2024.

2.3 La communication politique

Dans la démarche analytique de ce présent travail, nous nous intéressons à la communication politique, un domaine essentiel de la sphère publique. Celle-ci constitue en élément fondamental de la démocratie moderne car elle influence la formation des opinions publiques, les processus décisionnels et les relations entre les différents partis. Avant d'approfondir cette analyse, il est impératif de définir ce en quoi consiste la communication politique en tenant compte de ses multiples dimensions et implications dans le contexte contemporain.

Philippe Aldrin et Nicolas Hubé, dans leur ouvrage *Introduction à la communication politique*⁵⁷, développent l'idée selon laquelle le terme *communication* fait sens dès lors qu'il est rattaché à l'épithète *politique*. Il s'agit, selon eux, d'une expression largement compréhensible et linguistiquement associée à des éléments identifiables : des rôles (chefs, candidats, élus, etc.), des logiques d'action (gouverner, convaincre, séduire, enrôler, etc.) et des situations (manifestation du pouvoir, débats politiques, campagnes électorales, etc.)⁵⁸. Les deux auteurs déterminent également le champ de la communication politique recouvrant aujourd'hui tous les usages d'informations et de symboles servant des intentions politiques et traduit par un véritable jeu d'acteurs⁵⁹.

Afin de compléter cette explication, nous avons également examiné la définition donnée par Michel Bourse et Halime Yücel dans l'ouvrage *La communication politique : les enjeux d'aujourd'hui*⁶⁰. Selon eux, la communication est un outil important de la politique recouvrant l'ensemble des stratégies de communication en son sens le plus large⁶¹. Allant dans le même sens que les deux auteurs précédents, Bourse et Yücel précisent également que ces stratégies visent à présenter des idées politiques caractérisées par toute forme de communication dans le débat public

⁵⁷ Aldrin, P. Hubé, N. (2022). *Introduction à la communication politique*. (Ouvertures politiques). Deboeck supérieur. pp. 8-9

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Bourse, M. Halime, Y. (2021). *La communication politique : les enjeux d'aujourd'hui*. (Questions contemporaines). L'Harmattan. pp. 12-13

⁶¹ *Ibid.*

(discours électoraux, communication médiatique, communication institutionnelle, etc.)⁶².

En se basant sur les perspectives offertes par Philippe Aldrin et Nicolas Hubé, ainsi que par Michel Bourse et Halime Yücel, la *communication politique* peut être définie comme étant l'ensemble des pratiques visant à transmettre des informations dans le but de servir des intentions politiques spécifiques, et ce, à travers différents rôles. Cette communication s'inscrit dans des logiques d'action variées, allant de la gouvernance à la persuasion, en passant par la séduction. En outre, elle englobe l'ensemble des stratégies de communication. Ainsi, la communication politique d'Écolo peut se traduire par l'ensemble des pratiques de communication, telles que la persuasion ou la séduction, utilisées par les représentants du parti visant à justifier leur changement de position concernant la décision de prolongation des réacteurs nucléaires de Tihange 3 et Doel 4 en Belgique.

⁶² Bourse, M. Halime, Y. (2021). *Op.cit.* pp. 12-13

2.4 La communication de crise

Ensuite, étant donné les débats houleux et les controverses potentielles engendrés par la décision d'Écolo d'approuver la prolongation du nucléaire, il semble également pertinent de comprendre comment le parti gère et communique face à cette situation critique. C'est pourquoi, soulever la théorie de la communication de crise développée par Thierry Libaert⁶³ se révèle être d'une pertinence capitale.

La *crise*, dans l'ouvrage *La Communication de crise* est définie comme ceci : « Phase ultime d'une suite de dysfonctionnements, la crise est un événement mettant en péril la réputation et la stabilité d'une entreprise⁶⁴ ». Cependant, Libaert précise qu'au fil du temps de nouveaux interlocuteurs sont apparus tels que les pouvoirs publics, les élus ou encore les associations⁶⁵. Il détermine également trois grandes classes de stratégies développées afin de faire face à ces crises : les stratégies de la reconnaissance, les stratégies du projet latéral ainsi que les stratégies du refus. La décision de prolonger les réacteurs de Tihange 3 et Doel 4 va à l'encontre des principes fondamentaux en matière d'énergie et d'environnement pour Écolo, c'est pourquoi, en s'alignant à cette position le parti n'a pas eu d'autre choix que d'adapter sa communication tout en évitant de reconnaître explicitement un revirement de position, ce qui constitue une situation de crise communicationnelle. N'ayant jamais reconnu ni renié ce changement de position, la communication d'Écolo n'entre donc pas dans les classes de stratégies de reconnaissance ni de refus mais bien dans celle du projet latéral. Il convient, dès lors, d'approfondir cette théorie en nous concentrant sur les spécificités de cette classe qui se divise, elle-même, en plusieurs sous-stratégies énoncées également par Thierry Libaert.⁶⁶

Tout d'abord, cet auteur identifie la stratégie du déplacement du lieu de débat comme étant une méthode caractérisée par le déplacement du lieu de communication vers un autre lieu où celle-ci peut se positiver sur un thème valorisable⁶⁷.

⁶³ Libaert, T. (2020). *La communication de crise* (5^{ème} édition). Les topos. pp. 59-74.

⁶⁴ *Ibid.*, p.7

⁶⁵ *Ibid.*, p.8

⁶⁶ *Ibid.*, pp. 61-66.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 62

Ensuite, il développe celle de la contre-attaque et la rhétorique du complot. Déjà présentée par Aristote dans le passé, elle consiste à détourner les attaques vers d'éventuels organisateurs sur le thème, c'est-à-dire, chercher à qui le crime profite tout en se positionnant à la place de la victime⁶⁸. Enfin, la stratégie de l'accusation externe consiste en le détournement de l'attention vers une tierce partie et s'applique sous différentes formes : la stratégie hiérarchique permettant au communicant de minimiser son rôle dans la situation, la stratégie du pire utilisée afin de suggérer une autre piste d'investigation plus prometteuse aux médias, la stratégie de l'évitement du pire ayant pour objectif de d'apaiser et de positiver la crise en la comparant à un impact catastrophique évité, la stratégie de la piste annexe visant à réduire la pression médiatique en élargissant le champ des interlocuteurs concernés par cette crise et, enfin, la stratégie de la victimisation recourant au registre de l'émotion afin de se positionner comme souffrant des critiques négatives découlant de cette crise⁶⁹.

En intégrant cette théorie dans notre analyse, nous serons en mesure d'examiner comment Écolo a géré et communiqué face à cette situation critique. Dès lors, nous nous baserons sur ces stratégies de communication de crise identifiées par Thierry Libaert afin de développer notre analyse de discours.

⁶⁸ Libaert. T. (2020). *Op. cit.* pp. 62-63

⁶⁹*Ibid.*, pp. 63-66

2.5 Le Greenwashing

Le *greenwashing*, initialement défini dans le dictionnaire Larousse comme une « Utilisation fallacieuse d'arguments faisant état de bonnes pratiques écologiques dans des opérations de marketing ou de communication⁷⁰ », suscite aujourd'hui des réflexions plus profondes et plus complexes. Selon Aurélien Berlan, Guillaume Carbou et Laure Teulières, auteurs du *Manuel pour dépolluer le débat public*, le greenwashing dépasse largement le simple cadre de la communication d'entreprise⁷¹. En effet, ces chercheurs soulignent que ce concept englobe une dynamique plus vaste que celle qui concerne les entreprises cherchant à dissimuler leurs méfaits environnementaux, mais également un éventail plus large d'acteurs, y compris les mouvements écologistes, qui promeuvent souvent des solutions environnementales s'avérant être des impasses ou des fausses solutions⁷². En effet, ils affirment que ce ne sont pas seulement les entreprises qui polluent le plus qui chercheraient à masquer leurs méfaits, mais bien tout un ensemble d'acteurs, participants à faire proliférer des promesses erronées, des solutions incomplètes ou de véritables impasses pour faire face à la crise économique⁷³. Cette perspective élargie du greenwashing met en lumière des failles dans la manière dont les enjeux environnementaux sont pensés et traités dans notre société. Cette pratique semble, dès lors, aller au-delà du champ de la communication d'entreprise en faisant sa place dans le débat public et apparaître, selon les trois auteurs cités précédemment⁷⁴, comme une tendance plus générale de « mal penser » les problématiques écologiques dans notre société. Par conséquent, la définition dite « classique » du greenwashing est considérée comme trop restrictive.

En nous appuyant sur ce manuel, nous pouvons orienter notre analyse afin d'évaluer la présence éventuelle de greenwashing dans la communication du parti Écolo.

⁷⁰ Larousse (s.d.). Greenwashing. Dans *Dictionnaire en ligne*.

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ecoblanchiment/10910961#:~:text=Utilisation%20fallacieuse%20d'arguments%20faisant,de%20l'anglais%20greenwashing>, consulté le 02 avril 2024.

⁷¹ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Greenwashing Manuel pour dépolluer le débat public*. Anthropocène Seuil. pp. 1-34.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

2.6 Présentation des acteurs

Dans le débat complexe et en évolution sur la prolongation des réacteurs nucléaires en Belgique, une multitude d'acteurs influents s'entrecroisent, chacun apportant sa vision, ses intérêts et ses convictions. Comme expliqué précédemment, le parti politique Écolo se distingue par son rôle central dans la dynamique politique et économique entourant cette question brûlante. Dans le cadre de ce chapitre, nous examinerons, dès lors, ce à quoi correspond le parti Écolo ainsi que ses principaux acteurs.

2.6.1 Le parti Écolo



Écolo est un parti politique belge officiellement fondé en 1980 en réaction à la montée des préoccupations environnementales, notamment contre l'installation des centrales nucléaires, et pour la nécessité de promouvoir des politiques écologistes au sein du pays⁷⁶. Inspiré par les mouvements écologistes européens et internationaux, Écolo s'est rapidement imposé comme une force politique influente, plaçant la protection de l'environnement et la durabilité au cœur de son identité politique avec des principes et des valeurs reposant sur le respect de l'environnement, la justice sociale et la démocratie participative⁷⁷. Le parti prône une approche holistique des problèmes sociétaux, mettant en avant des solutions innovantes et durables pour faire face aux défis contemporains tels que le changement climatique, la dégradation de la biodiversité et la justice sociale⁷⁸.

Les Verts ont pour objectif la promotion des énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la protection des ressources naturelles⁷⁹. Le parti

⁷⁵ *Ecolo*. {Image}. <https://ecolo.be>, consulté le 12 janvier 2024.

⁷⁶ *C'est quoi ÉCOLO ?* (2010). Ecolo Uccle. <https://uccle.ecolo.be/nouveaux/cest-quoi-ecolo/>, consulté le 12 janvier 2024.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

s'engage également en faveur de politiques économiques équitables et durables, favorisant la création d'emplois verts et la transition vers une économie circulaire⁸⁰.

En ce qui concerne la question du nucléaire, Écolo a historiquement adopté une position anti-nucléaire, prônant la sortie progressive de l'énergie nucléaire en Belgique⁸¹.

2.6.2 Jean-Marc Nollet

Parmi les figures politiques éminentes du parti, Jean-Marc Nollet se distingue par son statut de co-président. En tant que porte-parole éloquent et fervent défenseur de l'environnement, Nollet incarne les valeurs et les convictions du parti, tout en jouant un rôle de premier plan dans l'articulation des positions d'Écolo sur la question délicate de la prolongation des réacteurs nucléaires⁸². Diplômé en sciences économiques et sociales de l'Université Catholique de Louvain (UCL), Nollet a rejoint les rangs d'Écolo dès ses années étudiantes, attiré par les valeurs écologistes prônées par le parti⁸³. Son engagement précoce dans les mouvements étudiants et associatifs lui a permis de se forger une réputation de militant dévoué et de défenseur passionné de l'environnement. Après avoir occupé divers postes au sein du parti, Nollet a gravi les échelons pour devenir co-président, partageant la direction du parti avec Rajae Maouane, une autre personnalité influente⁸⁴. Son ascension politique rapide et son leadership charismatique ont fait de lui une figure centrale de la politique belge, particulièrement sur les questions environnementales.

2.6.3 Rajae Maouane

Aux côtés de Jean-Marc Nollet, Rajae Maouane occupe également la position importante de co-présidente du parti. Diplômée en communication, Rajae Maouane est une fervente défenseuse d'une société mixte⁸⁵. Son parcours politique s'est

⁸⁰ *C'est quoi ECOLO ?* (2010). *Op. cit.*, consulté le 12 janvier 2024.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Dewez, M. (S.d.). *Nollet Jean-Marc*. Connaître la Wallonie.

<https://connaîtrelawallonie.wallonie.be/fr/wallons-marquants/dictionnaire-des-wallons/nollet-jean-marc>, consulté le 28 décembre 2023.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Rajae Maouane*. (S.d.). Écolo. <https://ecolo.be/representant/rajae-maouane/>, consulté le 28 décembre 2023.

caractérisé par son implication dans différentes associations qui militent pour défendre diverses causes comme, par exemple, l'émancipation des jeunes, les droits des femmes et la lutte contre les discriminations⁸⁶. En tant que co-présidente, Maouane contribue à la direction stratégique du parti, offrant une perspective articulée sur les politiques environnementales et sociales.

2.6.4 *Tinne Van der Straeten*

Tinne Van der Straeten est, quant à elle, une figure éminente au sein du parti Groen, l'équivalent flamand d'Écolo. Elle joue un rôle important dans les débats politiques en Belgique. Sa carrière s'est forgée à travers une série de postes au sein de Groen, où elle a acquis une expertise notable sur les questions énergétiques et environnementales⁸⁷. En plus de son rôle de conseillère communale de Koekelberg et de députée fédérale, Tinne Van der Straeten s'est particulièrement distinguée par son élection au poste de Ministre de l'énergie⁸⁸.

2.6.5 *Barbara Trachte*

Barbara Trachte occupe une place importante au sein du parti Écolo en tant que députée bruxelloise et secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Transition économique et de la Recherche scientifique⁸⁹. Titulaire d'un diplôme en droit international de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), Trachte s'est engagée activement dans la politique belge en mettant l'accent sur les enjeux environnementaux et socio-économiques⁹⁰. En tant que membre éminent d'Écolo, Trachte a joué un rôle crucial dans la formulation et la promotion des politiques environnementales au niveau régional et fédéral. En tant que fervente défenseuse de la transition énergétique vers des sources renouvelables, Trachte a plaidé en faveur d'une approche plus durable et responsable en matière d'énergie, mettant en avant les avantages économiques et environnementaux d'une telle transition⁹¹.

⁸⁶ *Rajae Maouane*. (S.d.). *Op. cit.*, consulté le 28 décembre 2023.

⁸⁷ *Tinne Van der Straeten*. (S.d.). Écolo #créonsdemain. <https://koekelberg.ecolo.be/nos-candidats/tinne-van-der-straeten/>, consulté le 28 décembre 2023.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ *À propos de Barbara Trachte*. (S.d.). Région de Bruxelles-Capitale. <https://be.brussels/fr/propos-de-la-region/structure-et-organisation/parlement-ministres/le-gouvernement-regional/barbara-trachte/propos-de-barbara-trachte>, consulté le 28 décembre 2023.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Ibid.*

2.6.6 Alain Maron

Dans le même ordre d'idée, Alain Maron occupe une position influente au sein du parti Écolo de par son statut de Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie, de la Propreté publique, de la Démocratie participative, de la Santé et de l'Action sociale⁹². Titulaire d'un diplôme en sciences politiques de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), Maron a consacré sa carrière politique à la défense de l'environnement avec également des valeurs progressistes. Il a plaidé en faveur d'une approche plus écologique et respectueuse du climat en matière d'énergie, mettant en avant les avantages des énergies renouvelables et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre⁹³.

2.6.7 Olivier Deleuze

Reconnu pour son expertise en matière d'environnement et sa longue expérience politique, Olivier Deleuze occupe une place prépondérante au sein du parti Écolo. En effet, cet ancien directeur de *Greenpeace* fait partie des membres fondateurs du parti⁹⁴. Actuellement Bourgmestre de Watermael-Boitsfort, Olivier Deleuze a déjà endossé le rôle de député fédéral, de secrétaire d'État fédéral à l'Énergie et au Développement durable ainsi que de co-président d'Écolo⁹⁵. Son engagement indéfectible en faveur de la sortie du nucléaire justifie pleinement son inclusion dans cette analyse approfondie de la position d'Écolo face à la décision de prolongation de deux réacteurs nucléaires en Belgique.

⁹² À propos de Alain Maron. (S.d.). <https://be.brussels/fr/propos-de-la-region/structure-et-organisation/parlement-ministres/le-gouvernement-regional/alain-maron>, consulté le 28 décembre 2023.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Olivier Deleuze. (S.d.). <https://ecolo.be/representant/olivier-deleuze/>, consulté le 28 décembre 2023.

⁹⁵ *Ibid.*

2.6.8 *Philippe Lamberts*

Engagé depuis 1991 dans le parti Écolo, Philippe Lamberts a rapidement gravi les échelons politiques avant de devenir co-président du parti en 2003 et eurodéputé en 2009⁹⁶.

En effet, titulaire du diplôme d'ingénieur en mathématique appliquée, sa carrière politique a démarré lorsqu'il est devenu conseiller en Politique étrangère et de Défense pour la Vice Première Ministre Isabelle à une époque où les Verts participaient pour la première fois au gouvernement fédéral belge⁹⁷. Lamberts se distingue par son plaidoyer en faveur de politiques environnementales.

2.6.9 *Saskia Bricmont*

Enfin, au sein du paysage politique belge et également européen, Saskia Bricmont se distingue par son engagement passionné en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable⁹⁸. C'est au côté de Philippe Lamberts que Saskia a fait son entrée au Parlement européen⁹⁹. En tant que porte-parole d'Écolo et membre actif du parti, Bricmont joue un rôle essentiel dans la formulation des positions du parti sur les questions environnementales et énergétiques, ce qui en fait une voix incontournable dans le débat sur la prolongation des réacteurs nucléaires en Belgique¹⁰⁰.

⁹⁶ *Biographie longue Philippe Lamberts*. (S.d.).

https://philippelamberts.eu/storage/uploads/CV_FR_PHL.pdf, consulté le 28 décembre 2023.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Tête de liste Ecolo pour les Européennes 2024 !* (13 novembre 2023). Saskia Bricmont.

<https://saskiabricmont.eu/priorites/197-tete-de-liste-ecolo-pour-les-europeennes-2024>, consulté le 28 décembre 2023.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

3. Approche pratique

3.1 Limitations

Avant de procéder à une analyse approfondie, il convient de souligner les limitations nécessaires afin d'assurer la rigueur et la qualité de ce travail.

Premièrement, cette étude se concentre uniquement sur le paysage politique belge et, plus précisément, wallon. Bien que la polémique régissant autour du nucléaire concerne un grand nombre de pays, il semble évident qu'un ciblage concentré sur une seule entité est nécessaire. En effet, l'analyse approfondie d'un cas spécifique tel que celui de la Belgique permet de fournir une analyse détaillée et nuancée sur les dynamiques politiques et communicationnelles spécifiques à ce pays.

Deuxièmement, le paysage politique belge étant composé d'un certain nombre de partis, cette étude se concentre exclusivement sur l'un d'entre eux : Écolo. En effet, ce choix méthodologique est nécessaire afin de maintenir une certaine cohérence et une rigueur dans notre analyse. Une étude basée sur l'ensemble des partis politiques belge serait trop vaste et ne permettrait pas d'effectuer une analyse qualitative.

Troisièmement, la communication politique recouvre un ensemble de stratégies communicationnelles extrêmement large. En effet, comme Michel Bourse et Halime Yücel l'expliquent dans le livre *La communication politique : les enjeux d'aujourd'hui*¹⁰¹, la communication politique est un système complexe, elle fait intervenir un vaste ensemble de processus. C'est pourquoi, notre analyse se concentre sur des stratégies prédéfinies et jugées les plus pertinentes.

Quatrièmement, il convient de noter que cette étude se limite à une période spécifique débutant un mois avant la décision de prolongation du 18 mars 2022 et se terminant à la fin de cette même année. Cette restriction temporelle a été établie afin de permettre un ciblage précis des événements et des communications entourant la décision de prolongation des centrales nucléaires ainsi que pour assurer une cohérence dans la collecte et l'interprétation des données.

¹⁰¹ Bourse, M. Halime, Y. (2021). *Op. cit.*, p.84.

Ces limitations permettent une analyse approfondie et détaillée des stratégies de communication d'Écolo, fournissant des *insights* sur la manière dont un parti politique important réagit à une situation controversée pouvant mettre en péril sa réputation. Ces résultats peuvent servir de base pour des études futures souhaitant élargir la zone géographique, étudier la communication d'autres partis ou analyser d'autres stratégies de communication.

3.2 Préambule

Comme expliqué précédemment, avant la décision du gouvernement belge de prolonger l'exploitation de deux réacteurs nucléaires, le parti politique Écolo était fermement engagé dans un positionnement anti-nucléaire, prônant avec conviction la sortie de cette énergie pour l'année 2025. Cette position s'inscrivait dans une longue tradition idéologique et politique du parti, qui plaçait la protection de l'environnement au cœur de ses revendications. Bien que certains représentants assurent fermement le contraire, de nombreux textes et interviews datant d'avant cette décision le prouve. En effet, Écolo a régulièrement exprimé son opposition au nucléaire, considérant cette forme d'énergie comme dangereuse, coûteuse et non durable. Selon ces représentants, la sortie du nucléaire était non seulement une question environnementale, mais aussi une question de sécurité, de santé publique et de responsabilité vis-à-vis des générations futures. En effet, le site officiel du parti avait dévoilé des articles de blogs dont les titres parlaient d'eux-mêmes :

Date	Titre
5 octobre 2019	« <i>Écolo réclame le respect du calendrier de sortie du nucléaire</i> ¹⁰² »
16 avril 2020	« <i>Le nucléaire n'est pas la solution</i> ¹⁰³ »
01 juillet 2020	« <i>Écolo se réjouit d'un accord qui facilitera la sortie du nucléaire et boostera les énergies renouvelables</i> ¹⁰⁴ »

¹⁰² *Écolo réclame le respect du calendrier de sortie du nucléaire*. (2019, 5 octobre). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/ecolo-reclame-le-respect-du-calendrier-de-sortie-du-nucleaire/>, consulté le 13 janvier 2024.

¹⁰³ *Le nucléaire n'est pas la solution*. (2020, 16 avril). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/lenergie-nucleaire-nest-pas-la-solution/>, consulté le 13 janvier 2024.

¹⁰⁴ *Écolo se réjouit d'un accord qui facilitera la sortie du nucléaire et boostera les énergies renouvelables*. (2020, 01 juillet). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/ecolo-se-rejouit-dun-accord-qui-facilitera-la-sortie-du-nucleaire-et-boostera-les-energies-renouvelables/>, consulté le 13 janvier 2024.

16 juillet 2020	« Faciliter la sortie du nucléaire et booster les énergies renouvelables ¹⁰⁵ »
04 juin 2021	« Écolo-Groen rappelle Engie à l'ordre : Ce n'est pas Electrabel qu'il faut démanteler mais les réacteurs nucléaires ¹⁰⁶ »

De plus, une proposition¹⁰⁷ selon laquelle il était nécessaire de fermer les centrales sans prolongation avait été publiée :

#climat et énergie

Proposition 11

Fermer les centrales **nucléaires** sans plus aucune prolongation de durée de vie. Doel 3 sera donc fermée au plus tard en 2022, Tihange 2 au plus tard en 2023, Doel 1, 2 et 4 et Tihange 1 et 3 au plus tard en 2025.



Lire la suite →

Les Verts ont également joué un rôle actif dans le débat en organisant des manifestations, des campagnes de sensibilisation et des initiatives citoyennes visant à mobiliser l'opinion publique contre l'énergie nucléaire. Le parti a travaillé en étroite collaboration avec d'autres organisations écologistes comme *Greenpeace*, des experts scientifiques et des militants environnementaux pour promouvoir son message anti-nucléaire et exercer une pression politique en faveur d'une transition énergétique ambitieuse et durable.

¹⁰⁵ *Faciliter la sortie du nucléaire et booster les énergies renouvelables*. (2020, 16 juillet). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/faciliter-la-sortie-du-nucleaire-et-booster-les-energies-renouvelables/>, consulté le 13 janvier 2024.

¹⁰⁶ *Écolo-Groen rappelle Engie à l'ordre : Ce n'est pas Electrabel qu'il faut démanteler mais les réacteurs nucléaires*. (2021, 04 juin). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/ecolo-groen-rappelle-engie-a-lordre-ce-nest-pas-electrabel-quil-faut-demanteler-mais-les-reacteurs-nucleaires/>, consulté le 13 janvier 2024.

¹⁰⁷ *Proposition 11* (S.d.) ECOLO. <https://ecolo.be/idees/etendre-les-solidarites/international-et-cooperation-sud-nord/proposition-11/>, consulté le 28 décembre 2024.

Le passage d'une telle position à l'acceptation de la décision du gouvernement belge de prolonger deux réacteurs constitue un revirement majeur de position pour Écolo, suscitant un intérêt significatif pour une analyse approfondie en termes de communication politique. En effet, pour justifier ce changement de position, les Verts ont dû adapter leurs discours, leurs réponses aux interviews ainsi que leurs messages politiques sur les réseaux sociaux. C'est le résultat d'un ensemble de stratégies de communication et d'une gestion de l'image publique que nous allons analyser dans ce travail. Ainsi, cette étude vise à décrypter les stratégies de communication d'Écolo dans ce contexte particulier, en éclairant les motivations et les implications de ce changement de situation sur la scène politique belge.

De nos jours, la communication politique est profondément influencée par les avancées technologiques et la prolifération des médias sociaux. Les représentants politiques doivent naviguer dans un paysage médiatique en constante évolution, où l'information circule rapidement et où les opinions se forment instantanément. Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre les enjeux et l'impact de la communication politique. En effet, selon Philippe Aldrin et Nicolas Hubé dans *Introduction à la communication politique*¹⁰⁸, les formes de la communication politique ont profondément changées ces dernières années et nous ne pouvons pas nier l'impact qu'ont les nouveaux médias de communication sur l'opinion publique concernant les politiques actuelles. Ces plateformes offrent, dès lors, un canal direct pour interagir avec les électeurs et influencer leurs opinions. Les publications sur les réseaux sociaux, qu'elles soient des déclarations officielles, des réponses aux événements actuels ou des communications de campagnes, peuvent avoir un impact instantané et massif sur la perception d'un parti politique et sur sa réputation.

Cette influence qu'ont les réseaux sociaux sur l'opinion publique, Écolo l'avait bien comprise. En effet, les représentants des Verts ont utilisé le réseau social Twitter dans leur campagne pour justifier leur changement de position concernant le nucléaire afin de faire passer leurs messages. En examinant de près les publications et les interactions sur ce site, nous pouvons décrypter les tactiques et les techniques utilisées par le parti afin de défendre sa position.

¹⁰⁸ Aldrin, P. Hubé, N. (2022) *Op. cit.*, p.207.

De plus, la communication consiste également en un véritable enjeu autour de la question climatique. En effet, Jean-Baptiste Comby explique, dans son ouvrage *La question climatique : genèse et dépolitisation d'un problème public*¹⁰⁹, l'importance de la communication comme instrument d'action publique. Selon lui, les années 2000 ont vu évoluer la professionnalisation des associations et des journalistes en charge de l'environnement, créant ainsi des conditions sociales propices à la médiatisation de la question climatique¹¹⁰. Cependant, Comby identifie la tendance à individualiser le problème climatique comme étant un obstacle à une communication efficace à ce sujet. Il identifie la logique de l'individualisation des enjeux climatique comme étant une stratégie pour mettre l'ordre social capitaliste à l'abris¹¹¹. Selon lui, il s'agirait d'une tendance à imputer les causes du problème environnemental aux individus tout en développant l'idée selon laquelle les solutions au problème climatique se logerait d'abord dans l'arbitrage des individus et des ménages, ce qui permettrait à la logique capitaliste de résister face à la question climatique¹¹². Comby dénonce également le croisement des logiques de fonctionnement des champs politiques et médiatiques assurant une construction publique du problème conforme aux intérêts des agents dominants le champ économique¹¹³. Les propos soutenus dans cet ouvrage sur la question climatique nous permettent, dès lors, de nous rendre compte de l'importance que la communication peut avoir pour influencer le débat public mais également de nous questionner quant à l'efficacité des stratégies utilisées par Écolo pour contrer cette individualisation du problème climatique et faire adopter ses valeurs par l'opinion publique.

¹⁰⁹ Comby, J. (2015). *La question climatique : genèse et dépolitisation d'un problème public*. Raison d'agir, p.25.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.207.

¹¹¹ *Ibid.*, p.13.

¹¹² *Ibid.*, p.17.

¹¹³ *Ibid.*, p.18.

3.3 Analyse discursive

Il convient à présent de nous concentrer sur la dimension discursive de la communication d'Écolo en examinant de près les discours prononcés lors des interviews, les publications sur les réseaux sociaux notamment les tweets, ainsi que les vidéos diffusées sur la chaîne YouTube. À travers cette analyse, notre objectif est de déconstruire et d'analyser les différents messages déployés. Dans le cas d'Écolo, ces discours revêtent une importance particulière car ils témoignent de l'évolution de la position du parti sur la question du nucléaire et de la manière dont celle-ci est communiquée au public. En se basant sur différents livres tels que *Analyser des discours institutionnels* d'Alice Krieg-Planque, *La politique à l'épreuve des émotions* d'Alain Faure et Emmanuel Négrier, *Le Greenwashing* d'Aurélien Berlan, Guillaume Carbou et Laure Tellières, *Nos mythologies écologiques* de Renaud Duterme, *La question climatique : genèse et dépolitisation d'un problème public* de Jean-Baptiste Comby, ainsi que de différents cours académiques dispensés dans le cadre du Master en Communication multilingue à l'Université de Liège, nous avons pu établir un schéma permettant de réaliser notre analyse. Celle-ci sera structurée en plusieurs sections, chacune mettant en évidence une technique de communication utilisée pour développer les messages d'Écolo. Lors de notre analyse, nous déterminerons si les stratégies utilisées font partie de la communication de crise et nous évaluerons si les messages développés au travers de ces stratégies font partie intégrante ou non du greenwashing tel que nous l'avons défini précédemment.

3.3.1 Discours d'appareil – Slogans et petites phrases

En premier lieu, Écolo fait l'usage d'un discours d'appareil en utilisant des slogans et petites phrases évocatrices. Selon Alice Krieg-Planque¹¹⁴, le discours d'appareil, particulièrement utilisé par les partis politiques, permet de rendre compte de la position de l'institution. Les slogans et petites phrases sont des éléments essentiels dans la stratégie de communication des Verts. Ces expressions, chargées de sens, permettent de transmettre des messages clés tels que des valeurs et des objectifs.

¹¹⁴ Kieg-Planque, A. (2012). *Analyser des discours institutionnels*. Armand Colin, p. 102.

Selon Krieg-Planque, ce sont ces valeurs qui fondent les slogans et les petites-phrases au-delà de leur dimension rhétorique.

En regroupant les principaux slogans et petites phrases utilisés par les représentants d'Écolo, il est déjà possible d'appréhender les directions que va prendre la communication du parti au sujet du nucléaire. En effet, voici les principales expressions impactantes sensées donner du sens et de la valeur à cette communication.

Sur le réseau social Twitter, les deux co-présidents du parti n'ont rien publié au sujet de l'énergie nucléaire. Cependant, deux femmes influentes dans le monde de l'écologie, Saskia Bricmont et Tinne Van der Straeten, font l'usage de ces slogans et petites phrases afin de transmettre leurs messages. Saskia Bricmont, par exemple, utilise l'expression « Misons tout sur les énergies de la paix » (Annexe 11) qui incarne son engagement en faveur d'une transition énergétique pacifique et durable. Tinne Van Der Straeten, quant à elle, s'exprime en écrivant « L'énergie renouvelable est notre meilleure garantie d'indépendance et d'accessibilité financière » (Annexe 23), mais également « Reprenons notre énergie en main » (Annexe 27). Ces phrases impactantes reflètent la volonté d'Écolo de promouvoir l'autonomie énergétique pour la Belgique. Ce faisant, ces deux femmes appliquent la stratégie du déplacement du lieu de débat identifiée dans la communication de crise, elles encouragent à s'intéresser aux autres énergies que le nucléaire et attirent donc l'attention vers un sujet qui n'est autre que la transition énergétique.

Également présent sur la plateforme YouTube, Écolo s'exprime au sujet du nucléaire à travers deux vidéos, l'une concernant la transition énergétique, l'autre concernant la consommation d'énergie. Chaque vidéo se clôture sur une phrase impactante : « L'horizon des écologistes : une Belgique 100% renouvelable d'ici 2050 » (Annexe 32) et « Consommer moins d'énergie, c'est pas le Moyen-Âge, c'est l'avenir ! » (Annexe 33). La première expression témoigne l'ambition à long terme d'Écolo de parvenir à s'alimenter uniquement en énergie renouvelable, ce cap passant de 2025 à 2050. Écolo semble, à travers ce message, démontrer que ses ambitions ne changent pas malgré son changement de position en faveur de la prolongation du nucléaire. La seconde expression, plus frappante, met en avant l'idée qu'une consommation

d'énergie plus sobre est une nécessité pour le futur. Dans une même mesure, ces expressions entraînent les locuteurs à s'intéresser aux énergies du futur et sont attirés vers un autre sujet que la prolongation du nucléaire. On retrouve à nouveau la stratégie du déplacement du lieu de débat, caractéristique de la communication de crise.

Enfin, ces slogans et petites phrases se retrouvent également dans les paroles des représentants politiques. Utilisées lors d'interviews et souvent répétées, elles permettent également de mettre en avant les valeurs du parti. Rajae Maouane, par exemple, reprend régulièrement l'expression « La sortie du nucléaire n'est pas une fin en soi » (Annexe 35 et 37), en soulignant la perspective d'Écolo selon laquelle la prolongation fait partie d'une vision plus large de durabilité et de sécurité énergétique. Philippe Lamberts, quant à lui, s'exprime au sujet de l'économie à travers ces paroles significatives : « Il n'y a pas d'économie sans énergie » (Annexe 44), soulignant l'interdépendance entre l'énergie et l'économie, et mettant en avant la nécessité de repenser notre modèle économique. Dans un même ordre d'idée, Alain Maron et Jean-Marc Nollet s'accordent sur le besoin de changer nos actions politiques et de repenser le monde avec des expressions telles que « Nous devons changer le monde » (Annexe 46) et « Earth is the limit » (Annexe 42). À nouveau, les représentants du parti essayent de mettre l'accent sur le futur et de détourner l'attention de la crise liée à la prolongation du nucléaire.

En mettant en lumière la nécessité de repenser notre modèle économique et de changer nos actions politiques, les porte-paroles d'Écolo rejoignent le point de vue de Jean-Baptiste Comby. Dans son livre *La question climatique : genèse et dépolitisation d'un problème public*, le docteur en Sciences de l'Information et de la Communication dénonce, à de nombreuses reprises, le rôle du capitalisme dans la gestion de la question environnementale¹¹⁵. Il cite, entre autres, Nicolas Hulot et René Dumont. Le premier dénonce les « excès » des sociétés développées, plaide pour une meilleure répartition des ressources et argumente que le modèle économique dominant ne doit plus être considéré comme une solution mais bien un problème¹¹⁶.

¹¹⁵ Comby, J. (2015). *Op. cit.*

¹¹⁶ *Ibid*, p.11.

Le second rappelle comment nos choix idéologiques favorisent l'industrialisation et l'exploitation massive des ressources de la planète depuis deux siècles, soulignant également les conséquences désastreuses de ce mode de vie¹¹⁷. Selon lui, l'accumulation illimitée du capital, dans l'objectif de maximiser les profits, est un principe amoral et irrationnel¹¹⁸. Dès lors, à travers leurs différents discours, les représentants d'Écolo soutiennent cette idéologie. Cependant, communiquer autour de la question environnementale ne semble pas être évident étant donné la complexité de changer des idées profondément ancrées. En effet, Jean-Baptiste Comby explique que, pour que les enjeux climatiques déstabilisent les logiques sociales qui assurent leur domination, il faudrait soulever la question de la compatibilité des dynamiques capitalistes avec la préservation des écosystèmes naturels et sociaux¹¹⁹. Toutefois, durant des années, des stratégies furent mises en place afin de détacher l'ordre social capitaliste de la critique écologique comme, par exemple, l'individualisation des enjeux que nous avons souligné précédemment¹²⁰. Suivant les idées développées dans le livre, lutter contre cette logique capitaliste semble complexe, ce qui pourrait être la raison de la présence d'une certaine forme de greenwashing au sein de la communication développée par Écolo.

En effet, selon le *Manuel pour dépolluer le débat public*, l'utilisation du flou et de l'ambiguïté, une stratégie du discours également adoptée par Écolo que nous analyserons plus en profondeur par la suite, est une caractéristique du greenwashing¹²¹. En utilisant les termes « énergies de la paix », Saskia Bricmont semble véhiculer des mots creux n'apportant aucun contenu concret ou autre explication précise permettant d'identifier précisément sa signification. De même, Tinne Van der Straeten évoque une garantie d'indépendance grâce aux énergies renouvelables : une promesse qui, selon les auteurs du manuel, est à la fois invérifiable et trompeuse. En effet, ils développent la théorie selon laquelle, lorsqu'on parle d'énergie renouvelable, il faut prendre en compte d'autres facteurs tels que les émissions liées à la fabrication des infrastructures ainsi que celles des dispositifs

¹¹⁷ Comby, J. (2015). *Op. cit.*, p.8

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ *Ibid.*, p.13

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Greenwashing Manuel pour dépolluer le débat public*. Anthropocène Seuil. pp. 109-111.

nécessaires pour le stockage de ces énergies¹²². Dans son ouvrage *Nos mythologies écologiques*, Renaud Dutermie met en lumière une réalité souvent négligée : toutes les formes d'énergie, quelles qu'elles soient, ont un impact sur l'environnement¹²³. Il souligne que même les énergies dites renouvelables ne sont pas exemptes de conséquences environnementales et sociales lors de leur production ou extraction à grande échelle et que, bien que l'utilisation de ces énergies ne produise pas de CO₂ lors de l'utilisation, leur déploiement massif nécessitera d'importantes quantités d'énergies fossiles¹²⁴. Ensuite, malgré le fait que l'annonce par les Écolos de l'objectif d'une Belgique 100% renouvelable d'ici 2050 soit porteuse d'une vision optimiste de l'avenir, elle omet de prendre en compte les contraintes imposées par les rapports du GIEC, qui ont fixé une limite d'émission de CO₂ afin de limiter le réchauffement climatique¹²⁵. Au rythme actuel, notre « budget carbone » sera épuisé d'ici 2027¹²⁶, ce qui remet en question la faisabilité de cet objectif établi par Écolo, étant donné que toutes les technologies prévues pour être opérationnelles à grande échelle après cette date ne répondent pas à l'urgence climatique¹²⁷. Actuellement, le déploiement des énergies dites « renouvelables » n'est qu'à l'état de promesse et personne n'est en mesure de dire si elle sera maintenue, pas même le mouvement écologiste. Enfin, Jean-Marc Nollet, le co-président du parti, insiste sur les limites de la planète, suggérant ainsi que notre utilisation actuelle des énergies pourrait dépasser ces limites imposées par la Terre. Cependant, en se basant sur une étude présentée par Renaud Dutermie, nous n'épuiserons jamais les stocks existants d'énergies fossiles étant donné qu'une partie resterait inaccessible, celle-ci étant trop profondément enfouie dans le sol¹²⁸. Il explique alors que, si nous continuons notre mode de consommation actuel, ce type d'énergie deviendra de plus en plus coûteux à mesure que les méthodes d'extraction nécessiteront davantage de ressources¹²⁹. Nous constatons, dès lors, le potentiel impact qui serait causé par l'absence d'un changement de nos conditions de vie. En suivant les paroles de monsieur Nollet, nous

¹²² Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, p. 123.

¹²³ Dutermie, R. (2022). *Nos mythologies écologiques. Déconstruire les idées reçues sur le changement climatique*. Les Liens qui Libèrent. pp. 65-71.

¹²⁴ *Ibid.* pp. 71-75.

¹²⁵ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, p. 124.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Dutermie, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 53-57

¹²⁹ *Ibid.*

pourrions avoir tendance à identifier le développement des énergies renouvelable comme étant la solution idéale pour répondre à la situation. Cependant, Aurélien Berlan, Guillaume Cabou et Laura Tellières dénoncent une autre réalité : Malgré l'infinité de la ressource solaire, nous utilisons d'autres ressources non-renouvelables pour en capter l'énergie¹³⁰. Par exemple, une éolienne de 3MW nécessite 3 tonnes d'aluminium, 4,7 tonnes de cuivre, 335 tonnes d'acier et 1200 tonnes de béton¹³¹. Par conséquent, nous entrons dans la logique de Monsieur Dutermie concernant l'augmentation des prix liée à l'extraction. En effet, les trois auteurs expliquent également que, plus un minerai est extrait, plus sa concentration dans les gisements diminue et plus il faut de l'énergie pour le faire, ce qui augmente le coût¹³². Ils concluent, dès lors, que les activités d'extraction et les transformations minières telles qu'elles sont pratiquées actuellement ont des impacts écologiques et sociaux catastrophiques¹³³.

En conclusion, par l'utilisation de ces expressions, Écolo parvient à synthétiser ses valeurs et ses messages face à la crise concernant le nucléaire. L'analyse de l'usage du discours d'appareil révèle la place des slogans et petites phrases dans la stratégie de communication du parti. En se basant également sur les théories de Thierry Libaert, nous étions en mesure d'identifier les stratégies faisant partie de la communication de crise. Dans chacun des cas, les dirigeants du parti essayent de détourner l'attention de la prolongation et pratiquent, dès lors, la stratégie du déplacement du lieu de débat. Enfin, nous avons également pu identifier comment, en utilisant ces slogans et petites phrases, les discours d'Écolo se révèlent faire partie de la théorie du greenwashing que nous avons défini dans notre analyse théorique.

3.3.2 Valeur inclusive

Ensuite, l'utilisation de la « valeur inclusive » joue un rôle central dans la communication politique d'Écolo. Celle-ci met en lumière la manière dont le parti intègre les citoyens belges dans sa perspective à travers l'utilisation du pronom inclusif *nous* et du déterminant possessif *nos*. Cette approche vise à créer un

¹³⁰ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, pp. 126-128.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² *Ibid.*

¹³³ *Ibid.*

sentiment d'appartenance et d'engagement chez les électeurs en les invitant à se sentir partie prenante des objectifs et des actions d'Écolo. En effet, Alice Krieg-Planque explique la dimension particulière de ces deux petits mots. Selon elle¹³⁴, ceux-ci sont dotés d'un intérêt supplémentaire, c'est-à-dire qu'ils permettent de désigner à la fois le « je » et le « tu ». L'utilisation de ce pronom ou déterminant permet ainsi au lecteur de s'identifier à l'institution¹³⁵, dans ce cas, au parti Écolo.

La « valeur inclusive » est principalement utilisée par Écolo pour inclure les citoyens dans la responsabilité de l'état actuel de la consommation d'énergie belge mais également dans la position de victime face à ce débat concernant le nucléaire. Dans une série de tweets, les comptes d'Écolo, d'Alain Maron et de Tinne Van der Straeten utilisent ce pronom inclusif dans le but d'engager les citoyens belges dans leur vision politique. Écolo affirme : « Nous sommes beaucoup trop dépendants de l'étranger pour nos ressources en #énergie » (Annexe 4), soulignant ainsi la nécessité d'une plus grande autonomie énergétique pour la Belgique. En incluant les citoyens dans cette déclaration, Écolo les invite à prendre conscience de l'importance de cette question pour l'ensemble de la société belge. Alain Maron renforce cette approche inclusive dans un autre tweet en déclarant : « Continuons à tracer sereinement ce chemin » (Annexe 14), invitant les citoyens à se joindre à lui dans la poursuite d'un avenir plus durable. De même, il souligne dans un autre tweet : « Nous devons nous affranchir des énergies fossiles » (Annexe 16), positionnant les électeurs comme des acteurs essentiels dans la transition énergétique du pays. Avec un même objectif, Tinne Van der Straeten affirme : « La meilleure façon de renforcer notre indépendance est de produire davantage d'énergie renouvelable » (Annexe 23), soulignant ainsi l'importance de l'autosuffisance énergétique pour la Belgique. Elle rappelle également dans un autre tweet : « Ce que nous devons apprendre, en tant qu'Europe, en tant que Belgique, c'est que nous sommes trop dépendants des énergies fossiles » (Annexe 26), appelant à une prise de conscience collective sur la nécessité de réduire la dépendance aux énergies non renouvelables.

¹³⁴ Krieg-Planque, A. (2012). *Analyser des discours institutionnels*. Armand Colin, p. 168.

¹³⁵ *Ibid.* p. 170.

Dans les vidéos YouTube, l'inclusivité est également présente. En effet, Écolo déclare : « L'organisation actuelle de nos sociétés et de nos modes de vie nous conduit à utiliser énormément d'énergie, pour la satisfaction de nos besoins mais aussi de consommation superflue » (Annexe 32). On retrouve également à quatre reprises l'utilisation de l'expression « nos besoins ». En utilisant le pronom « nos », Écolo invite les citoyens à se sentir responsables de cette situation, renforçant ainsi un sentiment de culpabilité collective quant à notre empreinte énergétique. En mettant l'accent sur la consommation superflue, le parti écologiste pointe du doigt les comportements excessifs et invite à une réflexion sur nos habitudes de vie et de consommation. Cette approche inclusive vise à susciter une prise de conscience collective sur l'urgence d'agir pour réduire notre empreinte écologique et à mobiliser les citoyens autour de la nécessité d'adopter des comportements plus responsables et durables. En impliquant les électeurs dans cette réflexion critique, Écolo cherche à renforcer son engagement en faveur de la transition écologique et à mobiliser un large soutien pour ses initiatives politiques.

Cette stratégie est également utilisée dans les discours des représentants écologistes à travers leurs interviews. Jean-Marc Nollet souligne, par exemple, « Nous devons en tirer rapidement les leçons et les conséquences avec un regard ouvert » (Annexe 36). Il utilise également à plusieurs reprises le terme « notre approvisionnement », invitant les citoyens à participer à une réflexion collective sur les enjeux énergétiques. Dans un même ordre d'idée, Tinne Van der Straeten souligne la même problématique en utilisant ces mots : « Nous sommes trop dépendants des énergies fossiles » (Annexe 26), « Quand on va à la pompe, on constate les 8€ en plus pour faire le plein » (Annexe 38), ou encore : « On a toujours besoin de ces centrales à gaz » (Annexe 38). Avec ces paroles, Tinne soulève l'impact de la crise énergétique sur la collectivité tout en incluant les citoyens dans les conséquences. Jean-Marc Nollet utilise cette approche plus subtilement avec le pronom « nos » en répétant « nos déchets » et « notre consommation » invitant à nouveau les citoyens à prendre conscience de la responsabilité collective. Il met également en avant la nécessité d'une action commune en déclarant : « Il faudrait les ressources de quatre planètes. Nous ne les avons pas » (Annexe 42). Enfin, Alain Maron souligne l'importance de la garantie de l'approvisionnement pour tous, affirmant : « On doit garantir l'approvisionnement,

[...] et permettre notre indépendance par rapport aux autres pays » (Annexe 46). Par l'utilisation de ces expressions inclusives, les représentants d'Écolo cherchent à mobiliser les citoyens autour de leur programme politique et à les inciter à agir collectivement pour un avenir plus durable et énergétiquement indépendant.

L'intégration de la valeur inclusive dans les discours d'Écolo ne relève pas du hasard, mais plutôt d'une stratégie réfléchie. Cette approche subtile de l'inclusivité offre au parti un outil efficace pour gérer sa communication de crise de manière stratégique. En se référant à la stratégie de la piste annexe définie par Thierry Libaert¹³⁶, on comprend que le choix d'inclure la responsabilité de l'ensemble des citoyens dans sa communication permet à Écolo de minimiser son propre rôle dans la crise et d'ouvrir le champ des interlocuteurs concernés. En attribuant une part de responsabilité à chaque individu, le parti détourne l'attention de sa propre implication, réduisant ainsi la pression médiatique et politique qui lui est directement adressée. Cette approche démontre une conscience aiguë de la manière dont les stratégies de communication peuvent influencer la perception publique et la gestion de la crise.

En adoptant cette approche, Écolo véhicule divers messages tels que notre forte dépendance aux énergies fossiles ou notre impératif à produire davantage d'énergie renouvelable. Afin de déterminer la véritable valeur de ces messages, il convient d'évaluer s'ils font partie ou non du greenwashing. Tout d'abord, en identifiant notre dépendance aux énergies fossiles, les dirigeants écologistes dénoncent une réalité confirmée par Renaud Dutermie qui, lui-même, dénonce notre extrême dépendance aux énergies fossiles¹³⁷. Pour ce faire, l'auteur met en lumière ce qu'il considère comme un véritable problème dans notre société actuelle, c'est-à-dire, notre surconsommation d'énergie. Il accuse le débat concernant l'énergie nucléaire de cacher un tabou, à savoir, la nécessité de réduire drastiquement l'utilisation de l'énergie et, par conséquent, de réduire sa production et sa consommation en général¹³⁸. En effet, il explique que si nous continuons de consommer au rythme actuel, l'extraction du pétrole deviendra de plus en plus difficile, cela nécessitera

¹³⁶ Libaert, T. (2020). *La communication de crise* (5^{ème} édition). Les topos. pp. 63-64.

¹³⁷ Dutermie, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 53-57.

¹³⁸ *Ibid.* pp. 65-71.

davantage d'énergie et par conséquent davantage de coûts¹³⁹. Duterme rejoint, dès lors, le point de vue du parti dénonçant notre consommation superflue. Selon lui, maintenir notre niveau actuel d'exploitation du pétrole et accroître l'énergie nécessaire à cette exploitation, entraînerait un réchauffement climatique de l'ordre de 4 à 6 degrés d'ici 2100, ce qui serait catastrophique¹⁴⁰. Il écrit également qu'en continuant notre *business as usual*, nos sociétés connaîtraient une polarisation croissante qui impacterait les plus pauvres ainsi que les classes moyennes, qui risqueraient de délégitimer le système, ne voyant pas d'évolution dans les politiques structurelles¹⁴¹. Ceci pourrait entraîner une recrudescence des tensions sociales et géopolitiques et, par conséquent, un monde plus désordonné¹⁴².

Ces idées rejoignent la pensée de Jean-Baptiste Comby qui, comme nous l'avons expliqué précédemment, dénonce l'individualisation du problème climatique. En effet, avec pour objectif d'illustrer ses propos et étayer ses arguments, Comby évoque le rapport publié il y a bientôt vingt ans par l'Agence européenne de l'environnement (AAE) qui admettait à l'époque :

« C'est la vitesse et l'ampleur de ce développement économique qui menacent l'intégrité des services écologiques qui soutiennent l'activité économique. L'existence des limites physiques à la poursuite de la croissance économique basée sur l'utilisation des ressources est désormais généralement admise. ¹⁴³ »

L'auteur souligne aussi les affirmations du philosophe Pierre Dardot et du sociologue Christian Laval, qui soutiennent que le dérèglement climatique est un enjeu social résultant des structures de production et de consommation modérées par les logiques industrielles et financières du capitalisme qui imposeraient progressivement un agencement des rapports sociaux sur un mode concurrentiel¹⁴⁴. Dès lors, en dénonçant l'organisation actuelle de notre société ainsi que nos modes de vie, les écologistes rejoignent ces différents points de vue mis en avant par Renaud Duterme et Jean-Baptiste Comby. Cependant, peut-être dans un objectif de ne pas bousculer la logique

¹³⁹ Duterme, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 53-57.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 57.

¹⁴¹ *Ibid.* pp. 48-53.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Comby, J. (2015). *Op. cit.*, pp. 8-9.

¹⁴⁴ *Ibid.*, pp. 10-11.

individualiste soutenue par l'ordre capitaliste et bien ancrée depuis de nombreuses années, les Verts insistent tout de même sur les conséquences du comportement des citoyens face aux problèmes environnementaux. Selon Dutermé, les petits gestes du quotidien doivent être encouragés mais la vraie nécessité serait de développer des réponses structurelles pour inverser la tendance climatique¹⁴⁵. Il rappelle également qu'aucun changement de grande ampleur ne s'est réalisé grâce à des efforts individuels¹⁴⁶. Au travers de leur communication, les écologistes semblent timidement identifier cette nécessité sans pour autant brusquer les électeurs.

Dès lors, la pensée écologiste développée dans ce présent chapitre semble être en accord avec la solution suggérée par Renaud Dutermé d'effectuer un changement politique remettant en cause notre mode de vie et réduisant notre dépendance¹⁴⁷. En soutenant cet avis, Écolo semble identifier une réalité et non faire l'usage d'une stratégie de greenwashing. Cependant, Alain Maron insiste sur notre besoin de nous affranchir des énergies fossiles et ce message nécessite une autre réflexion. En effet, comme nous l'avons identifié précédemment dans le *Manuel pour dépolluer le débat public*, l'implémentation des énergies renouvelables nécessite l'utilisation d'énergies fossiles. Pour rappel, canaliser une énergie, renouvelable ou non, nécessite des ressources non-renouvelables, par exemple, pour les infrastructures et les dispositifs de stockages¹⁴⁸. Par conséquent, en nous affranchissant des énergies fossiles, l'avenir 100% renouvelable souhaité par Écolo ne saurait pas être réalisable. En faisant passer ce type de message et en utilisant ces termes, le parti pratique alors une forme de greenwashing.

En conclusion, la « valeur inclusive » fait partie de la stratégie de communication politique d'Écolo visant à engager les citoyens belges dans sa perspective. L'objectif étant de créer un sentiment d'appartenance et d'engagement chez les électeurs en les invitant à se sentir partie prenante des idées et des actions du parti. Bien que certains messages du parti dénoncent de véritables nécessités, l'un d'entre eux cache une forme de greenwashing qui mériterait d'être révélée. En effet, en prônant

¹⁴⁵ Dutermé, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 111-115.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.*, pp. 53-57.

¹⁴⁸ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, pp. 126-128.

l'émancipation des énergies fossiles, les écologistes ne prennent pas en compte le fait que celles-ci sont nécessaires dans le processus d'utilisation des énergies renouvelables. Cela remet alors en question la faisabilité d'un avenir tel que promu par Écolo.

3.3.3 Concession

Une autre composante présente dans les discours des représentants du parti est l'« opération concessive ». Il s'agit, selon le livre *Analyser les discours institutionnels*¹⁴⁹, d'une opération syntaxique qui exprime une relation d'opposition ou de restriction. Selon l'autrice¹⁵⁰, cette opération permet de mettre en scène deux propositions dont les contenus sont explicitement exposés comme opposés, contradictoires ou divergents, ce qui dévoile une conclusion qui vient conjoncturellement clore la tension exprimée par la phrase. Que ce soit à travers les tweets ou dans leurs discours, les représentants font usage de cette opération afin de justifier la position d'Écolo face à la décision de prolongation des deux réacteurs nucléaires.

Déjà avant son changement de position, le parti faisait usage de cette opération. Par exemple, dans un tweet publié sur le compte officiel, Écolo, en écrivant ces mots : « La situation en Ukraine est inquiétante mais ne modifie pas notre position sur le nucléaire » (Annexe 1), soulignait qu'en dépit de son inquiétude pour la situation en Ukraine, son point de vue concernant le nucléaire ne changerait pas. À ce moment-là, en février 2022, Écolo faisait l'usage de l'opération concessive comme justification pour maintenir une position en faveur de la sortie du nucléaire.

Contradictoirement, après leur changement de position, les représentants écologistes ont également utilisé l'opération concessive avec l'argument de la guerre en Ukraine pour justifier ce revirement. En effet, Tinne Van der Straeten affirmait dans un tweet de mars 2022 : « Le plan A est prêt et réalisable, mais réévaluation nécessaire avec l'Ukraine » (Annexe 27). Ce plan A étant la sortie du nucléaire, Tinne réalise une concession admettant la nécessité d'une réévaluation suite à la situation en Ukraine.

¹⁴⁹ Kieg-Planque, A. (2012). *Analyser des discours institutionnels*. Armand Colin, p. 171.

¹⁵⁰ *Ibid.*

Dans un même ordre d’idée, lors d’une interview avec Martin Buxant, Rajae Maouane déclare :

« Sur ces deux aspects bien sûr nous sommes totalement ouverts et encore plus aujourd’hui avec la donne qui a changé avec le niveau géopolitique, les factures explosent et ça c’est extrêmement important, on doit garder un regard totalement ouvert » (Annexe 37).

Cette déclaration reconnaît que le plan B, correspondant à la prolongation du nucléaire en Belgique, est une option envisageable bien qu’Écolo reconnaisse les dangers associés à cette option. La concession réside dans le fait que, bien que cette possibilité soit ouverte, elle est associée à des risques. Toujours en parlant de la guerre en Ukraine, Tinne Van der Straeten explique également :

« C’est quelque chose d’affreux mais aussi qui nécessite qu’on adapte nos politiques et donc, en effet, on a le regard ouvert en ce qui concerne la sortie nucléaire » (Annexe 38).

Avec ces propos, elle justifie à nouveau leur changement de position en utilisant une concession. Dans la même interview, la Ministre de l’énergie enchaîne : « Ça veut dire donc qu’on peut envisager de voir comment et dans quelles modalités ces deux réacteurs les plus récents peuvent être prolongés » (Annexe 38), mais aussi, « Le monde a changé donc il faut maintenant regarder avec un regard ouvert aussi ces obstacles » (Annexe 38). En somme, par le biais de ce type d’opération, le parti utilise l’argument de la situation de la guerre en Ukraine afin de justifier son revirement de position face à la décision de sortie du nucléaire. En intégrant la concession pour mettre en avant l’argument du contexte géopolitique en faveur de la prolongation des centrales, Écolo cherche à atténuer sa propre responsabilité dans la décision. Cette tactique s’inscrit dans la théorie communication de crise, visant à faire croire que la situation actuelle leur est imposée. En mettant en avant les contraintes du contexte géopolitique, le parti cherche à présenter la prolongation des centrales nucléaires comme une décision inévitable et nécessaire, limitant ainsi les critiques qui pourraient lui être adressées.

Cependant, l'opération concessive n'est pas uniquement employée dans cet optique. Par exemple, Philippe Lamberts, député européen et membre du parti Écolo, l'utilise également pour justifier les choix énergétiques :

« Et donc je suis contre l'énergie nucléaire, elle doit absolument à terme disparaître de notre mix énergétique mais on est là où on est, c'est-à-dire qu'on fait des choix énergétiques {...} » (Annexe 44).

La concession, dans ce cas, signifie que, malgré l'opposition de Philippe Lamberts à l'énergie nucléaire, il admet les choix énergétiques en cours. Barbara Trachte évoque également : « C'était le plan B, c'est une option effectivement qui est ouverte y compris pour Écolo {...} même si c'est une énergie qui est dangereuse » (Annexe 36). Le plan B étant la prolongation des réacteurs, Barbara confirme la possibilité d'une prolongation nucléaire en utilisant une opération concessive. Celle-ci signifie que, bien que ce type d'énergie soit dangereuse, la prolongation du nucléaire est une éventualité réalisable. Cette stratégie de communication s'inscrit dans la logique de la contre-attaque, telle que décrite par Thierry Libaert¹⁵¹ dans sa théorie de la communication de crise. En soulignant la dangerosité du nucléaire, Barbara détourne la critique, mettant en avant les risques associés à cette énergie. Cette approche a pour objectif de déplacer l'attention de la décision de prolongation elle-même vers les enjeux de sécurité liés au nucléaire, cherchant ainsi à atténuer les reproches qui pourraient être adressées au parti.

Par l'utilisation de ces opérations concessives, Écolo fait passer divers messages comme celui de Tinne Van der Straeten soulignant la nécessité d'adapter nos politiques. En mettant l'accent sur cette nécessité, la Ministre de l'énergie rejoint les points de vue de Renaud Duterme et Jean-Baptiste Comby que nous avons développés précédemment et selon lesquels nous ne devons pas uniquement changer nos comportements individuels pour essayer de relever les défis écologiques, mais nous devons adopter des habitudes dans un contexte plus large sur lequel l'individu n'a pas de prise immédiate, par exemple, en adoptant des réponses structurelles. De plus, dans le *Manuel pour dépolluer le débat public*, les trois auteurs accusent le phénomène de « prise de conscience écologique » de se baser sur une fausse

¹⁵¹ Libaert. T. (2020). *Op. cit.*, pp. 62-63.

évidence : la crise environnementale serait due à un déficit qu'il faudrait combler¹⁵². Or, selon eux, il s'agirait plutôt d'un ordre économique qu'il faudrait réformer ou abattre¹⁵³. Bien que Tinne Van der Straeten n'aborde pas le terrain économique, son message entre en corrélation avec l'idée d'un changement nécessaire développée dans cet ouvrage. Un autre message porté par les représentants du parti concerne la dénonciation des dangers du nucléaire. En effet, les problèmes associés à l'énergie nucléaire sont abordés dans le manuel qui met en lumière des questions telles que la gestion des déchets radioactifs, le démantèlement des réacteurs, l'extraction de l'uranium ou encore la menace des accidents¹⁵⁴. Cependant, l'énergie renouvelable peut également comporter des risques. Ignorer ou dissimiler ces dangers relève du greenwashing. Effectivement, ces risques sont également énumérés dans le manuel comme, par exemple, le risque d'explosion du CO₂ injecté dans les gisements souterrains, ou encore le risque de fuite causé par une activité microsismique suite à l'injection à haute pression¹⁵⁵. Par conséquent, les trois auteurs dénoncent la négation des complexités des problèmes écologiques d'être un danger en soi¹⁵⁶. En se concentrant uniquement sur la dénonciation des risques liés au nucléaire, tout en ignorant ceux associés aux énergies renouvelables, Écolo pratique une forme de greenwashing. De plus, bien que le nucléaire comporte ces dangers indéniables, il fait pourtant partie de la solution envisagée par Renaud Dutermé pour rester dans les fourchettes d'émissions recommandées par le GIEC et les accords de la COP. L'auteur, dans son ouvrage sur les idées reçues du changement climatique, se permet de rappeler que quelques grammes d'uranium peuvent produire la même quantité d'énergie que plus d'une tonne de charbon ou de pétrole¹⁵⁷. Il conclut qu'en terme de surfaces nécessaires pour installer des panneaux solaires, des éoliennes ou des centrales à biomasse, la substitution du nucléaire par le renouvelable serait illusoire¹⁵⁸.

¹⁵² Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, pp. 183-185

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.* pp. 165-166

¹⁵⁵ *Ibid.* pp. 131-132

¹⁵⁶ *Ibid.* p. 133

¹⁵⁷ Dutermé, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 65-71.

¹⁵⁸ *Ibid.*

En conclusion, Écolo ainsi que ses représentants font usage de l'opération concessive dans le but de justifier leur position face à la décision de prolongation du nucléaire en Belgique. À travers des tweets, des interviews et des discours, les Verts reconnaissent des circonstances particulières telles que l'événement géopolitique de la guerre en Ukraine afin d'ouvrir la possibilité de prolonger la sortie du nucléaire tout en maintenant leur engagement en faveur de la transition énergétique. Cela fait partie des stratégies de la communication de crise. En utilisant cette opération, Écolo cherche à légitimer son revirement de position tout en soulignant la complexité des enjeux auxquels nous sommes confrontés. Cela démontre une volonté d'adapter sa stratégie en fonction des réalités changeantes, tout en maintenant une vision à long terme d'une société plus durable et respectueuse de l'environnement. Dans cet optique, Tinne Van der Straeten souligne la nécessité d'adapter nos politiques, ce qui rejoint le point de vue de Renaud Duterme et Jean-Baptiste Comby selon lesquels relever les défis écologiques ne peut se limiter à des changements individuels. Cependant, en se concentrant exclusivement sur les dangers du nucléaire et en occultant ceux liés au renouvelable, Écolo se rend coupable de greenwashing. Malgré les risques inhérents au nucléaire, celui-ci demeure, selon l'ouvrage *Nos mythologies écologiques*, une option à considérer pour répondre aux impératifs climatiques. En définitive, ce débat met en lumière la complexité des solutions énergétiques et la nécessité d'une approche nuancée pour relever les défis environnementaux à venir.

3.3.4 L'implicite

L'implicite est également une composante omniprésente dans la communication d'Écolo au sujet de la prolongation du nucléaire. En se basant sur la théorie développée par Alice Krieg-Planque¹⁵⁹, l'implicite se réfère à la manière dont les messages sont transmis de manière indirecte, à travers des présupposés et des sous-entendus, souvent utilisés pour véhiculer des idées ou des valeurs sans les exprimer explicitement. En analysant les tweets et communications publiques d'Écolo, nous avons cherché à identifier les stratégies implicites utilisées par le parti pour influencer l'opinion publique et promouvoir leurs positions politiques. Dans son livre, Alice définit le présupposé comme étant une proposition déjà contenue dans l'énoncé sans

¹⁵⁹ Krieg-Planque, A. (2012). *Op. cit.*, pp. 118-154.

être présente en tant qu'objet principal du message et dont la vérité ou l'existence est automatiquement entraînée par la formulation de l'énoncé¹⁶⁰. Par exemple, lorsque Alain Maron écrit dans son tweet « Nous devons nous affranchir des énergies fossiles » (Annexe 16), cela présuppose que nous sommes actuellement dépendants de ces énergies fossiles. Afin d'effectuer cette analyse, nous avons rejoint l'idée du livre selon laquelle tous les présupposés ne sont pas intéressants pour l'analyse de discours¹⁶¹, c'est pourquoi nous avons principalement évoqué ceux qui supportent une thèse dont la critique mérite d'être menée. Le sous-entendu, quant à lui, renvoie également à une proposition, cependant, il ne constitue pas en principe et en apparence l'objet premier du dire¹⁶². Alice Krieg-Planque le définit comme étant « une proposition qui peut être extraite d'un énoncé par le destinataire au moyen d'une interprétation ou d'un raisonnement¹⁶³ ». Elle souligne également les différentes propriétés du sous-entendu¹⁶⁴. Premièrement, il n'est pas contenu linguistiquement bien qu'il ne puisse pas exister sans l'énoncé. Deuxièmement, il met en jeu la compétence encyclopédique, c'est-à-dire, la compétence relative au monde et à son organisation. En effet, celui-ci ne peut pas exister sans les interactions et les échanges. Troisièmement, il dépend d'un contexte précis. Par exemple, dans ce cas de figure-ci, la communication d'Écolo s'effectue dans un contexte de prolongation du nucléaire en Belgique. Enfin, il est doté d'un caractère instable et se produit dans l'interprétation, c'est pourquoi, afin de pouvoir dégager les sous-entendus les plus vraisemblables dans un énoncé, il est nécessaire d'en connaître le contexte.

Tout d'abord, l'usage de l'implicite dans la communication du parti Écolo est destiné à véhiculer le message selon lequel ils soutiennent fermement les énergies renouvelables, manifestant ainsi leur engagement en faveur d'une transition énergétique. En effet, le compte officiel du parti sur Twitter rapporte les paroles de Jean-Marc Nollet faisant régulièrement l'usage du présupposé afin de soutenir cette conviction. Par exemple, après avoir expliqué que l'Allemagne avait décidé d'investir 200 milliards pour la transition énergétique et que tout le monde allait accélérer cette

¹⁶⁰ Krieg-Planque, A. (2012). *Op. cit.*, p. 122.

¹⁶¹ *Ibid.* p. 139.

¹⁶² *Ibid.* p. 144.

¹⁶³ *Ibid.* p. 145.

¹⁶⁴ *Ibid.* pp. 145-146.

transition, le président du parti souligne « La Belgique aussi doit le faire » (Annexe 2) présupposant que la Belgique ne le fait pas encore. Il souligne également au sujet de l'indépendance énergétique : « La seule solution possible ce sont les énergies renouvelables » (Annexe 3) présupposant qu'il n'y a pas d'autres solutions. Cela laisse sous-entendre le point de vue d'Écolo concernant la gestion de l'énergie à l'avenir. Dans un même ordre d'idée, nous retrouvons, dans les paroles de Jean-Marc Nollet et Alain Maron, ces deux phrases : « Le 100% renouvelable reste le cap » (Annexe 3), mais aussi, toujours au sujet de la transition : « Continuons à tracer sereinement ce chemin » (Annexe 14). Cela présuppose que les idées et convictions d'Écolo étaient identiques dans le passé et qu'ils n'ont pas changé de position à ce sujet-là. Afin de partager cette conviction, les représentants du parti font également l'usage du sous-entendu dans leurs discours oraux. Par exemple, dans une interview avec Martin Buxant, Jean-Marc Nollet répond : « Mais je propose quand même qu'on ne passe pas toute l'interview sur la prolongation alors que le plus important c'est l'accélération de la transition » (Annexe 39), laissant sous-entendre que ce débat concernant la prolongation passe en second plan après la transition énergétique. Plus tard dans cette même interview, le co-président du parti coupe la parole à son interlocuteur en lui disant « Mais est-ce qu'on peut parler du renouvelable aussi ou ça vous dérange ? » (Annexe 39). Cette attitude de vouloir parler du renouvelable avec insistance laisse sous-entendre la volonté de Monsieur Nollet de souligner l'importance du renouvelable pour l'avenir. Cependant, le co-président pourrait également vouloir changer de sujet car le thème de la prolongation du nucléaire le rendrait mal à l'aise comme s'il ne le maîtrisait pas suffisamment. En outre, comme souligné précédemment dans le chapitre sur le discours d'appareil, cette tentative d'aborder un autre sujet, notamment celui des énergies renouvelables, s'inscrit dans une stratégie de communication de crise. Il s'agit ici d'une forme de déplacement du lieu de débat vers un autre domaine, en l'occurrence, celui de l'avenir énergétique. En détournant l'attention vers une discussion plus positive, le co-président offre une perspective alternative et moins polémique de la crise. Dans une autre interview, Olivier Deleuze, en réponse à une demande s'il était réellement possible de passer au 100% renouvelable souligne : « Ah oui bien entendu. {...} On est capable d'envoyer des gens sur la lune, on est quand même capable de capter un 8000^{ème} de ce que le soleil nous envoie » (Annexe 40). Il laisse alors sous-entendre qu'il est tout à fait

possible de vivre en captant uniquement l'énergie solaire. Enfin, Alain Maron écrit dans un autre tweet : « On voit bien l'enjeu de l'indépendance énergétique dans le contexte ukrainien » (Annexe 15). En utilisant ces mots, monsieur Maron présuppose que nous sommes dépendants énergétiquement et sous-entend qu'il est nécessaire de se détacher de cette dépendance car des risques tels que de nouvelles guerres en Europe sont présents.

Ensuite, le parti adopte l'implicite avec l'objectif de déstabiliser ses concurrents aux élections ainsi que de leur rejeter la responsabilité concernant l'avancée ralentie vers la transition énergétique suite à la prolongation du nucléaire. En effet, on retrouve, entre autres, sur le compte Twitter d'Écolo, les paroles de Jean-Marc Nollet au sujet de l'indépendance énergétique : « Nous avons un cap, des balises à la prolongation et si le MR n'en veut pas, il prendra le temps de réfléchir à nos conditions » (Annexe 4), laissant sous-entendre que le MR ne partage pas ce cap vers l'indépendance énergétique que suivent les écologistes. En ce sens, la voix-off d'une vidéo YouTube publiée par le parti accuse : « Pour se fournir en énergie, d'autres ont misé sur des stratégies complémentaires avec les risques et les limites qu'on leur connaît » (Annexe 32), soulignant également la faute des autres partis politiques et sous-entendant qu'ils ne sont pas en accord avec ces stratégies. À cela s'ajoute ces autres paroles de Monsieur Nollet en réponse à la demande si la prolongation se limite bien à seulement deux réacteurs nucléaires :

« Oui je comprends tout à fait la déception de Georges Louis Boucher. Il voulait maintenir au moins cinq réacteurs. L'accord dit qu'on en ferme cinq et qu'on en maintien peut-être deux ouverts. Je comprends sa déception mais c'est l'accord. Il doit commencer à accepter les accords » (Annexe 39).

À travers cette réponse, le co-président présuppose que Georges Louis Boucher, président du Mouvement Réformateur, ne respecte pas les accords. Il sous-entend également que ses opposants sont en faveur de la prolongation du nucléaire. Écolo dénonce également le Mouvement Réformateur dans une vidéo YouTube montrant des articles de presse dont les gros titres expliquent la volonté de ce parti de maintenir la prolongation du nucléaire. Au même moment, la voix-off explique : « Certains ne semblent pas découragés par les risques d'accidents » (Annexe 32), ce qui sous-

entend que le MR ne prend pas en compte ces risques liés à la prolongation. Encore une fois, cette tendance à se comparer avec d'autres acteurs politiques s'inscrit dans la stratégie de communication de crise. En pointant du doigt les autres partis, notamment le Mouvement Réformateur, les écologistes adoptent la stratégie du pire, orientant ainsi l'attention vers une piste d'investigation qui pourrait sembler plus prometteuse pour les médias. Pourtant, cette approche stratégique semble peu pertinente compte tenu du positionnement des partis mis en cause. Les écologistes sont fondamentalement opposés au nucléaire, tandis que les autres partis ne partagent pas nécessairement cette position. Par conséquent, les médias pourraient ne pas accorder autant d'importance au fait qu'un autre parti accepte la prolongation nucléaire. Ensuite, afin de se décharger de la responsabilité concernant cette prolongation des réacteurs nucléaires et, par conséquent, le manque d'évolution vers l'indépendance énergétique, les représentants Écolo font référence à multiples reprises à leur absence au gouvernement ces dernières années avec des phrases telles que : « Je constate en tout cas qu'aucun gouvernement n'a remis en question la loi du nuke en 20 ans » (Annexe 20), « Après 20 ans d'inaction, c'est l'accélération verte » (Annexe 29), « Ce que je trouve insupportable c'est l'idée qu'on doive prolonger ces centrales {...} mais c'est le résultat de l'inaction pendant 20 ans » (Annexe 41), « Pendant 17 ans les gouvernements qui se sont suivis à la tête du pays n'ont pas mis en œuvre la transition énergétique » (Annexe 39), « Nous votons la sortie du nucléaire en 2003 et puis nous ne sommes plus aux manettes les gars. {...} donc les autres partis politiques décident surtout de ne rien faire et donc c'est eux qui nous ont mis dans cet entonnoir » (Annexe 41), et enfin « On est au gouvernement depuis 2020 et on n'y était pas depuis 20 ans » (Annexe 47). Cette attitude s'inscrit dans la stratégie hiérarchique de la communication de crise. En effet, en dénonçant leur absence au gouvernement durant ces dernières années, les représentants du parti mettent la faute de la prolongation sur les autres partis et minimisent leur responsabilité dans l'affaire. Enfin, toujours dans un objectif de comparaison avec autrui, Philippe Lamberts fait référence à ce qui se passe chez nos voisins allemands en disant : « {...} et dans certains pays c'est retourné aux énergies fossiles encore plus nuisibles comme le charbon » (Annexe 44), mais aussi :

« Et voilà, on se retrouve dans une situation où on doit choisir entre la peste et le choléra mais je pense que la prolongation de quelques centrales nucléaires est un moindre mal par rapport à la relance de centrales charbon » (Annexe 44).

Par le biais de ces paroles, Philippe Lamberts sous-entend que la Belgique, et par conséquent les Écolos, n'ont pas eu d'autres choix que de prolonger le nucléaire et il dédramatise la situation en la comparant avec celle de nos voisins qui ont dû relancer les centrales à charbon. De cette façon, il utilise un argument justifiant le changement de position du parti et dénonce une autre attitude qu'il considère comme étant plus grave que la prolongation belge. Cette accusation peut être interprétée comme une manifestation de la stratégie de l'évitement du pire dans le cadre de la communication de crise. Pour rappel, cette stratégie vise à créer un sentiment de soulagement en comparant la crise actuelle à une situation beaucoup plus catastrophique, ce qui relativise l'évènement en question. En pointant du doigt la situation en Allemagne, Lamberts met en œuvre cette stratégie. Il présente la relance des centrales à charbon comme étant bien plus préoccupante que la prolongation du nucléaire.

Une autre critique effectuée par le parti à travers l'implicite est celui de notre surconsommation d'énergie, qui implique une atteinte à l'écologie. Effectivement, afin de justifier le manque d'avancée vers une transition énergétique, les écologistes pointent du doigt le problème lié à la consommation d'énergie, entre-autre du nucléaire. Par exemple, la voix-off d'une de leur vidéo YouTube explique que si toute l'humanité consommait comme les Européens, il faudrait cinq planètes pour satisfaire ses besoins (Annexe 32). Cela présuppose que les Européens, et par conséquent les belges, consomment au-dessus de leurs moyens. Cette critique est également soulignée par Jean-Marc Nollet en réponse à la demande de Fabrice Grosfilley si nous arrivons aux limites possibles en terme d'énergie :

« Vous savez, si tous les habitants de la planète consommaient, se déplaçaient, se nourrissaient, se chauffaient comme un belge moyen, il faudrait les ressources de quatre planètes. Nous ne les avons pas, nous n'avons qu'une seule terre, celle sur laquelle nous habitons et il faut se poser la question effectivement, la limite ce n'est plus le ciel, 'Sky is the limit' le ciel c'est la limite c'est comme les économistes et néolibéraux qui disaient ça et dans les cours on

a appris ça, non aujourd'hui la limite c'est la terre. C'est la terre qui nous dit ce qu'on peut consommer sur une année » (*Annexe 42*).

Par l'utilisation de ces termes, Jean-Marc Nollet présuppose que le belge moyen consomme au-delà des limites que la terre impose et sous-entend que, pour que la transition écologique soit effective, il est nécessaire de limiter la consommation d'énergie et, par conséquent, de limiter la prolongation du nucléaire. Une fois de plus, le co-président recourt à la stratégie de la piste annexe en dirigeant l'attention vers un autre enjeu. En soulignant le problème lié à la consommation d'énergie, Nollet soulève une autre question à examiner et à potentiellement critiquer par les médias, ce qui pourrait détourner l'attention de la crise actuelle à laquelle le parti est confronté.

Parallèlement, Écolo recourt à l'implicite pour soutenir l'argument clé justifiant le revirement de position du parti vis-à-vis de la décision de prolongation, à savoir l'impact de la guerre en Ukraine sur la situation actuelle. Comme nous l'avons remarqué dans le chapitre sur l'opération concessive, il s'agit d'un argument issu de la stratégie hiérarchique utilisé dans l'objectif de faire croire que la situation leur est imposée. Effectivement, cet argument est largement présent dans la communication du parti, souvent insinué à travers des présupposés et des sous-entendus. Sur Twitter, le sujet de l'Ukraine est abordé à multiples reprises : « C'est la guerre sur le continent Européen. Le monde a changé. » (*Annexe 24*), « Le monde a changé depuis l'invasion de l'🇺🇦 (emoji du drapeau ukrainien) » (*Annexe 26*), « Le plan A est prêt et réalisable, mais réévaluation nécessaire avec l'Ukraine » (*Annexe 27*) ou encore « Le monde change sous nos yeux, la guerre en Ukraine fait évoluer la réflexion sur notre système énergétique » (*Annexe 28*). Ce type de phrases faisant référence à la situation internationale se retrouve également dans de nombreuses réponses aux interviews. Rajae Maoune, répondant à une question concernant la guerre, explique : « Nous nous battons sur base de chiffres et de faits. Le monde que l'on connaissait voici deux semaines est en train de changer » (*Annexe 35*). Barbara Trachte, à la demande de Fabrice Grosfilley si la sortie du nucléaire n'est plus une exigence pour Écolo répond :

« Non, ce qui a changé c'est ce dont vous venez de parler longuement avec des brillants économistes, c'est la situation internationale, c'est la situation en Ukraine et c'est aussi l'augmentation des prix de l'énergie » (*Annexe 36*).

Elle enchaîne également : « Le monde change radicalement sous nos yeux » (*Annexe 36*). Tinne Vande Straeten, à son tour, souligne : « Le monde a changé, il y a la guerre sur le continent Européen » (*Annexe 38*) en réponse à la demande si le plan A, c'est-à-dire le plan de sortie du nucléaire, avait du plomb dans l'aile. Jean-Marc Nollet, quant à lui, explique qu'il y a des difficultés dues à la tension en Ukraine et que des phases de transition sont nécessaires (*Annexe 39*). Olivier Deleuze pense que, sans la guerre en Ukraine, la Belgique serait sortie du nucléaire mais il rejoint les autres membres du parti précisant qu'il y a des priorités dans la vie. Il annonce : « Il y a une guerre en Europe donc ça rebascule toutes les priorités et je trouve ça parfaitement normal. » (*Annexe 40*). Toutes ces références au contexte de la guerre en Ukraine sous-entendent la même chose : cette situation géopolitique justifie, d'une certaine façon, la décision d'Écolo d'accepter la prolongation de l'énergie nucléaire en Belgique.

Dans une autre mesure, les écologistes utilisent l'implicite afin de laisser sous-entendre que la priorité principale est de résoudre ce problème lié à l'énergie peu importe les obstacles. Cela se manifeste dans le tweet de Alain Maron indiquant :

« Le nucléaire n'est pas pour autant miraculeux : dépendance à l'étranger, soucis de sécurité, pollution, déchets. À nous de poser collectivement et avec sagesse les meilleurs choix pour l'avenir de la planète. » (*Annexe 16*).

Ce tweet présuppose que le nucléaire est une énergie dangereuse et sous-entend notre responsabilité concernant les choix liés à l'avenir de la Terre. Selon lui, il est donc nécessaire de bien les faire. Nous retrouvons à nouveau la logique de la contre-attaque telle que décrite par Thierry Libaert¹⁶⁵. En dénonçant les risques et dangers liés au nucléaire, les représentants du parti détournent l'attention liée à la prolongation du nucléaire vers les risques que celui-ci engendre. Dans les interviews, les représentants d'Écolo insinuent qu'il est indispensable de trouver des solutions. Alain Maron, par

¹⁶⁵ Libaert. T. (2020). *Op. cit.*, pp. 62-63.

exemple, répond à Martin Buxant en lui disant : « Ce qui est important c'est de trouver des solutions » (Annexe 46) et, dans la même interview, il confirme ses dires : « Il faut trouver des solutions » (Annexe 46). Rajae Maouane, quant à elle, affirme : « Ce que je veux aujourd'hui c'est qu'on trouve des solutions concrètes » (Annexe 47). La co-présidente du parti rassure également les auditeurs avec ces mots : « Nous verrons comment s'adapter au mieux » (Annexe 35). Avec ce désir de trouver des alternatives, ces représentants sous-entendent qu'ils sont activement à la recherche de solutions et que les choses bougent du côté des écologistes. Cependant, ces paroles présupposent également que la situation n'a pas été anticipée de leur côté et que ces solutions n'existent pas encore.

En outre, les Verts utilisent l'implicite pour émettre l'idée de n'avoir jamais été opposés à la possibilité de prolonger le nucléaire en Belgique. Effectivement, le parti indique avoir envisagé deux scénarios possibles dès le départ. Le premier consistait en une sortie totale du nucléaire, tandis que le second prévoyait la prolongation des deux réacteurs à Tihange et Doel. Bien qu'aucun discours d'avant la décision de prolongation n'abordait ces deux scénarios, les représentants affirment avoir toujours envisagé cette possibilité et l'utilisent de manière implicite à travers leurs tweets et discours. En effet, Barbara Trachte l'annonce dans une interview : « C'est-à-dire qu'il y avait deux scénarios qui étaient hiérarchisés, un plan A et un plan B. Aujourd'hui nous sommes prêts à étudier les deux scénarios » (Annexe 36). Ces paroles présupposent que les deux scénarios existaient déjà dans le passé mais elles sous-entendent également qu'ils n'étaient pas prêts à être étudiés tous les deux. Cependant, bien qu'à plusieurs reprises le parti démontre qu'il pourrait accepter la prolongation du nucléaire, en mettant en avant les risques liés au second scénario, les écologistes sous-entendent tout de même avoir une préférence pour le premier. Tinne Van der Straeten le démontre à travers ses discours : « Tout à fait, le plan B est donc de garder ces deux réacteurs ouverts et ce n'est pas sans risques » (Annexe 38), elle explique également : « Absolument, le plan B de prolongation nucléaire n'est pas quelque chose de simple en soit, il y a des complexités qu'il faut gérer mais le monde il a changé donc il faut maintenant regarder avec un regard ouvert aussi ces obstacles » (Annexe 38). Par la suite, les représentants des Verts ont également décidé d'utiliser l'implicite pour justifier cette décision de prolongation. Par exemple, Rajae Maouane annonce

que la sortie du nucléaire n'a jamais été une fin en soi pour les Écolos (Annexe 35) et explique également « On a le regard ouvert en ce qui concerne le calendrier de la sortie du nucléaire » (Annexe 38). Philippe Lamberts, quant à lui, est le seul représentant à sous-entendre qu'Écolo a perdu face à cette prolongation nucléaire : « Donc à un moment les rapports de force s'imposent à vous. {...} Et donc voilà, il y a des batailles que vous gagnez et des batailles que vous perdez. » (Annexe 41). Effectivement, cela sous-entend que cette décision n'était pas le choix d'Écolo.

Enfin, l'implicite est utilisé dans une stratégie ayant pour objectif de rassurer le citoyen belge au sujet de la facture d'énergie. En effet, dans la stratégie de communication d'Écolo face à la décision de prolongation des deux réacteurs nucléaires en Belgique, le parti semble aborder le sujet de l'augmentation des prix afin de dénoncer autre chose que le nucléaire et, dès lors, reporter l'inquiétude sur un autre sujet. Avec des tweets tels que « On ne va pas non plus faire exploser la facture des citoyens pour prolonger deux réacteurs » (Annexe 3), « Pas question que le citoyen paye » (Annexe 4), ou encore « Notre économie et notre portefeuille sont vides à cause de notre dépendance (pétrole, gaz, uranium) » (Annexe 28), les écologistes créent implicitement une inquiétude concernant l'économie. Par exemple, ils sous-entendent l'existence d'un risque pour les citoyens de devoir payer de plus en plus suite à cette prolongation et génèrent l'image qu'ils sont présents pour soutenir les belges afin que ceux-ci n'en soient pas affectés. De surcroît, Rajae Maouane développe cette réponse dans une interview :

« C'est ça aujourd'hui la vraie urgence, c'est comment on baisse la facture des ménages, comment on fait baisser la facture énergétique de toutes ces personnes qui se retrouvent avec des factures doublées, triplées, quadruplées, c'est extrêmement difficile à digérer » (Annexe 37).

La co-présidente explique également : « Le monde change et ces factures qui augmentent ça nous inquiète » (Annexe 37), et « Mais à ce stade, pour moi ce qui est le plus important, c'est comment on vient en aide concrètement aux personnes qui sont en difficultés pour payer leurs factures » (Annexe 45). Ces deux phrases présupposent que cette urgence liée aux factures énergétiques est plus importante que la lutte contre la prolongation des centrales. Rajae Maouane dirige effectivement

l'inquiétude liée à la prolongation vers l'augmentation des prix. Nous pouvons dès lors constater, que les écologistes utilisent le sujet de l'augmentation des prix afin de justifier leur acceptation de la prolongation du nucléaire en Belgique. En effet, à chaque fois qu'Écolo dénonce les coûts liés à l'énergie et accuse Engie de surprofit, le parti démontre l'urgence de s'en préoccuper, laissant la prolongation du nucléaire au second plan. En adoptant cette pratique, les écologistes semblent adopter la stratégie du déplacement du lieu de débat, une tactique couramment utilisée dans la communication de crise. Cependant, dans ce cas précis, son utilisation semble être maladroite et contre-productive. En effet, en détournant l'attention de la crise concernant le nucléaire vers les factures d'énergie ainsi que le surprofit, le parti s'éloigne de l'une de ses valeurs fondamentales, c'est-à-dire sa position anti-nucléaire, et risque de perdre la confiance de ses partisans. Cette tentative de détourner le débat pourrait être interprétée comme une tentative de diversion, ce qui pourrait nuire à la crédibilité du parti. En fin de compte, plutôt que de résoudre la crise, leur stratégie risque de l'aggraver en développant le sentiment que le parti évite de faire face à la réalité de la situation, à savoir, l'impact écologique de la prolongation du nucléaire.

Comme nous pouvons le constater, Écolo utilise l'implicite afin de faire passer de nombreux messages. Bien que certains d'entre eux soulignent des vérités vérifiables et profondes telles que le changement du contexte géopolitique ou encore la nécessité de trouver des solutions pour l'avenir, d'autres nécessitent une attention particulière afin de déterminer s'il font partie ou non du greenwashing. Tout d'abord, les représentants du parti mettent en avant ce qu'ils appellent la 'transition' comme étant la meilleure solution pour un avenir plus durable. Néanmoins, aborder ce sujet consiste en l'utilisation d'une stratégie de greenwashing. En effet, selon le *Manuel pour dépolluer le débat public*, le concept de 'transition' est très controversé car sa suggestion est floue et ambiguë¹⁶⁶. Ce mot rassurant serait utilisé par de nombreux acteurs le dotant d'enjeux et de significations variables pour ne pas parler de crise¹⁶⁷. Effectivement, selon les trois auteurs¹⁶⁸, cette notion rend aveugle suite à deux problèmes. Premièrement, elle véhiculerait une image tronquée du changement socio-historique car l'évolution du capitalisme industriel est fondée sur l'addition

¹⁶⁶ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, pp. 209-211.

¹⁶⁷ *Ibid.* pp. 206-209.

¹⁶⁸ *Ibid.* pp. 209-211.

successive des sources d'énergies et non sur leur remplacement et leur substitution. Deuxièmement, cette notion tendrait à surestimer les enjeux techniques tout en minorant les enjeux socio-économiques comme la gestion des inégalités. Dans un même ordre d'idée, Renaud Dutermie pointe du doigt ce concept ignorant plusieurs réalités comme le fait qu'aucune transition n'a jamais eu lieu dans l'histoire étant donné que chaque nouvelle forme d'énergie venait s'ajouter aux précédentes¹⁶⁹. Ensuite, les dirigeants du parti mettent à nouveau en avant les accidents liés à l'énergie nucléaire toujours en négligeant les dangers liés au renouvelable. Comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la concession, en masquant les conséquences possibles des énergies considérées comme 'durables', les écologistes ont recouru au greenwashing. Un autre aspect à considérer concerne le tweet suivant : « Notre économie et notre portefeuille sont vides à cause de notre dépendance (pétrole, gaz, uranium » (Annexe 28). En effet, en écrivant ces mots, Tinne Van der Straeten pratique également une méthode de greenwashing. Non seulement la Ministre de l'énergie utilise l'implicite pour créer une inquiétude concernant l'économie mais en plus, en pointant les trois sources entre parenthèses, elle prétend également que l'énergie renouvelable ne fait pas parties de celles vidant notre portefeuille. Pourtant il s'agit d'une idée reçue car, comme nous l'avons souligné dans le chapitre sur le discours d'appareil, l'extraction et le stockage des énergies renouvelables nécessite des ressources fossiles et, par conséquent, un financement certain. Mais aussi, bien que les ressources minérales soient considérables, lorsqu'on extrait un minerai, sa concentration dans les gisements diminue, il devient de plus en plus rare et nécessite de plus en plus d'énergie pour en extraire une même quantité, ainsi, son prix augmente¹⁷⁰.

En conclusion, l'implicite est une stratégie omniprésente dans la communication d'Écolo concernant la prolongation des réacteurs nucléaires en Belgique. En s'appuyant sur la théorie d'Alice Krieg-Planque qui définit l'implicite comme la transmission indirecte de messages à travers des présupposés et des sous-entendus¹⁷¹, nous avons pu analyser comment le parti utilise cette technique afin d'influencer l'opinion publique et de travailler sa communication de crise. En effet, le parti utilise

¹⁶⁹ Dutermie, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 90-93

¹⁷⁰ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, pp. 126-128.

¹⁷¹ Krieg-Planque, A. (2012). *Op. cit.*, pp.122-123.

l'implicite pour promouvoir la transition énergétique, déstabiliser leurs opposants politique et comparer les situation avec nos voisins les Allemands, souligner le problème de la surconsommation, justifier leur changement de position suite au contexte géopolitique, insister sur leur investissement à chercher des solutions, évoquer leur ouverture aux deux scénarios proposés et rassurer les citoyens belges concernant l'augmentation des prix de l'énergie. En somme, l'usage de l'implicite par Écolo révèle une stratégie politique complexe visant à influencer l'opinion publique, à critiquer leurs adversaires politiques et à justifier leurs décisions, tout ceci grâce à l'usage de stratégies s'inscrivant dans la communication de crise. Cependant, certains messages soulèvent des préoccupations quant à la clarté et à l'intégrité de cette communication. Alors que certaines vérités soulevant des préoccupations semblent être légitimes, d'autres peuvent être interprétées comme des tactiques de greenwashing mettant en lumière la nécessité d'examiner attentivement leurs intentions et leurs implications. Cette analyse souligne dès lors l'importance de décoder les messages implicites dans la communication politique pour mieux comprendre les stratégies des partis et déceler l'existence de certaines formes de greenwashing.

3.3.5 *L'ambiguïté*

Par ailleurs, les représentants du parti semblent adopter une certaine ambiguïté dans la propagation de leurs messages, c'est-à-dire un « manque de clarté » considéré par les cadres institutionnels comme étant un obstacle à la compréhension¹⁷². Ce « flou », loin d'être anodin, contribue à façonner la perception de leur positionnement concernant la prolongation nucléaire. Il convient, dès lors, d'explorer comment cette approche est exprimée. En effet, l'ambiguïté délibérée peut être perçue comme une tentative de conciliation entre des positions divergentes au sein du parti mais aussi comme une stratégie pour ménager certains intérêts politiques et faire face à la situation de crise.

Selon les principes énoncés par Alice Krieg-Planque dans son ouvrage, le « flou » présent dans le discours ne doit pas être perçu comme un défaut mais plutôt comme une caractéristique inhérente à la langue, offrant aux locuteurs une certaine souplesse

¹⁷² Krieg-Planque, A. (2012). *Op. cit.*, p.157

dans l'expression de leurs idées¹⁷³. En effet, l'auteure souligne que le flou est une ressource que la langue met à disposition de ses utilisateurs, leur permettant ainsi de jouer sur les multiples interprétations possibles d'un énoncé¹⁷⁴. Dans cette perspective, afin d'analyser l'ambiguïté d'un discours, des questions essentielles se posent comme, entre autre, "Qu'est-ce qui n'est pas dit mais aurait pu l'être ?"¹⁷⁵ Cette approche permet d'explorer les différentes dimensions de l'équivoque et d'appréhender la richesse sémantique qu'il peut apporter au discours. La notion d'ambiguïté, telle que définie par Catherine Fuchs, renvoie à une « alternative entre plusieurs significations mutuellement exclusives associées à une même forme linguistique au sein du système de la langue¹⁷⁶ ». Le « flou » et le « vague » sont considérés par Alice Krieg-Planque comme des phénomènes d'approximation du sens et de la signification, contribuant à la polysémie et à la flexibilité du langage¹⁷⁷. Dès lors, l'approche théorique proposée par Alice Krieg-Planque met en lumière l'importance du flou dans le discours, en tant que ressource linguistique permettant une expression nuancée et susceptible d'engendrer des interprétations multiples et riches en significations.

Dans un premier temps, nous allons nous concentrer sur la présence du caractère ambigu dans les tweets des leaders écologistes. Premièrement, Jean-Marc Nollet écrit : « Si on augmente la place du #nucléaire, ça augmente le délai de transition vers le renouvelable : pas plus de 2 réacteurs nucléaires » (Annexe 4), soulevant une incertitude quant à la relation causale entre la présence du nucléaire et le délai de transition vers les énergies renouvelables. Il enchaine avec cette phrase : « Notre autre condition c'est la facture pour le #démantèlement, qui est de 40 milliards. Pas question que le citoyen paie » (Annexe 4), ce qui apporte une notion de flou concernant le financement lié au démantèlement. Dans ces deux tweets, le porte-parole d'Écolo pointe deux problèmes potentiels mais reste vague quant aux solutions à apporter. En outre, Saskia Bricmont réagit au message d'un défenseur de l'énergie nucléaire en écrivant : « Le nucléaire ne vient pas du ciel » (Annexe 11), laissant

¹⁷³ Kieg-Planque, A. (2012). *Op. cit.*, p.157

¹⁷⁴ *Ibid.*, p.155

¹⁷⁵ *Ibid.* p.161

¹⁷⁶ *Ibid.* p.162

¹⁷⁷ *Ibid.*

entendre qu'il existe d'autres options à considérer. Cela nous amène à nous interroger sur les alternatives disponibles. Alain Maron, quant à lui, développe l'avantage du nucléaire ainsi que ses inconvénients : « Le nucléaire a l'avantage d'un faible impact CO₂. Il a des inconvénients : déchets toxiques millénaires, coût très important construction/démantèlement, dépendance à l'Uranium (non présent en Europe), potentiel soucis de sécurité, etc. La magie n'est nulle part, malheureusement » (Annexe 17). Cependant, à travers ce post, rien n'indique la balance entre les deux. Cette omission soulève une interrogation : Comment savoir si les inconvénients l'emportent sur les avantages ou vice versa ? Dans un échange avec Philippe Lawson qui demande ce qu'il adviendra de notre dépendance au gaz à l'avenir, Maron évite la question préférant souligner l'importance de la sortie des énergies fossiles :

« La sortie définitive ou non du nucléaire d'ici 25 ne peut être l'arbre qui cache la forêt. Les écologistes sont pour une sortie du fossile le plus rapidement possible depuis toujours (et les autres traînent des pieds) » (Annexe 20).

Ce dirigeant Écolo reste donc vague concernant la dépendance au gaz. Enfin, Tinne Van der Straeten republie l'un de ses tweets dans lequel elle énonce ses priorités concernant l'avenir énergétique : « Ces deux réacteurs nucléaires ne représentent que 2 à 4% de notre approvisionnement d'énergie. Je ne veux pas une décision sur ces % mais sur les 100% de notre approvisionnement énergétique » (Annexe 26). Celle-ci laisse planer une réelle ambiguïté quant à la perception de ce chiffre, suggérant qu'il pourrait être interprété de manière positive ou négative. Par exemple, les lecteurs peuvent se dire « Ce n'est pas grave, c'est très peu, on peut donc utiliser le nucléaire un peu plus longtemps. ». Mais ils peuvent également comprendre : « Comme c'est très peu, on peut largement s'en passer ». Ces différentes déclarations ambiguës soulèvent dès lors des questions essentielles quant à la perception du nucléaire du côté des écologistes ainsi que sur les solutions aux problématiques qu'ils dénoncent.

En second lieu, les deux vidéos publiées par le parti sur la plateforme YouTube abordent de manière significative les perspectives énergétiques à long terme, c'est-à-dire, l'orientation vers les énergies renouvelables (Annexe 32). Cependant, une ambiguïté est présente car elles ne traitent pas des stratégies ou des mesures concrètes à mettre en place à court terme afin de réaliser cette transition énergétique.

Ces vidéos, en se concentrant uniquement sur les objectifs à long terme, développent une vision positive de l'avenir mais laissent un flou concernant les actions immédiates nécessaires pour atteindre cet idéal. Bien que la vision globale soit clairement définie, cette absence d'information peut créer une incertitude quant à la faisabilité et la mise en œuvre de cette transition. Une interrogation surgit alors : Le développement d'une vision utopiste de l'avenir tout en restant évasif quant aux solutions pour y parvenir ne serait-il pas une stratégie visant à détourner l'attention vers un événement à connotation positive ? En effet, comme nous l'avons déjà observé précédemment, les écologistes semblent recourir à la stratégie du déplacement du lieu de débat dans leur communication de crise. Cela pourrait expliquer la raison pour laquelle le parti n'a pas encore proposé de mesures concrètes pour atteindre cet objectif d'avenir.

En définitive, la notion de flou est également présente dans les réponses aux interviews des figures d'Écolo. On la retrouve, par exemple, lorsqu'une question concernant le changement de position du parti est soulevée. En effet, en réponse à la question si la situation de la guerre en Ukraine va changer le discours des Écolos, Rajae Maouane répond :

« Nous nous battons sur la base de chiffres et de faits. Le monde que l'on connaissait voici deux semaines est en train de changer. À propos du rapport qui sera rendu le 18 mars, nous prendrons en compte tous les éléments techniques, politiques et géopolitiques. Nous verrons comment s'adapter au mieux. La sortie du nucléaire pour Écolo n'est pas une fin en soi. Notre priorité est de renforcer notre indépendance énergétique et de développer l'énergie renouvelable » (Annexe 35).

Bien que son discours mentionne brièvement la sortie du nucléaire et l'importance de renforcer l'indépendance énergétique, elle ne fournit pas de réponse directe à la question posée. Cela crée une certaine ambiguïté car le lien entre la guerre en Ukraine et la question du nucléaire n'est pas expliqué de manière claire. Dans une seconde interview, Martin Buxant explique que la guerre en Ukraine a changé la donne et annonce un volte-face de la part des écologistes. Il demande alors à Rajae Maouane pourquoi, alors qu'ils étaient anti-nucléaires, les écologistes ont décidé d'accepter de maintenir les réacteurs. À cela, la co-présidente réagit :

«Je trouve le terme volte-face un peu dur. L'horizon pour Écolo a toujours été le même. Ce que nous voulons c'est un parc énergétique 100% renouvelable et une Belgique indépendante énergétiquement. La sortie du nucléaire pour Écolo en 2025 ça n'a jamais été une fin en soi. Ce que nous souhaitons, c'est ce que je dis c'est de faire en sorte d'arriver à un système énergétique qui soit 100% renouvelable et 100% indépendant énergétiquement. Ça c'est l'objectif, ça c'est l'horizon. Maintenant, on a toujours dit et c'est prévu dans l'accord du gouvernement, c'est pour ça que je dis que volte-face c'est un peu dur, il y a deux scénarios qui sont sur la table. La sortie du nucléaire en 2025 ou la prolongation de deux réacteurs » (Annexe 37).

En évitant de reconnaître explicitement un changement de position de la part d'Écolo en ce qui concerne la prolongation du nucléaire, Maouane apporte un caractère ambigu à sa réponse. En ce sens, Barbara Trachte répond ceci à la question de Fabrice Grosfilley dans laquelle il demande si la possibilité de prolonger les centrales nucléaires en Belgique n'est plus exclue pour Écolo :

« C'était le plan B, c'est une option effectivement qui est ouverte y compris pour Écolo, mais ce qui n'a pas changé c'est deux choses. La première chose c'est que l'énergie nucléaire, pour les écologistes, nous voulons le rappeler, même si c'est une énergie qui est dangereuse, c'est-à-dire la raison aussi pour laquelle Vladimir Poutine et la Russie attaque des centrales nucléaires pour nous menacer tous et toutes. Et la deuxième chose qui n'a pas changé non plus c'est que nous défendons 100% de l'énergie renouvelable, ce qu'on cherche aujourd'hui c'est le meilleur chemin pour atteindre cet objectif d'une énergie 100% renouvelable » (Annexe 36).

Tout comme Rajae Maouane, Barbara Trachte ne répond pas directement à la question. Elle fournit ici une réponse ne permettant pas d'obtenir une idée claire concernant la position actuelle du parti sur la question du nucléaire. De plus, Trachte s'écarte de la question faisant une digression vers l'énergie renouvelable ce qui ajoute une certaine ambiguïté à cette réponse. Nous constatons également une difficulté à développer ses phrases et, par conséquent, ses arguments, ce qui laisse envisager une déstabilisation de la représentante face à cette question. Dans cette même interview, Fabrice, n'étant pas convaincu de sa réponse, lui pose à nouveau la même question à laquelle Barbara répond : « C'est-à-dire qu'il y avait deux scénarios qui étaient

hiérarchisés, un plan A et un plan B. Aujourd'hui nous sommes prêts à étudier chacun des deux scénarios » (Annexe 36). Cette seconde réponse confirme l'ambiguïté de son discours car, à nouveau, l'écologiste ne donne pas de réponse précise et directe. Le co-président du parti fait le même usage de l'ambiguïté dans son discours. Lorsque Martin Buxant lui demande s'il faut absolument utiliser l'énergie nucléaire ou non, Jean-Marc Nollet répond :

«La Belgique a perdu 17 années depuis le gouvernement de 2003 qui avait décidé de sortir du nucléaire. Pendant 17 ans, les gouvernements qui se sont suivis à la tête du pays n'ont pas mis en œuvre la transition énergétique. La ministre Marghem, par exemple, avait 5 ans, 11 mois et 15 jours pour le faire et rien ! Alors évidemment aujourd'hui c'est plus compliqué que à l'époque. Mais l'agence fédérale de contrôle nucléaire qui a fait le rapport au mois de décembre dit que c'était de l'ordre de l'envisageable encore mais il faut évidemment le négocier. On est dans ce cadre-là. Mais je propose quand même qu'on ne passe pas toute l'interview sur la prolongation alors que le plus important c'est l'accélération de la transition » (Annexe 39).

À la place de fournir une réponse claire à cette question, Jean-Marc évoque le retard pris par la Belgique dans la mise en œuvre de la transition énergétique et critique l'inaction des gouvernements précédents, en particulier celui de la ministre Marghem. Ensuite, en proposant de ne pas se concentrer uniquement sur la question du nucléaire mais plutôt sur la transition énergétique, Jean-Marc détourne l'attention et ne fournit aucune réponse directe quant à la position du parti sur l'utilisation future de l'énergie nucléaire en Belgique. En fin de compte, dans leurs discours, aucun des délégués du parti Écolo ne répond directement aux questions liées au changement de position du parti face à la décision de prolonger les centrales nucléaires. Enfin, après avoir examiné l'ensemble des tweets et des interviews des dirigeants du parti, il apparaît que l'accent est essentiellement mis sur la nécessité d'adopter une transition énergétique solide. Néanmoins, dans la majorité des discours, une ambiguïté persiste concernant les solutions concrètes proposées par ces dirigeants pour parvenir à un avenir reposant entièrement sur les énergies renouvelables. En se basant sur la théorie de la communication de crise de Thierry Libaert¹⁷⁸, il est évident que les Écolos

¹⁷⁸ Libaert. T. (2020). *Op. cit.*, pp. 59-74

n'adoptent ni la stratégie de la reconnaissance ni celle du refus. En effet, en développant des réponses floues, les représentants du parti ne sont pas dans le déni de la situation mais ne reconnaissant pas non plus avoir changé de position. Cette attitude ambiguë peut être interprétée comme une tentative de maintenir une certaine flexibilité tout en évitant de compromettre leur image publique.

Il convient à présent de déterminer si l'utilisation de l'ambiguïté dans le discours d'Écolo dissimule des pratiques de greenwashing. Tout d'abord, en annonçant que le nucléaire ne vient pas du ciel ou que la magie n'est nulle part après avoir énoncé les inconvénients du nucléaire, les membres du parti négligent l'existence de risques liés aux énergies renouvelables et à leur utilisation. Pour rappel, la dissimulation de ces effets négatifs est une sorte de greenwashing. Aurélien Berlan, Guillaume Cabou et Laura Teulières développent certains de ces dangers dans le *Manuel pour dépolluer le débat public*¹⁷⁹. Par exemple, la plantation d'arbre dans l'objectif de capter le CO₂ peut être menacée par des incendies, des sécheresses, des canicules ou encore des insectes. De plus, si cette plantation est mal effectuée, elle peut rapidement devenir la cause de problèmes sociaux. De la même manière que dans les chapitres précédents, les écologistes persistent à promouvoir le 100% renouvelable et la transition énergétique. À nouveau, ces termes font parties du vocabulaire typique du greenwashing. Comme nous l'avons démontré précédemment grâce à l'ouvrage *Nos mythologies écologiques*, aucune énergie produite ou extraite à grande échelle n'est véritablement neutre sur les plans environnementaux et sociaux¹⁸⁰. En outre, selon les auteurs du manuel sur le greenwashing, il ne faut pas oublier de prendre en compte que, pour la fabrication et le stockage des énergies renouvelables, nous avons toujours besoin d'énergie fossile¹⁸¹. En ce qui concerne la transition, rappelons sa suggestion ambiguë. En effet, ce terme énoncé dans le *Manuel pour dépolluer le débat public* est qualifié comme étant de la poudre aux yeux minimisant l'ampleur des transformations qui seraient nécessaires, qu'elles soient sociales, culturelles ou environnementales et qui sont liées et interdépendantes¹⁸². De plus, en additionnant le concept de transition à l'idée d'un avenir 100% renouvelable suggéré par les

¹⁷⁹ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, pp. 131-134

¹⁸⁰ Duterme, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 71-75

¹⁸¹ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, p. 125

¹⁸² *Ibid.* pp. 209-211.

Écolos il faudrait, dès lors, éradiquer toutes les autres formes d'énergies qui ne seraient pas décarbonées. Cependant, Renaud Duterme met en lumière une vérité : « {...} à chaque fois qu'un nouveau régime énergétique apparaît, c'est pour s'ajouter aux précédents et non pour les remplacer ¹⁸³ ». Il explique alors qu'une transition ne peut pas émerger sans avoir opéré une véritable rupture préalable avec la logique de surproduction intrinsèque à la soif d'accumulation propre à la logique capitaliste¹⁸⁴. Or, il écrit également qu'il serait totalement illusoire d'espérer entrer dans des objectifs climatiques sans mettre un terme à cette logique de marchandisation¹⁸⁵. Cette idée est également soutenue par Jean-Baptiste Comby dans son ouvrage *La question climatique : genèse et dépolitisation d'un problème public*¹⁸⁶. Écolo, en mettant en avant son désir profond de transition énergétique sans développer des solutions concrètes pour y parvenir, semble, dès lors, entrer dans la tendance à « mal penser » les problématiques écologiques développées dans le *Manuel pour dépolluer le débat public*.

En conclusion, l'analyse des discours des représentants du parti Écolo révèle une utilisation récurrente de l'ambiguïté et un manque de clarté principalement concernant la position du parti face à l'accord de prolongation du nucléaire, mais également concernant les solutions à apporter afin d'atteindre un avenir reposant sur des énergies 100% renouvelables. Les tweets des leaders écologistes, les vidéos sur YouTube et les réponses lors des interviews ne fournissent pas de réponses directes, créant ainsi une incertitude quant à la position et aux intentions du parti sur ces questions. Cela peut se traduire par une véritable stratégie de communication de crise, à savoir, la stratégie de la position latérale. Cette attitude est également apparentée à une stratégie de greenwashing permettant de donner des illusions d'avenir sans développer des solutions concrètes pour y parvenir. Dans sa stratégie de communication, Écolo masque les risques liés aux énergies renouvelables et développe une vision de l'avenir ne tenant pas compte de l'importance de notre dépendance aux autres sortes d'énergies.

¹⁸³ Duterme, R. (2022). *Op. cit.*, pp. 90-93

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ *Ibid.* pp. 117-122

¹⁸⁶ Comby, J. (2015). *Op. cit.*

3.3.6 L'expression émotionnelle

Un autre aspect crucial à examiner dans ce présent travail n'est autre que la manière dont les leaders du parti exploitent la compétence émotionnelle dans leurs discours. Effectivement, dans son article *L'expression émotionnelle dans le discours politique*¹⁸⁷, Philippe Braud explique l'omniprésence de l'émotionnel dans les discours politiques et y décrit les différentes classes d'émotions suscitées. En se basant sur sa théorie, nous allons nous concentrer sur les émotions les plus souvent captées dans la communication d'Écolo, c'est-à-dire, la peur, l'enthousiasme, la fierté, l'indignation, et les émotions personnelles. Comme l'a expliqué Braud, l'émotion étant omniprésente dans ces discours, il convient de s'intéresser aux exemples les plus récurrents et explicites présents dans les échanges que nous étudions¹⁸⁸.

L'une des compétences émotionnelles principales dans la communication du parti est l'activation de la peur. Cette émotion, lancée en politique par Charles De Gaulle avec sa formule célèbre « Moi ou le chaos », est devenue un enjeu majeur en politique¹⁸⁹. On la retrouve à multiples reprises dans les discours des représentants Écolo avec des phrases telles que :

- « La situation en Ukraine est inquiétante » (Annexe 1).
- « Si tous les habitants de la planète vivaient comme le Belge moyen, il faudrait les ressources de 4 planètes. Nous ne les avons pas » (Annexe 8).
- « Le nucléaire n'est pas pour autant miraculeux : dépendance à l'étranger, soucis de sécurité, pollution, déchets » (Annexe 17).
- « Notre économie et notre portefeuille sont vides à cause de notre dépendance énergétique (pétrole, gaz, uranium) » (Annexe 28).
- « {...} ce sont des prix qui s'envolent et qui sont extrêmement inquiétants » (Annexe 37).
- Etc.

¹⁸⁷ Faure, A. Négrier, E. (2017). *La politique à l'épreuve des émotions*. OpenEdition Books. pp. 221-230

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ *Ibid.*

Dans son ouvrage, Braud apparente l'émotion de la peur au souci de rassurer¹⁹⁰. Il explique qu'en prenant en charge les peurs des locuteurs ou en en créant de nouvelles, le politicien peut se donner le rôle de celui qui est le mieux placé pour s'en débarrasser¹⁹¹. Il s'agit d'un schéma récurrent dans la communication des écologistes. Après avoir soulevé des craintes concernant la guerre en Ukraine, les dépenses, la sécurité et l'avenir de la planète, les porte-paroles du parti s'empressent régulièrement d'indiquer leur manière de gérer la situation et de montrer comment ils sont capables d'effacer ces peurs. Par exemple, dans un tweet du 17 mars 2022, Écolo renforce une peur existante en soulignant le fait que nous sommes, selon eux, beaucoup trop dépendants de l'étranger pour nos ressources en énergie et enchaîne en indiquant : « {...} nous devons devenir indépendants. La meilleure manière de le faire, c'est le 100% renouvelable. Nous demandons à accélérer la transition, qui est la seule réponse à Poutine » (Annexe 4). Écolo s'empresse donc, en appuyant sur la peur de la dépendance, de faire passer ses idées politiques comme étant l'ultime solution pour s'en débarrasser. Également en mars 2022, Alain Maron partage une représentation graphique du réchauffement climatique instaurant, par la même occasion, un sentiment de peur pour l'avenir de la planète. Suite à cela, il écrit :

« Le bon moyen est de sortir de notre dépendance au pétrole et au gaz. D'assurer la prospérité du plus grand nombre dans une société décarbonée. Ce sur quoi les écologistes travaillent depuis toujours » (Annexe 21).

Il enchaîne également dans un autre commentaire : « Les écologistes sont pour une sortie du fossile le plus rapidement possible depuis toujours (et les autres trainent les pieds) » (Annexe 21). Il s'agit également d'un schéma dans lequel, après avoir entraîné la peur chez le lecteur, l'auteur présente les écologistes comme étant les partisans de la meilleure solution pour l'avenir de la planète. Ce schéma se retrouve aussi dans un message développé par la chaîne YouTube du parti. Alors que la voix-off capte la peur des citoyens annonçant que nos besoins en énergie sont confrontés à des obstacles tels que le dérèglement climatique et la flambée des prix, et soulignant que le nucléaire est une énergie impayable et non durable, celle-ci apporte des solutions avec un question-réponse suggérant avoir la solution efficace pour l'avenir : « La transition

¹⁹⁰ Faure, A. Négrier, E. (2017). *Op. cit.*, pp. 221-230

¹⁹¹ *Ibid.*

énergétique est-elle faisable en Belgique ? Oui, à condition de ne pas rester bloqué dans les énergies du passé, à trainer les pieds face à un avenir rayonnant et décoiffant » (Annexe 31). Toujours en utilisant l'augmentation des prix pour susciter la peur, Jean-Marc Nollet, dans une interview avec Christophe Deborsu (Annexe 43), annonce l'estimation du coût de la prolongation nucléaire et se place directement dans une position permettant de rassurer la population en expliquant que les Écolos s'opposent à faire payer les belges. En conséquence à cette analyse approfondie sur la peur, nous constatons que le sujet le plus souvent apparenté à cette émotion dans la communication d'Écolo concerne l'argent et, plus précisément, les coûts liés à l'énergie nucléaire.

Un autre registre adopté par les écologistes est celui de l'enthousiasme et de la fierté. Bien que, selon Phillipe Braud¹⁹², la rhétorique des candidats se fonde de moins en moins sur ce registre, nous la retrouvons à de multiples reprises dans les discours des Verts. Ce type d'émotion permet aux locuteurs d'afficher leurs « valeurs » et, comme l'explique Braud, il va de pair avec l'évocation des sentiments personnels¹⁹³. Par exemple, les écologistes n'hésitent pas à montrer de l'enthousiasme en ce qui concerne les mesures prises ou à prendre pour développer un meilleur avenir. Alain Maron écrit sur Twitter : « Bonne nouvelle : la sortie accélérée du pétrole et du gaz est au moins sur la table » (Annexe 21), entraînant de la positivité dans cette période de négociation compliquée. Tinne Van der Straeten y écrit également : « Après 20 ans d'inaction, c'est l'accélération verte » (Annexe 30), se réjouissant du changement politique. Dans une interview, la Ministre de l'énergie se réjouit des nouvelles mesures prises : « Toutes ces choses sont à la table et donc je suis aussi très contente de voir que les autres partis dans la majorité ont aussi des mesures nécessaires pour faire baisser les prix » (Annexe 38). Olivier Deleuze, en réponse à la demande de Fabrice Grosfilley s'il est possible de passer au 100% renouvelable à l'avenir, répond : « J'y crois » (Annexe 40), impliquant ses sentiments personnels. Le coprésident du parti utilise également cette logique expliquant que les écologistes sont très fiers des accords du gouvernement et annonce être persuadé que l'entente entre les ministres au Gouvernement va durer jusqu'en 2024 (Annexe 43). C'est également

¹⁹² Faure, A. Négrier, E. (2017). *Op. cit.*, pp. 221-230

¹⁹³ *Ibid.*

le cas pour son bras droit, Rajae Maouane, qui précise au sujet du shift énergétique : « Je pense et je suis persuadée que la Belgique peut y parvenir, on a des potentiels énormes que ce soit en éoliennes offshore où on est un des leaders mondiaux » (Annexe 45). Nous pouvons dès lors constater que, lorsque le sujet de l'avenir est abordé, les représentants du parti adoptent un champ lexical dominé par des termes positifs. Ces termes reflètent une attitude optimiste et confiante quant aux mesures prises ou à prendre pour un avenir plus durable et écologique. Cette émotion n'est pas simplement suscitée pour plaire aux citoyens et leur donner le sourire, c'est également une stratégie inhérente à la communication de crise. En exploitant des émotions positives telles que l'enthousiasme des locuteurs, le parti déplace habilement le lieu de débat concernant la prolongation du nucléaire vers un sujet plus vaste et plus prometteur : l'avenir énergétique du pays. Cette stratégie permet de détourner l'attention des aspects négatifs de la situation actuelle et de la focaliser sur un objectif plus optimiste, offrant ainsi une perspective encourageante pour l'avenir.

Ensuite, Philippe Braud développe l'expression de l'indignation dans le discours politique. Selon lui, il s'agit du spectacle de ce qui est perçu comme intolérable, rappelant aux normes et permettant de mieux se faire entendre¹⁹⁴. Elle possède une capacité de rassemblement dans la couche de population que le locuteur cherche à séduire¹⁹⁵. On la retrouve dans le discours de Zakia Khattabi, s'indignant devant le débat autour de la prolongation : « La mise en scène victoire > < défaite partisane sur #nuke ne sert en rien l'intérêt général {...} » (Annexe 14), mais également dans le discours contre les défenseurs du nucléaire. Par exemple, Alain Maron souligne : « L'instrumentalisation de la guerre en Ukraine par les pro nuke est abjecte » (Annexe 15) et « L'uranium indispensable à la filière nucléaire n'est PAS une ressource renouvelable, ni 'locale' » (Annexe 20). Le Député au Parlement européen Phillipe Lamberts exprime également son indignation avec ces mots : « Je suis furieux de voir que rien n'a été fait en Belgique ou très peu sur la transition énergétique, sur le fait que l'on réduise notre consommation » (Annexe 41). Il enchaîne : « Évidemment c'est sûr que c'est confortable de dire que le nucléaire c'est une densité énergétique pas possible et c'est pilotable » (Annexe 41). Dès lors, par le biais de l'indignation, ces

¹⁹⁴ Faure, A. Négrier, E. (2017). *Op. cit.*, pp. 221-230

¹⁹⁵ *Ibid.*

représentants politiques dénoncent l'attitude de leurs concurrents ainsi que l'inaction des membres au Gouvernement durant ces dernières années, une stratégie permettant d'influencer la population à se positionner en faveur du parti Écolo. Ils cherchent également à se détacher de toute responsabilité face à cette crise. En exprimant leur indignation, les écologistes dénoncent d'autres perspectives comme étant plus néfastes que la leur dans l'objectif de détourner l'attention des médias vers une autre piste d'investigation. Cette approche s'inscrit dans la stratégie du pire de la communication de crise. En effet, en mettant en lumière les comportements de leurs opposants, les porte-paroles d'Écolo espèrent probablement inciter les citoyens à condamner ces autres attitudes tout en leur faisant oublier la crise qui régit autour de la situation d'Écolo.

Enfin, les membres du parti écologiste mettent également l'accent sur les émotions personnelles des citoyens en illustrant leurs discours avec des scènes empruntées à la vie quotidienne difficile. Braud explique que cette méthode est principalement utilisée pour parler *psychologiquement* aux électeurs¹⁹⁶. Cette attitude se retrouve dans les tweets publiés sur le compte du parti : « On ne va pas non plus faire exploser la facture des citoyens pour prolonger deux réacteurs » (Annexe 4), « Pas question que le citoyen paie » (Annexe 4), « L'idée est de pouvoir capter une partie des surprofits pour soulager la facture des citoyens » (Annexe 7) ou encore

« Regardez les centaines de milliers de Belges qui ont des difficultés à payer leur facture d'énergie, les besoins de moyens de la justice, les demandes légitimes des syndicats pour augmenter les salaires. La priorité n'est pas de surinvestir dans l'armée » (Annexe 9)

Ces émotions personnelles sont également suscitées par la voix-off d'une vidéo YouTube expliquant que certaines personnes n'ont pas accès aux services énergétiques de base comme le chauffage, la cuisson ou l'éclairage¹⁹⁷. Enfin, il s'agit d'une composante omniprésente dans les réponses aux interviews des dirigeants du parti. Parmi celles-ci, on retrouve :

¹⁹⁶ Faure, A. Négrier, E. (2017). *Op. cit.*, pp. 221-230

- « Tout cela devra se faire à un prix raisonnable pour les ménages » (Annexe 35).
- « C'est ça aujourd'hui la vraie urgence, c'est comment on baisse la facture des ménages, comment on fait baisser la facture d'énergie de toutes ces personnes qui se retrouvent avec des factures doublées, triplées, quadruplées, et c'est extrêmement difficile à digérer » (Annexe 37).
- « Ce que nous voulons en tout cas c'est que les personnes puissent continuer à se loger, à se déplacer, à se nourrir, c'est ça le véritable enjeu pour les écologistes » (Annexe 37).
- « {...} il faut vraiment qu'on puisse se mettre d'accord rapidement au gouvernement fédéral et les différentes entités pour pouvoir venir le plus rapidement possible, le plus concrètement possible en aide et soulager la facture des citoyens et des citoyennes mais aussi des PME » (Annexe 45).

Tinne Van der Straeten effectue également ce que Braud appelle *la mise en scène par les candidats de leurs émotions personnelles*. Il s'agit, selon lui, d'une façon discrète de démontrer des épanchements personnels appuyés¹⁹⁸. En effet, la Ministre de l'énergie met en scène ses propres émotions en écrivant dans un tweet : « Je partage le souci des consommateurs et il faut des mesures extraordinaires pour aider mes consommateurs contre cette flambée des prix » (Annexe 27). Elle reproduira à nouveau ce schéma lors d'une interview en énonçant :

« Quand on va à la pompe, on constate en réalité les 8€ pour faire le plein. Oui, je pense que les prix normaux sont du passé et donc il faut vraiment agir et pour pouvoir agir il faut miser sur l'accélération des énergies renouvelables » (Annexe 38).

En examinant cette analyse, nous observons que le parti n'utilise les émotions personnelles que lorsqu'il est question des coûts associés à la prolongation de l'énergie nucléaire, mettant en avant l'impact sur les factures des ménages. Cette stratégie s'inscrit dans l'exploitation de la peur, permettant aux dirigeants de montrer l'engagement d'Écolo à soutenir les citoyens.

¹⁹⁸ Faure, A. Négrier, E. (2017). *Op. cit.*, pp. 221-230

Il semble à présent approprié d'examiner si l'exploitation des émotions dans le discours peut être considérée comme faisant partie des stratégies de greenwashing. Tout d'abord, en soulevant le sentiment de la peur, les représentants du parti dénoncent des réalités mises en avant par Renaud Duterte, Jean-Baptiste Comby et les trois auteurs du *Manuel pour dépolluer le débat public* comme, par exemple, notre forte dépendance à l'étranger, les dangers du nucléaire ou encore la surconsommation chez le Belge moyen. Néanmoins, une fois de plus, Écolo omet de mentionner les risques liés aux énergies renouvelables et emploie des termes vides de sens comme le « 100% renouvelable » ou « la transition ». En outre, en parlant d'un avenir rayonnant ou en se réjouissant d'une accélération verte, les dirigeants du parti semblent développer une vision tronquée de l'avenir. Non seulement nous avons vu précédemment qu'aucune transition n'a jamais été effectuée dans le passé, mais également qu'un tel changement nécessiterait d'importants sacrifices pour la majorité des citoyens. En effet, afin de rompre avec la logique de consommation capitaliste développée par Renaud Duterte et Jean-Baptiste Comby, chacun devrait adapter son mode de vie, mais il faudrait avant tout réaliser des changements sur une échelle plus large, c'est-à-dire, au niveau politique. Par conséquent, se réjouir d'un avenir incertain sans mettre en avant les difficultés à surmonter pour y parvenir constitue une forme de greenwashing.

En conclusion, après avoir examiné en détail la manière dont les dirigeants du parti utilisent la compétence émotionnelle dans leurs discours, il est clair que celle-ci revêt une importance capitale dans leur communication politique. En se basant sur les concepts exposés par Philippe Braud, nous avons constaté que l'activation de la peur est une composante majeure de la communication d'Écolo, principalement lorsqu'il est question des coûts liés à la prolongation de l'énergie nucléaire. En utilisant cette émotion, les représentants d'Écolo cherchent à sensibiliser le public aux enjeux écologiques et économiques tout en présentant leurs politiques comme des solutions rassurantes. Par ailleurs, l'enthousiasme et la fierté sont également des registres régulièrement exploités afin de mettre en valeur leurs réalisations et leurs aspirations dans l'objectif de développer un avenir plus durable. Ces émotions positives servent à renforcer leur message et à susciter l'adhésion des électeurs. L'indignation est également une émotion fréquemment exprimée par les dirigeants du parti,

notamment lorsqu'ils critiquent les positions de leurs adversaires ou dénoncent l'inaction des gouvernements précédents en matière environnementale. Enfin, les émotions personnelles sont suscitées de manière stratégique pour humaniser le discours politique et établir une connexion émotionnelle avec les électeurs, en particulier lorsqu'il est question des difficultés financières rencontrées par certains citoyens, comme c'est le cas avec l'activation de la peur. L'analyse de la compétence émotionnelle dans la communication d'Écolo révèle donc l'importance de ces stratégies émotionnelles dans la construction du discours politique et dans la capacité à mobiliser et persuader l'audience du parti. En exploitant les émotions, les écologistes transmettent leurs messages et défendent leurs idéaux auprès du public. Il s'agit d'une méthode permettant d'appliquer les stratégies de la communication de crise dans le but de détourner subtilement l'attention des citoyens vers d'autres sources d'interaction comme l'avenir énergétique ou la culpabilité générale face à la situation. Enfin, l'exploitation de l'émotion dans le discours du parti peut également faire partie des stratégies de greenwashing. Bien que certains points essentiels tels que la dépendance énergétique et les défis environnementaux soient soulevés, l'absence de discussion sur les risques réels associés aux énergies renouvelables et l'usage de termes vagues laissent entrevoir une vision simpliste de la transition énergétique. De plus, la présentation d'un avenir utopique sans reconnaître explicitement les sacrifices nécessaires pour y parvenir soulève des doutes quant à la sincérité des engagements écologiques.

3.3.7 Rhétoriques

En se basant sur nos analyses précédentes, nous pouvons à présent déterminer quelles sont les trois rhétoriques principales utilisées dans la communication d'Écolo. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur une base théorique développée durant le cours académique *Communication des institutions européennes* dispensé par le professeur Geoffrey Geuens à l'Université de Liège.

Sans surprise, la rhétorique la plus représentée dans la communication du parti n'est autre que la rhétorique de l'urgence. Cette façon de surdramatiser la situation¹⁹⁹

¹⁹⁹ Geuens Geoffrey, *Communication des institutions européennes*, notes de cours, année académique 2021-2022

permet aux représentants écologistes d'activer la peur. En effet, nous l'avons également analysé précédemment, la peur est un moyen pour Écolo de capter l'attention de ses électeurs vers ce qu'ils mettent en place pour un avenir meilleur. Pour ce faire, le parti a fait l'usage de la rhétorique de l'urgence en employant les mots que l'on retrouve dans le tableau suivant :

Mot(s)	Présence dans les articles
Risques	Tweet : 3x Interview : 9x TOTAL = 12x
Inquiétant	Tweet : 1x Interview : 8x TOTAL = 9x
Urgent	Tweet : 5x Interview : 4x TOTAL = 9x
Nécessaire	Tweet : 1x Interview : 6x TOTAL = 7x
Essentiel	Tweet : 1x Interview : 5x TOTAL = 6x
Priorité	Tweet : 1x Interview : 4x TOTAL = 5x
Danger	Tweet : 0x Interview : 5x TOTAL = 5x

Nous pouvons dès lors constater que, dans notre corpus de 31 tweets et 14 interviews, nous retrouvons une certaine récurrence de ces différents mots. Le point commun entre ceux-ci est qu'ils font référence à l'urgence et qu'ils ont une connotation négative mettant en avant différents niveaux de gravité. Cependant les deux vidéos YouTube publiées par le parti reflètent, quant à elles, une vision positive axée sur l'avenir énergétique. Elles ne comprennent donc pas de mots issus de ce champ lexical, c'est pourquoi nous ne retrouvons pas la catégorie « YouTube » dans le tableau précédent.

Une autre rhétorique omniprésente au sein de cette communication est celle de l'unité. Comme l'a expliqué Geoffrey Geuens durant son cours²⁰⁰, la rhétorique de l'unité possède, contrairement à la rhétorique de l'urgence, une connotation positive. Tout est fait pour que le camp opposé soit considéré comme étant l'adversaire absolu. Dans cette analyse, nous pouvons l'apparenter à la rhétorique de l'intérêt général²⁰¹. En effet, ces rhétoriques sont appliquées principalement afin d'ajouter de la valeur inclusive aux discours politiques. Comme nous l'avons démontré dans un chapitre précédent, la valeur inclusive est utilisée par Écolo dans le but d'inclure les citoyens dans la responsabilité de l'état actuel de la consommation d'énergie belge mais également dans la position de victime face à ce débat concernant le nucléaire. Les pronoms *nous* et *on* apparaissent à multiples reprises mais également d'autres termes tels que *nos* et *notre*. Voici un tableau représentant le nombre de fois que ces mots sont énoncés dans le corpus que nous avons sélectionné, c'est-à-dire, 32 tweets, 2 vidéos YouTube et 14 interviews :

²⁰⁰ Geuens Geoffrey, *Communication des institutions européennes*, notes de cours, année académique 2021-2022

²⁰¹ *Ibid.*

Mot(s)	Présence dans les articles
Nous	Tweet : 36x YouTube : 4x Interview : 84x TOTAL = 124
On	Tweet : 12x YouTube : 8x Interview : 262x TOTAL = 282
Nos	Tweet : 8x YouTube : 6x Interview : 20x TOTAL = 34
Notre	Tweet : 16x YouTube : 4x Interview : 11x TOTAL = 31

En moyenne, les pronoms *nous* et *on* apparaissent 48 fois dans les tweets, 12 fois dans les vidéos et 363 fois dans les interviews. Cela correspond à 1,5 fois par tweet, 6 fois par vidéo YouTube et environ 26 fois par interview. En ce qui concerne les déterminants *nos* et *notre*, nous les retrouvons en moyenne un peu moins d'une fois par tweet, 5 fois par vidéo et un peu plus de 2 fois par interview. Nous pouvons dès lors constater l'omniprésence de cette rhétorique de l'unité dans la communication du parti. Ces données suggèrent que l'utilisation de pronoms et déterminants inclusifs varie en fonction du médium de communication. Les interviews semblent utiliser le langage inclusif de manière plus importante, ce qui peut être associé à leur nature moins formelle et à l'objectif de représenter la communauté de manière cohésive. Cependant, il est essentiel de souligner que l'efficacité réelle du langage inclusif dépend du contexte, de l'audience et de la manière dont il est utilisé.

Enfin, la troisième rhétorique la plus fréquente dans la communication des écologistes est la rhétorique idéaliste. Principalement présente dans l'objectif de démontrer de l'enthousiasme et de la fierté par les membres du parti, elle représente l'histoire d'un destin qui se concrétise²⁰². Caractérisée par de nombreux mots à connotation positive, la rhétorique de l'idéalisme est utilisée, dans ce cas-ci, afin de mettre en avant une vision ambitieuse et progressiste de l'avenir énergétique du pays. Le parti insiste sur la nécessité de rompre avec les anciennes pratiques polluantes et de s'engager pleinement dans la transition vers des sources d'énergies renouvelables et durables. La caractéristique de cette rhétorique est qu'elle ne s'identifie pas à des mots isolés mais bien à des ensembles de mots tels que « Bonne nouvelle : la sortie accélérée du pétrole et du gaz est au moins sur la table » (Annexe 21), « Toutes ces choses sont à la table et donc je suis aussi très contente de voir que les autres partis dans la majorité ont aussi des mesures nécessaires pour faire baisser les prix » (Annexe 38) ou encore « Je pense et je suis persuadée que la Belgique peut y parvenir, on a des potentiels énormes que ce soit en éoliennes offshore où on est un des leaders mondiaux » (Annexe 45), que l'on retrouve dans le chapitre concernant l'enthousiasme et la fierté. Dans ces phrases, les expressions « Bonne nouvelle », « Je suis très contente » et « Je persuadée », associées à l'avenir énergétique, font partie de la rhétorique idéaliste car elles suggèrent une vision positive du futur. Comme dans le chapitre précédent, cette vision idéaliste de l'avenir présentée par les membres du parti semble masquer certaines réalités déjà énumérées précédemment comme, par exemple, les sacrifices à faire pour rompre avec la logique capitaliste. Dès lors, cette rhétorique de l'idéal peut également être considérée comme une forme de greenwashing.

En somme, notre analyse discursive précédente nous a permis d'identifier les trois principales rhétoriques utilisées dans la communication d'Écolo. La rhétorique de l'urgence se distingue comme étant la plus prédominante, mettant en avant des mots chargés de connotation négative afin de susciter la peur et dramatiser la situation. Ensuite, la rhétorique de l'unité se manifeste par l'utilisation de termes inclusifs visant à mobiliser les citoyens autour de l'intérêt général. Enfin, la rhétorique idéaliste

²⁰² Geuens Geoffrey, *Communication des institutions européennes*, notes de cours, année académique 2021-2022

se caractérise par une vision positive et ambitieuse de l'avenir énergétique du pays, cherchant à inspirer l'enthousiasme et la fierté chez les membres du parti et le public. Bien qu'ayant une connotation positive, cette vision idéaliste est pourtant considérée comme étant une pratique du greenwashing. Ces différentes rhétoriques s'inscrivent dans les stratégies de communication mises en œuvre par Écolo pour influencer l'opinion publique et défendre ses positions politiques dans le contexte complexe de la transition énergétique en Belgique.

3.3.8 La redondance

Afin de clôturer notre analyse discursive, il convient, dès lors, de mettre en lumière les répétitions de certaines expressions. Qu'elles soient conscientes ou inconscientes, elles sont omniprésentes dans les discours des dirigeants du parti. Michel Bource et Halime Yücel développent dans *La communication politique : les enjeux d'aujourd'hui* une théorie selon laquelle la communication politique actuelle est fondée sur le « spectacle » et notamment la « redondance »²⁰³. Selon eux, il existe une croyance sur le fait que la répétition, que ce soit des phrases identiques, des mêmes mots ou des slogans similaires, confère une certaine vérité à ce qui est répété²⁰⁴. En se basant également sur le principe que la « redondance » est définie dans le *dictionnaire Larousse* comme étant une « abondance excessive et non justifiée de termes dans le discours²⁰⁵ », nous avons constaté qu'un tel phénomène est effectivement présent au sein de la communication du parti.

En effet, lors de notre analyse axée sur la stratégie de l'implicite dans le discours, nous avons soulevé une récurrence de différents thèmes tels que la promotion de la transition énergétique, la comparaison avec les pays voisins, le problème de la surconsommation en Belgique, le changement géopolitique dû à la guerre en Ukraine, l'ouverture aux deux scénarios possibles, l'augmentation du prix des factures d'énergie, etc. Cependant, parmi ces thèmes abordés, quelques phrases ou

²⁰³ Bource, M. Halime, Y. (2021). *La communication politique : les enjeux d'aujourd'hui*. (Questions contemporaines). L'Harmattan. p.11

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ Larousse. (s.d.). Redondance. Dans *Dictionnaire en ligne*.

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/redondance/67331#:~:text=1..de%20termes%20dans%20le%20discours.&text=2..diff%C3%A9rentes%20C%20un%20m%C3%AAme%20trait%20signifiant.,> consulté le 02 avril 2024.

expressions sont répétées pratiquement à l'identique et à multiples reprises par les dirigeants du part. Certaines sont plus présentes à l'oral que d'autres. Voici un tableau récapitulatif de ces récurrences ainsi que le nombre de leurs apparitions dans le corpus analysé :

Expressions	Présence dans les articles
« La transition énergétique »	Tweet : 2 (x2), 4 (x2), 6, 14, 19, 27, 32 YouTube : 1 (x2) Interview : 6 (x6), 8, 9, 11 (x2), 12, 13 TOTAL = 23
« Le 100% renouvelable »	Tweet : 2, 3, 4, 15, 20, 32 YouTube : 1 (x2) Interview : 3 (x2), 4 (x2), 12, 14 (x2) TOTAL = 15
« Le monde a changé »	Tweet : 2, 25, 27, 29 YouTube : / Interview : 2, 3 (x2), 4, 5 (x2), 14 TOTAL = 11x
« La sortie du nucléaire n'était pas une fin / un but en soi. »	Tweet: / YouTube : / Interview : 2 (2x), 4, 5, 11 TOTAL = 5x

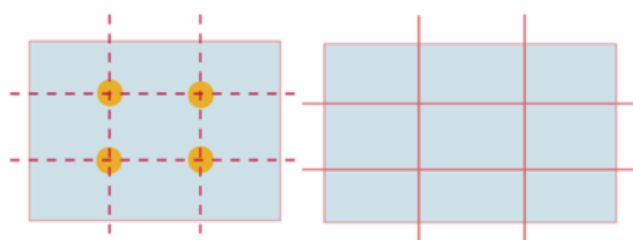
Ces cinq expressions sont les plus utilisées dans les discours des écologistes concernant la prolongation du nucléaire. Nous constatons, dès lors, que les termes « transition énergétique » et « 100% renouvelable » en font partie, ce qui confirme notre analyse axée sur les émotions. En effet, ces mots connotés positivement sont mobilisés afin d'exprimer de l'enthousiasme envers l'avenir énergétique du pays. En nous référant à la théorie de Bource et Yücel, le parti semble mettre l'accent sur ces expressions dans l'objectif de se convaincre lui-même qu'une transition vers un avenir basé sur des énergies 100% renouvelables est possible. Nous avons vu précédemment qu'une telle vision de l'avenir était en réalité une sorte de greenwashing car, en ne démontrant pas les côtés négatifs et les sacrifices à faire pour atteindre cet objectif, les écologistes développent une idée biaisée de ce qu'ils appellent la transition énergétique. Dans une autre mesure, les expressions « Le monde a changé » et « La sortie du nucléaire n'était pas une fin / un but en soi » sont connotées négativement et font référence au changement de position du parti. En effet, comme nous l'avons également vu précédemment, bien qu'ils étaient opposés à la prolongation dans le passé, les porte-paroles d'Écolo se sont retrouvés à défendre cette idée. Toujours en se basant sur la théorie selon laquelle la répétition de certaines phrases ou expressions peut les rendre vraies, il se pourrait que les écologistes essayent, en plus de la population, de se convaincre eux-mêmes de la légitimation de ce changement de position.

En conclusion, ce chapitre met en lumière les répétitions fréquentes d'expressions clés utilisées dans les discours du parti écologiste. Ces répétitions sont principalement prononcées pour renforcer des idées ou des positions. Cependant, l'usage excessif de différentes phrases valorisant la transition énergétique et le 100% renouvelable peut être interprété comme une forme de greenwashing, offrant une vision biaisée de la réalité. De même, les expressions justifiant un revirement de position du parti soulèvent des questions sur la sincérité de celui-ci. Elles peuvent également être interprétées comme une tentative de légitimation personnelle de ce changement de position.

3.4 Analyse iconographique

Après avoir effectué notre analyse discursive, il convient à présent de s'intéresser aux images publiées par les membres du parti dans les différents tweets de notre corpus. Ces images font également partie de la communication d'Écolo, elles s'accordent à la définition donnée par le professeur Jéméry Hamers dans le cours académique *Visual communication* : « Visual communication is the transmission of information and ideas or information using symbols and imagery²⁰⁶ ». En effet, en politique rien n'est laissé au hasard, pas non plus le choix des images, c'est pourquoi nous avons regroupé l'ensemble de ces images dans les annexes 48 à 58.

Afin d'entamer cette analyse iconographique, il convient de comprendre à quoi correspond le cadrage. Selon Monsieur Hamers : « Framing is choosing ²⁰⁷ », c'est pourquoi nous allons nous baser sur les quatre points de focalisation suivants :



Dans l'objectif de comprendre l'intérêt de la sélection des images utilisées dans les tweets des représentants du parti, nous allons énoncer les questions à se poser qui ont préalablement été énumérées par Monsieur Hamers²⁰⁸ :

1. Qu'est-ce qui est inclus dans le cadre ?
2. Quel est l'impact des moyens techniques sur la représentation ?
3. Comment l'image est-elle composée ?
4. Quels types de plans et d'angles, pour quel effet ?

²⁰⁶ Hamers, Jéméry. *Visual Communication*, notes de cours, années académiques 2021-2022

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ *Ibid.*

Pour commencer, les images 1, 2 et 7, publiées par le parti, présentent des similitudes marquantes. Dans chacun des cas, le co-président d'Écolo se situe à la limite ou à l'extérieur des quatre points de focalisation, l'angle de prise de vue est au niveau et le plan axé sur Nollet est un plan d'ensemble. En ce qui concerne le contenu, les trois individus présents dans le studio d'enregistrement apportent une dynamique triangulaire, aucun d'entre eux n'étant mis en avant. Jean-Marc Nollet, visiblement très concentré dans les trois situations, n'occupe donc pas une place centrale. Cette disposition peut être souhaitée par le parti dans l'objectif de souligner leur valeur d'inclusivité comme nous avons pu l'observer dans l'analyse discursive. Aussi, une telle dimension triangulaire accompagnée de l'expression concentrée de Monsieur Nollet donne l'impression qu'une discussion intense se déroule, ce qui pourrait développer le sentiment qu'Écolo est ouvert au dialogue sur la question du nucléaire.



Les images 3, 4 et 5, également partagées sur le compte officiel d'Écolo, présentent des similitudes tant au niveau de leur dimension que de leur contenu. Sur ces trois clichés, Jean-Marc Nollet se trouve seul face à son interlocuteur, positionné sur la limite gauche ou droite des quatre points de focalisation. En comparaison avec les trois images précédentes, Nollet semble davantage mis en avant, notamment grâce au plan choisi : le plan moyen. Ces images, toutes publiées en mars 2022, démontrent un co-président déterminé et sûr de lui. À cette époque, les négociations entre les différents partis sont tendues et Écolo, acceptant la prolongation du nucléaire en Belgique, doit faire preuve de discernement dans la communication de sa position. Il semble donc stratégique de leur part de présenter un co-président confiant afin de renforcer la crédibilité du parti. L'une des trois images, cependant, attire plus l'attention que les autres. En effet, sur la troisième image un fond vert vif attire le

regard. Cette couleur peu habituelle n'est autre que la couleur de l'écologie, la couleur représentative du parti Écolo.



Les images 6, 8, 9 et 10 affichent chacune un des membres les plus influents du parti, à savoir Jean-Marc Nollet, Philippe Lambert ou Tinne Vander Straeten. Sur ces images, les points de focalisation important peu car l'accent semble être placé délibérément sur les membres du parti grâce à un plan moyen. À l'exception de la dixième image, toutes les autres affichent un représentant en train de prononcer un discours, ce qui donne une impression de mouvement et de dynamisme à l'image. Cette sélection pourrait être effectuée dans l'objectif d'illustrer l'engagement des écologistes à défendre leurs idées avec conviction. En outre, comme pour l'image 3, l'image 10 présente un fond de la couleur du parti, une couleur que l'on peut également remarquer sur la cravate de Philippe Lamberts dans l'image 8. Par ailleurs, deux caractéristiques distinctes se dégagent des images 8 et 10. En effet, toutes les deux sont accompagnées d'un texte. Dans le cas de l'image représentant Philippe Lamberts, ce texte rapporte l'argument principal développé durant son discours. Il s'agit d'une stratégie visant à mettre en avant cet argument. Une approche similaire est développée dans l'image 10 où les trois arguments principaux développés par la Ministre de l'énergie pour accélérer la transition sont également mis en évidence.





Enfin, l'image 11, publiée sur le compte de Tinne Van der Straeten se démarque de toutes les autres par sa prise de vue en plongée. En effet, cette image représente les discussions effectuées au Parlement Européen. Étant utilisée dans un tweet axé sur le support à l'Ukraine et la transition écologique, cette image n'a probablement pas été choisie au hasard. En effet, voulant mettre l'accent sur l'inclusivité avec sa phrase « Small gestures of each of us, make a huge difference » (Annexe 31), la Ministre de l'énergie a fait le choix judicieux de ne pas se mettre en avant sur ce post. Le cœur du Parlement européen pourrait avoir été sélectionné afin de représenter l'ensemble des pays Européens et, dès lors, souligner le besoin de coopérations entre ceux-ci.



Pour conclure, il semble évident que les éléments visuels utilisés par Écolo dans sa communication sur Twitter n'ont pas été déterminés aléatoirement. Les similitudes mais également les différences entre les différentes images révèlent une stratégie de communication réfléchie, visant à transmettre des messages spécifiques et à susciter des réactions chez les spectateurs. Nous avons pu identifier des schémas récurrents tels que la disposition des personnes présentes dans le champ. Les différentes utilisations des plans et des angles de prise de vue semblent être stratégiquement

sélectionnés afin de mettre en avant différents arguments. La couleur verte présente en guise de fond sur deux photos ainsi que sur la cravate de monsieur Lamberts renforce l'identification visuelle du parti et crée une cohérence avec les messages partagé sur Twitter. Dans l'ensemble, cette analyse démontre que la communication d'Écolo est également visuelle et soigneusement orchestrée pour transmettre des messages clés, renforcer l'identité du parti et mobiliser ses électeurs.

4. Interprétation des résultats

Notre analyse étant à présent terminée, il convient, dès lors, d'évaluer si celle-ci apporte les informations nécessaires nous permettant de répondre à notre problématique de base. Pour rappel, voici les différentes questions de recherches établies avant d'entamer notre travail :

- Quels sont les enjeux et les stratégies de communication utilisées par le parti Écolo pour aligner sa position autour de l'accord de prolongation des exploitations nucléaires Tihange 3 et Doel 4 en Belgique sans reconnaître explicitement un revirement de position ?
- Quelles sont les stratégies discursives utilisées par Écolo dans le cadre de ce revirement de position ?
- Quels sont les arguments utilisés par Écolo pour justifier ce changement de position ?
- Quelles théories de la communication de crise Écolo va utiliser pour influencer l'opinion de ses électeurs en faveur de la prolongation nucléaire ?
- Quelles rhétoriques principales le parti va-t-il utiliser pour influencer l'opinion publique ?
- Le parti a-t-il recours à différents niveaux de greenwashing ? Si oui, lesquels ?

Afin de répondre de façon précise à chacune de ces interrogations, nous allons structurer notre interprétation en plusieurs points distincts.

a. Stratégies discursives

Comme nous l'avons démontré tout au long de notre travail, Écolo déploie différentes stratégies discursives dans sa communication autour de la prolongation des exploitations nucléaires de Tihange 3 et Doel 4. Voici un aperçu détaillé de ces principales stratégies identifiées :

Tout d'abord, en utilisant habilement des slogans percutants et des petites phrases évocatrices pour transmettre des messages clés de manière concise, Écolo déploie un discours d'appareil. Ces messages mettent en avant les valeurs fondamentales du parti, notamment l'écologie, la durabilité et la responsabilité environnementale. En

optant pour cette approche, Écolo cherche à marquer les esprits et à susciter l'adhésion envers ses valeurs et idéaux.

Une autre stratégie majeure est l'adoption de la valeur inclusive. Le parti s'efforce continuellement de créer un sentiment d'appartenance et d'engagement chez ses électeurs en les invitant à se sentir partie prenante de ses actions et de ses décisions. Cette approche a pour objectif de renforcer les liens avec la base électorale et à favoriser un sentiment de communauté autour des valeurs écologistes.

Ensuite, face au changement de position sur la décision concernant le nucléaire, Écolo adopte l'utilisation d'opérations concessives. Le parti cherche à atténuer sa responsabilité en présentant cette évolution comme une réponse nécessaire aux contraintes du contexte géopolitique et économique, plutôt que comme un revirement délibéré. Cette tactique vise à prévenir les critiques et à maintenir la crédibilité du parti auprès de ses sympathisants.

De plus, l'implicite a une place prépondérante dans les discours d'Écolo. En effet, les représentants écologistes transmettent des messages à travers des présupposés et des sous-entendus, permettant ainsi une certaine flexibilité dans leur discours. Cette approche leur permet de faire passer différents arguments sans les assumer directement, tout en conservant une marge de manœuvre dans leur positionnement politique.

De même, le parti recourt à l'ambiguïté de manière volontaire dans ses discours afin d'éviter de se compromettre sur des questions sensibles. En maintenant un certain flou dans leurs réponses aux interrogations, les porte-paroles d'Écolo cherchent à préserver leur image publique ainsi que celle du parti. Cette stratégie leur permet de naviguer habilement dans des eaux politiques agitées sans prendre de positions tranchées.

En outre, une autre dimension importante de la communication du parti est l'appel aux émotions. Le parti cherche à susciter diverses réactions émotionnelles chez les électeurs, telles que la peur, la fierté et l'enthousiasme, dans le but de les mobiliser en faveur de sa position sur la prolongation du nucléaire. En jouant sur ces leviers émotionnels, Écolo essaye de renforcer son soutien, consolider son influence politique

mais également de se positionner à la place de celui qui est le mieux placé pour répondre aux différentes inquiétudes.

Enfin, nous avons constaté une certaine redondance dans les discours d'Écolo pour renforcer ses messages et convaincre les électeurs de la légitimité de sa position. En répétant certains arguments de manière systématique, le parti cherche à ancrer ses idées dans l'esprit des citoyens et à les persuader de la validité de son positionnement. Cependant, cette stratégie pourrait également révéler un besoin de se convaincre eux-mêmes de la véracité de leurs arguments, signalant ainsi un certain degré d'incertitude ou de fragilité dans leur position.

Ces différentes stratégies témoignent de la complexité de la communication politique contemporaine, ainsi que de la volonté d'Écolo de façonner l'opinion publique tout en préservant son image et sa crédibilité.

b. Arguments

Afin de légitimer son revirement de position concernant la prolongation des exploitations nucléaires, Écolo avance différents arguments principaux.

En premier lieu, le parti met en avant la nécessité de favoriser la transition énergétique comme un impératif pour combattre le changement climatique et diminuer la dépendance aux énergies fossiles.

Ensuite, Écolo pointe du doigt ses adversaires politiques, les accusant de ne pas avoir accordé suffisamment d'importance aux défis environnementaux durant leur présence au Gouvernement. Dans un même ordre d'idée, le parti compare la situation Belge à celle de l'Allemagne en mettant en avant le fait que la situation est plus grave de leur côté suite à leur relance des centrales à charbon.

Le parti insiste également sur la nécessité de réduire la surconsommation en Belgique et d'adapter nos modes de vie actuels afin d'atteindre les objectifs environnementaux.

De plus, Écolo motive son changement de cap en évoquant le contexte géopolitique instable. Le parti évoque à de nombreuses reprises son engagement à explorer toutes les alternatives possibles afin de garantir la sécurité énergétique du pays.

Enfin, Écolo cherche à apaiser les préoccupations financières des citoyens concernant la prolongation des activités nucléaires en mettant en avant les mesures prises par le parti pour contenir les coûts et assurer une transition énergétique équitable pour tous.

Dans cette stratégie de communication, Écolo semble opter pour une approche globale en matière de politique environnementale, mettant en avant la transition énergétique, la réduction de la surconsommation, les considérations géopolitiques et financières, plutôt que de se focaliser uniquement sur l'opposition au nucléaire. Cela reflète peut-être une reconnaissance de la complexité des défis énergétiques et environnementaux auxquels la Belgique est confrontée, ainsi qu'une volonté de présenter des solutions holistiques plutôt que de s'engager dans un débat strictement binaire sur le nucléaire. Cette approche pourrait être perçue comme une tentative d'Écolo de se positionner en tant que parti capable de traiter les problèmes environnementaux de manière intégrée et pragmatique, plutôt que de se concentrer sur des solutions uniques.

c. Communication de crise

Le revirement de position d'Écolo en faveur de l'énergie nucléaire pourrait avoir été perçu comme un événement menaçant la réputation du parti aux yeux de ses électeurs. C'est pourquoi, dans le cadre de notre analyse, nous avons entrepris d'examiner si des stratégies de communication de crise identifiées par Thierry Libaert étaient présentes au sein des discours du parti. Voici ce qu'il en résulte :

Pour rappel, lors d'une communication de crise, trois stratégies principales peuvent être adoptées : la stratégie de la reconnaissance, la stratégie du projet latéral et la stratégie du refus²⁰⁹. Face à la décision de prolongation des exploitations nucléaires, Écolo n'admet pas explicitement avoir changé de position, mais ne nie pas non plus cet événement. Le parti opte dès lors pour la stratégie du projet latéral, laquelle se subdivise en différentes stratégies.

Effectivement, en réalisant l'analyse de la communication du parti, nous avons observé la présence de la majorité de ces petites stratégies liées à la communication

²⁰⁹ Libaert. T. (2020). *Op. cit.* pp. 57-74.

de crise. Tout d'abord, Écolo utilise la stratégie du déplacement du lieu de débat en mettant l'accent sur d'autres enjeux environnementaux et en déplaçant l'attention du public loin de la question du nucléaire.

Ensuite, les écologistes utilisent la stratégie de la piste annexe en mettant en avant d'autres réalisations et initiatives environnementales pour atténuer les potentielles critiques liées à leur changement de position.

Dans une même mesure, le parti utilise la logique de la contre-attaque en dénonçant et accusant ses concurrents de ne pas prendre au sérieux la question environnementale, ainsi qu'en identifiant les risques liés à l'énergie nucléaire.

En outre, Écolo utilise la stratégie du pire en mettant en lumière l'inaction de ses concurrents au Gouvernement durant vingt ans. Se faisant, le parti cherche à attirer l'attention de médias vers une autre piste à critiquer.

Enfin, le parti fait également l'usage de la stratégie de l'évitement du pire en identifiant la situation de la relance des centrales à charbon en Allemagne. Par le biais de cette stratégie, les Verts essayent de minimiser la gravité de la prolongation du nucléaire en mettant en lumière un évènement plus grave.

d. Rhétoriques

Écolo déploie diverses rhétoriques pour façonner l'opinion publique et rallier ses partisans à ses idées politiques.

La principale rhétorique utilisée est celle de l'urgence permettant de souligner la nécessité d'adopter des mesures rapides et décisives afin de faire face au changement climatique et de garantir la sécurité énergétique du pays.

Les Verts mobilisent aussi la rhétorique de l'unité dans l'objectif d'accentuer la valeur inclusive et de rassembler les citoyens autour d'un objectif commun, encourageant ainsi la solidarité et la coopération de la lutte contre les défis environnementaux.

Enfin, le parti exploite la rhétorique de l'idéal pour inspirer ses électeurs et les inviter à soutenir sa vision d'un avenir énergétiquement neutre, durable et équitable pour tous.

e. Greenwashing

En définitive, notre analyse a révélé l'existence de différents niveaux de greenwashing au sein des discours établis par les représentants du parti.

En effet, le parti utilise des mots creux et des expressions vides de sens afin d'embellir sa position et d'occulter les véritables enjeux environnementaux.

Écolo omet également de mentionner les dangers et les risques liés aux énergies renouvelables, créant ainsi une vision idéaliste de l'avenir énergétique du pays. Dès lors, en développant une vision positive de l'avenir énergétique du pays sans souligner la difficulté et les sacrifices nécessaires pour l'atteindre, le parti pratique une forme de greenwashing.

Enfin, Écolo ne prend pas en compte les contraintes imposées par les rapports du GIEC et ne reconnaît pas explicitement les compromis nécessaires afin d'atteindre les objectifs environnementaux.

Malgré ces pratiques de greenwashing, Écolo reconnaît et met en lumière les problèmes liés à la surconsommation en Belgique et cherche à promouvoir des solutions durables et équitables pour l'avenir énergétique du pays. Cependant, une critique en particulier ressort de notre analyse : Écolo ne va pas assez loin dans sa communication pour sensibiliser le public aux véritables enjeux environnementaux et pour promouvoir un véritable changement au niveau des politiques publiques.

5. Discussions

À la suite de notre analyse des stratégies de communication du parti Écolo face à la décision controversée d'accepter la prolongation de deux centrales nucléaires en Belgique, nous avons découvert un large champ d'opportunités d'études dans le domaine de la communication politique. Ce présent travail nous a permis de découvrir plusieurs domaines d'intérêt qui méritent une attention, ouvrant ainsi de nouvelles voies de recherche dans la compréhension de la dynamique politique contemporaine. Voici, dès lors, différents domaines d'étude prometteurs qui se dégagent de notre analyse et pourraient enrichir notre compréhension de la communication politique.

Tout d'abord, notre étude a révélé l'importance croissante de l'écologie comme thème central dans le discours politique. Il semblerait intéressant d'explorer davantage comment les partis politiques abordent les questions environnementales dans la communication ainsi que l'impact de ces discours sur l'opinion publique et les politiques gouvernementales. Cette recherche pourrait éclairer les tendances émergentes dans le domaine de l'écologie politique et fournir des perspectives précieuses sur les stratégies de communication efficaces dans ce domaine.

Ensuite, en observant notre analyse, nous pouvons soulever des questions éthiques fondamentales sur la transparence, l'intégrité et la responsabilité dans la communication politique. Nous suggérons d'approfondir cette réflexion pour comprendre les normes éthiques qui devraient guider la pratique de la communication politique, ainsi que les implications de la manipulation discursive sur la confiance du public dans les institutions politiques. Cette recherche pourrait donc contribuer à définir les lignes directrices éthiques pour une communication politique responsable.

Une autre piste d'exploration prometteuse serait d'analyser les stratégies de communication employées par l'industrie du nucléaire. En effet, en comparant les différentes approches, il serait possible de déterminer si celle-ci adopte aussi des pratiques de greenwashing, c'est-à-dire si elle cherche à donner une image favorable de ses activités environnementales qu'elle ne le mérite réellement. En effet, selon

Aurélien Berlan, Guillaume Carbou et Laure Teulières, la filière du nucléaire a travaillé sur le contrôle de son image publique dès ses débuts dans le but de désamorcer les inquiétudes liées aux risques et verdir sa réputation²¹⁰. Cette analyse permettrait dès lors de mieux comprendre les enjeux généraux de communication entourant la question du nucléaire en Belgique et de mettre en lumière d'éventuelles divergences entre les discours politiques et industriels.

Enfin, notre travail met en avant le rôle crucial de la communication politique dans la mobilisation et la participation citoyenne. Nous suggérons également d'étudier de plus près comment les stratégies de communication des partis politiques influencent l'engagement des citoyens dans le processus politique, en particulier dans le contexte des enjeux environnementaux. Cette recherche pourrait éclairer les pratiques efficaces ayant pour objectif la participation démocratique tout en renforçant la confiance du public dans le système politique.

En conclusion, notre étude de la communication d'Écolo offre un point de départ pour explorer de nouveaux horizons dans le domaine de la communication politique. Ces pistes de recherche pourraient susciter l'intérêt des chercheurs et contribuer à approfondir notre connaissance de la communication politique dans un monde en évolution constante.

²¹⁰ Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Op. cit.*, pp. 167-171.

6. Conclusion

Au terme de notre analyse approfondie des stratégies de communication déployées par le parti politique Écolo autour de la prolongation des exploitations nucléaires de Tihange 3 et Doel 4 en Belgique, plusieurs conclusions peuvent être tirées. Notre étude, qui s'appuie sur une variété de méthodes d'analyses incluant l'analyse discursive et iconographique, l'examen des stratégies de la communication de crise, ainsi que la théorie du greenwashing, a permis de répondre aux questions de recherche posées initialement et d'apporter un éclairage significatif sur les enjeux et les pratiques de communication utilisées par Écolo dans ce contexte spécifique.

Premièrement, nous avons démontré qu'Écolo, pour justifier son changement de position sur la prolongation du nucléaire tout en préservant son image de parti écologiste engagé, déploie une gamme variée de stratégies discursives. Ces stratégies incluent l'utilisation de slogans percutants, la promotion de valeurs inclusives, l'adoption d'opérations concessives, la pratique de l'implicite et l'ambiguïté, l'expression émotionnelle et la redondance. Chacune d'entre-elles sont utilisées afin de développer les différents arguments visant à légitimer cette évolution de position.

Deuxièmement, notre analyse a révélé l'utilisation par Écolo de tactique de communication de crise pour atténuer les potentielles répercussions négatives de son changement de position. En déplaçant le débat vers d'autres enjeux environnementaux, en mettant en avant d'autres initiatives positives, ou encore en minimisant la gravité de la situation par l'identification d'autres risques, Écolo cherche à préserver sa réputation tout en influençant l'opinion publique en faveur de sa décision.

Troisièmement, nous avons identifié les principales rhétoriques utilisées par le parti pour mobiliser ses partisans et façonner l'opinion publique, notamment celles de l'urgence, de l'unité et de l'idéal. Ces rhétoriques sont utilisées de manière stratégique pour susciter des émotions chez les électeurs et renforcer leur engagement envers le parti.

Enfin, notre analyse a révélé la présence de différents niveaux de greenwashing dans la communication des écologistes. Malgré la reconnaissance des problèmes liés à la surconsommation d'énergie et la promotion de solutions durables, le parti utilise des expressions vides de sens et omet de mentionner les risques engendrés par les énergies renouvelables, pratiquant ainsi une forme de manipulation de l'opinion publique.

En conclusion, il fut question, à travers ce présent travail, d'analyser la communication d'Écolo et, dès lors, de mettre en évidence la sophistication des stratégies utilisées pour influencer l'opinion publique sur la prolongation nucléaire, tout en soulignant les défis éthiques et les limites de ces pratiques. Cette analyse fournit un aperçu des dynamiques de la communication politique contemporaine et souligne l'importance d'une approche critique et réfléchie dans l'évaluation des discours politiques.

7. Bibliographie

Livres :

- Aldrin, P. Hubé, N. (2022). *Introduction à la communication politique*. (Ouvertures politiques). Deboeck supérieur.
- Berlan, A., Carbou, G., Teulières, L. (2022). *Greenwashing Manuel pour dépolluer le débat public*. Anthropocène Seuil.
- Bourse, M. Halime, Y. (2021). *La communication politique : les enjeux d'aujourd'hui*. (Questions contemporaines). L'Harmattan.
- Comby, J. (2015). *La question climatique : genèse et dépolitisation d'un problème public*. Raison d'agir.
- Duterme, R. (2022). *Nos mythologies écologiques. Déconstruire les idées reçues sur le changement climatique*. Les Liens qui Libèrent.
- Faure, A. Négrier, E. (2017). *La politique à l'épreuve des émotions*. Open Edition Books.
- Kieg-Planque, A. (2012). *Analyser des discours institutionnels*. Armand Colin.
- Libaert. T. (2020). *La communication de crise* (5^{ème} édition). Les topos.
- Mini Larousse. (2008). Nucléaire. Dans *Dictionnaire*.

Cours académiques :

- Geuens, G. *Communication des institutions européennes*, notes de cours, année académique 2021-2022.
- Hamers, J. *Visual Communication*, notes de cours, notes de cours, année académique 2021-2022.

Revue scientifique :

- *Base légale de la sortie du nucléaire en Belgique*. (2022, novembre 10). Economie. <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/sources-de-energie/nucleaire/base-legale-de-la-sortie-du>, consulté le 04 août 2023.
- *Centrales nucléaires en Belgique*. (2023, janvier 30). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/centrales-nucleaires-en-belgique>, consulté le 04 août 2023.

- *Énergie nucléaire*. (S.d.). Encyclopédie LAROUSSE.
https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/energie_nucleaire/7401, consulté le 10 août 2023.
- *Entreposage*. (2023, août). Agence fédérale de contrôle nucléaire.
<https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/dechets-radioactifs/gestion-des-dechets-radioactifs/entreposage#:~:text=En%20Belgique%2C%20les%20dechets%20radioactifs,appropriés%20sur%20le%20site%20Belgoprocess%20.,> consulté le 11 août 2023.
- *Exploitation à long terme (LTO) de Tihange 1, Doel 1 et 2 jusqu'en 2025*. (2022, septembre 29). Agence fédérale de contrôle nucléaire.
<https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/centrales-nucleaires-en-belgique/exploitation-long-terme-lto-de-tihange-1-doel-1-et-2>, consulté le 04 août 2023.
- *Historique de l'énergie nucléaire en Belgique*. (S.d.). FORUM Nucléaire.
<https://www.forumnucleaire.be/theme/les-centrales-nucleaires-en-belgique/historique-de-lenergie-nucleaire-en-belgique>, consulté le 27 juillet 2023.
- Larousse (s.d.). Greenwashing. Dans *Dictionnaire en ligne*.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/ecoblanchiment/10910961#:~:text=Utilisation%20fallacieuse%20d'arguments%20faisant,de%20l'anglais%20greenwashing.,> consulté le 02 avril 2024.
- Larousse. (s.d.). Redondance. Dans *Dictionnaire en ligne*.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/redondance/67331#:~:text=1.,de%20termes%20dans%20le%20discours.&text=2.,différentes%2C%20un%20même%20trait%20signifiant.,> consulté le 02 avril 2024.
- *L'AFCN envoie ses exigences de sûreté à Engie Electrabel pour la prolongation de Doel 4 et Tihange 3*. (2023, juillet 20). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/actualites/lafcn-envoie-ses-exigences-de-surete-engie-electrabel-pour-la-prolongation-de-doel-4-et->, consulté le 04 août 2023.
- *Le contexte du nucléaire en Belgique*. (2018, novembre 21). Economie.
<https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/competences-federales/le-contexte-du-nucleaire-en>, consulté le 04 août 2023.
- *Le gouvernement belge décide de maintenir deux réacteurs nucléaires en activité pendant 10 années supplémentaires*. (2022, mars 31). FORUM nucléaire. <https://www.forumnucleaire.be/actus/nouvelle/le-gouvernement-belge-decide-de-maintenir-deux-reacteurs-nucleaires-en-activite-pendant-10-annees-supplementaires>, consulté le 27 juillet 2023.

- Le Gros, G. (2023, juillet). Belgique : accord pour la prolongation de deux réacteurs nucléaires. *Sfen*. <https://www.sfen.org/rgn/belgique-accord-pour-la-prolongation-de-deux-reacteurs-nucleaires/>, consulté le 13 janvier 2024.
- *Le secteur nucléaire en Belgique : développement et structures actuelles*. (1976). Courrier hebdomadaire du CRISP, 718-719, p. 1-41. <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-1976-12-page-1.htm?ref=doi>, consulté le 27 juillet 2023.
- *Programme national de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs*. (2015, octobre). Royaume de Belgique. <https://economie.fgov.be/sites/default/files/Files/Energy/Programme-national-cpnpc.pdf>, consulté le 11 août 2023.
- *Projet de report de la désactivation des centrales nucléaires de Doel 4 et de Tihange 3 - Consultation du public sur le rapport des incidences sur l'environnement*. (2023, mars 03). Belgium.be. https://www.belgium.be/fr/actualites/2023/projet_de_report_de_la_desactivation_des_centrales_nucleaires_de_doel_4_et_de, consulté le 04 août 2023.
- *Stockage en profondeur des déchets radioactifs*. (2023, mai). Agence fédérale de contrôle nucléaire. <https://afcn.fgov.be/fr/dossiers/dechets-radioactifs/gestion-des-dechets-radioactifs/stockage/stockage-en-profondeur-des>, consulté le 11 août 2023.
- Vandeburie, J. (2016). *Nucléaire : c'est par où la sortie ?*. La Revue Nouvelle, 5, 10-14. <https://www.cairn.info/revue-nouvelle-2016-5-page-10.htm>, consulté le 27 juillet 2023.

Sources audiovisuelles :

- Binet, M. (2022, Juin). *Philippe Lamberts à propos du nucléaire : « On doit choisir entre la peste et le choléra »*. Moustique. <https://moustique.lalibre.be/actu/monde/2022/06/23/philippe-lamberts-a-propos-du-nucleaire-on-doit-choisir-entre-la-peste-et-le-cholera-241494>, consulté le 11 décembre 2023.
- Buxant, M. (2022, Mars). *Jean-Marc Nollet, co-président d'Ecolo, est l'invité de Martin Buxant*. Facebook. https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=447424077162072, consulté le 07 décembre 2023.
- Buxant, M. (2022, Mars). « *La sortie du nucléaire en 2025, ça n'a jamais été une fin en soi pour Écolo* ». LN24. <https://www.ln24.be/2022-03-08/la-sortie-du-nucleaire-en-2025-ca-na-jamais-ete-une-fin-en-soi-pour-ecolo>, consulté le 07 décembre 2023.

- Buxant, M. (2022, Octobre). *Il fallait faire ce prolongement mais ça ne doit pas faire oublier les dangers du nucléaire*. LN24.
<https://www.ln24.be/videos/2022/10/21/il-fallait-faire-ce-prolongement-mais-ca-ne-doit-pas-faire-oublier-les-dangers-du-nucleaire-q553l3z/>, consulté le 07 décembre 2023.
- C'est pas tous les jour dimanche. (2022, Mai). *C'est pas tous les jours dimanche – 22/05/2022*. RTL TVI.
<https://www.facebook.com/dimancheRTL/videos/3812845975607827>, consulté le 10 décembre 2023.
- Ecolo. (2022, Février). *Écolo : Ça se démêle – La transition énergétique est-elle possible en Belgique ?* {Vidéo}. YouTube.
<https://www.youtube.com/watch?v=81kXfzal8wM>, consulté le 03 décembre 2024.
- Ecolo. (2022, Février). *Écolo : Consommer moins d'énergie c'est revenir au Moyen-âge. Même pas vrai* {Vidéo}. YouTube.
<https://www.youtube.com/watch?v=m8vaKJwAoyk>, consulté le 03 décembre 2024.
- Grosfilley, F. (2022, Mai). + d'Actu – 20/05/2022. BX1
<https://www.facebook.com/BX1officiel/videos/5854299644585675> consulté le 05 décembre 2023.
- Grosfilley, F. (2022, Mars). Barbara Trachte (Écolo) sur la prolongation du nucléaire : « Ce qui a changé, c'est la situation internationale. BX1.
<https://bx1.be/radio-chronique/linterview-barbara-trachte-ecolo/>, consulté le 05 décembre 2023.
- Grosfilley, F. (2022, Mars). L'interview – Olivier Deleuze (Ecolo) – 23/03/2022. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=kb_RhudCcWI consulté le 05 décembre 2023.
- Grosfilley, F. (2022, Mars). L'interview – Tinne Van der Straeten (Groen) – 08/03/2022. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=FeYhxGwWoug> consulté le 05 décembre 2023.
- Grosfilley, F. (2022, Septembre). Rajae Maouane « Deux autres réacteurs nucléaire pourraient être prolongés ». BX1. <https://bx1.be/dossiers/prix-de-lenergie/rajae-maouane-deux-autres-reacteurs-nucleaires-pourraient-etre-prolonges/>, consulté le 05 décembre 2023.
- Verbos, P. (2022, Novembre). Ecolo a échoué sur le nucléaire ? La co-présidente Rajae Maouane répond. RTL Info.
<https://www.rtl.be/actu/belgique/politique/ecolo-echoue-sur-le-nucleaire-la-co-presidente-rajae-maouane-repond/2022-11-13/article/503542>, consulté le 11 décembre 2023.

Sites internet :

- *À propos de Alain Maron.* (S.d.). <https://be.brussels/fr/propos-de-la-region/structure-et-organisation/parlement-ministres/le-gouvernement-regional/alain-maron>, consulté le 28 décembre 2023.
- *À propos de Barbara Trachte.* (S.d.). Région de Bruxelles-Capitale. <https://be.brussels/fr/propos-de-la-region/structure-et-organisation/parlement-ministres/le-gouvernement-regional/barbara-trachte/propos-de-barbara-trachte>, consulté le 28 décembre 2023.
- *Biographie longue Philippe Lamberts.* (S.d.). https://philippelamberts.eu/storage/uploads/CV_FR_PHL.pdf, consulté le 28 décembre 2023.
- *C'est quoi ECOLO ?* (2010). Ecolo Uccle. <https://uccle.ecolo.be/nouveaux/cest-quoi-ecolo/>, consulté le 12 janvier 2024.
- Dewez, M. (S.d.). *Nollet Jean-Marc.* Connaître la Wallonie. <https://connaîtrelawallonie.wallonie.be/fr/wallons-marquants/dictionnaire-des-wallons/nollet-jean-marc>, consulté le 28 décembre 2023.
- *Ecolo.* {Image}. <https://ecolo.be>, consulté le 12 janvier 2024.
- *Écolo-Groen rappelle Engie à l'ordre : Ce n'est pas Electrabel qu'il faut démanteler mais les réacteurs nucléaires.* (2021, 04 juin). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/ecolo-groen-rappelle-engie-a-lordre-ce-nest-pas-electrabel-quil-faut-demanteler-mais-les-reacteurs-nucleaires/>, consulté le 13 janvier 2024.
- *Écolo réclame le respect du calendrier de sortie du nucléaire.* (2019, 5 octobre). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/ecolo-reclame-le-respect-du-calendrier-de-sortie-du-nucleaire/>, consulté le 13 janvier 2024.
- *Écolo se réjouit d'un accord qui facilitera la sortie du nucléaire et boostera les énergies renouvelables.* (2020, 01 juillet). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/ecolo-se-rejouit-dun-accord-qui-facilitera-la-sortie-du-nucleaire-et-boostera-les-energies-renouvelables/>, consulté le 13 janvier 2024.
- *ENGIE et le gouvernement fédéral belge s'accordent sur la prolongation des réacteurs nucléaires de Tihange 3 et Doel 4.* (2023, juin 29). De Croo Alexander. <https://www.premier.be/fr/engie-et-le-gouvernement-fédéral-belge-s'accordent-sur-la-prolongation-des-réacteurs-nucléaires-de#:~:text=29%20Juin%202023-,ENGIE%20et%20le%20gouvernement%20fédéral%20belge%20s%27accordent%20sur%20la,Tihange%203%20pour%2010%20ans.,> consulté le 04 août 2023.

- *Faciliter la sortie du nucléaire et booster les énergies renouvelables.* (2020, 16 juillet). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/faciliter-la-sortie-du-nucleaire-et-booster-les-energies-renouvelables/>, consulté le 13 janvier 2024.
- *Le nucléaire n'est pas la solution.* (2020, 16 avril). ECOLO. <https://ecolo.be/actualites/lenergie-nucleaire-nest-pas-la-solution/>, consulté le 13 janvier 2024.
- Lévin, V. (2022, Mars). *Rajae Maouane : « La sortie du nucléaire n'est pas une fin en soi pour Écolo... mais il faut renforcer notre indépendance énergétique ».* Sudinfo. <https://www.sudinfo.be/id448632/article/2022-03-06/rajae-maouane-la-sortie-du-nucleaire-nest-pas-une-fin-en-soi-pour-ecolo-mais-il>, consulté le 05 décembre 2023.
- Nucléaire : Écolo va-t-il quitter le gouvernement ? La réponse de Jean-Marc Nollet. (2022, Février). Le Soir. <https://www.lesoir.be/424979/article/2022-02-18/nucleaire-ecolo-va-t-il-quitter-le-gouvernement-la-reponse-de-jean-marc-nollet>, consulté le 05 décembre 2023.
- *Olivier Deleuze.* (S.d.). <https://ecolo.be/representant/olivier-deleuze/>, consulté le 28 décembre 2023.
- *Proposition 11* (S.d.) ECOLO. <https://ecolo.be/idees/etendre-les-solidarites/international-et-cooperation-sud-nord/proposition-11/>, consulté le 28 décembre 2023.
- *Rajae Maouane.* (S.d.). Écolo. <https://ecolo.be/representant/rajae-maouane/>, consulté le 28 décembre 2024.
- *Tête de liste Ecolo pour les Européennes 2024 !* (13 novembre 2023). Saskia Bricmont. <https://saskiabricmont.eu/priorites/197-tete-de-liste-ecolo-pour-les-europeennes-2024>, consulté le 28 décembre 2023.
- *Tinne Van der Straeten.* (S.d.). Écolo #créonsdemain. <https://koekelberg.ecolo.be/nos-candidats/tinne-van-der-straiten/>, consulté le 28 décembre 2023.

Tweets :

- Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Avril). *Confirmation que le potentiel le plus élevé (et le moins coûteux) en décarbonisation de la production d'énergie d'ici 2030...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1511090730789388292>, consulté le 28 novembre 2023.
- Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Février). *1. L'instrumentalisation de la guerre en Ukraine par les pro nuke est abjecte. 2. L'indépendance énergétique (pétrole, gaz, uranium) et en matières ...* {Tweet}. Twitter.

- <https://twitter.com/alainmaron/status/1497933256397922305>, consulté le 28 novembre 2023.
- Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *L'uranium indispensable à la filière nucléaire n'est pas une ressource renouvelable, ni « locale ». L'approvisionnement pose des questions géostratégiques. C'est... {Tweet}*. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1634503290699280384>, consulté le 28 novembre 2023.
 - Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *Nous devons nous affranchir des énergies fossiles. Le nucléaire n'est pas pour autant miraculeux : dépendance à l'étranger, soucis... {Tweet}*. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1501285829884489729>, consulté le 28 novembre 2023.
 - Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *On voit bien l'enjeu de l'indépendance énergétique dans le contexte ukrainien. #Bruxelles veut faire sa part. Cela passera notamment... {Tweet}*. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1500861333738242049>, consulté le 28 novembre 2023.
 - Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *Personne ne verra sa fourniture d'énergie coupée à #Bruxelles. C'est une des mesures que nous prenons en complément du... {Tweet}*. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1504202680956334094>, consulté le 28 novembre 2023.
 - Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *Pro-nucléaire, mais aussi pro-baignoires et pro-pétrole (en bonne partie russe...). La ligne a le mérite d'être... {Tweet}*. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1501523569704120322>, consulté le 28 novembre 2023.
 - Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *Représentation graphique du réchauffement de la planète depuis le début du siècle et son accélération. Agissons ensemble pour renverser cette... {Tweet}*. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1502380423980138507>, consulté le 28 novembre 2023.
 - Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *Une étape cruciale dans la réforme du marché de l'énergie à #Bruxelles ! Pour que la transition énergétique bénéficie à tous... {Tweet}*. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1501601462970986512>, consulté le 28 novembre 2023.
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Février). *La situation en #Ukraine est inquiétante mais ne modifie pas notre position sur le #nucléaire. Au niveau du gaz, nous... {Tweet}*. Twitter.

- <https://twitter.com/Ecolo/status/1494580093963939843>, consulté le 24 novembre 2023.
- Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). *Depuis 10 jours, l'Ukraine est en guerre. On voit des milliers de familles qui doivent partir, se réfugier. On...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1500887509923995655>, consulté le 24 novembre 2023.
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). *#énergie : « Il faut baisser la TVA sur le gaz comme on l'a fait pour l'électricité ; aider les à isoler... »* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1502991180841328647>, consulté le 24 novembre 2023.
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). *#Energie : « Le focus est l'accélération de la transition : offshore – 2GW en plus, onshore – 1.5GW, solaire sur terre – 1.5GW... »* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1505832584626032642>, consulté le 24 novembre 2023.
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). *#énergie : « Nous sommes beaucoup trop dépendants de l'étranger pour nos ressources en énergie : nous devons devenir indépendants. La meilleure... »* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1504538911753875460>, consulté le 24 novembre 2023.
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). *Il y a des surprofits liés à l'explosion des prix. Engie a fait remonter 1.2 milliards d'euros vers...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1527537369829756928>, consulté le 24 novembre 2023.
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). *« La Wallonie a de l'avance sur la Flandre, par ex les pompes à chaleur avec des primes supérieures. Les... »* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1504539103836127239>, consulté le 24 novembre 2023.
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Mai). *« Regardez les centaines de milliers Belges qui ont des difficultés à payer leur facture d'énergie, les besoins de moyens de... »* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1527166266833784832>
 - Écolo {@Ecolo}. (2022, Mai). *« Si tous les habitants de la planète vivaient comme le Belge moyen, il faudrait les ressources de 4 planètes. Nous ... »* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1527675495529304064>, consulté le 24 novembre 2023.
 - Philippe Lamberts {@ph_lamberts}. (2022, Avril). *We must hit Putin's war machine where it hurts most. We @GreensEFA are today calling for a full & immediate embargo...* {Tweet}. Twitter. https://twitter.com/ph_lamberts/status/1511622919419531268, consulté le 27 novembre 2023.

- Saskia Bricmont {@saskiabricmont}. (2022, Février). *Erreur fut de ne pas exécuter loi de sortie du nucléaire dès 2003 pr devenir indépendant par ER. 20 ans +...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/saskiabricmont/status/1497865271159234561>, consulté le 27 novembre 2023.
- Saskia Bricmont {@saskiabricmont}. (2022, Mars). *Le nucléaire, même civil, est utilisé une arme. Misons tout sur les énergies de la paix.* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/saskiabricmont/status/1499654376662700032>, consulté le 27 novembre 2023.
- Saskia Bricmont {@saskiabricmont}. (2022, Mars). *Pandémie puis guerre révèlent nos vulnérabilités. Il est temps de rendre l'UE autonome sur le plan énergétique, agricole, alimentaire. + de...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/saskiabricmont/status/1499125196426563591>, consulté le 27 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Février). *Beste manier om onze onafhankelijkheid te versterken, is meer hernieuwbare energie produceren. We importeren 100% uranium, gas en olie. Wind...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1496885096456114181>, consulté le 29 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Février). *Es is oorlog op het Europese continent. De wereld is veranderd. Enige manier om energieonafhankelijk te versterken, is meer hernieuwbare...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1498005361076408325>, consulté le 29 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Février). *90% van gas, olie en petroleum voeren we in. Meer energieonafhankelijkheid in België en in Europa betekent meer wind – en zonne ...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1498198926360559617>, consulté le 29 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Mars). *Accord sur le switch énergétique. Après 20 ans d'inaction, c'est l'accélération verte. Accélérer le changement avec plus de vent et de ...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1504925357325144070>, consulté le 29 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Mars). *Full support for @ZelenskyyUa. Let's support Ukraine by consuming less gas and oil. And accelerate the energy transition towards 100%...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1509513389541838854>, consulté le 29 novembre 2023.

- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Mars). *Le monde a changé depuis l'invasion de l'Ukraine. C'est difficile de s'exprimer ainsi vu ce qui se passe...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1498610787136507906>, consulté le 29 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Mars). *Le monde change sous nos yeux, la guerre en Ukraine fait évoluer la réflexion sur notre système énergétique. Nous travaillons...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1501242608944877570>, consulté le 29 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Mars). *Réduire les factures d'énergie. 6% de TVA sur les panneaux solaires, pompes à chaleur, chauffe-eaux solaires pour les maisons...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1504925357325144070>, consulté le 29 novembre 2023.
- Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Mars). *Une avancée majeure en matière d'énergie est nécessaire. 1) Baisser les factures d'énergie : TVA gaz + électricité à 6% 2) Plus d'énergies renouvelables ...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/TinneVdS/status/1500729072913195010>, consulté le 29 novembre 2023.
- Zakia Khattabi {@khattabiZakia}. (2022, Mars). *La mise en scène victoire >< défaite partisane sur #nuke ne sert en rien l'intérêt général, mais la vérité a ses...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/KhattabiZakia/status/1508018833998626822>, consulté le 28 novembre 2023.

Podcasts :

- UCLouvain. (2022, Mars). *Faut-il mettre le système à plat ? Philippe Lamberts – Député au Parlement Européen. Exergie.*
<https://www.podcastics.com/podcast/episode/faut-il-mettre-le-systeme-a-plat-127045/>, consulté le 10 décembre 2023.

8. Annexes

1. Tweet 1



"La situation en [#Ukraine](#) est inquiétante mais ne modifie pas notre position sur le [#nucléaire](#). Au niveau du gaz, nous avons 3-4% de dépendance face à la Russie. Au niveau de l'[#uranium](#), c'est 25%, au niveau du [#pétrole](#), c'est 30%." [@jmnollet](#) sur [@BelRTL](#)

[#EnergySwitch](#)

[Translate post](#)



8:50 AM · Feb 18, 2022



51



30



24



Post your reply

Reply



Ecolo [@Ecolo](#) · Feb 18, 2022



"La décision sera prise sur base du rapport d'[#Elia](#). 2 critères essentiels : tenir compte de la sécurité d'approvisionnement et du prix de l'énergie. Pas de dogmatisme, mais une décision éclairée par les faits. [#energyswitch](#) " [@jmnollet](#) sur [@BelRTL](#) [#EnergySwitch](#) [#nucleaire](#)



26



8



4



Ecolo [@Ecolo](#) · Feb 18, 2022



"Nous voterons contre une potentielle [#ObligationVaccinale](#) et je suis fier qu'Ecolo ait demandé un débat au sein du parlement." [@jmnollet](#) était sur [@BelRTL](#) [#Covid](#)



4



1



3



211

²¹¹ Écolo [{@Ecolo}](#). (2022, Février). *La situation en #Ukraine est inquiétante mais ne modifie pas notre position sur le #nucléaire. Au niveau du gaz, nous...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1494580093963939843>, consulté le 24 novembre 2023.

2. Tweet 2


Ecolo
 @Ecolo

...

"Depuis 10 jours, l'[#Ukraine](#) est en guerre. On voit des milliers de familles qui doivent partir, se réfugier. On ne peut pas rester indifférent-es, en termes de solidarité, mais aussi au niveau des conséquences énergétiques." [@jmnollet](#) sur [#DéclicRTBF](#)
[Translate post](#)



6:34 PM · Mar 7, 2022

7
2
16


 Post your reply

Reply


Ecolo @Ecolo · Mar 7, 2022

...

"Le monde change, on a une responsabilité à donner un max d'indépendance énergétique. Il n'y a qu'un seul chemin : le 100% [#renouvelable](#) en 2050. Cela nous permettra d'être indépendant-es et de maîtriser les coûts. C'est ça, le vrai virage qui doit être pris." [@jmnollet](#)

5
2
5


Ecolo @Ecolo · Mar 7, 2022

...

"L'horizon 100% [#renouvelable](#) défini, ce que nous avons à faire, c'est dessiner le chemin de la transition. La création de 2 centrales TGV était la solution la plus efficace. Nous devons avoir un regard ouvert et réexaminer si c'est toujours le cas." [@jmnollet](#) sur [#DéclicRTBF](#)

2
1


Ecolo @Ecolo · Mar 7, 2022

...

"Il y a un accord pour faire de la recherche. S'il y a un nucléaire sans les inconvénients - avec la sécurité, sans les déchets, sans les coûts - pas de problème. Mais on n'a toujours pas trouvé de solution, et quelle commune voudra accueillir les déchets nucléaires ?" [@jmnollet](#)

3

3


Ecolo @Ecolo · Mar 7, 2022

...

"L'Allemagne a décidé ; 200 milliards pour la transition énergétique. L'Europe aussi va prendre des mesures. Tout le monde va accélérer la transition. La Belgique aussi doit le faire." [@jmnollet](#) sur [#DéclicRTBF](#)

3
1
7

212

²¹² Écolo {[@Ecolo](#)}. (2022, Mars). Depuis 10 jours, l'[#Ukraine](#) est en guerre. On voit des milliers de familles qui doivent partir, se réfugier. On... {Tweet}. Twitter.

3. Tweet 3

Ecolo @Ecolo ...

#énergie : "Il faut baisser la TVA sur le **#gaz** comme on l'a fait pour l'**#électricité** ; aider les gens à isoler leur maison ; baisser le prix du carburant à la pompe ; aider les gens à accéder à des alternatives à la voiture." @jmnollet était l'Invité sur @RTLTVI. 1/3
[Translate post](#)



. and pascal vrebos

1:53 PM · Mar 13, 2022

16 2 15

Post your reply [Reply](#)

Ecolo @Ecolo · Mar 13, 2022 ...

"Aujourd'hui, tous les partis s'accordent à dire qu'il faut pouvoir être plus indépendants et diminuer la facture. Pour ça la seule solution ce sont les énergies renouvelables."
@jmnollet sur [rtinfo](#).
#energyswitch 2/3

23 10

Ecolo @Ecolo · Mar 13, 2022 ...

#nucléaire : "Les études sont encore en cours. On regardera la situation avec un esprit ouvert et on choisira le + efficace et le - cher. On ne va pas non plus faire exploser la facture des citoyens pour prolonger deux réacteurs. Le 100% renouvelable reste le cap." @jmnollet 3/3

10 1 7

213

<https://twitter.com/Ecolo/status/1500887509923995655>, consulté le 24 novembre 2023.

²¹³ Écolo { @Ecolo }. (2022, Mars). **#énergie** : « Il faut baisser la TVA sur le **#gaz** comme on l'a fait pour l'**#électricité** ; aider les gens à isoler... {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/Ecolo/status/1502991180841328647>, consulté le 24 novembre 2023.

4. Tweet 4

Ecolo @Ecolo · Mar 17, 2022 ...
" Nous sommes beaucoup trop dépendants de l'étranger pour nos ressources en [#énergie](#) : nous devons devenir indépendants. La meilleure manière de le faire, c'est le 100% renouvelable. Nous demandons à accélérer la transition, qui est la seule réponse à Poutine." [@jmnollet](#) dans [#JEP](#)



44 10 29 111 111

Ecolo @Ecolo · Mar 17, 2022 ...
"Si on augmente la place du [#nucléaire](#), ça augmente le délai de transition vers le [#renouvelable](#) : pas plus de 2 réacteurs nucléaires. C'est une de nos conditions." [@jmnollet](#) dans Jeudi en Prime sur [#LaUne](#) [@RTBF](#) [#JEP](#) [#EnergySwitch](#) [#ecolo](#)

14 2 5 111 111

Ecolo @Ecolo · Mar 17, 2022 ...
"Notre autre condition, c'est la facture pour le [#démantèlement](#), qui est de 40 milliards. Pas question que le citoyen paie." [@jmnollet](#) dans Jeudi en Prime sur [#LaUne](#) [@RTBFInfo](#) [#JEP](#) [#EnergySwitch](#) [#ecolo](#)

5 4 5 111 111

Ecolo @Ecolo ...

"Nous avons un cap, des balises à la prolongation et si le MR n'en veut pas, il prendra le temps de réfléchir à nos conditions."

[@jmnollet](#) dans Jeudi en Prime sur [#LaUne](#) [@RTBFInfo](#) [#JEP](#) [#EnergySwitch](#) [#ecolo](#)

[Translate post](#)

8:23 PM · Mar 17, 2022

18 13 9 111 111

214

²¹⁴ Écolo {[@Ecolo](#)}. (2022, Mars). [#énergie](#) : « Nous sommes beaucoup trop dépendants de l'étranger pour nos ressources en [#énergie](#) : nous devons devenir indépendants. La meilleure...

5. Tweet 5



6. Tweet 6



{Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/Ecolo/status/1504538911753875460>, consulté le 24 novembre 2023.

²¹⁵ Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). « La #Wallonie a de l'avance sur la #Flandre, par ex les pompes à chaleur avec des primes supérieures. Les... {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/Ecolo/status/1504539103836127239>, consulté le 24 novembre 2023.

²¹⁶ Écolo {@Ecolo}. (2022, Mars). #Energie : « Le focus est l'accélération de la transition : offshore – 2GW en plus, onshore – 1.5GW, solaire sur terre – 1.5GW... {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/Ecolo/status/1505832584626032642>, consulté le 24 novembre 2023.

7. Tweet 7

Ecolo @Ecolo ...
"Il y a des surprofits liés à l'explosion des prix. Engie a fait remonter 1.2 milliards d'euros vers Paris. Ce n'est pas normal. L'idée est de pouvoir capter une partie des surprofits pour soulager la facture des citoyens." @jmnollet sur @LesNews24 ce matin. #énergie
[Translate post](#)



8:31 AM · May 20, 2022

20 8 18



Post your reply

Reply

Ecolo @Ecolo · May 20, 2022 ...
Prolongation du #nucléaire: "Engie a des demandes qui sont intenables vu les balises fixées par le #begov. Engie doit rester responsable des réacteurs nucléaires. Ce n'est pas le job de l'Etat d'être l'opérateur." @jmnollet @LesNews24



3 2 5

Ecolo @Ecolo · May 20, 2022 ...
"Ce dont on discute: la prolongation de 2 réacteurs et la gestion des déchets. Si les négociations n'aboutissent pas on doit repartir sur l'option A: mécanisme du CRM qui permet des alternatives et une garantie d'approvisionnement." @jmnollet @LesNews24 #nucléaire

27 10 5

Ecolo @Ecolo · May 20, 2022 ...
"Pour être indépendants des hydrocarbures le mieux est de réduire notre consommation & se diversifier. Accord de @TinneVdS: triplement de la capacité d'#éolien, interconnexion, ile énergétique. C'est l'avenir avec l'hydrogène comme vecteur de notre capacité de stockage" @jmnollet

14 4 5

217

²¹⁷ Écolo { @Ecolo }. (2022, Mars). *Il y a des surprofits liés à l'explosion des prix. Engie a fait remonter 1.2 milliards d'euros vers...* {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/Ecolo/status/1527537369829756928>, consulté le 24 novembre 2023.

8. Tweet 8



9. Tweet 9



²¹⁸ Écolo {@Ecolo}. (2022, Mai). « Si tous les habitants de la planète vivaient comme le Belge moyen, il faudrait les ressources de 4 planètes. Nous ... {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/Ecolo/status/1527675495529304064>, consulté le 24 novembre 2023.

²¹⁹ Écolo {@Ecolo}. (2022, Mai). « Regardez les centaines de milliers Belges qui ont des difficultés à payer leur facture d'énergie, les besoins de moyens de... {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/Ecolo/status/1527166266833784832>, consulté le 24 novembre 2023.

10. Tweet 10

**Damien ERNST** @DamienERNST1 · Feb 27, 2022 ...

.@Gemenne j'ai dit (et même crié) des dizaines de fois au cours de cette dernière année que l'on commettait une erreur géopolitique majeure en augmentant notre dépendance au gaz russe.
C'est une des raisons pour laquelle je me suis autant battu sur ce dossier nucléaire.

**François Gemenne** @Gemenne · Feb 26, 2022
Replying to @etiennedujardin
Vous savez très bien que chaque parti considère la question du nucléaire comme une prise de guerre, un moyen d'enfoncer l'autre, et ça empêche tout débat rationnel dans l'intérêt commun. Je suis le premier à le ...
[Show more](#)

 13  13  80   

**Saskia Bricmont**  @saskiabricmont ...

Erreur fut de ne pas exécuter loi de sortie du nucléaire dès 2003 pr devenir indépendant par ER. 20 ans + tard ns sommes tjs dépendants de régimes autoritaires pr uranium (30% russe!), gaz (4%), autres ressources. Nucléaire ne ns rendra pas indépendants, coûtera + cher, lègue ☢️.
[Translate post](#)

10:24 AM · Feb 27, 2022

 7  1  5  

220

²²⁰ Saskia Bricmont {@saskiabricmont}. (2022, Février). *Erreur fut de ne pas exécuter loi de sortie du nucléaire dès 2003 pr devenir indépendant par ER. 20 ans +...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/saskiabricmont/status/1497865271159234561>, consulté le 27 novembre 2023.

11. Tweet 11

Saskia Bricmont @saskiabricmont · Mar 2, 2022

Pandémie puis guerre révèlent nos vulnérabilités.

Il est temps de rendre l'UE autonome sur le plan énergétique, agricole, alimentaire.

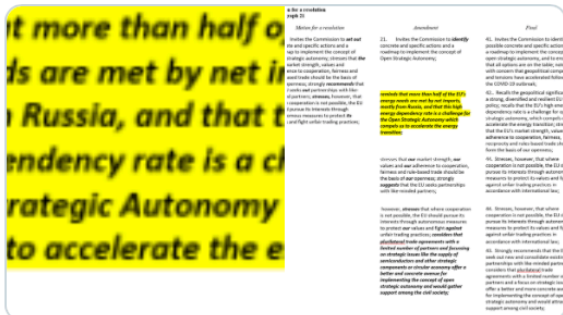
+ de résilience, - de dépendance.

1 11

Saskia Bricmont @saskiabricmont · Mar 2, 2022

Il y a quelques mois, sortant la tête de la pandémie, le Parlement européen se penchait sur le commerce à l'ère "post-covid"

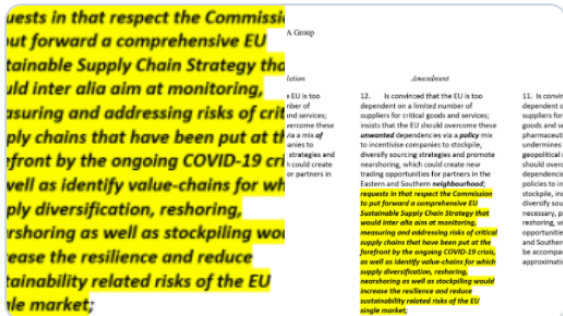
Voici ce que je disais ceci sur la dépendance énergétique envers la Russie



1 2

Saskia Bricmont @saskiabricmont · Mar 2, 2022

Et je proposais d'adopter une [stratégie sur des chaînes d'approvisionnements durables] pour rendre l'UE plus résiliente aux chocs sanitaires, géopolitiques, climatiques...



1 4

Saskia Bricmont @saskiabricmont · Mar 2, 2022

Pourtant, une majorité #PPE (conservateurs européens //CDH), #Renew (libéraux // MR), #Socialistes refusait d'intégrer ces éléments au texte final.

Notre agriculture conventionnelle est pourtant largement dépendante des importations de fertilisants, de nourriture animale...

1 2

(1/3)²²¹

²²¹ Saskia Bricmont {@saskiabricmont}. (2022, Mars). *Pandémie puis guerre révèlent nos vulnérabilités. Il est temps de rendre l'UE autonome sur le plan énergétique, agricole, alimentaire. + de...* {Tweet}. Twitter.



<https://twitter.com/saskiabricmont/status/1499125196426563591>, consulté le 27 novembre 2023.

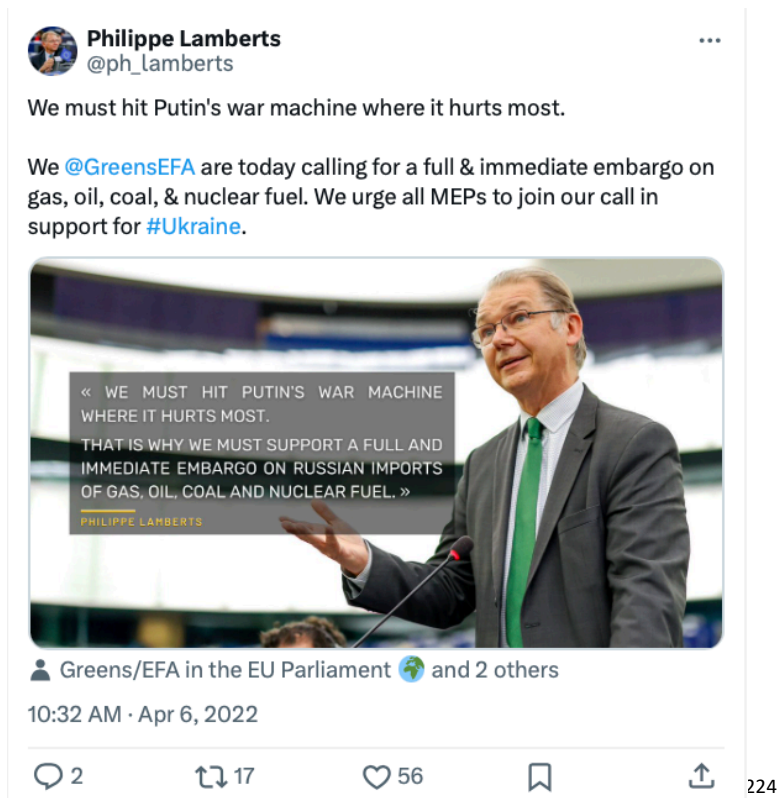
²²² Saskia Bricmont {@saskiabricmont}. (2022, Mars). *Pandémie puis guerre révèlent nos vulnérabilités. Il est temps de rendre l'UE autonome sur le plan énergétique, agricole, alimentaire. + de...* {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/saskiabricmont/status/1499125196426563591>, consulté le 27 novembre 2023.

²²³ Saskia Bricmont {@saskiabricmont}. (2022, Mars). *Le nucléaire, même civil, est utilisé une arme. Misons tout sur les énergies de la paix.* {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/saskiabricmont/status/1499654376662700032>, consulté le 27 novembre 2023.

12. Tweet 12



²²⁴ Philippe Lamberts {@ph_lamberts}. (2022, Avril). *We must hit Putin's war machine where it hurts most. We @GreensEFA are today calling for a full & immediate embargo...* {Tweet}. Twitter. https://twitter.com/ph_lamberts/status/1511622919419531268, consulté le 27 novembre 2023.

13. Tweet 13


Zakia Khattabi  @KhattabiZakia · Mar 27, 2022 ...

la mise en scène victoire><défaite partisane sur #nuke ne sert en rien l'intérêt général, mais la vérité a ses droits : la prolongation de 2 réacteurs est inscrite (et cadrée) dans l'accord #vivaldi, le milliard supplémentaire pour accélérer la #transition pas, voilà des faits ...

28 7 46


Philippe Lawson  @Fil_Law · Mar 27, 2022 ...

D'accord avec vous, mais reconnaissez-vous qu'il est triste d'avoir attendu une guerre et son lot de victimes innocentes pour se rendre compte de la dépendance énergétique de la #Belgique, alors que des experts du sujet le crient depuis des mois? Merci. Bonne journée

6 5 38


Zakia Khattabi  @KhattabiZakia · Mar 27, 2022 ...

c'est précisément pcq conscients de cette dépendance que, pour nous en libérer, nous plaçons pour la transition vers le renouvelable (et pas depuis hier...)

5 3


Philippe Lawson  @Fil_Law · Mar 27, 2022 ...

Les énergies renouvelables sont une partie de la solution, mais mettre tous ses œufs dans le même panier est beaucoup trop risqué.

2 3


Zakia Khattabi  @KhattabiZakia ...

c'est pourquoi l'accord #vivaldi intégrait certains risques/ conditions (prix et disponibilité) qui justifieraient la prolongation de 2 réacteurs
[Translate post](#)

11:51 AM · Mar 27, 2022

1

225

²²⁵ Zakia Khattabi {@khattabiZakia}. (2022, Mars). *La mise en scène victoire >< défaite partisane sur #nuke ne sert en rien l'intérêt général, mais la vérité a ses...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/KhattabiZakia/status/1508018833998626822>, consulté le 28 novembre 2023.

14. Tweet 14



226

²²⁶ Alain Maron {[@alainmaron](#)}. (2022, Février). 1. *L'instrumentalisation de la guerre en Ukraine par les pro nuke est abjecte*. 2. *L'indépendance énergétique (pétrole, gaz, uranium) et en matières ...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/alainmaron/status/1497933256397922305>, consulté le 28 novembre 2023.

15. Tweet 15



On voit bien l'enjeu de l'indépendance énergétique dans le contexte ukrainien. #Bruxelles veut faire sa part. Cela passera notamment par les communautés d'#énergie.

[Translate post](#)



From lecho.be

4:50 PM · Mar 7, 2022



227

²²⁷ Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *On voit bien l'enjeu de l'indépendance énergétique dans le contexte ukrainien. #Bruxelles veut faire sa part. Cela passera notamment...* {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/alainmaron/status/1500861333738242049>, consulté le 28 novembre 2023.

16. Tweet 16

Alain Maron 🌍🌻 @alainmaron · Mar 8, 2022 ...

Nous devons nous affranchir des énergies fossiles. Le nucléaire n'est pas pour autant miraculeux: dépendance à l'étranger, soucis de sécurité, pollution, déchets. A nous de poser collectivement et avec sagesse les meilleurs choix pour l'avenir de la planète.

France.tv nature @FranceTVNature · Mar 7, 2022

Extrait au Niger et traité à Narbonne, l'uranium et la pollution ne font qu'un. Et plus la radioactivité augmente, plus la colère monte...

« Vert de rage, l'uranium de la colère », signé ...
[Show more](#)



5 1 5 ||| 🔖 ↗

Alain Maron 🌍🌻 @alainmaron ...

Par ailleurs, plus nous serons capables d'allier prospérité et diminution de nos consommations d'énergie et moins il sera difficile de résoudre l'équation énergétique. La fin des gaspillages, la sobriété équitable, doivent être plus encore au cœur de nos politiques.
[Translate post](#)

8:56 PM · Mar 8, 2022

2 ↺ 1 🔖 ↗

228

²²⁸ Alain Maron { @alainmaron }. (2022, Mars). *Nous devons nous affranchir des énergies fossiles. Le nucléaire n'est pas pour autant miraculeux : dépendance à l'étranger, soucis...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1501285829884489729>, consulté le 28 novembre 2023.

17. Tweet 17


Alain Maron 🌍🌻 @alainmaron · Mar 9, 2022

Pro-nucléaire, mais aussi pro-bagnoles et pro-pétrole (en bonne partie russe...). La ligne a le mérite d'être claire et finalement cohérente : conservatrice.


DH les Sports + @ladh · Mar 9, 2022

Bouchez : "Stop au bashing automobile"
[dhnet.be/actu/belgique/...](https://dhnet.be/actu/belgique/)



🗨️ 98
↻ 38
❤️ 135
📺
🔖
⬆️


Michel Delooz @MichelDelooz · Mar 9, 2022

En quoi le nucléaire est un problème alors que cela émet 12 gCO₂/kWh ? Il faut être pragmatique et non pas obscurantiste. En sortant du nucléaire, on dépendra encore plus du gaz. La magie ne sert à rien pour résoudre une équation technique

🗨️ 3
↻ 2
❤️ 24
📺
🔖
⬆️


Alain Maron 🌍🌻 @alainmaron

Le nucléaire a l'avantage d'un faible impact CO₂. Il a des inconvénients : déchets toxiques millénaires, coût très important construction/démantèlement, dépendance à l'uranium (non présent en Europe), potentiels soucis de sécurité, etc. La magie n'est nulle part, malheureusement

[Translate post](#)

12:41 PM · Mar 9, 2022

🗨️ 20
↻
❤️ 6
🔖
⬆️

229

²²⁹ Alain Maron { @alainmaron }. (2022, Mars). *Pro-nucléaire, mais aussi pro-bagnoles et pro-pétrole (en bonne partie russe...).* La ligne a le mérite d'être... {Tweet}. Twitter.
<https://twitter.com/alainmaron/status/1501523569704120322>, consulté le 28 novembre 2023.

18. Tweet 18



230

19. Tweet 19



231

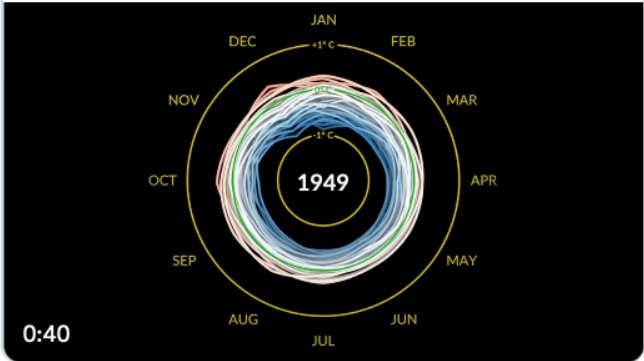
²³⁰ Alain Maron {[@alainmaron](#)}. (2022, Mars). Une étape cruciale dans la réforme du marché de l'[#énergie](#) à [#Bruxelles](#) ! Pour que la transition énergétique bénéficie à tous... {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1501601462970986512>, consulté le 28 novembre 2023.

²³¹ Alain Maron {[@alainmaron](#)}. (2022, Mars). L'uranium indispensable à la filière nucléaire n'est pas une ressource renouvelable, ni « locale ». L'approvisionnement pose des questions

20. Tweet 20

Alain Maron 🌍🌻 @alainmaron · Mar 11, 2022 ...
Représentation graphique du réchauffement de la planète depuis le début du siècle et son accélération. Agissons ensemble pour renverser cette dynamique 🙏🙏🙏

Hugo Clément 🟦 @hugoclement · Mar 11, 2022
Le changement climatique, c'est ça.
Source : @NASAViz



8 3 9

Cyril Leberger 🌍🌻 @LebergerCyril · Mar 11, 2022 ...
Un bon moyen d'agir, ce serait de ne pas remplacer le nucléaire par du gaz...

1 1 24

Alain Maron 🌍🌻 @alainmaron · Mar 11, 2022 ...
Le bon moyen est de sortir de notre dépendance au pétrole et au gaz. D'assurer la prospérité du plus grand nombre dans une société décarbonnée. Ce sur quoi les écologistes travaillent depuis toujours.

6 1

Philippe Lawson 🟦 @FiL_Law · Mar 11, 2022 ...
Notre dépendance au gaz? Quid des centrales au gaz que la ministre fédérale de l'Energie, @TinneVdS veut installer? Il y a comme une contradiction dans votre réponse par rapport à sa décision...

2 9

Alain Maron 🌍🌻 @alainmaron · Mar 11, 2022 ...
La sortie définitive ou non du nucléaire d'ici 25 ne peut être l'arbre qui cache la forêt. Les écologistes sont pour une sortie du fossile le plus rapidement possible depuis toujours (et les autres traînent des pieds). Les systèmes de CRM ne sont que transitoires, vous le savez

3 1

(1/3) ²³²

géostratégiques. C'est... {Tweet}. Twitter.

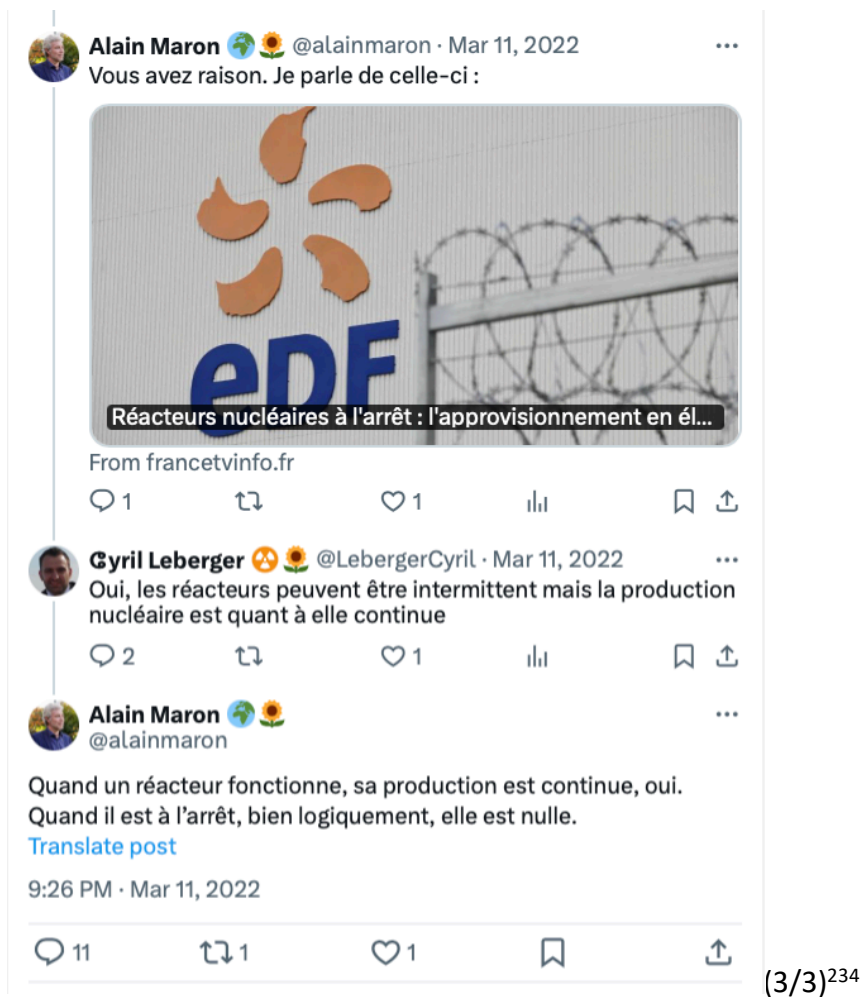
<https://twitter.com/alainmaron/status/1634503290699280384>, consulté le 28 novembre 2023.

²³² Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). Représentation graphique du réchauffement de la planète depuis le début du siècle et son accélération. Agissons ensemble pour renverser

- Philippe Lawson** @Fil_Law · Mar 11, 2022 ...
 mais pourquoi investir autant d'argent dans centrales au gaz tout en prônant qu'il faut en sortir, surtout au regard de la guerre en Ukraine. Ne faudrait-il pas prôner un mix énergétique renouvelable-nuc pour atteindre le zéro CO2? Pour le nul, il y a des projets comme Myrrha
 2 9
- Alain Maron** @alainmaron · Mar 11, 2022 ...
 Je constate en tout cas qu'aucun gouvernement n'a remis en question la loi de sortie du nuke en 20 ans. Peut être parce que les différents partis avaient intégré les soucis du nuke: cher pour le neuf, déchets sans solution jusqu'ici, risques sécurité, etc.
 6 1
- Alain Maron** @alainmaron · Mar 11, 2022 ...
 La guerre en Ukraine et la prise en otage énergétique par la Russie sont des éléments de contexte cruciaux, intégrés dans les discussions UE et Belges sur nos stratégies actuelles et futures. Bonne nouvelle : la sortie accélérée du pétrole et du gaz est au moins sur la table.
 1
- Philippe Lawson** @Fil_Law · Mar 11, 2022 ...
 Ce qui m'interpelle, c'est le 100% renouvelable, alors qu'il ne faut pas oublier le caractère intermittent des ER. Il y a aussi les batteries de stockage, mais ça risque de prendre quelques années encore
 4 6
- Alain Maron** @alainmaron · Mar 11, 2022 ...
 Les batteries ne sont qu'un des moyens de stockage. Il y a en a beaucoup d'autres à des stades de dvpt bien plus avancés que le nucléaire soi-disant «sans déchet». Du reste, le nucléaire existant est lui aussi très «intermittent» ces dernières années, en Belgique comme en France
 12 1 1
- Cyril Leberger** @LebergerCyril · Mar 11, 2022 ...
 Nous n'avons définitivement pas la même définition de l'intermittence....
 2 5
- (2/3) ²³³

cette... {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1502380423980138507>, consulté le 28 novembre 2023.

²³³ Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Mars). *Représentation graphique du réchauffement de la planète depuis le début du siècle et son accélération. Agissons ensemble pour renverser cette...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1502380423980138507>, consulté le 28 novembre 2023.



21. Tweet 21



²³⁴ Alain Maron { @alainmaron }. (2022, Mars). *Représentation graphique du réchauffement de la planète depuis le début du siècle et son accélération. Agissons ensemble pour renverser cette...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1502380423980138507>, consulté le 28 novembre 2023.

²³⁵ Alain Maron { @alainmaron }. (2022, Mars). *Personne ne verra sa fourniture d'énergie coupée à #Bruxelles. C'est une des mesures que nous prenons en complément du...* {Tweet}.

22. Tweet 22



Alain Maron @alainmaron

Confirmation que le potentiel le plus élevé (et le moins coûteux) en décarbonation de la production d'énergie d'ici 2030 est l'accélération du déploiement du renouvelable. #GIEC

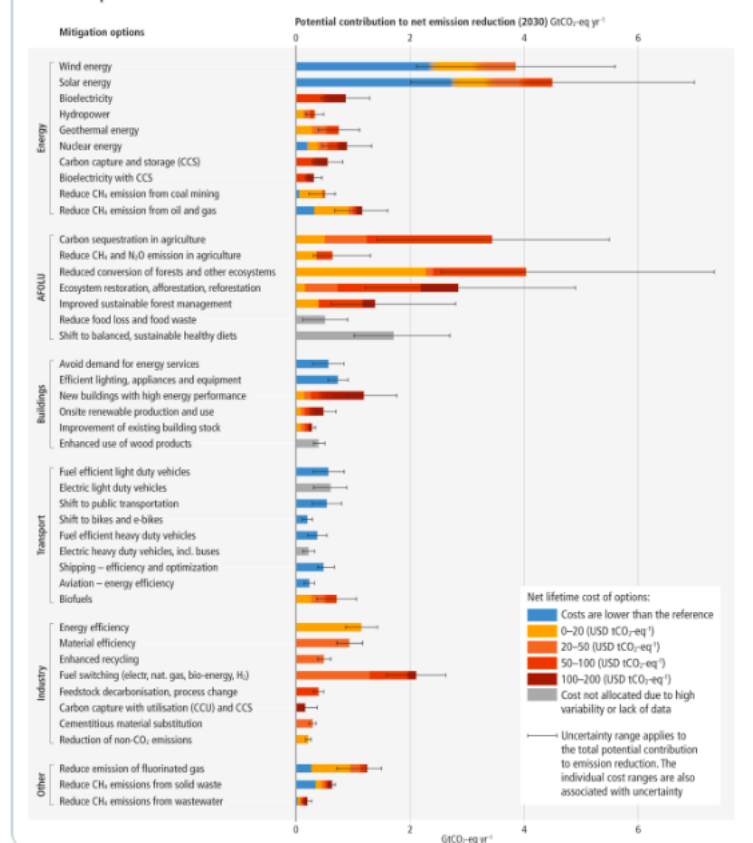
[Translate post](#)



Zeke Hausfather @hausfath · Apr 4, 2022

This is probably the most important figure in the new IPCC WG3 report. We need to accelerate the deployment of mature clean energy technologies and behavioral shifts this decade even as we work to develop the technologies we will need for the next few:

Many options available now in all sectors are estimated to offer substantial potential to reduce net emissions by 2030. Relative potentials and costs will vary across countries and in the longer term compared to 2030.



11:17 PM · Apr 4, 2022

20

3

16



236

Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1504202680956334094>, consulté le 28 novembre 2023.

²³⁶ Alain Maron {@alainmaron}. (2022, Avril). Confirmation que le potentiel le plus élevé (et le moins coûteux) en décarbonisation de la production d'énergie d'ici 2030... {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/alainmaron/status/1511090730789388292>, consulté le 28 novembre 2023.

23. Tweet 23



24. Tweet 24



²³⁷ Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Février). *Beste manier om onze onafhankelijkheid te versterken, is meer hernieuwbare energie produceren. We importeren 100% uranium, gas en olie. Wind...* {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/TinneVdS/status/1496885096456114181>, consulté le 29 novembre 2023.

²³⁸ Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Février). *Es is oorlog op het Europese continent. De wereld is veranderd. Enige manier om energieonafhankelijk te versterken, is meer hernieuwbare...* {Tweet}. Twitter.

<https://twitter.com/TinneVdS/status/1498005361076408325>, consulté le 29 novembre 2023.

25. Tweet 25



Tinne Van der Straeten 
@TinneVdS

...

90% van gas, olie en petroleum voeren we in. Meer energieonafhankelijkheid in België en in Europa betekent meer wind- en zonne-energie.

We moeten energie in eigen handen nemen en energietransitie versnellen.

[#deochtend](#)
[Translate post](#)

8:30 AM · Feb 28, 2022

 247  76  260  1 

239

²³⁹ Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Février). *90% van gas, olie en petroleum voeren we in. Meer energieonafhankelijkheid in België en in Europa betekent meer wind – en zonne ...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/TinneVdS/status/1498198926360559617>, consulté le 29 novembre 2023.

26. Tweet 26


Tinne Van der Straeten  @TinneVdS · Mar 1, 2022 ...

'Le monde a changé depuis l'invasion de l'🇺🇦.
 C'est difficile de s'exprimer ainsi vu ce qui se passe en
 Ukraine, mais ce que nous devons apprendre, en tant
 qu'Europe, en tant que Belgique, c'est que nous sommes trop
 dépendants des énergies fossiles' (1/6) tinyurl.com/RTBFitv

 22
  21
  41
 



Tinne Van der Straeten  @TinneVdS · Mar 1, 2022 ...

'Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut faire
 autrement: accélérer la transition énergétique via l'isolation de
 nos habitations et la miser encore plus sur le soleil et le vent,
 deux sources d'énergie qu'on ne peut pas utiliser en tant
 qu'arme' (2/6)

 6
  1
  10
 



Tinne Van der Straeten  @TinneVdS · Mar 1, 2022 ...

Concernant les prix de l'énergie, « je partage le souci des
 consommateurs et il faut des mesures extraordinaires pour
 aider mes consommateurs contre cette flambée des prix (3/6)

 2
  2
  7
 



Tinne Van der Straeten  @TinneVdS · Mar 1, 2022 ...

Au niveau 🇪🇺: une régulation des prix car chaque pays, quel
 que soit son mix énergétique, est frappé de la même manière
 par la hausse des prix
 'Au niveau 🇧🇪: une nulle prolongation du tarif social et baisse
 de la TVA sur le gaz et l'électricité, + 1 réforme de la
 facture' (4/6)

 2
  1
  7
 



Tinne Van der Straeten  @TinneVdS · Mar 1, 2022 ...

'Ma priorité, ce n'est pas la sortie du nucléaire, c'est notre
 avenir énergétique.
 Il y a un trajet jusqu'au 18/3 et nous déciderons en tenant
 compte de tous les éléments: approvisionnement, coût et
 indépendance énergétique' (5/6)

 12
  5
  22
 



Tinne Van der Straeten  @TinneVdS ...

'Ces deux centrales nucléaires ne représentent que 2 à 4% de
 approvisionnement d'énergie. Je ne veux pas une décision sur ces
 % mais sur les 100% de notre approvisionnement énergétique. Le
 fait que nous dépendons à 90% de gaz, de pétrole et d'uranium, ce
 n'est plus tenable' (6/6)
[Translate post](#)
 11:47 AM · Mar 1, 2022

 61
  12
  26
 


240

²⁴⁰ Tinne Van der Straeten {[@TinneVdS](#)}. (2022, Mars). *Le monde a changé depuis l'invasion de l'Ukraine. C'est difficile de s'exprimer ainsi vu ce qui se passe...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/TinneVdS/status/1498610787136507906>, consulté le 29 novembre 2023.

27. Tweet 27

**Tinne Van der Straeten**  @TinneVdS · Mar 7, 2022 ...

Une avancée majeure en matière d'énergie est nécessaire.
1) Baisser les factures d'énergie: TVA gaz+électricité à 6 %
2) Plus d'énergies renouvelables
3) Ouverture d'esprit dans le dossier nucléaire

Ces 3 éléments sont 1 et indivisibles pour reprendre l'énergie en main.

69 68 101

**Tinne Van der Straeten**  @TinneVdS · Mar 7, 2022 ...

Notre économie et notre portefeuille sont vides à cause de notre dépendance énergétique (pétrole, gaz, uranium).

Accélérer le développement d'énergies renouvelables permettra de réduire structurellement nos factures, en plus d'une baisse permanente de la TVA électricité et gaz

45 17 13

**Tinne Van der Straeten**  @TinneVdS · Mar 7, 2022 ...

Le plan A est prêt et réalisable, mais réévaluation nécessaire avec l'Ukraine. Il faut aussi examiner objectivement problèmes & obstacles liés à 1 prolongation.
Les 2 derniers réacteurs représentent 3 % de notre énergie. Il faut une avancée majeure pour 100 % de notre énergie.

29 8 20

**Tinne Van der Straeten**  @TinneVdS ...

Il y a une vraie guerre en Ukraine, nous n'avons pas besoin de guerres internes. Nous avons besoin de coopération, pas de combat. Pour réduire les factures d'énergie et accélérer le développement des énergies renouvelables.

Reprenons notre énergie en main.

[Translate post](#)

8:04 AM · Mar 7, 2022

19 5 27

241

²⁴¹ Tinne Van der Straeten { @TinneVdS }. (2022, Mars). *Une avancée majeure en matière d'énergie est nécessaire. 1) Baisser les factures d'énergie : TVA gaz + électricité à 6% 2) Plus d'énergies renouvelables ...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/TinneVdS/status/1500729072913195010>, consulté le 29 novembre 2023.

28. Tweet 28

**Tinne Van der Straeten** 
@TinneVdS

Le monde change sous nos yeux, la guerre en Ukraine fait évoluer la réflexion sur notre système énergétique. Nous travaillons sur 3 axes :

 Mener une offensive contre les prix élevés

 Accélérer le tempo du renouvelable

 Examiner le dossier nucléaire avec ouverture d'esprit

[Translate post](#)

**Fabrice Grosfilley** @grosfilley · Mar 8, 2022

Prix de l'énergie : « il faut envisager un blocage des prix. J'ai suggéré que cela soit fait au niveau européen » déclaration de @TinneVdS sur @BX1Officiel #Energie #BeGov #Ukraine

6:05 PM · Mar 8, 2022

 15

 5

 29





242

²⁴² Tinne Van der Straeten {@TinneVdS}. (2022, Mars). *Le monde change sous nos yeux, la guerre en Ukraine fait évoluer la réflexion sur notre système énergétique. Nous travaillons...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/TinneVdS/status/1501242608944877570>, consulté le 29 novembre 2023.

29. Tweet 29


Tinne Van der Straeten ✓ @TinneVdS · Mar 18, 2022 ...

Accord sur le switch énergétique.
Après 20 ans d'inaction, c'est l'accélération verte.

- ⚡ Accélérer le changement avec plus de vent et de soleil
- ⚡ Réduire la dépendance grâce à la sortie accélérée des fossiles
- ⚡ Réduire les factures d'énergie grâce à une rénovation moins chère



💬 65
↻ 28
❤ 101
📊
🔖
⬆


Tinne Van der Straeten ✓ @TinneVdS · Mar 18, 2022 ...

Nous assurons l'approvisionnement :

- ⚡ Feu vert au mécanisme d'investissement, le CRM.
- ⚡ Mandat de négociation pour une éventuelle prolongation de 2 GW de nucléaire sur 10 ans en tant que soutien aux énergies renouvelables.

💬 15
↻ 12
❤ 22
📊
🔖
⬆


Tinne Van der Straeten ✓ @TinneVdS ...

Réduire la dépendance aux combustibles fossiles

- ⚡ Transport ferroviaire de marchandises doublé
- ⚡ Electrification rapide des cyclomoteurs et véhicules légers, et boost des bornes de recharge
- ⚡ Transports en commun simulés

[Translate post](#)

9:59 PM · Mar 18, 2022

💬 7
↻ 9
❤ 20
📊
⬆

243

²⁴³ Tinne Van der Straeten { @TinneVdS }. (2022, Mars). *Accord sur le switch énergétique. Après 20 ans d'inaction, c'est l'accélération verte. Accélérer le changement avec plus de vent et de ...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/TinneVdS/status/1504925357325144070>, consulté le 29 novembre 2023.

30. Tweet 30



31. Tweet 31



²⁴⁴ Tinne Van der Straeten {*@TinneVdS*}. (2022, Mars). *Réduire les factures d'énergie. 6% de TVA sur les panneaux solaires, pompes à chaleur, chauffe-eaux solaires pour les maisons...* {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/TinneVdS/status/1504925357325144070>, consulté le 29 novembre 2023.

²⁴⁵ Tinne Van der Straeten {*@TinneVdS*}. (2022, Mars). *Full support for @ZelenskyyUa. Let's support Ukraine by consuming less gas and oil. And accelerate the energy transition towards*

32. Vidéo YouTube 1

« Écolo : Ça se démêle – La transition énergétique est-elle possible en Belgique ?²⁴⁶ »

Légende de la vidéo :

« Sortir définitivement du fossile. Atteindre une Belgique 100 % verte et renouvelable à l'horizon 2050, ce n'est pas un rêve inaccessible : c'est un objectif atteignable et souhaitable. À la clé ? Moins de pollution, mais aussi plus d'emplois et de solidarité. Le renouvelable va donner un boost à notre économie. Se déplacer durablement, se chauffer sans gaspiller, consommer utile... Nous avons tout à gagner à opérer une transition énergétique verte de la Belgique, pour notre indépendance, pour le climat et pour nos portefeuilles ! »

Texte (Voix off) :

À quel point avons-nous tout misé sur les fossiles ? Non, pas ceux-là {Photos de fossiles de la préhistoire} ... plutôt l'énergie fossile. Le pétrole est devenu le roi incontesté de notre économie en Europe. Pour se fournir en énergie, d'autres ont misé sur des stratégies complémentaires avec les risques et les limites qu'on leur connaît. Nos besoins grandissants en énergie se sont peu à peu confrontés à deux obstacles majeurs, le dérèglement climatique et la flambée des prix. Continuer à miser sur le pétrole ou le nucléaire n'est ni durable, ni payable. On connaît les sources d'énergie à impact climatique quasiment nul : l'éolien, le solaire, la géothermie. Face à la centralité de l'enjeu, certains émettent des réserves. Quid de la sécurité d'approvisionnement, des coûts, de la dépendance à l'étranger, etc. L'idée est belle mais... la transition énergétique est-elle faisable en Belgique ?

Rapide rétropédalage des enjeux énergétiques de l'humanité :

100%... {Tweet}. Twitter. <https://twitter.com/TinneVdS/status/1509513389541838854>, consulté le 29 novembre 2023.

²⁴⁶ Ecolo. (2022, Février). *Écolo : Ça se démêle – La transition énergétique est-elle possible en Belgique ?* {Vidéo}. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=81kXfzal8wM>, consulté le 03 décembre 2024.

Vers 400 000 avant notre ère, les hommes préhistoriques apprennent à utiliser du bois pour faire du feu. Ils peuvent désormais s'éclairer, se chauffer, ou faire cuire leur nourriture. La force du vent deviendra l'alliée des hommes. Les premiers bateaux à voiles permettent les échanges fluviaux et maritimes.

Durant toute l'Antiquité, le Moyen-âge et jusqu'au 19^e, l'énergie mondiale provient à plus de 95% du bois. Puis les hommes se tournent vers une nouvelle source d'énergie, le charbon qui donne le coup d'envoi de la révolution industrielle. C'est alors possible de faire fonctionner de nombreuses machines et de faire avancer les locomotives.

En 1896 la radioactivité naturelle est découverte sur des sels d'uranium par le physicien Henry Becquerel. La première centrale nucléaire ouvre dans les années 50. Progressivement l'utilisation du pétrole, du gaz et de l'électricité change radicalement les modes de vie. Les pays qui possèdent des mines ou des gisements voient leur avenir changer. Dans les pays à forte croissance industrielle, la consommation d'énergie est en constante augmentation. On cherche alors à exploiter toutes les énergies disponibles, souvent au mépris de l'environnement.

Le 21^e siècle sera le siècle de l'inversion de cette tendance ou ne le sera pas.

Accord de Paris, Green deal, COP26, le continent européen semble prendre la mesure de l'enjeu climatique. La transition énergétique vise un objectif clair et défini par l'Europe : la neutralité carbone d'ici 2050. Les chocs pétroliers à répétition et l'amenuisement progressif des stocks disponibles ont rendu les énergies fossiles de moins en moins attractives financièrement. La Belgique ne possède d'ailleurs pas de gisement, la rendant dépendante d'empires pétroliers et gaziers dont les modèles démocratiques laissent perplexe. Certains ne semblent pas découragés par les risques d'accidents, l'absence de solution pour les déchets ou les coûts pharamineux de mise aux normes (Photos 1 et 2). D'autres, et pas des moindres, savent que le nucléaire n'est pas l'avenir de l'énergie en Belgique (photos 3 et 4). Les rapports d'experts se multiplient. Au cœur de la transition énergétique, on identifie un double switch : moins de consommation d'énergie et plus de consommation électrique.

Consommer moins, mission impossible ? Loin de là, selon Climact, d'ici 2050, la demande finale en énergie va diminuer de 33 à 62%. Mais comment ? Avec un

doublément du rythme de rénovation par an, avec la stimulation de l'économie circulaire qui permet de diminuer le besoin de ressource et la demande en énergie, ou en augmentant l'offre de mobilité par personne : plus de personnes par véhicule, plus de transports publics, mais aussi du fret par train et par voie fluviale. Électrifier ce qui peut l'être est l'autre facette de la transition énergétique. On pense en premier lieu à la mobilité, avec l'électrification du parc automobile et du rail, mais aussi au chauffage notamment avec un recours de plus en plus fréquent aux pompes à chaleur. Pour maintenir des prix abordables et contrôlés tout en luttant contre le dérèglement climatique, le mix énergétique de la Belgique doit donc changer et le changement est déjà amorcé par certains en Belgique. En région Bruxelloise, la première source d'émissions directe de gaz à effet de serre est le bâti. C'est pourquoi, le Gouvernement Bruxellois poursuit la concrétisation de sa stratégie « Révolution » pour accélérer les rénovations. Cette stratégie se concrétise par un soutien financier mais aussi par un accompagnement gratuit adapté. Pour un total de 53,6 millions en 2022, l'éolien terrestre est une opportunité en or pour les communes. Certains l'ont déjà compris, notons par exemple l'intercommunale IDETA regroupant 25 communes de Wallonie picarde qui montre d'excellents résultats. Les dividendes pour les communes sont boostés d'années en années. À Chaumont-Gistoux, l'échevine Aurélie Van Eeckhout fait basculer sa commune dans la transition avec notamment l'installation d'une chaudière biomasse dans l'école communale. Au niveau fédéral, la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten a fait triplé l'éolien offshore en un an. Les citoyens et citoyennes s'allient aussi pour créer des communautés d'énergie, un choix tout bénéf, tarifs avantageux, création d'emplois, autonomie, stabilisation des prix sur le long terme. En fédération Wallonie Bruxelles, la ministre de la Culture, Bénédicte Linard, soutient les opérateurs culturels dans la rénovation énergétique de leur infrastructure. Bourgmestre à Fauville, Nicolas Tilman, participe à la transition en plaçant des panneaux photovoltaïques sur le toit de l'église. Ils permettent d'alimenter la maison communale et le bâtiment du CPAS. La Belgique va devenir un hub d'importation et de transit de l'hydrogène renouvelable. Cette technologie issue du solaire et de l'éolien pourrait créer d'ici la fin de la décennie, un milliard d'euro de valeur ajoutée et 10 000 emplois en Belgique.

La transition énergétique est-elle faisable en Belgique ? Oui, elle est faisable, à condition de ne pas rester bloqué dans des énergies du passé, à trainer des pieds face à un avenir rayonnant et décoiffant. La transition énergétique est donc un enjeu climatique mais tout autant économique et démocratique. Elle est faisable et souhaitable. La transition énergétique est déjà en marche en Europe et en Belgique et c'est loin d'être terminé.

L'horizon des écologistes : une Belgique 100% renouvelable d'ici 2050.

Photo 1 :

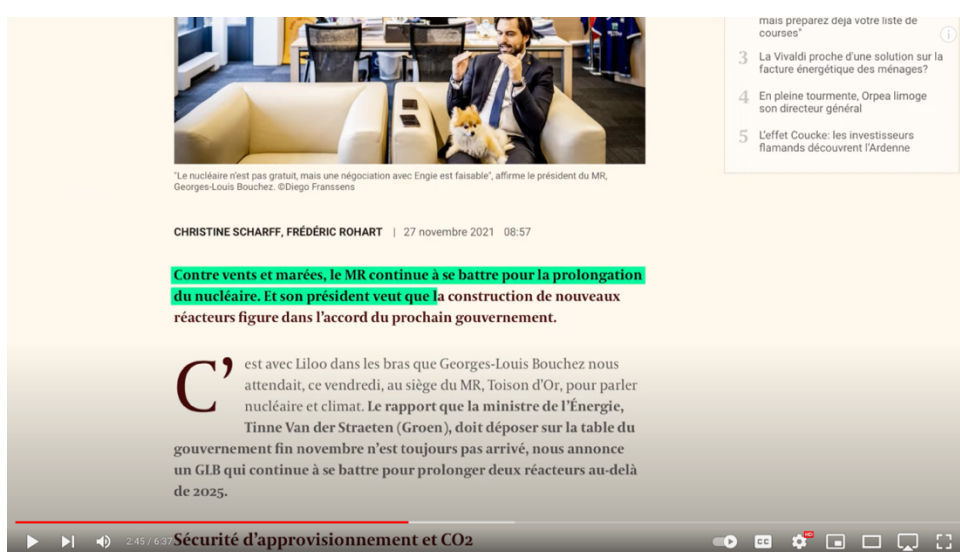


Photo 2 :

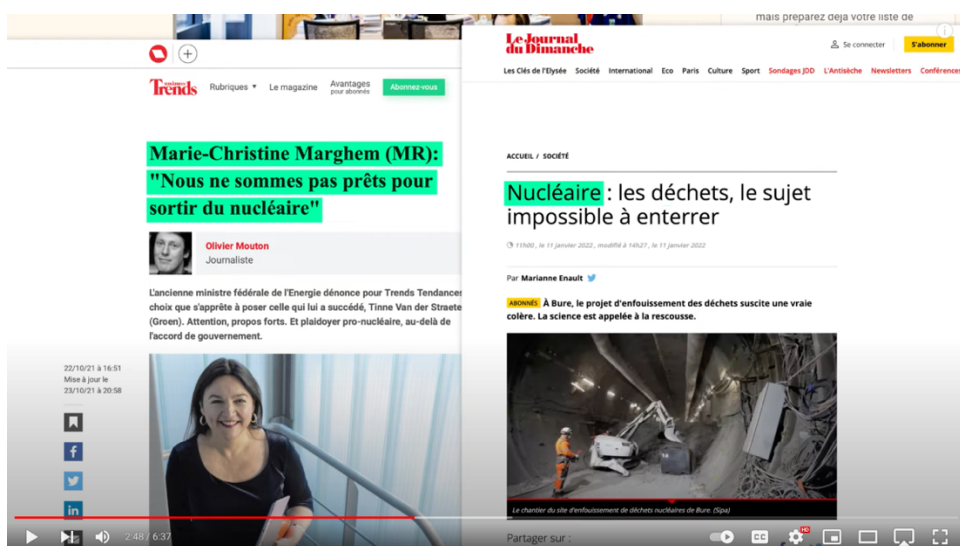


Photo 3 :

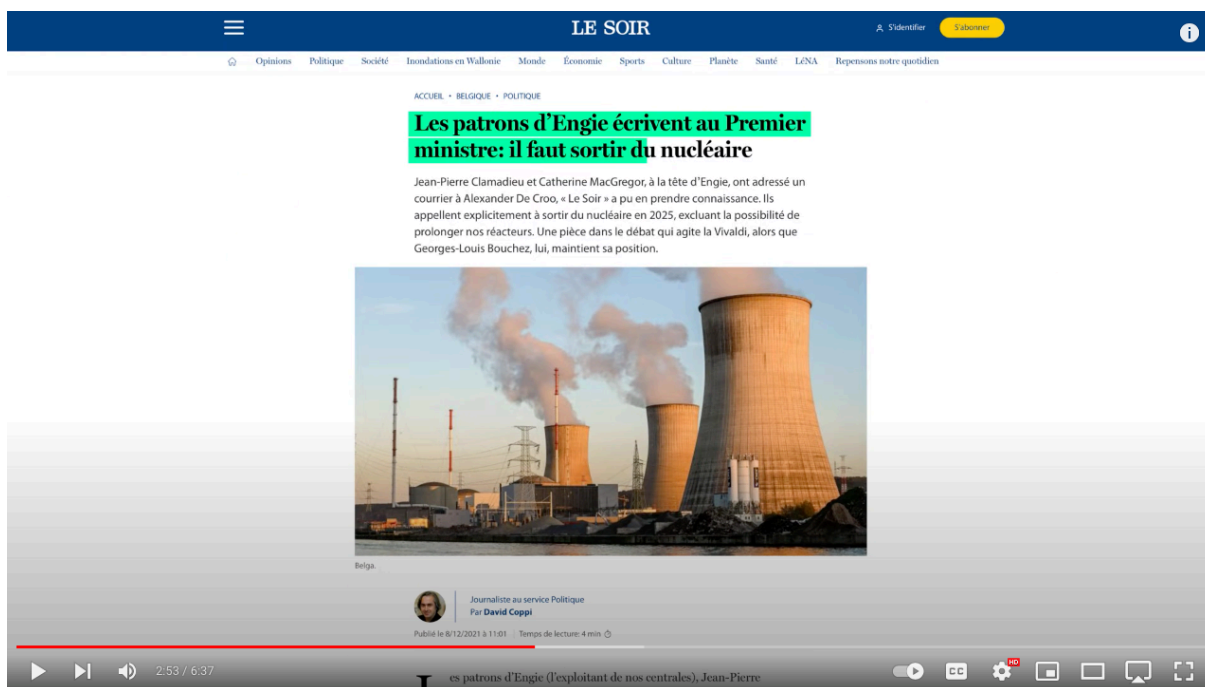
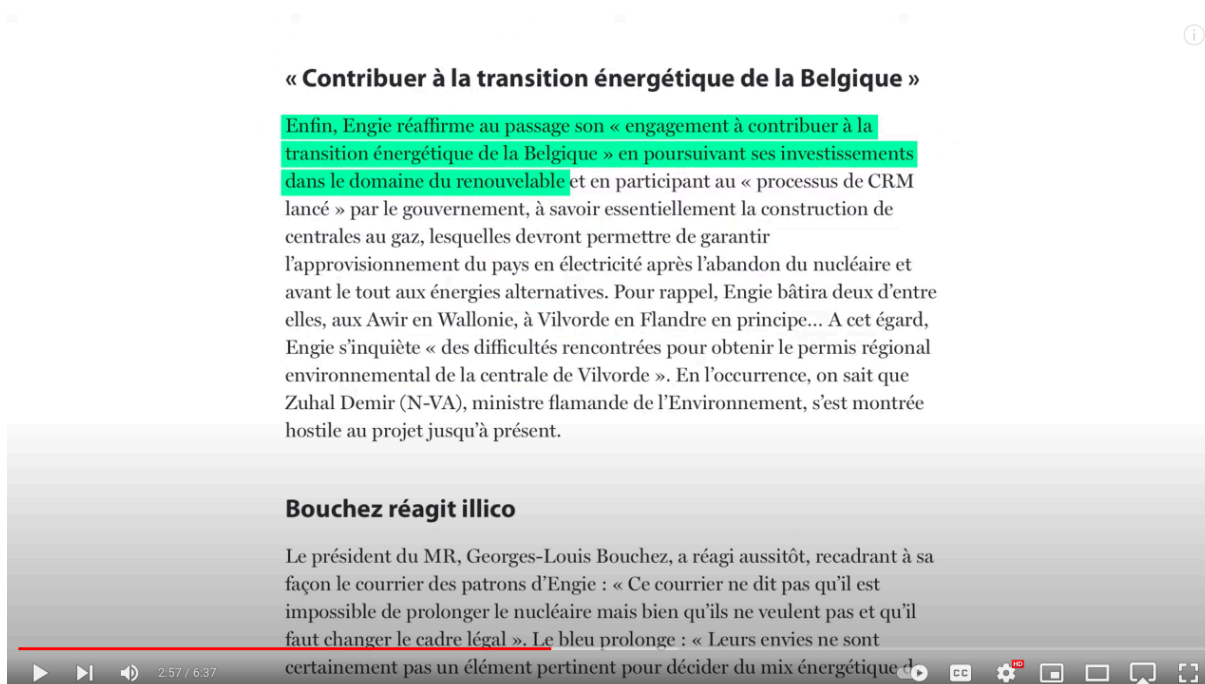


Photo 4 :



33. Vidéo YouTube 2

« Écolo : Consommer moins d'énergie c'est revenir au Moyen-âge. Même pas vrai »²⁴⁷

Introduction - Extrait du film RRRrrr : « Il va être tout noir ! », « Ta gueule ! ».

- Voix homme : « Purée vouloir consommer moins d'énergie c'est la panique assurée... retour à la bougie et 'touticuantou'. »
- Voix femme : « Mais pourquoi tu dis ça ? »
- Voix homme : « J'ai entendu un débat. Il y a des gens qui disaient qu'on devait se diriger vers la sobriété énergétique. »
- Voix femme : « Et ça ne t'as pas semblé être une bonne idée pour vivre mieux ? »
- Voix homme : « Bah je sais pas moi... moi j'ai commencé la tournée minérale, c'est un truc de société aussi et c'est drôle mon poto ! »
- Voix femme : « Je crois quand même que la sobriété 'hip' c'est pas vraiment une mauvaise idée » *ivre*.

Voix off : « L'organisation actuelle de nos sociétés et de nos modes de vie nous conduit à utiliser énormément d'énergie. Pour la satisfaction de nos besoins mais aussi de nos consommations superflues. »

- Voix femme : « Je veux la nouvelle voiture, le nouveau smartphone et l'autre aussi, et des vêtements, plus de vêtements et cet autocuiseur et le jacuzzi aaaahh »
- Voix homme : « Non, c'est sûr, il y a des choses qu'on achète, on n'en veut pas et en fait on jette aussi vite... le gaspillage ça me rend fou ! »

Voix off : « L'idée de la sobriété énergétique c'est consommer moins pour vivre mieux. Hé oui, si toute l'humanité vivait comme les européens, il faudrait 5 planètes terres

²⁴⁷ Ecolo. (2022, Février). *Écolo : Consommer moins d'énergie c'est revenir au Moyen-âge. Même pas vrai* {Vidéo}. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=m8vaKJwAoyk>, consulté le 03 décembre 2024.

pour satisfaire ses besoins. C'est le résultat de choix d'infrastructures et d'évolutions culturelles qui ont fait des gaspillages important d'énergie et de matériaux. »

- Voix homme : « Non mais sérieusement... gaspiller de l'énergie alors que le climat part en cacahuète, faut arrêter. »

Voix off : « En effet, la sobriété énergétique est un impératif pour le climat mais c'est aussi une démarche de consommation juste. »

- Voix femme (ton ironique) : « Ils n'ont pas de quoi se chauffer et ils mangent de la brioche. »

Voix off : « Il y a encore des personnes qui ne peuvent pas accéder à des services énergétiques de base comme le chauffage, la cuisson ou l'éclairage. La sobriété est une partie de la solution. »

- Voix homme : « Consommer moins pour permettre à tous d'accéder aux besoins de base. La sobriété c'est donc durable et solidaire... pas maaaal »

Voix off : « C'est aussi bon pour l'économie. Des secteurs alternatifs sont favorisés. Les transports doux, une alimentation locale, un tourisme régional, c'est une réponse différente à nos besoins. »

- Voix homme : « Aux vrais besoins, pas aux besoins téléguidés par des boîtes de marketing qui veulent nous pousser à la consommation. »

Voix off : « Une transition énergétique alliant efficacité, sobriété et énergies renouvelables apporte des bénéfices économiques sociaux et environnementaux à l'ensemble de la société. »

- Voix homme : « Consommer moins d'énergie, c'est pas le Moyen-âge, c'est l'avenir ! »

34. Interview 1

« Nucléaire : Écolo va-t-il quitter le gouvernement ? La réponse de Jean-Marc Nollet. ²⁴⁸ »

Le dossier, hautement sensible, va devoir être tranché par le gouvernement fédéral dans les prochaines semaines. Écolo, partisan d'une sortie totale, fait face à une offensive de plusieurs partenaires de la majorité, favorables à une prolongation.

Le co-président d'Écolo, Jean-Marc Nollet a jugé vendredi prématuré le débat actuel sur un possible abandon de la sortie du nucléaire sans avoir pris préalablement connaissance du dernier rapport d'évaluation qu'Elia doit remettre le 18 mars prochain.

« Le 18 mars, Elia remettra un rapport basé sur des chiffres, des faits, pas au vogelpik », a souligné vendredi le Carolo qui était l'invité politique de la matinale de Bel-RTL.

« Si Elia dit qu'il n'y a pas de problèmes (pour la sécurité d'approvisionnement du pays, ndlr), on ira vers le plan A (la confirmation de la sortie du nucléaire). Si Elia dit qu'il y a un problème, on ira vers le plan B (prolongation de certains réacteurs) », a ajouté M. Nollet.

Face à l'agitation politique de ces derniers jours sur le dossier nucléaire, le co-président des Verts a rappelé que la Vivaldi disposait d'un « accord de majorité qui est clair », et que le gouvernement avait bouclé en décembre dernier « un accord qui définit une méthode de travail jusqu'au 18 mars ».

Une éventuelle prolongation du nucléaire pourrait-elle conduire les Verts à claquer la porte De Croo ? « Je n'ai jamais travaillé avec des menaces », répond M. Nollet, tout en rappelant que « le gouvernement travaille au consensus ».

²⁴⁸ Nucléaire : Écolo va-t-il quitter le gouvernement ? La réponse de Jean-Marc Nollet. (2022, Février). Le Soir. <https://www.lesoir.be/424979/article/2022-02-18/nucleaire-ecolo-va-t-il-quitter-le-gouvernement-la-reponse-de-jean-marc-nollet>, consulté le 05 décembre 2023.

D'ailleurs, toute forme de menace est inutile, selon lui, la sortie du nucléaire étant à la fois inscrite dans l'accord de majorité, ainsi que de la loi actuelle, qu'il faudrait modifier pour prolonger les réacteurs.

Plusieurs partis politiques de la majorité ont remis en cause ces derniers jours l'opportunité de sortir du nucléaire vu les tensions entre la Russie et l'Ukraine qui risquent de renchérir le prix du gaz.

A cet égard, M. Nollet a souligné que seuls 4 % du gaz actuellement consommé en Belgique provenait de Russie, nos fournisseurs principaux étant la Norvège et les Pays-Bas.

En revanche, 25 % de notre uranium (et 30 % de notre pétrole) sont issus de Russie, a-t-il ajouté.

Invité sur la Première (RTBF), le vice-Premier ministre écologiste Georges Gilkinet a sans surprise défendu la même ligne que son co-président.

Le ministre de la Mobilité a toutefois ajouté que la politique du gouvernement actuel visait précisément à sortir la Belgique de sa dépendance envers l'étranger pour l'amener progressivement vers une autonomie énergétique, basée sur la production locale d'énergies propres.

35. Interview 2

Rajae Maouane : « La sortie du nucléaire n'est pas une fin en soi pour Écolo... mais il faut renforcer notre indépendance énergétique ²⁴⁹»

La co-présidente d'Écolo, Rajae Maouane, réaffirme que sa priorité et celle du parti « est de renforcer notre indépendance énergétique et de développer l'énergie renouvelable. »

Un peu plus médiatisée depuis août 2019, la co-présidente d'Écolo, Rajae Maouane, élue en décembre 2018 au conseil communal de Molenbeek, a un vrai besoin de contact au quotidien : « J'aime échanger, comprendre. La société évolue et je veux être à l'écoute ». Alors que cette semaine, le 8 mars consacrera, comme chaque année, la journée internationale des droits de la femme, une image lui vient en tête : « Un des premiers visages de la guerre en Ukraine est celui d'une femme qui s'est engagée dans la lutte. »

Comme à chaque guerre, les femmes vont payer un lourd tribut ?

« On le voit. Elles partent avec les enfants. Certaines restent pour se battre, mais la majorité vont protéger leur famille en Pologne ou en Roumanie. Des femmes qui vont perdre leur mari, leurs frères... »

La solidarité en Belgique est impressionnante.

« Je suis fière de voir notre élan de solidarité. Je n'ai jamais douté de la solidarité des Belges. Je rappelle en outre que tous les réfugiés sont les bienvenus, quels que soient leur origine, leur sexe et leur minorité. Les Ukrainiens sont considérés par certains comme étant des gens à « haute valeur ajoutée » pour notre marché du travail. C'est très dur d'entendre que l'on fasse une hiérarchie entre les pays et les personnes. »

²⁴⁹ Lévin, V. (2022, Mars). Rajae Maouane : « La sortie du nucléaire n'est pas une fin en soi pour Écolo... mais il faut renforcer notre indépendance énergétique ». Sudinfo.
<https://www.sudinfo.be/id448632/article/2022-03-06/rajae-maouane-la-sortie-du-nucleaire-nest-pas-une-fin-en-soi-pour-ecolo-mais-il>, consulté le 05 décembre 2023.

Cette guerre va reposer la question du nucléaire ? Cela va changer votre discours ?

« Nous nous battons sur la base de chiffres et de faits. Le monde que l'on connaissait voici deux semaines est en train de changer. À propos du rapport qui sera rendu le 18 mars, nous prendrons en compte tous les éléments techniques, politiques et géopolitiques. Nous verrons comment s'adapter au mieux. La sortie du nucléaire pour Écolo n'est pas une fin en soi. Notre priorité est de renforcer notre indépendance énergétique et de développer l'énergie renouvelable. »

La guerre change la donne ?

« La guerre a montré que l'indépendance énergétique est très importante. Elle montre qu'il faut encore renforcer le renouvelable : le soleil, le vent... Nous devons encore mieux développer la rénovation des bâtiments aussi. On dépend de 4 à 6 % de la Russie pour le gaz et de 30 % pour le pétrole, ce sont des chiffres importants. »

Doit-on arrêter d'acheter du gaz russe ?

« Si on en est capable... »

Que faire contre la hausse des prix ?

« Le gouvernement a pris des mesures. La baisse de la TVA a été une réponse très concrète. Le tarif social a été étendu. Il faut aussi continuer à investir dans la mobilité douce. Tout cela devra se faire à un prix raisonnable pour les ménages. »

36. Interview 3

Barbara Trachte (Écolo) sur la prolongation du nucléaire : « Ce qui a changé, c'est la situation internationale²⁵⁰ »

Interview de Fabrice Grosfilley

Fabrice : « Voilà on va continuer de parler d'économie avec notre invitée en studio... d'économie bruxelloise en particulier parce que c'est le portefeuille dont notre invitée a la charge au parlement régional. Une invitée qui est née à Schaerbeek, qui a été élue à Schaerbeek, elle a été élue conseillère communale de 2012 à 2019 mais elle est maintenant au gouvernement régional en charge de la transition économique et de la recherche scientifique. Nous accueillons Barbara Trachte. Bonjour Barbara. Vous pouvez entrer sur notre plateau, merci d'être avec nous. Je vais commencer par de la politique pure si vous le voulez bien. On va s'intéresser à un débat fédéral et pas bruxellois. La sortie du nucléaire n'est donc plus une exigence pour Écolo ? »

Barbara : « Non, ce qui a changé c'est ce dont vous venez de parler longuement avec des brillants économistes, c'est la situation internationale, c'est la situation en Ukraine et c'est aussi l'augmentation des prix de l'énergie. Cela est un événement qui a changé et qui influence beaucoup d'États européens, la Belgique parmi eux mais pas seulement la Belgique. »

Fabrice : « Le débat est entrain de repartir en Allemagne aussi. »

Barbara : « Oui, toute la stratégie d'approvisionnement énergétique des différents États européens est bousculée par ce dont on vient de parler, par la situation en Ukraine aujourd'hui. »

Fabrice : « Je vous propose qu'on voie quand même une déclaration de Jean-Marc Nollet, c'était ce matin dans le journal le Soir, pour qu'on comprenne tous de quoi on parle. »

²⁵⁰ Grosfilley, F. (2022, Mars). Barbara Trachte (Écolo) sur la prolongation du nucléaire : « Ce qui a changé, c'est la situation internationale. BX1. <https://bx1.be/radio-chronique/linterview-barbara-trachte-ecolo/>, consulté le 05 décembre 2023.

Lecture : « Le monde change radicalement sous nos yeux. Tous les pays doivent réévaluer leur stratégie énergétique. Nous devons en tirer rapidement les leçons et conséquences, avec un regard ouvert. » Jean-Marc Nollet, le Soir.

Fabrice : « Donc voici les propos du co-président d'Écolo ce matin. On a tous interprété ça ce matin comme 'Écolo accepte de ne pas sortir du nucléaire et donc de ne pas fermer deux centrales'... parce qu'il y en a sept au total, on sait qu'il y en a cinq qui sont condamnées mais on en prolonge deux, on a bien compris ? »

Barbara : « Oui, donc c'est une des deux options qui sont aujourd'hui sur la table du gouvernement fédéral. »

Fabrice : « Elle n'est plus exclue pour Écolo ? »

Barbara : « C'était le plan B, c'est une option qui est ouverte y compris pour Écolo, mais ce qui n'a pas changé c'est deux choses. La première chose c'est que l'énergie nucléaire, pour les écologistes, nous voulons le rappeler, même si c'est une énergie qui est dangereuse, c'est-à-dire la raison aussi pour laquelle Vladimir Poutine et la Russie attaquent des centrales nucléaires pour nous menacer tous et toutes. Et la deuxième chose qui n'a pas changé non plus c'est que nous défendons 100% l'énergie renouvelable, ce qu'on cherche aujourd'hui c'est le meilleur chemin pour atteindre cet objectif d'une énergie 100% renouvelable. »

Fabrice : « Donc il y aura une décision théoriquement le 18 mars au gouvernement fédéral mais on n'est pas à l'abris d'une nouvelle prolongation. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que pour Écolo on doit continuer à sortir du nucléaire mais on ne doit peut être plus le faire pour 2025, on pourrait le repousser en 2035, par exemple ? »

Barbara : « La question qui se pose effectivement concerne deux réacteurs sur les sept réacteurs nucléaires belges, il y en a cinq qui vont fermer d'ici à 2025 et la question qui se pose dans le deuxième scénario, c'est-à-dire le scénario B, c'est d'effectivement laisser en activité deux des cinq réacteurs au-delà de 2025. C'est un des scénarios qui va être examiné par le gouvernement fédéral ».

Fabrice : « Mais donc c'est possible, c'est envisageable par Écolo alors qu'il ne l'était pas il y a quelques semaines ? »

Barbara : « C'est-à-dire qu'il y avait deux scénarios qui étaient hiérarchisés, un plan A et un plan B. Aujourd'hui nous sommes prêts à étudier chacun des deux scénarios. »

Fabrice : « Voilà, c'est Georges-Louis Boucher qui a un peu gagné. »

Barbara : « Non, je pense que ce qui a gagné *bafouillements*, enfin ce qui a gagné... Ce qui a perdu, c'est cette guerre en Ukraine et c'est la situation internationale qui bouleverse notamment les prix énergétiques comme vous venez de l'analyser ».

Fabrice : « Alors, on va justement parler un petit peu des conséquences de cette guerre en Ukraine. Il y a des exportations qui sont fermées vers la Russie, un certain nombre de biens, on voit qu'il y a le prix de l'énergie qui explose, ça va avoir un impact sur votre économie bruxelloise et sur certaines entreprises ou certains secteurs d'activité à Bruxelles ? »

Barbara : « On a commencé à analyser effectivement les impacts de la guerre sur la situation économique d'une part mais aussi des coûts de l'énergie sur nos entreprises, c'est mon collègue Pascal Smets, qui est en charge du commerce extérieur, qui s'en est chargé. On voit que en ce qui concerne les sanctions, l'impact sur les entreprises bruxelloises, donc les entreprises bruxelloises qui travaillent avec la Russie ou même les entreprises russes qui sont à Bruxelles, l'impact sera très limité sur les sanctions en tant que tel. Par contre, évidemment sur l'augmentation du coût de l'énergie là on est dans des proportions qui sont totalement différentes. »

Fabrice : « Ça veut dire qu'il va falloir aider certaines entreprises ? »

Barbara : « C'est possible à Bruxelles comme c'est possible dans les autres régions mais on a pas à Bruxelles des entreprises qui sont aussi gourmandes en énergie qu'on en trouve dans les autres régions. Mais avec une flambée des prix comme vous venez de le dire et de le démontrer, il y aura certainement des entreprises en difficulté. »

Fabrice : « Alors, on va parler de complètement autre chose. Le passage en code jaune c'est une bonne nouvelle pour l'économie bruxelloise ? »

Barbara : « Ah oui certainement, certainement... et attendu depuis longtemps. »

Fabrice : « La culture, l'évènementiel, les bars, les restaurants, vont pouvoir fonctionner maintenant sans contraintes mais il y a quand même une nouvelle annonce qui est tombée juste avant les vacances de carnaval, c'est une promesse de 58 millions d'aides... Qui va en bénéficier ? »

Barbara : « Ce sont ceux et celles, les activités économiques qui étaient encore fortement touchées ces derniers mois par les mesures liées à la pandémie. Ce sera certainement le cas des hôtels, des restaurants, des cafés, des activités sportives, des activités culturelles, de l'évènementiel. Ce sont des secteurs dans lesquels il y avait encore des restrictions, dans lesquels le public n'allait pas encore de manière aussi volontaire qu'on l'espère qu'ils vont le faire à partir d'aujourd'hui et qui depuis deux ans font face à des frais qui eux ont continués de tomber donc il fallait encore les aider pour passer ce cap. »

{Suite – Hors sujet}

37. Interview 4

« La sortie du nucléaire en 2025, ça n'a jamais été une fin en soi pour Écolo²⁵¹ »

Interview de Martin Buxant

Martin : « Bonjour Rajae Maouane »

Rajae : « Bonjour »

Martin : « Co-présidente d'Écolo, on va évoquer plusieurs actualités mais on va évidemment commencer par cette guerre en Ukraine, vous savez que les militaires belges sont déployés aujourd'hui, notamment ils achèvent leur déploiement en Roumanie. 300 soldats belges dans le cadre de l'OTAN... C'est utile que les militaires belges soient déployés là-bas sur le flanc Est de l'Europe ? »

Rajae : « Bien sûr c'est utile, ça a du sens, pour les militaires belges mais aussi pour l'Europe de se mobiliser et de montrer à l'Ukraine que l'Europe est à ses côtés pour faire face à cette agression, cette guerre qui a déclenché la folie meurtrière de Vladimir Poutine, c'est extrêmement important que les belges soient présents et on est présents à différents niveaux : On a envoyé du matériel médical, du matériel de guerre, etc. donc c'est extrêmement important d'être présents aux côtés des Ukrainiennes et des Ukrainiens. »

Martin : « Ça veut dire que le pacifisme que certains ont parfois poussé en politique y compris au sein de votre propre formation politique, le pacifisme il a vécu et c'est pas quelque chose qui est praticable quand on est confronté, comme vous le dites, à la folie meurtrière de quelqu'un comme le président russe Vladimir Poutine. »

Rajae : « Attention, l'Europe a une forte historique et une forte tradition de diplomatie et la Belgique aussi à cette tradition de diplomatie. Ce qui est important ici ce n'était pas d'envoyer des troupes au sol pour être belligérants mais c'est surtout d'envoyer des hommes, des femmes, des troupes pour justement être présent aux

²⁵¹ Buxant, M. (2022, Mars). « La sortie du nucléaire en 2025, ça n'a jamais été une fin en soi pour Écolo ». LN24. <https://www.ln24.be/2022-03-08/la-sortie-du-nucleaire-en-2025-ca-na-jamais-ete-une-fin-en-soi-pour-ecolo>, consulté le 07 décembre 2023.

côtés des Ukrainiens pour apporter un soutien matériel, un soutien également militaire pour justement être présent. Attention il ne faut pas aussi aller dans l'escalade, il ne faut justement pas envoyer des signaux qui pourraient amener à une escalade de l'attention. Je pense que l'essentiel ici c'est vraiment d'apporter des vivres, d'apporter des soins, d'apporter du matériel pour l'hygiène, etc. mais surtout d'être présent et de susciter du dialogue tant que possible. »

Martin : « Mais quand vous dites que l'essentiel c'est d'apporter des soins, on a vu qu'il y avait un hôpital de guerre militaire qui pourrait être monté sur place mais il y a quand même 2000 mitrailleuses qui ont été fournies par la Belgique, il y a des véhicules blindés, il y a des roquettes anti-char, etc. donc ce n'est pas non plus que du matériel médical, il y a des armes. »

Rajae : « Oui bien sûr, il y a des armes etc. et c'est normal parce qu'il faut être présent pour aider l'Ukraine à se défendre mais il faut, à côté de ça, continuer à déployer toutes les énergies pour faire fonctionner la diplomatie et continuer à susciter... à provoquer le dialogue. On voit aujourd'hui que la Russie a annoncé un cessez le feu pour justement essayer d'évacuer des civils et je pense que c'est vers ça que nous devons le plus aller pour essayer à un moment donné de désescalader cette montée en tension. »

Martin : « Donc c'est possible, c'est souhaitable de continuer ou de reprendre un dialogue avec quelqu'un comme Vladimir Poutine ? »

Rajae : « C'est plus que souhaitable... C'est nécessaire que le dialogue reprenne de manière très concrète pour arrêter cette guerre. »

Martin : « Il y a des demandes répétées de la part du président Ukrainien pour que son pays puisse adhérer à l'OTAN. Qu'est-ce que vous répondez, vous ? »

Rajae : « Donc les appels à adhérer à l'OTAN et à l'Union européenne sont extrêmement légitimes et ce sont des questions qui doivent se poser. Le débat est totalement ouvert et ce qui est important c'est de montrer que l'Ukraine n'est pas seule, que l'Europe a su se montrer aussi à la hauteur. L'Europe s'est très vite mobilisée. »

Martin : « Oui mais il n'y a pas de soldats pour les aider concrètement. »

Rajae : « Oui mais l'Europe s'est très vite mobilisée. Là on pouvait dire la vieille Europe qui est fatiguée. L'Europe s'est montrée clairement à la hauteur que ce soit dans l'aide militaire mais aussi dans l'accueil des réfugiés. On voit que la Pologne aussi a pris une part importante... en Belgique aussi il y a 1500 personnes qui sont arrivées les jours précédents. »

Martin : « Pour rester sur cette question de l'OTAN et de l'UE, vous dites que les portes doivent être ouvertes envers l'Ukraine. »

Rajae : « Les portes sont ouvertes et ce sont des questions qui se posent légitimement. Le débat doit être totalement ouvert et transparent. Il y a une question aussi de qu'est-ce qu'on veut faire de l'Union européenne et de l'OTAN ? Ce débat doit être totalement ouvert bien sûr. »

Martin : « Il doit être totalement ouvert y compris pour les russes et faire adhérer l'Ukraine à l'OTAN c'est une autre déclaration, c'est inacceptable. »

Rajae : « C'est ce que je dis. Il faut d'une part susciter le dialogue et d'autre part avoir un débat sans tabou sur la question de l'adhésion à l'OTAN ou à l'UE, une ouverture. Il faut se dire quel sens, quelles valeurs nous avons pour construire une Europe la plus solidaire possible. »

Martin : « Qu'est-ce que vous pensez de ces volontaires européens qui partent maintenant se battre aux côtés des Ukrainiens ? »

Rajae : « C'est une solidarité qui est touchante, elle se manifeste de différentes façons. Cette solidarité est exemplaire. »

Martin : « Ce n'est pas un peu désordonné que ces volontaires partent sans être encadrés ? »

Rajae : « Il faut évidemment être attentif pour ne pas sombrer dans des dérives comme on l'a vu en Syrie et en Irak, mais ici la situation est différente, il y a aussi de belles histoires. Il faut continuer à se montrer à la hauteur de la solidarité. Cette question est neuve, c'est inédit qu'une guerre soit si proche de nous. »

Martin : « Il y a un bel élan de solidarité dans la population belge. Vous n'avez pas l'impression qu'ici nous sommes les bras grands ouverts contrairement à la situation en Syrie et en Irak ? Comment vous expliquez ça ? »

Rajae : « Je pense qu'il n'y a pas eu deux poids deux mesures dans le chef de la population belge qui est très généreuse et accueillante. Aujourd'hui la question se pose sur l'État qui doit prendre ses responsabilités. Il faut pouvoir construire une Europe solidaire et accueillante. »

Martin : « Il y a quelques semaines la Pologne voulait ériger un mur à sa frontière pour empêcher les réfugiés de passer depuis la Biélorussie. »

Rajae : « Exactement et comme quoi vous voyez que la guerre a changé la donne et la Pologne a pu se montrer à la hauteur. »

Martin : « Alors la guerre a changé la donne, elle la change aussi sur le plan énergétique. Il y a un volte-face de la part des écologistes. Je vous voit déjà dire 'non' mais oui quand même vous avez toujours défendu cette sortie de l'énergie nucléaire et là depuis hier vous avez dit 'bah non finalement on va dire qu'on est d'accord de maintenir ces fameux réacteurs nucléaires belges' pourquoi ? »

Rajae : « Je trouve le terme volte-face un peu dur. L'horizon pour Écolo a toujours été le même. Ce que nous voulons c'est un parc énergétique 100% renouvelable et une Belgique indépendante énergétiquement. La sortie du nucléaire pour Écolo en 2025 ça n'a jamais été une fin en soi. Ce que nous souhaitons, c'est ce que je dis c'est de faire en sorte d'arriver à un système énergétique qui soit 100% renouvelable et 100% indépendant énergétiquement. Ça c'est l'objectif, ça c'est l'horizon. Maintenant, on a toujours dit et c'est prévu dans l'accord du gouvernement, c'est pour ça que je dis que volte-face c'est un peu dur, il y a deux scénarios qui sont sur la table. La sortie du nucléaire en 2025 ou la prolongation de deux réacteurs. »

Martin : « Ok, donc maintenant vous dites quoi ? »

Rajae : « Sur ces deux aspects bien sûr nous sommes totalement ouverts et encore plus aujourd'hui avec la donne qui a changé avec le niveau géopolitique. Les factures explosent et ça c'est une urgence extrêmement importante qu'on doit garder avec un

regard totalement ouvert. Les factures explosent, la guerre en Ukraine change la donne et donc nous sommes totalement ouvert sur les deux plans. »

Martin : « Alors la guerre en Ukraine elle change la donne, notamment sur le carburant. Il y a le gaz et puis il y a le pétrole et finalement le prix du carburant il explose. À quand un geste du gouvernement fédéral pour peut-être alléger la facture de carburant, de pétrole, celles des automobilistes notamment mais à la pompe c'est incroyable. »

Rajae : « Bien sûr, c'est des prix qui explosent, qui s'envolent et qui sont extrêmement inquiétants et nous voulons et on attend que le gouvernement fédéral se montre à la hauteur très rapidement avec un paquet de mesures très concrètes dès la semaine prochaine. Je pense qu'ils se réunissent la semaine prochaine pour amener un troisième train de mesures pour justement diminuer concrètement la facture des ménages qui explose et ça nous inquiète. C'est ça aujourd'hui la vraie urgence c'est comment on baisse la facture des ménages, comment on fait baisser la facture énergétique de toutes ces personnes qui se retrouvent avec des factures doublées, triplées, quadruplées, et c'est extrêmement difficile à digérer. »

Martin : « Donc la semaine prochaine, un nouveau paquet de mesures sur l'énergie. »

Rajae : « En tout cas c'est ce que la ministre Van der Straeten a annoncé, elle se montre extrêmement volontariste et c'est aussi dans ce qu'on disait tout à l'heure par rapport à la donne qui a changé, le monde change et ces factures qui augmentent ça nous inquiète depuis très longtemps. »

Martin : « Et c'est ça qui fait que vous tournez un peu sur le nucléaire. Ce n'est pas un volte-face mais un tournant c'est ça ? »

Rajae : « C'est ça oui, c'est une ouverture de manière très assertive sur les mesures très concrètes. Nous voulons, et c'est ce que Tinne Van der Straeten va proposer, l'extension de manière durable du tarif social ça concerne 2 millions de personnes c'est très concret aussi, il faut aussi la TVA à 6% c'est une ouverture aussi que nous mettons sur la table. »

Martin : « TVA à 6% pour le gaz ? »

Rajae : « Bien sûr c'est quelque chose que nous mettons sur la table pour alléger de manière très concrète la facture énergétique des ménages. »

Martin : « Ça c'est pour la facture énergétique mais pour les automobilistes, le pétrole, il va falloir faire quelque chose aussi. Il va falloir faire un geste. »

Rajae : « Bien sûr il faut faire un geste. Aujourd'hui on arrive à des prix qui sont extrêmement affolants où les personnes n'arrivent peut être plus à se déplacer, n'arrivent plus à se chauffer et ça on ne peut pas regarder et ne rien faire. Il faut des mesures très concrètes pour alléger et diminuer ces factures. »

Martin : « C'est pas contraire à vos valeurs, vous les écologistes, de dire 'on va faire quelque chose pour alléger le prix du pétrole' ? »

Rajae : « Ce que nous voulons en tout cas c'est que les personnes puissent continuer à se loger, à se déplacer, à se nourrir, c'est ça le véritable enjeu pour les écologistes. »

Martin : « Je voulais aussi vous entendre dans le cadre de la lutte pour le droit des femmes. »

{Suite hors sujet}

38. Interview 5

L'interview – Tinne Van der Straeten (Groen) – (BX1)²⁵²

Interview de Fabrice Grosfilley

Fabrice : « Notre invitée aujourd'hui va nous ramener à la problématique de l'énergie et donc indirectement à la guerre en Ukraine. On va en discuter avec quelqu'un qui a été élu à Koekelberg mais c'est plutôt au niveau fédéral qu'elle est désormais connue. Elle a fait des études à l'Université de Gand puis à la VUB, Université néerlandophone de Bruxelles, avec un diplôme en droit qui l'a amenée à être avocate et à se spécialiser notamment en droit de l'énergie. Éluée députée fédérale en 2019, aujourd'hui ministre du gouvernement fédéral en charge de l'énergie. Bonjour Tinne Van der Straeten, merci d'être avec nous. Dossier ultra-sensible et c'est encore plus vrai depuis l'intervention de la Russie sur le territoire Ukrainien avec des prix qui n'arrêtent pas de s'envoler. Les États-Unis qui annoncent qu'ils ne vont plus commander de pétrole russe. On n'a pas fini d'avoir des prix très hauts et c'est très inquiétant ? »

Tinne : « C'est absolument très inquiétant, les prix aujourd'hui sont vraiment du jamais vu. Raison pour laquelle nous avons ici en tant que Belgique et moi personnellement plaidé au niveau européen de pouvoir bloquer les prix, plafonner les prix. Je suis très contente aujourd'hui de voir que la Commission européenne propose aussi des mesures pour pouvoir réguler les prix. »

Fabrice : « Donc la Commission européenne propose ce soir d'essayer de se passer un peu du gaz Russe, c'est envisageable ? »

Tinne : « Oui et il faut le faire et donc c'est une manière de devenir plus indépendants. On constate aujourd'hui qu'on est vraiment dépendant des énergies fossiles et donc la manière de s'en passer est de mieux isoler nos maisons et aussi plus investir dans des énergies renouvelables. »

Fabrice : « Se passer du gaz russe sur le court terme comment on peut faire ? »

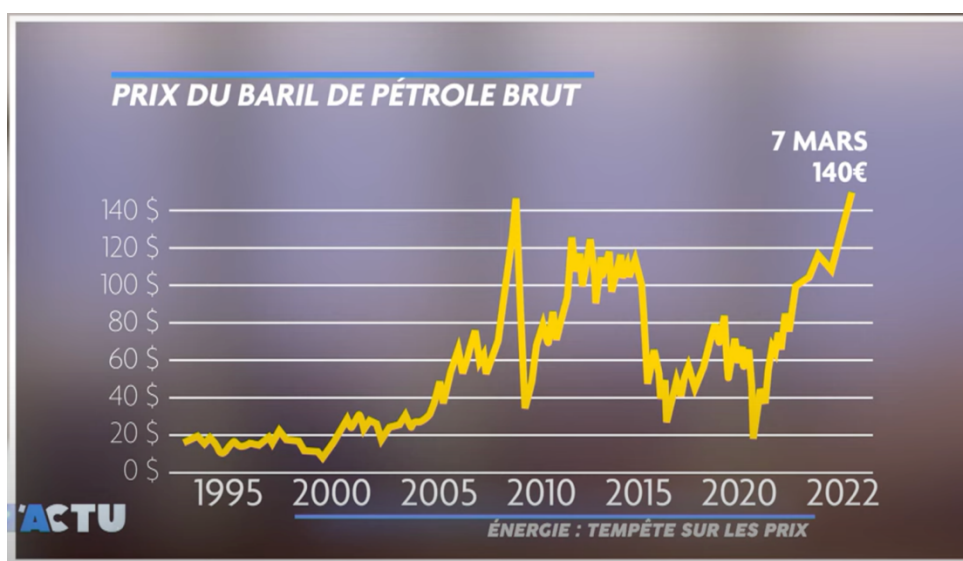
²⁵² Grosfilley, F. (2022, Mars). *L'interview – Tinne Van der Straeten (Groen) – 08/03/2022*. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=FeYhxGwWoug>, consulté le 05 décembre 2023.

Tinne : « Aujourd'hui en Belgique il y a 4 à 6% du gaz russe qui est importé chez nous. »

Fabrice : « Et c'est 40% pour l'ensemble de l'Union européenne. »

Tinne : « Oui c'est 40% pour l'ensemble de l'Union européenne mais ici en Belgique c'est 4 à 6%. N'oublions pas non plus que nous avons notre port de Zeebrugge par lequel nous pouvons importer notre GLN donc il n'y pas de problème dans l'immédiat mais bien sûr il faut se passer du gaz russe et du gaz dans sa totalité et donc la mesure la plus efficace c'est tout ce qui est efficacité énergétique et donc une meilleure isolation, par exemple, de nos maisons. »

Fabrice : « On va regarder une courbe. On vient de parler du gaz on va parler du pétrole. Les prix du baril de pétrole brut depuis les années 90. On partait de 20 dollars. On a eu le premier grand choc en 2008, c'est la fameuse grande crise économique, on est retombé quasiment à 20 dollars en 2020 et on était hier à 140 dollars le baril. Le pétrole bon marché c'est fini ? »



Tinne : « On constate ici que le graphique est vraiment pertinent mais les gens aujourd'hui n'ont pas besoin de graphique. Quand on va à la pompe à essence on constate en réalité les 8€ en plus pour faire le plein. Oui je pense que les prix normaux sont du passé et donc il faut vraiment agir et pour pouvoir agir il faut miser sur l'accélération des énergies renouvelables. »

Fabrice : « Alors, il va peut-être falloir quand même aider le consommateur à court terme parce qu'agir sur le renouvelable ça va prendre du temps. On a bien montré qu'il y avait plusieurs discussions en court à la majorité fédérale à laquelle vous appartenez. Est-ce qu'on peut baisser la TVA sur le gaz comme on l'a fait pour l'électricité ? Vous l'aviez baissé à 6% ? Est-ce qu'on peut faire la même chose pour le gaz et le mazout ? Est-ce qu'on peut élargir le service social ? Pour l'instant c'est pour les classes un peu plus populaires mais c'est quand même un ménage sur cinq à Bruxelles... est-ce qu'il faut aider les classes moyennes ? Toutes ces choses-là, elles sont en discussion en ce moment du côté fédéral ? »

Tinne : « Toutes ces choses sont à la table et donc je suis aussi très contente de voir que les autres partis dans la majorité ont aussi des mesures nécessaires pour faire baisser les prix. On a déjà deux paquets d'énergies qui ont été décidés et qui sont implémentés et donc notamment le tarif social. Il y a une famille sur 4 en Belgique qui est protégée aujourd'hui contre la hausse des prix. »

Fabrice : « On va élargir le système ? Est-ce qu'on va aller vers les classes moyennes ? »

Tinne : « Oui, surtout il faut aller vers les classes moyennes et donc pour cela il y a à la table la prolongation de la réduction de la TVA et aussi la réduction de la TVA pour le gaz. »

Fabrice : « Il y a un accord pour ça à la majorité ou pas ? »

Tinne : « Non, c'est à la table. Aujourd'hui on est en train d'implémenter le deuxième paquet de mesures qui a été décidé. La prime chauffage de 100€ par exemple. Elle sera payée dans les semaines qui viennent et donc on est en train de préparer un troisième paquet de mesures pour lutter contre ces prix. »

Fabrice : « Si on baisse la TVA sur le gaz, ce sera temporaire ou définitif ? »

Tinne : « Ceci est à la table aujourd'hui, ça c'est à discuter en majorité donc je ne vais pas anticiper ce débat. Je voulais encore ajouter que c'est aujourd'hui aussi que l'Europe a sorti qu'une régulation des prix est possible. Pour nous ça devrait se faire au niveau européen et c'est aussi une aide qui peut venir en complémentarité. »

Fabrice : « Régulation des prix, pour que tout le monde comprenne bien, c'est qu'il y a un système de plafond que les fournisseurs d'énergie ne peuvent pas dépasser, les prix sont bloqués. »

Tinne : « Les prix sont bloqués. On constate aujourd'hui que les marchés sont irrationnels et donc si ceci se passe aujourd'hui à la bourse, la bourse est arrêtée. Et donc, il faut aussi envisager de telles mesures au niveau européen. Les marchés sont en panique et ce sont les consommateurs, les familles, ce sont les ménages belges qui paient. »

Fabrice : « Ça voudrait dire qu'il faudrait bloquer les industries en Europe ? »

Tinne : « Il faut et c'est quelque chose que j'ai amené à la table parmi mes collègues européens et que je retrouve aussi aujourd'hui dans le paquet qui a été présenté à la Commission européenne. »

Fabrice : « Alors, il y a pour la Belgique un autre enjeu c'est notre mix énergétique, c'est-à-dire les énergies qu'on utilise. On sait qu'on a 7 réacteurs nucléaires et que 5 sont en fin de vie et on avait tout un débat sur sortir ou non du nucléaire. Plan A c'était 'on fermait les sept' et plan B 'on en conservait deux'. Le plan A il est en train d'avoir du plomb dans l'aile avec ce qui se passe en Ukraine ? »

Tinne : « Je trouve que c'est un peu mal exprimé de l'exprimer comme ça. Le monde a changé, il y a la guerre sur le continent européen. C'est quelque chose d'affreux mais aussi qui nécessite qu'on adapte nos politiques et donc, en effet, on a le regard ouvert en ce qui concerne le calendrier de la sortie nucléaire. Le plus important c'est qu'il faut trouver un accord global en matière d'énergie donc ça veut dire une offensive contre les prix et accélérer les énergies renouvelables. »

Fabrice : « Quand vous dites qu'on a le regard ouvert sur le calendrier ça voudrait dire que pour les écologistes on pourrait accepter de fermer les centrales nucléaires non pas en 2025 mais peut-être en 2035, c'est ça l'idée ? »

Tinne : « J'ai toujours dit la même chose que la sortie du nucléaire n'est pas un but en soi mais un moyen d'arriver à un meilleur fonctionnement du marché et donc, en effet, on a un regard ouvert sur la sortie du nucléaire. Ça veut dire qu'on peut

envisager de voir comment et dans quelles modalités ces deux réacteurs les plus récents peuvent être prolongés. »

Fabrice : « Mais il faudra en discuter avec Engie qui n'était pas favorable jusqu'à maintenant ? »

Tinne : « Tout à fait et le plan B est donc de garder ces deux réacteurs ouverts et ce n'est pas sans risque. Il y a un obstacle. Il y a des obstacles qui sont juridiques, qui sont techniques et aussi l'opérateur Engie a toujours dit qu'ils n'étaient pas partants. »

Fabrice : « Dans les obstacles il y a le mécanisme de rémunération de capacité de remplacement. On avait vu deux centrales au gaz. Si on prolonge le nucléaire, on aura quand même besoin de ces centrales au gaz ou on devra s'en passer ? »

Tinne : « On a toujours besoin de ces centrales au gaz. »

Fabrice : « Mais alors il faudra l'accord de la Commission européenne parce qu'on avait le droit de les faire ces centrales au gaz en échange de notre sortie nucléaire. Il va falloir dire qu'on a besoin de ces circonstances exceptionnelles pour se justifier auprès de l'Union européenne ? »

Tinne : « Absolument, le plan B de prolongation nucléaire n'est pas quelque chose de simple en soit, il y a des complexités qu'il faut gérer mais le monde il a changé donc il faut maintenant regarder avec un regard ouvert aussi ces obstacles. »

Fabrice : « Dernière question. Un jour, une indépendance énergétique de la Belgique qui ne consommerait que de l'électricité ou de l'énergie produite en Belgique c'est possible ou pas ? »

Tinne : « Pas produite uniquement en Belgique mais renouvelable oui. »

Fabrice : « Merci beaucoup »

39. Interview 6

Jean-Marc Nollet, co-président d'Écolo, était l'invité de Martin Buxant (LN24)²⁵³

Interview de Martin Buxant

{À partir de 2'00"}

Martin : « Jean-Marc Nollet, on voulait aussi vous avoir avec nous ce matin pour discuter d'une autre actualité qui est la décision que le gouvernement fédéral a prise vendredi d'entamer les négociations sur la prolongation éventuelle de dix années de deux réacteurs nucléaires. Pouvez-vous nous dire à quel point... et on sait que pour vous co-président des écologistes, à quel point c'était nécessaire de prendre cette décision ? »

Jean-Marc : « Vendredi il y a une double décision qui a été prise. Un, accélérer la transition et deux, sécuriser notre approvisionnement. Et, dans le cadre de la sécurisation de notre approvisionnement, comme vous l'avez dit, on a décidé d'entamer des négociations avec Engie. On verra bien si elles peuvent aboutir ou pas. Il y a des balises claires qui ont été mises. Pas question d'avoir à la charge de l'État belge le coût de la gestion des déchets nucléaires. Pas question non plus d'avoir à la charge de l'État belge le coût du démantèlement des réacteurs. C'est quand même fondamental parce que c'est 40 milliards d'euros. Au global, sur une longue période, c'est 40 milliards d'euros qui sont concernés donc ça c'est des choses très claires. Et l'État belge ne doit pas devenir l'exploitant du nucléaire, Engie doit rester responsable par rapport à ça. »

Martin : « Ah, ça c'est important, c'est un opérateur privé qui doit continuer à exploiter ces réacteurs. »

²⁵³ Buxant, M. (2022, Mars). *Jean-Marc Nollet, co-président d'Ecolo, est l'invité de Martin Buxant*. Facebook.

https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=447424077162072, consulté le 07 décembre 2023.

Jean-Marc : « Ce sont les balises de la négociation. C'est le mandat qu'ont reçu le Premier Ministre et la Ministre de l'énergie puisque c'est eux deux qui iront négocier avec Engie. »

Martin : « Dans la presse française ce matin on entend déjà le son de cloche de Engie, cet opérateur privé, c'était dans les Échos qui dit 'Ça va être très compliqué puisque finalement on nous a dit qu'il fallait éteindre ces réacteurs donc ça va être très compliqué de ne pas les éteindre. Donc on va vraisemblablement devoir les éteindre en 2025, faire des travaux et rallumer en 2027'. C'est ça la séquence à laquelle on va avoir droit vous pensez Jean-Marc ? »

Jean-Marc : « Oui je crois très certainement que c'est quelque chose de très compliqué. Les négociations vont s'entamer. C'est évident et par rapport à tous ceux qui ont cru pouvoir dire que c'est une solution facile, que c'est évident, etc., on voit bien aujourd'hui quelle est la réalité. Mais néanmoins on verra dans le cadre de la négociation ce qui peut se passer. »

Martin : « Donc, pour bien comprendre, et votre conviction à vous c'était qu'il était possible, en l'état actuel, c'était de faire sans cette énergie nucléaire et s'en passer ? Ou, on est dos au mur et on doit l'utiliser ? »

Jean-Marc : « La Belgique a perdu 17 années depuis le gouvernement de 2003 qui avait décidé de sortir du nucléaire. Pendant 17 ans, les gouvernements qui se sont suivis à la tête du pays n'ont pas mis en œuvre la transition énergétique. La ministre Marghem, par exemple, avait 5 ans, 11 mois et 15 jours pour le faire et rien ! Alors évidemment aujourd'hui c'est plus compliqué qu'à l'époque. Mais l'agence fédérale de contrôle nucléaire qui a fait le rapport au mois de décembre dit que c'était de l'ordre de l'envisageable encore mais il faut évidemment le négocier. On est dans ce cadre-là. Mais je propose quand même qu'on ne passe pas toute l'interview sur la prolongation alors que le plus important c'est l'accélération de la transition. »

Martin : « Oui donc à côté avec l'enveloppe qui... »

Jean-Marc : « Non pas l'enveloppe, les *Giga Water* qui vont être mis en place. L'*Offshore*, deux *Gigawatt* en plus. Le *Onshore*, un et demi. Le solaire, un et demi.

Et, un pour le solaire en mer du Nord. Ça c'est quand même un volume de production d'énergie renouvelable beaucoup important. »

Martin : « Donc il y aura une offre à côté du nucléaire. Katarina avec nous sur les réseaux. »

Katarina : « Les questions c'est quand même toujours très fortement lié à l'impact sur l'hiver. Là c'est Mathilde qui demande : 'Qui peut nous rassurer sur notre prochain hiver, je n'ai plus de patience pour les débats politiques. Je veux juste une réponse claire, est-on à l'abris oui ou non ?' »

Jean-Marc : « Oui »

Katarina : « Voilà, c'est clair. »

Jean-Marc : « Oui parce qu'Élia l'a dit. »

Martin : « Élia qui est le gestionnaire. »

Jean-Marc : « Comme ça ce n'est pas politique, pour bien montrer la différence. Élia qui est le gestionnaire de réseau a signifié qu'effectivement, grâce au travail de Tinne Van der Straeten et au CRM qui a été mis en place... »

Martin : « Réexpliquez un peu pour les gens ce qu'est le CRM. »

Jean-Marc : « Et bien c'est l'appel au marché qui a été fait pour des alternatives. On a là-dedans des batteries, aussi des centrales TGV. On a des obligations aussi de décarboner derrière ces alternatives. On va plus vite par rapport à l'accord du passé. On a aussi toutes les centrales qui existent déjà aujourd'hui en Belgique. Avec ce volume-là, l'hiver 2025 est assuré en matière de production d'énergie. »

Martin : « Et après ? »

Jean-Marc : « Ah oui aussi. Et donc là, c'est là qu'Élia nous a dit qu'il y a trois éléments nouveaux pour après. Un, la situation tendue à cause de la guerre en Ukraine. C'est évident. Il y a, deux, parce que ça il ne faut pas le nier non plus les gens doivent le savoir aussi, il y a une grosse difficulté pour le nucléaire en France, vous savez comme

moi qu'il y a eu 20% d'arrêt du parc nucléaire français dû à la corrosion. Ça va bien au-delà de l'entretien, on est dans des problèmes de corrosion, de vieillesse de ces structures. Et donc par rapport au pire des scénarios imaginés par Élia au mois de décembre donc il y a trois mois, on est 4 réacteurs plus bas que ce pire des scénarios à cause de la corrosion. Ce qui veut dire qu'en fait la Belgique a dû au mois de mars davantage sécuriser son approvisionnement qu'au mois de décembre. On est dans grosso modo 700, 800, 900 *Mégawatts* en plus. Donc à cause du nucléaire lui-même, à cause de la tension et à cause de l'accélération. Lorsqu'on accélère la transition évidemment ça force à l'électrification et donc ça nécessite aussi un besoin énergétique plus grand pour l'hiver 2026. »

Martin : « Quand vous voyez des pays, des États comme l'Allemagne qui reviennent vers les vieilles centrales à charbon, vous dites quoi là ? Il y a un problème quand même. »

Jean-Marc : « Il y a un problème, c'est évident, on le voit bien à l'échelle européenne. Il y a des difficultés dues à la tension en Ukraine pour l'instant donc il faut que les choses se calment et se stabilisent le plus vite possible. Entre temps il y a des phases de transition partout et c'est nécessaire. »

Martin : « Par rapport à ce qui est poussé par certains États notamment aux États-Unis de dire qu'ils vont lancer un embargo total notamment sur le pétrole et le gaz russe, comment vous vous positionnez, vous, là-dessus ? »

Jean-Marc : « Alors moi je suis favorable à une décarbonisation complète et à se rendre le plus indépendant possible de la Russie. La meilleure manière de le faire, la meilleure arme anti-Poutine c'est la transition énergétique, c'est l'accélération de la transition énergétique. »

Martin : « Oui mais ça c'est sur le moyen terme. »

Jean-Marc : « Oui mais ça commence aujourd'hui. On a trop souvent l'impression que le moyen terme commence dans cinq ans ou dans dix ans. »

Martin : « Oui il faut le faire mais c'est la question de l'embargo sur les énergies fossiles, gaz et pétrole. On dit oui à Joe Biden qui vient cette semaine à Bruxelles ? Vous lui dites quoi ? »

Jean-Marc : « Il ne nous demande pas de le faire. Moi je suis tout à fait favorable je le dis. »

Martin : « Ça c'est une réponse claire. »

Jean-Marc : « Mais non parce que quand vous regarder ce que ça veut dire, au niveau européen c'est impossible de fermer aujourd'hui. »

Martin : « Impossible ? »

Jean-Marc : « La dépendance est beaucoup trop forte. Pendant des décennies, les partis traditionnels ont laissé faire, ont signé des contrats avec la Russie et on est aujourd'hui trop dépendant, du jour au lendemain... »

Martin : « À des degrés divers, l'Allemagne c'est 45%, nous c'est 5% je pense. »

Jean-Marc : « Ah nous ça va, c'est ce qu'on a toujours dit au niveau belge mais au niveau européen il n'y a pas la possibilité aujourd'hui de quitter demain. Mais, par contre, c'est aujourd'hui que se joue déjà le moyen et le long terme et c'est pour ça que l'accord de vendredi est extrêmement important, il accélère la transition énergétique. »

Martin : « Vous dites que c'est au niveau européen que ça se joue et qu'il faut lancer la transition maintenant à moyen terme et la Commission européenne a dit que l'énergie nucléaire est une énergie de demain pour la transition. »

Jean-Marc : « Non l'Europe ne dit pas ça. »

Martin : « Ah si elle l'a dit. »

Jean-Marc : « Non, l'Europe est neutre par rapport au nucléaire. L'Europe reconnaît dans sa taxonomie, c'est un peu technique mais c'est pour les aspects financiers et ça c'est une erreur fondamentale. »

Martin : « C'est vrai, ça vous déçoit ça ? »

Jean-Marc : « Évidemment, pour le gaz comme pour le nucléaire, ce ne sont pas des énergies durables. »

Martin : « Certains sont venus sur ce plateau y compris vendredi matin nous expliquer que le nucléaire, et notamment ces fameux réacteurs de la 4^{ème} génération, seront le nucléaire propre. Ils étaient là vendredi à votre place. »

Jean-Marc : « Vous avez raison de les inviter mais dans une démocratie chacun peut dire ce qu'il pense. »

Martin : « Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui disent que le nucléaire de demain sera clean ? »

Jean-Marc : « Mais vous l'avez dit vous-même, ces projets n'existent pas. Je souris parce qu'il y a un SMR qui existe en Russie sur un bateau flottant, c'est le Tchernobyl des mers. C'est hyper dangereux et il n'y a toujours pas de solution aux déchets nucléaires. Il ne faut pas oublier qu'avant tout le problème du nucléaire est d'abord ça. »

Martin : « Même avec l'enfouissement ? Parce que des ingénieurs sont venu ici nous dire qu'avec l'enfouissement il n'y avait pas de problème finalement. »

Jean-Marc : « Mais cet enfouissement n'est pas une gestion des déchets hein. L'enfouissement c'est on ferme, on met dans un trou comme dans le temps on mettait à la mer. Certains imaginent même de les envoyer sur la lune mais il n'y a pas de solution aujourd'hui. »

Martin : « Donc pour vous il n'y a pas moyen même avec le futur nucléaire ? »

Jean-Marc : « Tant qu'on ne nous démontre pas qu'il n'y a plus de problème de déchets. Et d'ailleurs le Conseil Supérieur de la Santé a remis il y a quelques mois maintenant un rapport très intéressant qui ne qualifie pas le nucléaire de durable. Pour cette raison-là et ils ont raison parce que ça reste dangereux. Mais regardez aussi en Russie. Qu'est-ce qu'aujourd'hui la Russie désigne comme cible, les centrales nucléaires en Ukraine. À Kiev et vous avez vu aussi sur l'autre centrale la plus grosse

du pays quels étaient les enjeux avec toutes les difficultés là en cas d'attaque armée évidemment. »

Martin : « Et pour terminer sur ce chapitre nucléaire ici en Belgique... »

Jean-Marc : « Mais est-ce qu'on peut parler aussi du renouvelable ou ça vous dérange ? »

Martin : « On va même revenir sur votre bouquin dans un instant, vous parlez pas mal du renouvelable. »

Jean-Marc : « Ah ! quand même »

Martin : « Mais pour terminer sur ce chapitre, on parle bien de deux réacteurs sur les sept parce que certains disent que maintenant on rallume tout ? »

Jean-Marc : « Oui je comprends tout à fait l'énorme déception de Georges Louis Boucher. Il voulait maintenir au moins cinq réacteurs. L'accord dit qu'on en ferme cinq et qu'on en maintient peut-être deux ouverts. Je comprends sa déception mais c'est l'accord. Il doit commencer à accepter les accords. »

Katarina : « Une question de Romain qui revient sur la transition énergétique. Il demande : Qu'est-ce qu'est la transition énergétique et quelles sont les missions concrètes ? L'énergie hybride est-elle une solution pour vous ? »

Jean-Marc : « Alors, la transition énergétique c'est deux choses. Un, la décarbonation de la production de l'énergie. Donc on doit aller vers de l'énergie propre, les énergies renouvelables, sans déchets. Le deuxième point c'est la diminution de la consommation. On en parle trop peu. Aujourd'hui il y a la nécessité de remplacer, par exemple, l'isolation des bâtiments, de développer les alternatives à la voiture comme les transports en commun, etc. Ça c'est la diminution de la consommation et on marchera sur ces deux jambes-là pour la transition énergétique. Diminution de la consommation et développement des énergies renouvelables. Et en ce sens, l'accord de vendredi est un énorme pas en avant, une accélération en la matière comme on n'en a jamais connu jusqu'à présent en Belgique. »

Martin : « Jean-Marc Nollet, alors votre livre sort le 31 mars. Ça s'appelle « Conquêtes » mais pourquoi avec un 's' ? Pourquoi au pluriel ? C'est quoi ces conquêtes ? »

Jean-Marc : « Il y a dans le livre une vingtaine de conquêtes qui sont pointées. Alors évidemment c'est le monde décarboné, c'est les énergies renouvelables mais c'est aussi des dimensions sociales qui sont là. On parle notamment de libérer du temps à tous les citoyens et j'évoque l'idée d'avoir une année sabbatique pour tout un chacun comme les professeurs d'Université peuvent en avoir pour pouvoir se reposer. J'évoque aussi la manière dont on doit orienter la finance, orienter les placements, les financements vers cette transition. Beaucoup de propositions, je ne vais pas tout dévoiler ici mais l'idée de conquêtes au pluriel c'est l'idée qu'il faut repartir à l'offensive. On ne peut pas simplement subir les chocs comme on en subit là pour l'instant, on doit aussi définir des caps et je le fais dans mon livre. »

Martin : « Et vous désignez les adversaires, le populisme et les multinationales. Il y a quand même des multinationales alliées, j'imagine ? »

Jean-Marc : « Je parle plus précisément de la coalition du fossile hein, les multinationales du fossile, du pétrole, etc. qui ont pendant très longtemps nié le dérèglement climatique. Regardez aujourd'hui les températures dans l'Antarctique. Je ne sais pas si vous avez l'occasion d'en parler dans votre bulletin parce qu'il y a beaucoup d'actualités aujourd'hui mais on est à +30 degrés par rapport à une période normale. Ça ne va pas. Il faut aujourd'hui que ces adversaires aient de lourdes responsabilités par rapport au destin commun de l'humanité. »

Martin : « Vous dites qu'il y a des alliances à forger, c'est quoi alors ? »

Jean-Marc : « Je propose une dizaine d'alliances alors certaines un peu plus originales que les autres dans les autres livres. Notamment avec les jeunes qui se sont mobilisés, ça c'est évident, avec le monde de l'école, avec la culture, avec l'agriculture et avec la nature parce que ça me paraît important de faire de la nature notre principale alliée justement pour cette transition écologique. »

Martin : « Et alors Jean-Marc Nollet vous insistez sur le fait qu'il faut sortir de la culture du clash, ça veut dire quoi ça ? Vous avez parfois vous aussi participé à ce durcissement des points de vue. »

Jean-Marc : « Oui, je le reconnais dans le livre d'ailleurs. Je reconnais que sur Twitter j'ai pu avoir des idées un peu carrées, un peu fermées, etc. Moi je préfère 10 fois venir ici que de balancer sur Twitter des réactions en 140 caractères. Ça c'est évident. »

Martin : « On ne sait pas faire avancer le débat sur Twitter et les réseaux sociaux ? »

Jean-Marc : « Twitter siphonne la démocratie. Et vous voyez comme un siphon peut faire parfois des tornades mais surtout le fait que ça rabaisse le niveau et ça referme la perspective. On est stimulé à être conforté dans notre point de vue. Alors que l'enjeu dans une démocratie c'est justement de répondre aux citoyens, d'avoir les interpellations, les regards diversifiés, etc. On doit apprendre à rouvrir son regard et Twitter fait tout l'inverse. »

Martin : « J'avais encore une question dans le cadre de la guerre en Ukraine. Évidemment il y a ce débat au gouvernement belge. Faut-il livrer ou pas davantage d'armes à l'Ukraine, qu'est-ce que vous en pensez-vous les écologistes qui avez quand même une longue tradition pacifiste, c'est quand même quelque chose qui n'est pas facile pour vous ça. »

Jean-Marc : « Non mais attention il y a des décisions qui ont été prises et nous en étions. Maintenant je pense qu'il y a la négociation qui commence, il faut se mettre du côté des ukrainiens pour le rapport de force notamment vis-à-vis de Poutine mais aussi pour impliquer les chinois et les responsabiliser par rapport à ce qu'il se passe aussi. »

Martin : « Mais donc ça veut dire quoi ? oui ou non ? »

Jean-Marc : « Ça veut dire qu'on a pris nos responsabilités. Il fallait le faire et maintenant il faut aussi donner tout l'espace à la désescalade. »

Martin : « Merci Jean-Marc Nollet d'être passé ce lundi matin sur notre plateau. »

40. Interview 7

L'interview – Olivier Deleuze (Écolo) – 23/03/22 (BX1)²⁵⁴

Interview de Fabrice Grosfilley

Fabrice : « Notre invité en studio, il a une longue expérience du militantisme et de la vie politique. C'est un des membres fondateurs du parti politique Écolo et ça a été aussi l'un des premiers députés élus pour ce parti. Il a été secrétaire d'État au gouvernement fédéral en 99 en charge de l'énergie. C'est l'un des pères fondateurs de la fameuse loi sur la sortie du nucléaire. Il a ensuite fait un passage par l'Afrique pour travailler pour les Nations Unies avant de revenir en politique belge. Il a été co-président du parti Écolo pendant trois ans et depuis 2012 il exerce la fonction de Bourgmestre de Watermael Boitsford. Nous accueillons Olivier Deleuze. Bonjour Olivier Deleuze, merci d'être avec nous. On reparlera du nucléaire dans quelques minutes mais je voudrais commencer par des dossiers locaux si vous voulez bien. »

{Discussion sur les dossiers locaux}

Fabrice : « Je voudrais qu'on parle d'autres dossiers qui ne sont pas purement locaux, mais de la prolongation du nucléaire, donc l'Accord la semaine dernière au niveau de la majorité fédérale. C'est un échec pour les Écolos ou pour le père de la loi de la sortie nucléaire que vous êtes ? »

Olivier : « Je ne suis pas fétichiste. Vous avez expliqué tantôt que demain le Président Biden vient à Bruxelles, c'est une décision géopolitique. L'Europe doit être plus forte, elle doit être indépendante du gaz russe. On est dépendant à 40% du gaz russe en Europe. »

Fabrice : « S'il n'y avait pas eu la guerre en Ukraine on serait quand même sorti du nucléaire en 2025 ? »

²⁵⁴ Grosfilley, F. (2022, Mars). L'interview – Olivier Deleuze (Ecolo) – 23/03/2022. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=kb_RhudCcWI, consulté le 05 décembre 2023.

Olivier : « Oui je pense, enfin je n'en sais rien mais je crois oui. Il y a des priorités dans la vie. Il y a une guerre en Europe donc ça rebouscule toutes les priorités et je trouve ça parfaitement normal. »

Fabrice : « Donc vous êtes en phase avec la décision. Maintenant c'est une prolongation jusqu'en 2035, qu'est-ce qu'on doit faire au-delà ? »

Olivier : « Il n'y a qu'une seule source d'énergie pour l'humanité hein, c'est le soleil, soyons clairs. »

Fabrice : « Il y a aussi l'eau et le vent. »

Olivier : « Oui mais l'eau et le vent c'est le soleil, c'est le soleil qui nous envoie de l'énergie. »

Fabrice : « Donc on doit passer au *full* renouvelable ? »

Olivier : « Ah oui bien entendu. Vous savez que le soleil il nous envoie 8 000 fois plus d'énergie au niveau planétaire que ce que l'humanité consomme. On est capable d'envoyer des gens sur la lune. On est quand même capable de capter un 8000^{ème} de ce que le soleil nous envoie. »

Fabrice : « Donc ça vous y croyez ? C'est l'avenir à long terme ? »

Olivier : « J'y crois, ce n'est pas religieux mais je constate les chiffres. »

{Suite hors sujet}

41. Interview 8

Faut-il mettre le système à plat ? Philippe Lamberts – Député au Parlement Européen – UCLouvain Exergie²⁵⁵

À partir de 57'07 – Comment avez-vous expliqué la prolongation du nucléaire dans le groupe des verts ?

Introduction : {Dans ce septième épisode, mon invité est le Député au Parlement Européen Philippe Lamberts. Nous avons parlé de la trajectoire énergétique de l'Europe, de son inquiétude pour l'agriculture, et du besoin de mettre à plat notre système, entre autres fiscal, si nous voulons répondre aux défis de la transition énergétique. Philippe Lamberts a reçu en 1987 son diplôme d'ingénieur civil en mathématiques appliquées de l'UCLouvain. Il a travaillé ensuite pendant 22 ans pour IBM, ce qui ne l'a pas empêché de s'engager auprès d'Écolo dès 1991. Il est d'abord dans le Conseil Communal d'Anderlecht et il est ensuite conseiller auprès d'Isabelle Durant lorsqu'elle est Vice-première Ministre de 1999 à 2003. Il entame alors sa trajectoire au niveau européen en succédant à Olivier Deleuze comme représentant d'Écolo à ce qui était la Fédération Européenne des Partis Verts. En 2009, il entame son premier mandat de Député Européen où il est membre des Commissions des Affaires Économiques et Monétaires (ECOM) et de l'Industrie de la Recherche et de l'Énergie (ITRE). Lors de son deuxième mandat en 2014, il est élu par ses pairs pour être Co-président du groupe des Verts où il mène plus de 70 députés. Depuis 2019, il est à son troisième mandat au parlement européen, et a reçu à nouveau la confiance de ses pairs pour continuer à co-présider ce groupe.}

Étudiant : « Au lendemain de la décision de prolongation du nucléaire, comment vous avez expliqué justement dans le groupe des Verts cette décision belge ? »

Philippe : « Bah on a expliqué ce qui c'était passé, que la pression politique était énorme et que au sein de la coalition on était les seuls à dire que la guerre en Ukraine ne remettait pas en cause... En fait les fluctuations qu'on voyait sur le marché de

²⁵⁵ UCLouvain. (2022, Mars). Faut-il mettre le système à plat ? Philippe Lamberts – Député au Parlement Européen. *Exergie*. <https://www.podcastics.com/podcast/episode/faut-il-mettre-le-systeme-a-plat-127045/>, consulté le 10 décembre 2023.

l'énergie ne remettait pas en cause le pari de la transition et voilà. Donc, à un moment, les rapports de force s'imposent à vous. Les verts belges, je crois qu'on est le 4^{ème} ou 5^{ème} groupe politique en termes de taille au Parlement Fédéral, on est un des partenaires de la coalition. Et donc voilà il y a des batailles que vous gagnez et des batailles que vous perdez. »

Étudiant : « Qu'est-ce que vous en pensez-vous de cette coalition ? »

Philippe : « Ce truc-là m'énerve un peu depuis longtemps parce que d'abord on a voté la loi de la sortie du nucléaire en 2002 ou en 2003, bref, donc ça fait maintenant 20 ans et pourquoi on en est là dans cette situation ? Parce qu'évidemment, et ça malheureusement c'est une constante, quand les écologistes sont au pouvoir on prend des mesures et pour certaines ce sont des mesures structurantes comme la sortie du nucléaire. Et dès qu'on est parti, les autres décident 'On ne va surtout rien faire parce que ça c'était leur réforme et en fait nous on n'en veut pas donc on ne va rien faire'. Donc, quand on dit 'Ouai mais vous les Écolos vous votez la sortie du nucléaire et puis vous ne faites rien', non non non il faut être correct. Nous votons la sortie du nucléaire en 2003 et puis nous ne sommes plus aux manettes les gars. Notamment parce que les électeurs n'ont pas voulu qu'on soit aux manettes et donc les autres partis politiques décident surtout de ne rien faire et donc c'est eux qui nous ont mis dans cet entonnoir d'accord ? Donc je suis furieux de voir que rien n'a été fait en Belgique ou très peu sur la transition énergétique, sur le fait que l'on réduise notre consommation. Aussi parce qu'il faut savoir que le modèle économique de la Belgique, à l'époque ça a été l'industrialisation de la Belgique francophone, à l'époque on n'appelait pas ça comme ça, elle a été essentiellement du côté wallon avec le charbon et l'acier aux avant-postes de l'industrialisation. Et puis forcément comme on a été les premiers à voir notre outil industriel décliner et après la deuxième guerre mondiale c'est la Flandre qui s'est industrialisée sur un modèle complètement basé sur le fossile évidemment. Donc eux si vous voulez, enfin la Wallonie aussi mais la Wallonie dans un déclin industriel quelque part elle est déjà plus, mais la Flandre elle a parié sa prospérité complètement sur le fossile et donc dire qu'on quitte le fossile c'est dire que ce Business model ne tient plus donc ça ne va pas du tout... Donc je ne m'étonne pas du tout que la résistance en Flandre, en particulier du côté de la NVA, est extrêmement forte à ne rien changer au modèle parce que ça veut dire qu'il faut

repenser complètement l'économie flamande. Bref, on ne fait donc rien pendant 20 ans et puis on revient aux manettes et quelque part c'est assez frappant qu'un des enjeux de la formation du nouveau Gouvernement ait été d'exécuter une décision prise d'un temps avant. J'ai envie de dire qu'on n'aurait même pas dû en discuter en réalité. C'est juste que les choses suivent leur cours. Maintenant, ce que j'aurai voulu dans un scénario idéal, pour moi, ce qui est essentiel c'est que le nucléaire ne fasse, à terme, plus partie du mix énergétique européen ou mondial parce que les problèmes que l'on a ne sont évidemment pas des problèmes de CO₂. C'est aussi très confortable de nouveau pour la même NVA de dire 'regardez le climat', ils s'en foutent du climat mais de dire 'pour le climat il faut prolonger le nucléaire'. Évidemment, ils ne veulent pas regarder le reste du nucléaire. Un, ça coûte un porte-avion par réacteur. Deux, ça présente des risques sécuritaires importants, je vous rappelle quand même aussi qu'il y a 20 ans on a jeté des avions sur des bâtiments et aucun réacteur nucléaire ne résiste à ça. Il y a donc un risque sécuritaire, peut-être qu'il est infime mais il n'est pas nul et ce n'est pas pour rien que les assureurs disent qu'ils n'assurent pas le nucléaire parce que la probabilité d'incident est faible mais l'impact d'un incident est colossal et ce n'est pas à un ingénieur que je dois le dire que si on multiplie un très petit chiffre par un très grand chiffre on obtient une indétermination et donc 'nous les assureurs on ne touche pas à ça'. Et donc, on conseille à la société de ne pas y toucher non plus parce qu'évidemment on peut dire 'oui mais l'État est son propre assureur'... oui mais à la fin si on n'est pas capable d'assumer le risque du nucléaire on n'y touche pas. Trois, il y a l'élément des déchets qui n'est toujours pas réglé. J'apprécie beaucoup Jancovici parce qu'il a la froideur de dire 'bon bah les gars une croissance infinie dans un monde fini ce n'est juste pas possible et plus tard on prend le virage plus violent ça sera'. Là-dessus je suis complètement aligné avec lui mais il fait une fixette sur le nucléaire quoi. Et quelque part il sous-estime les *downsides* du nucléaire et il surestime les *upsides*. Évidemment, c'est sûr que c'est confortable de dire que le nucléaire c'est une densité énergétique pas possible et c'est pilotable. Oui, d'accord tout ça c'est vrai et comme ingénieur c'est vrai que c'est esbaudi de voir qu'on est capable de maîtriser ça, c'est vrai, intellectuellement oui mais il y a toute une série d'aspects qui sont moins ragoutants. Et je rappelle d'ailleurs qu'il n'y a pas si longtemps on exploitait une partie de nos déchets nucléaires, où ça ? En Russie. On va continuer à faire ça ? Non pas vraiment. Donc qu'est-ce qu'on fait avec ça ? Je

discutais ce midi avec un ancien Ministre wallon qui me disait ‘moi j’attends encore de voir le premier bourgmestre qui dit ‘moi je veux les déchets nucléaires chez moi’’, grand silence. Personne évidemment. Tout le monde veut le nucléaire, enfin pas tout le monde, beaucoup de partis politiques veulent le nucléaire mais personne ne veut non plus assumer les vilains aspects du nucléaire. Et voilà bon bref. Donc ça c’est la situation dans laquelle on est. Moi ce que j’aurai voulu c’est ‘ok on se met d’accord sur le fait que le nucléaire à terme on n’en a plus et on organise le *facing out* du nucléaire de manière pragmatique’ parce qu’en effet on peut dire ‘ok on n’aurait pas dû faire du nucléaire’ oui mais enfin maintenant on l’a. C’est sûr que pour moi quelques années de plus de quelques réacteurs ce n’est pas ça qui va changer fondamentalement l’équation en tout cas au niveau des chais, au niveau sécuritaire c’est sûr, plus il y a d’années, plus vous prolongez la période de risques. Le truc que j’aurai voulu qu’on ne doive pas faire et pour ça il aurait fallu vraiment commencer à travailler en 2003 sur les économies d’énergies, ce que je trouve profondément insupportable c’est l’idée qu’on doive prolonger des centrales au gaz. Ça je n’aime pas du tout mais c’est le résultat de l’inaction pendant 20 ans. Si on avait tout fait pour réduire notre consommation énergétique, on n’en serait pas là aujourd’hui. On ne l’a pas fait et on continue à nous faire croire que, enfin on, les tenants du ‘on a toujours fait comme ça’, disent que l’on peut continuer à faire une courbe de progression de notre consommation énergétique qui est une exponentielle. Les gars, non ce n’est pas possible. Et là-dessus, lisez Jancovici. »

42. Interview 9

Interview de Jean-Marc Nollet par Fabrice Grosfilley (BX1)²⁵⁶

Interview de Fabrice Grosfilley

Fabrice : « C'est probablement le comité de concertation le plus court de l'histoire des comités de concertation. Une réunion d'une demi-heure seulement, pas de conférence de presse. Une demi-heure c'était suffisant pour confirmer, à partir de lundi, le port du masque ne sera plus obligatoire dans les transports en communs. Nous sommes entre bruxellois sur BX1, on peut se l'avouer, le port du masque n'était pas vraiment optimal depuis quelques semaines déjà. De nombreux voyageurs jeunes ou moins jeunes avaient pris de l'avance sur la décision du comité de concertation, même parmi les employés de la STIB, l'application connaissait, on va dire, un succès variable. On peut le comprendre, c'est évidemment gênant de porter un masque toute la journée même s'il faut rappeler que ce geste n'était pas destiné à vous protéger mais à protéger les autres. C'est comme s'arrêter au feu rouge, ce n'est pas une question de liberté individuelle, c'est une question de respect et de protection d'autrui. Cette opposition entre la liberté individuelle et une mesure collective a suscité d'énormes crispations ces deux dernières années. Sur le masque, sur l'utilisation du Covid Safe Ticket, sur l'obligation de quarantaine, sur la vaccination, sur l'obligation d'une troisième dose, nous avons pu avoir de multiples et passionnés débats avec une fracture souvent très nette. Les partisans de la désobéissance ne reconnaissaient pas la légitimité des consignes officielles et leur refus s'accompagnait très souvent d'une campagne de dénigrement contre les autorités politiques, nécessairement incompetentes, contre les autorités scientifiques, qui racontaient n'importe quoi, contre les médias, qui étaient forcément corrompus... Comme si les décisions prises par la plupart des États du monde entier relevait d'une sorte de grand complot plus ou moins organisé et piloté par les grandes firmes pharmaceutiques. Il y a quand même des États qu'on ne peut pas vraiment soupçonner de participer à un quelconque lobbying pharmaceutique, la Chine ou la Corée du Nord par exemple. Et bien la pandémie est désormais bien présente en Corée du Nord, pays qui a refusé catégoriquement la

²⁵⁶ Grosfilley, F. (2022, Mai). + d'Actu – 20/05/2022. BX1
<https://www.facebook.com/BX1officiel/videos/5854299644585675>, consulté le 05 décembre 2023.

vaccination et qui est donc entrain de confiner sa population et de fermer ses frontières à quadruples tours. Ça n'empêche pas effectivement de dire qu'il y a peut-être eu des erreurs, des décisions anxiogènes ou excessives dans la manière dont nous avons géré cette pandémie et de reconnaître aussi que si on a annoncé qu'une vaccination n'est pas obligatoire, on doit effectivement laisser aux uns et aux autres le droit de ne pas se faire vacciner. En revanche, se dire que tout était inventé de toutes pièces, ou que le vaccin était plus destructeur que protecteur, ça, c'était de vraies dérives. Et ces idées elles ont malheureusement traversé une bonne partie de la société belge. Se demander comment ces contre-vérités ont pu devenir des convictions fermes vendues avec passion et virulence, ce n'est pas du luxe. S'interroger sur le rôle des réseaux sociaux, sur la circulation des fausses informations, sur le discrédit des médias traditionnels, ce n'est pas du luxe non plus. Ce n'est pas une attaque contre les libertés individuelles de dire ça, c'est un besoin de comprendre comment une partie de l'opinion a pu être aussi influençable, parce que ce qui a été possible pendant deux ans avec la Covid 19, pourrait l'être demain sur n'importe quel sujet. »

Fabrice : « Bonsoir à tous, notre invité sur le plateau ce soir il est carolo mais ses décisions ou les décisions qu'il est amené à prendre ou auxquelles il participe peuvent avoir un impact sur toute la Belgique et donc notamment sur Bruxelles. Ancien Président de la Fédération des Étudiants Francophones, élu Ministre pour la première fois à l'âge de 29 ans, il a été en charge de l'enfance à la Communauté française puis de l'Énergie au Gouvernement wallon. Il a été chef de groupe au parlement fédéral et depuis trois ans et demi maintenant, il est le co-président de son parti. Son parti c'est Écolo. Nous accueillons Jean-Marc Nollet. Bonjour Jean-Marc Nollet, merci d'être avec nous. On va commencer par une question d'actualité si vous le voulez bien. On passe en code vert, la fin de l'obligation de porter le masque dans les transports en commun, dans les trams, dans les métros, c'est une page qui se tourne. Est-ce que ce chapitre de la Covid 19 on doit considérer qu'il est maintenant complètement derrière nous ? »

{Discussion sur la Covid 19}

Fabrice : « Alors je vais quand même prendre une formule qui sonne bien, que vous utilisez dans votre livre pour imager votre pensée ou la résumer d'une certaine manière, c'est qu'on va passer du '*Sky is the limit*' au '*Earth is the limit*' donc la terre est la limite. C'est ça votre conviction profonde ? On arrive aux limites possibles en termes d'énergie, d'agriculture, de ressources naturelles de manière générale ? »

Jean-Marc : « Vous savez, si tous les habitants de la planète consommaient, se déplaçaient, se nourrissaient, se chauffaient comme un belge moyen, il faudrait les ressources de quatre planètes. Nous ne les avons pas, nous n'avons qu'une seule terre, celle sur laquelle nous habitons et il faut se poser la question effectivement, la limite ce n'est plus le ciel, '*Sky is the limit*' le ciel c'est la limite c'est comme les économistes et néolibéraux qui disaient ça et dans les cours on a appris ça, non aujourd'hui la limite c'est la terre. C'est la terre qui nous dit ce qu'on peut consommer sur une année. »

Fabrice : « Oui, la conséquence c'est la décroissance ? »

Jean-Marc : « Non, enfin la décroissance de certaines choses oui. La décroissance des pollutions, la décroissance de l'utilisation des hydrocarbures. Mais la croissance du temps retrouvé, la croissance du temps, du bonheur aussi. »

Fabrice : « Est-ce qu'il y a des choses qu'on doit se préparer à moins consommer qu'avant ? »

Jean-Marc : « Oui inévitablement. Les hydrocarbures par exemple mais à l'inverse les énergies renouvelables peuvent prendre de plus en plus de place et sont appelées à croître dans le modèle. »

Fabrice : « Est-ce que c'est un programme électoral ? »

Jean-Marc : « Non »

Fabrice : « Pourtant il y a quand même un certain nombre de propositions, il y a un certain nombre d'encadrés... ce sont des propositions qui pourraient se retrouver dans un programme électoral. »

Jean-Marc : « Oui, attendez, vous me demandez si c'est un programme électoral, je vous dis non. Vous me dites 'Il y a des propositions qui pourraient se retrouver dans

un programme électoral', oui, évidemment, il y a 24 propositions mais vous connaissez notre programme électoral, celui de 2019 par exemple. »

Fabrice : « C'est un peu plus lourd. »

Jean-Marc : « Voilà ! »

Fabrice : « Alors on va retourner chez Anaïs Corbin, question suivante. »

Anaïs : « Oui, on va aller sur le nucléaire avec des sanctions européennes depuis 2014 contre la Russie lors des attaques du Donbass. Laurent demande si ce n'était pas de l'amateurisme que d'attendre le 12^{ème} jour de guerre en Ukraine pour remettre en question la fin du nucléaire. »

Fabrice : « Alors on aurait pu changer d'avis plus tôt puisqu'on devait sortir du nucléaire, il y a eu un grand débat, et finalement on prolonge de quelques années les centrales qu'on aurait dû fermer en 2025. »

Jean-Marc : « C'est une question intéressante parce que on passe systématiquement sur le rapport des experts. Et, Élia, qui est le gestionnaire du réseau qui fait les calculs et qui soumet au gouvernement de manière trimestrielle les négociations et l'état de la situation, nous disait, y compris encore en décembre : 'Il n'y a pas de soucis'. Évidemment la guerre en Ukraine a basculé le raisonnement et a fait dire qu'il faut peut-être réouvrir cette question-là. Ça ne veut pas dire que tout est fait. Heureusement il y a d'autres possibilités parce que la négociation est en cours. On voit bien que la position d'Engie pour l'instant ne fait pas les choses. »

Fabrice : « Donc ce n'est pas sûr qu'on prolonge ? »

Jean-Marc : « Ah ben non ! Il y a un mandat de négociations, Alexander de Croo et Tinne Van der Straeten rencontrent, à échéances régulières, des responsables d'Engie, mais à ce stade les points de vue sont tellement divergents... »

Fabrice : « Tout le monde n'a pas compris ça comme ça. Je pense qu'il y a des partenaires à la majorité qui n'ont pas compris ça comme ça, qui ont pensé qu'on prolongeait. »

Jean-Marc : « Bah invitez-les. Je ne vais pas parler à leur place. L'option qui est retenue est celle-là mais ce n'est pas à n'importe quelles conditions. Je vais prendre un exemple. Les déchets nucléaires, la gestion des déchets et du démantèlement c'est 40 milliards d'euros. Je suppose que si Engie maintient ce qu'il demande aujourd'hui, le transfert de responsabilité vers l'État, donc vers les citoyens, vers les gens qui vous regardent, 40 milliards d'euros, nous continuons à dire non. J'espère que les partenaires que vous ne citez pas mais que je peux deviner, ne vont pas eux céder à cette pression d'Engie. »

Fabrice : « Donc il y a des négociations qui doivent se poursuivre. L'écologie que vous défendez dans votre livre 'Conquêtes', c'est une écologie de gauche ? »

Jean-Marc : « C'est une écologie effectivement progressiste et positive. »

Fabrice : « Je vous pose cette question. Il y a un schéma très clair dans votre livre, vous mettez en haut les limites que vous appelez les limites environnementales, donc le climat, la pollution, etc. En bas il y a un socle social, ce que vous appelez socle social c'est avoir un emploi, accès à la culture, à l'éducation, etc. et vous dites qu'entre les deux il y a l'espace démocratique. Ça veut dire que si on remet en cause les limites environnementales en haut ou le socle social en bas, on sort des limites démocratiques ? »

Jean-Marc : « Ça veut dire que si on veut construire un monde, une société durable, il n'y a pas d'autre chemin que de respecter les limites de la planète. Donc oui, à l'intérieur des limites de la planète et avec un socle social fort, on a tout l'espace pour un débat. »

Fabrice : « Mais on ne peut pas sortir, on ne peut pas négliger ces limites ou le socle social ? »

Jean-Marc : « Effectivement, et la planète va nous le rappeler régulièrement. »

Fabrice : « Toujours une question sur votre livre. Les inactivistes et les populistes sont nos adversaires, vous écrivez. C'est qui les inactivistes et les populistes ? »

Jean-Marc : « Alors les inactivistes, c'est ceux qui s'emploient à faire perdurer le monde d'aujourd'hui et notamment le monde des hydrocarbures, ceux qui disent qu'il n'y a pas de réchauffement climatique, ceux qui poussent à l'inactivité alors que nous devons changer de modèle. Ça c'est les inactivistes. Les populistes, c'est ceux qui constamment annoncent avoir des solutions très simples, s'opposer à tout raisonnement nécessite effectivement une prise en compte de la complexité, et qui se disent qu'ils sont seuls à être détenteur de la position. Ils peuvent être d'extrême droite, d'extrême gauche ou ils peuvent être aussi en dehors de ces courants-là mais en allant chaque fois chercher les sentiments les plus bestiaux qu'on pourrait développer dans la société. »

Fabrice : « Oui mais je suis monsieur tout le monde et je prends quand même ma voiture pour aller travailler et peut être que j'habite dans une localité où il n'y a pas de gare ou parce que j'ai des horaires qui font que c'est très compliqué avec les transports en communs. Je suis un inactiviste ? »

Jean-Marc : « Pas du tout. Ce n'est d'ailleurs pas écrit dans le livre, vous n'avez pas lu ça. »

Fabrice : « Non mais vous pouvez comprendre qu'il y a un certain nombre de personnes pour qui l'adaptation des comportements reste une difficulté. »

Jean-Marc : « Bien entendu, oui, c'est bien pour ça qu'on parle de transition écologique, c'est avancer avec les citoyens vers un monde qui respecte ses limites et qui est fondé sur un socle social très solide. »

Fabrice : « Question suivante, Anaïs Corbin. »

{Suite hors sujet}

43. Interview 10

C'est pas tous les jours dimanche – Débat entre Georges Louis Bouchez et Jean-Marc Nollet²⁵⁷

Débat organisé par Christophe Deborsu et Audrey Leunens

Christophe : « Nous sommes le 22 mai 2022, merci de nous recevoir chez vous en direct. Voici votre programme du dimanche. »

Audrey : « Et tout d'abord, un débat événement qui est aussi une première dans 'C'est pas tous les jours dimanche', le face à face Georges Louis Bouchez, président du MR, Jean-Marc Nollet, co-président d'Écolo. Particularité, leurs deux partis sont dans la Majorité Fédérale en Wallonie et en Wallonie-Bruxelles. Autre particularité, leurs sujets de désaccords augmentent chaque semaine au point que les coalitions auxquelles ils appartiennent vacillent. Ce vacillement pourrait encore s'accroître à notre table cela dit. Et vous ? Plutôt Nollet ou Bouchez ? »

{Micro-trottoir pour demander aux gens leur avis}

{Présentation du sommaire de l'émission}

→ 1h05

Christophe : « Et 'C'est pas tous les jours dimanche' continue, merci d'être là et vous n'allez pas le regretter car voici le débat Vivaldi que tout le monde attend : Georges Louis Bouchez, le numéro un libéral, face à Jean-Marc Nollet, co-président d'Écolo. Après la discussion, vous saurez si la Vivaldi passera l'été. »

Audrey : « Et à priori, tout rapproche messieurs Bouchez et Nollet. Le libéral de Mons et l'Écolo de Montigny-le-Tillieul, près de Charleroi. Leurs deux partis font parties des coalitions wallonnes francophones et fédérales et ils se sont rapprochés pendant les longs mois de la formation de la Vivaldi en 2019 et 2020. Sauf que depuis rien ne va

²⁵⁷ C'est pas tous les jour dimanche. (2022, Mai). C'est pas tous les jours dimanche – 22/05/2022. RTL TVI. <https://www.facebook.com/dimancheRTL/videos/3812845975607827>, consulté le 10 décembre 2023.

plus, tout les opposent ; de la façon de gérer la crise de l'énergie à la fermeture du nucléaire en passant par l'abatage sans étourdissement, l'augmentation du budget de la défense ou encore la taxe sur les riches. Alors, quand on ne s'entend plus, certains se séparent, est-ce que ce sera le cas de ces deux-là ? Cela se passe maintenant à notre table, mais juste avant je vous propose d'entendre une enseignante rencontrée par hasard à Mons, elle s'appelle Élie et elle a un message aux politiques. »

- Élie : « Moi je cumule deux tafs et au final je travaille pour payer ma maison, ma voiture, mon essence et je ne m'y retrouve pas. »
- Interviewer : « Vous faites deux boulots différents ? »
- Élie : « Oui je fais deux boulots différents. Je suis professeure en cours du jours et je donne cours en cours du soir. »
- Interviewer : « Et vous travaillez combien d'heures alors par semaine ? »
- Élie : « Euh, bah ça dépend des modules mais au final avec le prix de l'essence, mon trajet, les taxes, je ne m'y retrouve pas. »
- Interviewer : « Et vous êtes seule avec des enfants ? »
- Élie : « Je suis seule oui, il ne reste plus beaucoup de sous pour le superficiel et on ne se fait plus plaisir du tout même. On compte pour tout. »
- Interviewer : « Donc pour vous c'est fini... là vous êtes en ville, vous allez faire des achats ? »
- Élie : « Pas du tout, je vais d'un boulot à l'autre et je cours. »
- Interviewer : « Ah voilà c'est ça. Donc c'est vraiment ça la vie ? Courir d'un travail à l'autre et puis plus beaucoup de loisirs ? »

- Élie : « Oui, je pense. Moi quand j'avais 20 ans je m'imaginai à 30 ans avec une situation tranquille. Je vais en avoir 36 et au final je n'ai pas une situation tranquille et si j'ai envie d'avoir un enfant bah je ne saurai pas me l'offrir donc voilà. »
- Interviewer : « Et vous avez envie d'en avoir un ? »
- Élie : « Ouai, ça me ferait plaisir. »
- Interviewer : « Mais vous ne savez pas ? »
- Élie : « Vu le prix de la crèche non. Et puis je termine à 21h je fais quoi ? Je ne pense pas que les politiques qui sont coincés dans les embouteillages dans leurs voitures avec chauffeurs ont ces problèmes-là. Moi quand je suis coincée dans les embouteillages c'est dans ma voiture que je paye et c'est décompté sur mes heures de travail. On n'a pas les mêmes problèmes, en fait, je pense. »

Christophe : « Une réalisation de Laurent Lupianese. Bonjour Georges Louis Bouchez, vous êtes le président du Mouvement Réformateur, deuxième parti francophone à la Chambre derrière le PS. Le MR a 14 sièges à la Chambre, deuxième parti tout court d'ailleurs. Bonjour Jean-Marc Nollet, président du 3^{ème} parti francophone à la Chambre, vous avez 13 sièges, vous êtes évidemment le co-président d'Écolo. Alors messieurs, on organise, rarement c'est vrai, un débat entre les membres d'une même coalition. Alors, c'est une émission exceptionnelle, configuration exceptionnelle car on dit 'La Vivaldi en péril tant vos positions divergent parfois' et on commence par votre dernier différend, la distribution du budget de l'armée. »

{Autres sujets}

Christophe : « 'C'est pas tous les jours dimanche' reprend de plus belle avec ce débat exceptionnel qui est une primeur : Georges Louis Bouchez, MR, face à Jean-Marc Nollet, Écolo. On termine, après avoir constaté quand même beaucoup de désaccords sur le nucléaire, là aussi après des longs mois de discussions le Gouvernement fédéral a finalement décidé de laisser deux réacteurs nucléaires ouverts : Tihange 3 près de

Huy et Doel 4 près d'Anvers. Georges Louis Bouchez, Jean-Marc Nollet vient de dire sur LN24 que s'il n'y avait pas d'accord avec Engie dans les semaines qui viennent pour la prolongation de ces centrales nucléaires et bien on s'en passerait. On reviendrait à l'option A, c'est-à-dire, la fermeture complète du nucléaire palliée par des centrales au gaz. Et pour vous ? »

Georges-Louis : « Alors pas du tout, vous avez raison, c'est un peu une primeur parce pendant tout le débat nucléaire il y a plusieurs débats qui ont tentés d'être organisés entre Monsieur Nollet et moi, et à chaque fois du côté d'Écolo on refusait, donc je suis content qu'on ait enfin cette discussion publique. Aujourd'hui la décision qui a été prise par le Gouvernement fédéral c'est une obligation de résultat. Et c'est une obligation de résultat qui au départ incombait à Madame Van der Straeten, Vert comme monsieur Nollet, mais qui est aujourd'hui totalement en abandon de poste. C'est-à-dire que l'accord du Gouvernement veillait à ce que le plan A et le plan B restent en vie, finalement la ministre Van der Straeten n'a rien fait pendant 1 an et demi, et aujourd'hui je peux vous le dire très clairement, c'est le Premier Ministre qui tente de sauver la situation. Mais, on a une Ministre qui, je suis désolé, a sciemment saboté une des deux voies. Est-ce que malgré tout on y arrivera ? »

Christophe : « Donc la voie que vous pensez qu'elle a saboté, c'est celle du maintien des centrales hein ? »

Georges-Louis : « Celle du nucléaire. »

Christophe : « Ah d'accord. »

Georges-Louis : « Est-ce que on y arrivera ? Oui, parce qu'aujourd'hui il n'y a pas d'impossibilité technique, il y a juste Engie qui essaye, et c'est normal, de jouer pour avoir plus d'argent. On ne va pas leur donner plus d'argent que nécessaire vu aujourd'hui les prix de l'électricité. Engie est une entreprise cotée en bourse, elle a donc intérêt aussi à respecter l'intérêt général quand on lui demande. Et, troisième élément, on est aujourd'hui dans un débat européen et mondial, quand le G7 dit 'On va se priver du pétrole russe en attendant le gaz', lorsque notre Premier Ministre va au niveau mondial dire 'c'est fini, le gaz russe il faut s'en passer', je n'arrive pas à comprendre comment les écologistes nous disent qu'on va se passer d'un nucléaire

qui fonctionne, qui est totalement sûr, qui est efficace et qui permet de produire de l'électricité pour beaucoup moins cher. »

Christophe : « Monsieur Nollet va répondre, le plan A c'est possible ? Donc le plan A c'était sans le nucléaire, le plan B c'était avec le nucléaire. C'est le plan B qui a été, avec deux centrales, le plan B qui a finalement été retenu. Quid ? »

Jean-Marc : « Ce qui est intéressant c'est que dans la situation d'aujourd'hui en fait, le Premier Ministre qui est effectivement à la table avec la ministre Van der Straeten, se rend compte des difficultés auxquelles la Ministre a été confrontée depuis presque deux ans avec Engie. Il ne faut pas se mentir, il faut dire la vérité aux gens qui nous regardent aujourd'hui. Ces négociations, elles se passent mal. Pourquoi ? Parce qu'Engie répète ce qu'il a toujours dit à la Ministre de l'énergie, à savoir qu'il ne veut pas des conditions que fixe le Gouvernement. »

Christophe : « Ça veut dire par exemple qu'il veut que le Gouvernement intervienne dans la gestion des déchets et tout ça, vous n'êtes pas très d'accord ? Ça va coûter très cher à la collectivité, dites-vous notamment. »

Jean-Marc : « Effectivement, c'est tout à fait ça. Vous avez tout à fait raison. Le coût a été estimé, tenez-vous bien, à 40 milliards d'euros. Et du coup, les écologistes depuis deux ans, seuls dans un premier temps, rejoints par le Premier Ministre ensuite, face à Engie, ils disent 'Non, nous n'allons pas faire payer par les belges les bénéfices que vous avez engrangés et faire envoyer en France'. {Parole coupée}

Georges-Louis : « C'est Madame Marghem qui a arrêté ce principe-là. »

Jean-Marc : « Ne parlez pas de Madame Marghem, ne l'embêtez pas. »

Christophe : « Oui mais elle est toujours disponible quand on l'appelle. Bref. »

Jean-Marc : « Ce que nous disons aujourd'hui est... »

Georges-Louis : « Madame Marghem a su prolonger 7 réacteurs hein. »

Christophe : « On va laisser terminer monsieur Nollet et puis vous répliquerez et on terminera, un petit instant. »

Jean-Marc : « Ce que nous disons aujourd'hui, c'est que nous n'allons pas faire un accord à n'importe quel prix. Si Engie... »

Christophe : « Mais on ne pourrait pas faire d'accord du tout, c'est ça que vous dites ? Vous l'imaginez ? »

Jean-Marc : « Alors l'Accord du Gouvernement prévoit la relance du CRM, c'est prévu depuis le mois de décembre. »

Georges-Louis : « Ça veut dire la relance des centrales au gaz. »

{Ils parlent tous en même temps}

Christophe : « Donc on se passe de nucléaire complètement ? »

Jean-Marc : « C'est possible, ce sera peut-être nécessaire si Engie ne bouge pas. »

Georges-Louis : « Donc, pour les Écolos, plus de CO₂. »

Jean-Marc : « Vous permettez Monsieur Bouchez. Allez franchement. »

Georges-Louis : « C'est inacceptable comme petit jeu. Là aussi il y a eu un Accord du Gouvernement qui dit deux réacteurs, qui dit qu'il y a une obligation de résultat. Vous imaginez que les Écolos veulent des millions de tonnes de CO₂ en plus dans l'atmosphère. »

Christophe : « Vous terminez, s'il vous plait Monsieur Nollet ? ».

Jean-Marc : « Et calmement en plus. Nous appliquons l'Accord de Gouvernement qui dit 'Soit deux réacteurs, soit le CRM' et ce que je dis aujourd'hui... »

Christophe : « Alors il y a quand même eu un accord pour dire 'deux réacteurs' il y a quelques mois. »

Jean-Marc : « À condition qu'Engie ne mette pas sur la table des exigences qui sont intenables. 40 milliards d'euros, pour nous, c'est non. Tout simplement. Les belges n'ont pas à payer ça. »

Georges-Louis : « Il n'y a pas 40 milliards qui a été mis sur la table et en Belgique c'est le Gouvernement qui décide et pas Engie mais il faut un peu de volontarisme. Et si la Ministre Van der Straeten, pendant 1 an et demi, avait parlé d'autre chose que de centrales au gaz, on serait peut-être dans une autre situation aujourd'hui. Ça je dois avouer une chose, et c'est un point d'accord avec Monsieur Nollet, c'est que la manière dont la Ministre Van der Straeten a géré depuis 1 an et demi le dossier nous a mis dans une position très déforcée en matière de négociations. »

Christophe : « Ce n'est pas ça du tout qu'il a dit. Il nous reste une grosse minute. Alors cette 'Vitalité' ? On vous entend quand même extrêmement divisés. Ce sont évidemment 4 thèmes choisis. Vous êtes, par exemple, d'accord sur l'avenir de la Belgique, vous savez tous les deux sur quel continent. Vous êtes même d'accord pour le Néerlandais obligatoire en Wallonie, enfin sur les gros points qu'on vient d'aboutir. Dans ce qu'on vient d'aborder ce n'est pas du tout le cas. Que va-t-il se passer, Monsieur Nollet ? On va faire en sorte que le MR soit éjecté des coalitions pour pouvoir avec le CDH, les Engagés, faire des accords ou on continue quand même en se disputant en permanence ? Comment on fait ? Et je demanderai même à Monsieur Bouchez son avis. »

Jean-Marc : « Les écologistes sont très fiers des accords du Gouvernement. Le Gouvernement, Alexander de Croo au Parlement européen lors de son investiture, a dit que c'était l'Accord le plus vert qui n'a jamais existé. Tant qu'on est dans l'Accord du Gouvernement, pour les écologistes il n'y aura aucun problème. »

Christophe : « Oui mais enfin on voit que vous lisez l'Accord de façon complètement différente. C'est ça l'ennui. Sur deux ou trois dossiers... »

Jean-Marc : « Oui mais l'avantage c'est qu'avec les ministres ça se passe bien au sein du Gouvernement. »

Christophe : « Donc vous croyez qu'on va continuer jusqu'en 2024 ? »

Jean-Marc : « J'en suis persuadé. Bien sûr. »

Georges-Louis : « Mais les ministres n'ont pas du tout les mêmes discussions que celles qu'on vient d'avoir. Il faut arrêter les fables. On a les mêmes discussions mais

la réalité c'est qu'il faut retrouver le sens du débat démocratique. C'est le débat démocratique, ce qui compte c'est qu'à la fin de l'histoire le Gouvernement arrive à trancher des accords. On en a eu sur le conclave budgétaire, on en a eu sur les voitures de société, on en a eu sur le 'Jobs deals' mais il faudrait le mettre en œuvre aussi à un moment donné. Donc je vais vous dire. La question ce n'est pas de savoir si on va faire autre chose. On n'a pas le choix. On doit, dans l'intérêt de notre pays, et vous avez raison, il y a quelque chose qui nous réunit et qui est très fort entre nous, c'est l'avenir du Pays. Pour l'avenir du Pays, on doit aller au bout. Ce ne sera pas simple, on aura encore des divergences, mais ça fait partie de la démocratie. »

Christophe : « D'accord avec ça, on arrivera au bout même si ça va être difficile ? »

Jean-Marc : « Et ce sera d'autant plus facile s'il y a moins de polémique à l'extérieur. »

Georges-Louis : « Ça c'est vrai. »

Christophe : « Là vous venez quand même d'en faire état des polémiques à l'extérieur. C'est le moins qu'on puisse dire. »

Jean-Marc : « Si on peut se concentrer sur la réalisation de l'Accord du Gouvernement, qui comporte déjà beaucoup de choses. Et si après effectivement on constate que nos projets sont fondamentalement différents, bah oui, le MR sous Monsieur Bouchez est devenu conservateur, nous avons fait un accord avec un parti réformateur {coupé}. »

Georges-Louis : « Vous le répétez encore une fois mais il n'y a pas une vérité. »

Christophe : « On va quand même terminer, on va aller jusqu'en 2024. »

Jean-Marc : « Oui parce que l'Accord de Gouvernement est bon. »

Georges-Louis : « Sous ma présidence c'est devenu un parti conservateur mais à l'époque, c'est clair qu'à l'époque on était un grand parti de gauche communiste certainement (avec un air ironique). »

Christophe : « À l'époque de Jean Gol on disait à peu près la même chose je vous rassure et je ne suis pas sûr que c'est le cas. Merci en tout cas tous les deux. Il reste

deux ans tout juste avant les élections si bien sûr elles ne sont pas anticipées. Mais je note que malgré cela ce débat était tout à fait constructif malgré vos divergences vous voulez quand même continuer ensemble. C'est noté. Bonne chance à vous et bien sûr bonne chance à tous les autres. »

44. Interview 11

‘Il faut qu’on parle’ Philippe Lamberts : « On doit choisir entre la peste et le choléra »²⁵⁸

Interview de Maxime Binet

Maxime : « ‘Il faut qu’on parle’ ce matin avec Philippe Lamberts. Bonjour »

Philippe : « Bonjour »

Maxime : « Vous êtes Eurodéputé Écolo et surtout co-président du groupe des Verts au Parlement européen. Après quelques hésitations de plusieurs Pays membres, Pays européens, notamment la Belgique, l’Ukraine devrait se voir dotée de ce statut de candidat immédiat pour devenir membre de l’Union, en tout cas candidat membre de l’Union européenne. En quoi est-ce nécessaire de lui accorder ce statut immédiat de candidat ? »

Philippe : « On est d’abord dans le registre symbolique. Il faut donner un coup de boost au moral de la population ukrainienne en ancrant la perspective d’une adhésion à l’Union européenne sachant très bien, et les ukrainiens savent très bien que ça va prendre très longtemps, mais au moins ancrer cette idée que un jour l’Ukraine fera partie de l’Union européenne. »

{Discussion sur l’adhésion de l’Ukraine}

Maxime : « {...} L’énergie par exemple, on a l’impression que les européens ne sont pas solidaires sur l’énergie. On a l’impression qu’il n’y a pas de mécanisme qui va être mis en place, de mécanisme de coordination concernant les prix et c’est pourtant ce que demande la Belgique. »

Philippe : « Vous avez tout à fait raison et c’est ce qu’on va faire évidemment. C’est là que l’on découvre que, comme lors de la pandémie on l’avait vu avec la santé, l’énergie

²⁵⁸ Binet, M. (2022, Juin). Philippe Lamberts à propos du nucléaire : « On doit choisir entre la peste et le choléra. Moustique. <https://moustique.lalibre.be/actu/monde/2022/06/23/philippe-lamberts-a-propos-du-nucleaire-on-doit-choisir-entre-la-peste-et-le-cholera-241494>, consulté le 11 décembre 2023.

est très largement une compétence nationale, ce n'est pas une compétence européenne et on se rend compte que ça n'a pas de sens face à des urgences pareilles et donc il va falloir transformer je pense la compétence énergie et en particulier les approvisionnements au niveau européen mais je pense qu'il y a beaucoup de gouvernements de l'Union qui commencent à réaliser ça, que chacun pour soi finalement est au détriment de tout le monde. »

Maxime : « L'énergie c'est *touchy* quand même, d'un point de vue national c'est *touchy*. »

Philippe : « Ah bah évidemment, c'est le cœur de l'économie l'énergie. Il n'y a pas d'économie sans énergie et donc forcément vous touchez là à des choses extrêmement importantes mais je crois que la conscience à quand même progressé même dans des grands états membres comme l'Allemagne ; que, en réalité, si on veut réellement être autonome, ça n'est qu'ensemble qu'on peut l'être. »

Maxime : « Et pourtant vous venez de citer l'Allemagne. L'Allemagne a relancé les mines à charbons pour produire de l'énergie. Est-ce que vous craignez pour les objectifs européens d'ici 2030 ? Et aussi 2050 le zéro carbone prôné par le Green Deal ? Est-ce que le Green Deal est menacé à cause de cette guerre en Ukraine ? »

Philippe : « Maintenant on a évité le risque mais vous avez raison de pointer la décision Allemande qui est inquiétante parce que, quand j'écoute la Présidente de la Commission européenne, elle est très claire sur le fait que la vraie voie vers la dépendance énergétique c'est la transition vers les renouvelables et l'efficacité énergétique, donc dans le discours elle a tout juste, simplement, dans la pratique immédiate, c'est en fait la diversification de nos approvisionnements fossiles, et dans certains pays c'est retourné à des fossiles encore plus nuisibles comme le charbon et donc oui il y a un risque. »

Maxime : « C'était une erreur pour l'Allemagne de sortir si rapidement du nucléaire après Fukushima ? C'est important pour vous ? Puisque je rappelle que vous êtes encore étiqueté Écolo. »

Philippe : « Bien sûr et je ne suis pas seulement étiqueté Écolo, je suis un écologiste. Et donc je suis contre l'énergie nucléaire, elle doit absolument à terme disparaître de notre mix énergétique mais on est là où on est, c'est-à-dire qu'on fait des choix énergétiques, l'Allemagne y compris et c'est vrai que les écolos et les socialistes en coalition avaient voté une loi de sortie du nucléaire en Allemagne. Quand Merkel est arrivée au pouvoir, dans un premier temps elle a aboli cette loi et dans un deuxième temps après Fukushima elle a voulu sortir encore trois fois plus vite du nucléaire que ce que les écolos et les socialistes avaient décidés. Et voilà, on se retrouve dans une situation où il faut choisir quelque part entre la peste et le choléra et je pense que la prolongation de quelques centrales nucléaires est un moindre mal par rapport à la relance de centrales à charbon. »

Maxime : « On va continuer votre interview dans quelques instants sur les réseaux sociaux et sur les sites d'info. Merci déjà pour cette première partie Philippe Lamberts, Eurodéputé Écolo et co-président du groupe des Verts au Parlement européen. Merci aux auditeurs de DHRadio de nous écouter ce matin. »

{Jingle}

Maxime : « 'Il faut qu'on parle', deuxième partie après notre première partie très intéressante, Philippe Lamberts. On va aller plus loin maintenant dans le détail de notre actualité ce matin notamment par rapport à l'énergie, par rapport à la politique énergétique de l'Union européenne et de plusieurs grands pays européens. Alors, on n'est pas un grand pays européen, la Belgique, mais tout de même, la Belgique a une place centrale sur le continent européen, sur le marché de l'énergie européen et aussi par rapport aux institutions. Par rapport à l'énergie, on sait qu'il y a un débat pour l'instant pour prolonger, même si ça a déjà été acté, plusieurs réacteurs nucléaires et qu'il y a des négociations entre gestionnaires de ces centrales, à savoir Engie Electrabel et l'État belge. On nous dit en coulisse que ces tractations sont très, très compliquées. On ne peut pas se passer du nucléaire pour l'instant ? »

Philippe : « En tout cas aujourd'hui à l'heure où on parle, non on ne peut pas s'en passer et il va falloir qu'on s'en passe notamment pour gérer une sortie progressive en étant le moins bête possible par rapport au défi auquel nous confronte la guerre en

Ukraine mais c'est pour ça, comme je vous le disais dans la première partie de l'interview, je pense que là où du nucléaire a été installé, là où il est présent, et bien je pense qu'il faut gérer la sortie de manière un petit peu plus phasée mais ce qu'il ne faut certainement pas faire c'est investir dans du nouveau nucléaire, ça c'est un véritable non-sens. »

Maxime : « Ne pas faire comme les Allemands, sortir trop rapidement ? »

Philippe : « Mais, je pense qu'aujourd'hui ils sont confrontés au fait qu'ils restent fortement dépendant au charbon ce que la Belgique n'est plus, hein, donc on est quand même sorti de ça. Et c'est vrai qu'entendre l'Allemagne dire qu'ils relancent les centrales à charbon face à l'embargo qui s'annonce de Poutine sur le gaz, et bien très franchement, ce n'est pas quelque chose qui me réjouit. Mais de nouveau, quand on réfléchit à cette histoire d'embargo sur le gaz, on se dit, un, d'abord l'Allemagne est massivement, enfin l'Europe, est massivement dépendante du gaz Russe... »

Maxime : « 70% »

Philippe : « ... et donc ça c'est aussi le résultat des années Merkel. On dépeint souvent Merkel comme une grande héroïne européenne, en réalité, elle a fait partie de ceux qui ont été au cœur de l'organisation de la dépendance de l'Union européenne à l'égard de la Russie. »

Maxime : « Et la responsabilité ? »

Philippe : « Énorme, mais ces prédécesseurs socio-démocrates aussi. Ils étaient exactement dans la même ligne. Et donc cette dépendance, on la paye aujourd'hui et donc c'est ça qui fait que l'Allemagne en 2014 n'a pas voulu qu'on réagisse de manière brutale à l'annexion de la Crimée par la Russie et donc voilà, c'est tout ça qu'on paye. Si on avait réagi de manière forte en 2014, peut-être que Poutine n'aurait jamais agressé l'Ukraine aujourd'hui. »

Maxime : « Angela Merkel, parce que vous dites qu'elle a une responsabilité énorme par rapport à ce qui se passe aujourd'hui et vous faites référence en 2014 à l'annexion de la Crimée par la Russie. Qu'est-ce qui n'a pas été fait par les Allemands ? »

Philippe : « Mais qu'est-ce qui n'a pas été fait par les Allemands ? C'est de ne pas avoir organisé quelque part leur transition écologique. Je m'explique, c'est à la fois le volet énergétique où l'Allemagne s'est cramponnée au charbon et pour nous ça semble anachronique, on est sorti du charbon dans les années 80, bah l'Allemagne continue à faire du charbon un élément crucial de sa stratégie énergétique, c'est un non-sens. Il aurait fallu sortir de ça beaucoup plus vite. Et quand nous sommes allés négocier, pas cette législature-ci, parce que maintenant on fait partie du gouvernement mais, il y a quatre ans on est allés négocier pour faire partie d'une coalition gouvernementale. La première chose que les Verts avaient mis sur la table c'est une sortie beaucoup plus rapide du charbon et les négociations ont crapoté là-dessus parce que les libéraux allemands et les démocrates allemands n'en voulaient pas. »

Maxime : « Et vous estimez qu'Angela Merkel a été trop complaisante avec le pouvoir russe, avec Moscou, à cause de cette politique énergétique ? »

Philippe : « Absolument, et il faut le dire, Angela Merkel prenait ses instructions auprès du BDI, la FEB allemande, le patronat allemand pour qui vendre en Chine, vendre en Russie, s'approvisionner en matière première en Russie et bien c'était beaucoup plus important que toute autre considération. Voilà, et c'est vrai que Angela Merkel, ça c'est une constante dans ses 16 ans à la tête de l'Allemagne, a eu une complaisance exagérée à l'égard du patronat allemand sous couvert que le modèle industriel allemand était un modèle qui avait réussi et donc n'avait rien à remettre en cause. Elle a défendu l'industrie automobile aussi qui trichait. Elle trichait, tout ça parce qu'elle n'avait pas envie d'investir dans l'Allemagne. L'Allemagne apportait la technologie diesel à son pinacle sauf que cette technologie faut en sortir mais évidemment c'est inconfortable d'en sortir. Angela Merkel a toujours caressé l'industrie Allemande dans le sens du poil. »

Maxime : « J'ai l'impression là que vous mettez en avant les erreurs d'Angela Merkel en tant que Chancelière. »

Philippe : « Elle n'est pas seule, hein »

Maxime : « Elle n'est pas seule, j'imagine mais bon en tant que Chancelière, en tant que Cheffe de Gouvernement de l'une des plus grandes puissances de l'Union

européenne, la plus grande puissance d'un point de vue économique, j'imagine que vous avez quelques rancœurs par rapport à Angela Merkel. »

Philippe : « Oh écoutez c'est à la fois une Cheffe de Gouvernement qui, je pense, était intègre dans son fonctionnement, qui a eu du courage lors du défis des réfugiés en 2015, mais son bilan est loin d'être un bilan très positif et voilà. Vous savez quand on dépeint un homme ou une femme politique comme un héros, en général, la situation est beaucoup plus nuancée que ça. De nouveau, il y a des bons côtés dans ses 16 ans à la tête de l'Allemagne, mais il y a aussi des côtés obscurs qu'on découvre aujourd'hui. Enfin, que certains découvrent aujourd'hui. »

Maxime : « Le quinquennat de Emmanuel Macron, là il commence un deuxième quinquennat. On a dit d'Emmanuel Macron qu'il était très européen lors de son premier mandat en tant que Président français, vous avez eu l'impression qu'il était très européen ? Qu'il soutenait l'Europe ? »

Philippe : « Mais oui et non parce qu'en fait je dis souvent qu'il a un discours très européen et pendant son premier quinquennat il s'est amené à Bruxelles pour expliquer à ses collègues essentiellement chefs de gouvernement 'La France est de retour et je vais vous expliquez comment il faut faire, faites comme je vous dit et tout ira bien' et évidemment il s'est pris quelques râteaux et il a aussi heurté beaucoup de ses confrères. Je me rappelle quand il a reçu Vladimir Poutine hein n'oublions pas à Versailles ou dans sa résidence de vacances à Brégançon, il a organisé ses contacts avec la Russie sans en parler le moins du monde, même à l'Allemagne, mais aux pays qui ont été autrefois dominés par la Russie. Il leur est passé par-dessus la tête et ça a créé beaucoup de méfiance, beaucoup de rancœur que l'on sent encore aujourd'hui. Alors vers la fin de son premier quinquennat, il a un petit peu plus compris que l'Europe ce n'était pas la France qui arrive et qui dit aux 26 autres comment il faut faire, que il fallait mettre de l'eau dans son vin, qu'il fallait faire des compromis. Mais ça n'est arrivé que sur le tas et on voit bien que l'habitus d'Emmanuel Marcon c'est la monarchie, c'est 'je vais vous expliquer' et la conviction que lui sait et que si vous n'êtes pas d'accord avec lui ce n'est pas parce que vous n'avez pas compris et donc il va vous expliquer. Il ne peut pas imaginer qu'on n'est pas d'accord avec lui parce qu'on a compris et pas simplement parce qu'on a une autre opinion. »

Maxime : « Mais c'est un Président européen. »

Philippe : « Ah oui c'est un Président européen. Ce n'est pas un eurosceptique c'est évident. »

Maxime : « Justement, parlons d'eurocentrisme parce qu'on voit au parlement français à l'assemblée nationale, 60% des élus viennent de partis politiques qui sont plus eurosceptiques que Emmanuel Macron. »

Philippe : « 60% je ne sais pas comment vous comptez parce que, allez, on peut considérer que la France est insoumise, donc il y a 75 députés je crois plutôt eurosceptiques, il ne faut pas oublier que Jean-Luc Mélenchon est d'abord un nationaliste français germanophobe, russophile, américanophobe, etc., donc ça la définition correspond. Le Front National clairement est eurosceptique aussi. Une partie de la droite traditionnelle, c'est clair. Les Verts sont fédéralistes européens, les Socialistes, enfin ce qui reste du Parti Socialiste, est en faveur de la construction européenne, les 245 de Macron aussi donc je ne suis pas sûr qu'on soit dans une proposition 60/40, maintenant ce qui est sûr c'est que la France est l'un des pays où l'opinion publique est la plus sceptique à l'égard de l'Union européenne. Mais, les chiffres se sont améliorés, notamment grâce à la pandémie parce même en France, le sentiment qu'ensemble on est plus fort pour faire face à des défis pareils il a progressé mais il reste un plus grand scepticisme et je fais souvent le parallèle avec le Royaume-Uni. La France est une ancienne super-puissance impériale, le Royaume-Uni aussi. Et, on continue d'enseigner ça à l'école et donc quelque part on fait grandir les citoyens français dans la nostalgie d'une grandeur passée. Et ça, ça crée évidemment un ressentiment parce que si vous regardez aujourd'hui la carte du monde, la France fait 1% de la situation du monde, même pas, donc c'est un État certes important en Europe... »

Maxime : « C'est un des États les plus importants. »

Philippe : « Mais bien sûr mais enfin la France c'est 65 millions d'habitants, la Chine c'est 1 milliard et 400 millions et donc à un moment ces réalités-là il faut les accepter, que la France c'est 1% de la population du monde. »

Maxime : « Donc ce n'est pas un grand pays alors ? »

Philippe : « Mais c'est à la fois un grand pays et un petit pays. Comme disait l'ancien Président de la Commission européenne, 'En Europe il y a 27 états membres, il y a des petits États membres et il y a des États membres qui ne savent pas encore qu'ils sont petits.' »

Maxime : « Euh, oui c'est pas mal comme citation de l'ancien Président de la Commission européenne. Encore une question par rapport à la situation française. C'est éclatement du paysage politique français, ce n'est pas quelque chose qui va renforcer l'Europe, non ? »

Philippe : « Je trouve ça rigolo qu'on parle d'éclatement parce que fondamentalement, il va y avoir combien de groupes à l'assemblée nationale ? »

Maxime : « Oui mais les rapports de force quand même... »

Philippe : « Ah ça c'est autre chose mais vous savez au Parlement européen on a sept groupes politiques et ça ne nous empêche pas de faire des majorités hein. »

Maxime : « Oui mais quand même, la France n'est pas connue sous la 5^{ème} république pour être un pays de coalition ? »

Philippe : « Voilà et donc c'est bien là le problème, on est en France. »

Maxime : « Mais le Président européen est affaibli. »

Philippe : « Oui je pense. En fait, c'est vraiment frappant et pour lui c'est évidemment bisquant, le départ d'Angela Merkel faisait d'Emmanuel Macron le ténor du Conseil européen. Et puis le voilà se retrouvant un mois après l'élection présidentielle sans majorité à l'Assemblée. Alors bienvenue au club parce qu'il y a plusieurs autres de ses collègues qui gouvernent avec des gouvernements minoritaires mais comme vous le dites, ce n'est pas la tradition française. Macron est un président qui s'est défini lui-même comme jupitérien, c'est-à-dire, où le chef décide de tout, donc pour lui ça doit être extrêmement difficile à vivre de se rendre compte qu'il ne lui suffira plus de donner des ordres pour que tout soit exécuté et donc il va devoir négocier, et ça je suis sûr que ça ne l'arrange pas mais j'ai envie de dire que peut être que en fait la pratique

européenne a progressé en France ou va progresser en France grâce à ça, cette idée que on fait la majorité en faisant des compromis en faisant des coalitions. Peut-être que la France va s'européaniser dans son fonctionnement grâce à cela. Il faudra qu'elle change son système électoral en tout cas. »

Maxime : « Vous avez dit qu'après le départ d'Angela Merkel, Emmanuel Macron devait devenir le leader européen... qui sera le leader européen puisque lui n'a pas de majorité absolue et donc qu'il est affaibli au parlement ? »

Philippe : « Alors je crois qu'il va garder évidemment une influence au Conseil européen mais il va devoir composer évidemment avec l'Allemagne, Allemagne qui aujourd'hui a un leader faible, les gens réalisent que le Chancelier a finalement une personnalité assez faible et qui a beaucoup de peine de se départir des habitudes du passé. Finalement la composante forte du gouvernement allemand, c'est les Verts, mais les Verts ne sont pas au Conseil européen puisque le Chancelier est un social-démocrate, et puis, je pense que la France va devoir composer avec l'Europe de l'Est, c'est-à-dire les pays qui autrefois étaient sous la botte soviétique, ils se font de plus en plus entendre et les leaders des États baltes, les leaders, le Président roumain etc. ce sont des gens qui cherchent une autre approche que l'approche traditionnelle franco-allemande, et donc aujourd'hui on commence à réaliser que le grand élargissement des années 2000, tous ces pays qui sont arrivés, qui la jouaient un peu discrète en tant que nouveaux membres, ils prennent toute leur place maintenant au Conseil européen. »

Maxime : « Peut-être parce qu'il y a davantage d'espace aussi. Vous pensez aussi que l'Europe doit changer ? Est-ce qu'il doit y avoir plusieurs Europes aussi ? Une Europe plus fédérale ? Une défense militaire européenne auprès de l'énergie en tout cas ? Avoir plus de politiques communes en termes d'énergie ? »

Philippe : « Oui, je crois qu'indiscutablement, et ça sort notamment de la conférence sur le futur de l'Europe où des centaines de citoyens ont participé, il y a une demande claire que dans le domaine de la santé, dans le domaine de la défense, dans le domaine de l'énergie, l'Europe prenne plus de responsabilités, et je crois que c'est bon, maintenant il faut changer en termes de procédures de décisions. Comme je vous le

disais, il faut abolir la règle de l'unanimité qui n'a aucun sens, il faut décider avec des majorités, parfois des majorités spéciales comme en Belgique pour certaines décisions comme la Constitution, il faut des très grosses majorités et on peut prévoir ça en Europe. »

Maxime : « Elle ne sera pas plus fédéraliste cette Europe ? »

Philippe : « C'est en tout cas le pari que nous faisons, c'est qu'il faut un État fédéral européen et on est quelque part au milieu du geai parce que, par exemple, on a une monnaie fédérale, vraiment fédérale, on a une banque centrale fédérale, mais on a pas une autorité budgétaire fédérale puisque pour le petit budget européen qui représente 1% du PIB, il est abondé par des contributions des 27 États membres, il n'y a pas d'impôts européen réellement, hors c'est ça qu'il va falloir mettre en place. Et donc, qui dit, et c'est ça la révolution Américaine, 'pas de taxation sans représentation' et donc il va falloir repenser les Institutions démocratiques européennes pour rassurer toute la légitimité qu'il faut. »

Maxime : « Ça fait déjà 21 minutes que nous discutons, encore une dernière question en lien avec l'énergie. Il faut qu'on avance dans cette interview. Est-ce que vous êtes d'accord avec Alexander De Croo, notre Premier Ministre, qui a eu ces mots assez durs envers l'Union Européenne, il parle d'énergie 'Pour le moment c'est chacun pour soi, si c'est une Europe qui ne fonctionne pas, c'est un enjeu pourtant majeur l'énergie', et il répète que cette Europe ne fonctionne pas pour trouver une solution'. »

Philippe : « Alors, je suis d'accord avec le fait que c'est chacun pour soi, il a raison de le dire, mais pourquoi est-ce que c'est chacun pour soi ? Parce que les 27 États membres, dont la Belgique, ont toujours refusé que l'Union Européenne prenne la compétence de l'énergie. Chacun a voulu garder la compétence énergétique dans le giron des États membres, et aujourd'hui on en paye le prix. Donc, je suis d'accord avec lui sur le constat, et donc la conclusion c'est qu'il va falloir fédéraliser au niveau européen la compétence énergie mais donc ça suppose pour les États membres qu'ils doivent accepter qu'ils soient dans un règne de souveraineté partagée. De toute façon, vous savez, la souveraineté de la Belgique, un État qui représente 1 million et 500 milles habitants, c'est un peu illusoire. Je vais dire, le seul moyen pour la Belgique

c'est d'être au cœur de l'Union Européenne. Et là j'ai envie de dire que comme belge, j'avoue être extrêmement déçu du rôle que la Belgique assume encore au sein de l'Union. »

Maxime : « C'est-à-dire ? Parce qu'il y a quand même Charles Michel qui est Président du Conseil européen. »

Philippe : « Bien sûr mais ce n'est pas tellement de ça, c'est la voix de la Belgique au Conseil européen. Fondamentalement, les différentes réformes de l'état qu'on a faite en Belgique en créant un fédéralisme où finalement personne n'est chef puisque la norme fédérale ne peut pas s'imposer aux régions, ça fait qu'en fait, si, dans des domaines de compétences partagées, parlons climat et énergie, par exemple, et bien le fédéral est un peu compétant, les régions sont un peu compétentes, et s'ils ne sont pas foutus de se mettre d'accord. Que fait la Belgique ? Elle s'abstient. Et en fait, la Belgique s'abstient de plus en plus et quand vous vous abstenez, et donc c'est comme si vous n'étiez pas là. La Belgique, qui est un état fondateur de l'Union qui a toujours un rôle absolument crucial dans l'Union, et bien comme pays, aujourd'hui, au sein du Conseil des Ministres, elle pèse très peu. Maintenant, il y a des Belges qui exercent des responsabilités au niveau européen. Didier Reynders fait un excellent boulot comme Commissaire à la justice, ça je dois le dire. On peut jouer un rôle comme belge, Guy Verhofstadt a joué un rôle dans la conférence sur le futur de l'Union, il a été mon collègue comme Président de groupe pendant plusieurs années. Mais, la Belgique comme pays au sein du Conseil des Ministres, elle pèse très peu et je le regrette. »

Maxime : « Parlons maintenant du Green Deal et de l'avenir davantage tourné vers les énergies renouvelables, les diminutions des émissions de CO₂ de l'Union Européenne. Avec la guerre en Ukraine, est-ce que vous pensez que ce Green Deal, donc le zéro carbone d'ici 2050, c'est la mesure phare de ce Green Deal, est-elle menacée ? »

Philippe : « Il y a un véritable risque, tout à fait, je le vois bien puisque on adopte maintenant les textes du Paquet dont le but est de réduire de 55% nos émissions d'ici 2030 et on voit que, de nouveau, la logique de 'On va faire des efforts mais pas tout

de suite', alors bien sûr, l'argument de la guerre en Ukraine joue, mais en fait ce sont les réticences des industries qui doivent le plus changer qui s'expliquent. »

Maxime : « Est-ce qu'il y a du *lobbying* ? »

Philippe : « Énormément, énormément, énormément... et c'est toujours du chantage à l'emploi et c'est toujours 'mais vous allez casser l'outil', etc. Et la réalité, ce que je constate, c'est que dans ces grandes entreprises, par exemple, pour Volkswagen ce qui compte c'est le bonus et les dividendes immédiats, c'est clair que quand vous devez investir des dizaines de milliards pour la transition énergétique, bah tout ça c'est de l'argent que vous ne pouvez pas distribuer à vos managers et à vos actionnaires. »

{Suite hors sujet}

45. Interview 12

Rajae Maouane « Deux autres réacteurs nucléaire pourraient être prolongés » BX1²⁵⁹

Interview de Fabrice Grosfilley

Fabrice : « Notre invitée aujourd’hui elle est Présidente de parti, co-présidente pour être précis. On va donc parler avec elle d’un certain nombre de dossiers chauds de la rentrée et notamment de celui des prix de l’énergie. On évoquera aussi sa présence dans un manuel scolaire qui a provoqué un petit tôle en début de semaine. Nous accueillons Rajae Maouane. Bonjour Rajae Maouane, merci d’être avec nous. Baisser la facture des entreprises et des ménages, pourquoi est-ce que ça prend autant de temps ? »

Rajae : « Bonjour d’abord à toutes et tous, il faut vraiment qu’on puisse se mettre d’accord rapidement avec le Gouvernement fédéral et les différentes entités pour pouvoir venir le plus rapidement possible, le plus concrètement possible en aide et soulager la facture des citoyens et des citoyennes mais aussi des PME... »

Fabrice : « Mais on entend ça depuis des semaines, Rajae Maouane. On a le sentiment qu’il n’y a rien qui bouge. »

Rajae : « Alors il y a certains partis qui bloquent plus que d’autres. Je ne suis pas là pour faire de la polémique vous savez, moi, je suis toujours très constructive, en tout cas j’essaie de l’être. Il y a certains partis qui bloquent mais, ce qui est important, c’est de se dire : ‘Nous sommes face à une crise qui n’a jamais été connue depuis des années, voire des siècles’. Aujourd’hui autour de moi et je pense que c’est le cas autour de vous également, les personnes, les gens, galèrent réellement à payer leurs factures, l’explosion des prix est inédite. Ce que nous voulons c’est vraiment élargir le tarif social, notamment pour les classes moyennes et pour les PME, et également mettre la main sur les surprofits. Les surprofits, qu’est-ce que c’est ? Ce sont ces millions et ces

²⁵⁹ Grosfilley, F. (2022, Septembre). Rajae Maouane « Deux autres réacteurs nucléaire pourraient être prolongés ». BX1. <https://bx1.be/dossiers/prix-de-lenergie/rajae-maouane-deux-autres-reacteurs-nucleaires-pourraient-etre-prolonges/>, consulté le 05 décembre 2023.

centaines de millions que les entreprises énergétiques, et notamment pétrolières, se mettent dans la poche. »

Fabrice : « Oui, on parle de 2 à 4 milliards pour les producteurs d'électricité. »

Rajae : « Effectivement et nous voulons mettre la main sur cet argent pour le redistribuer aux citoyens, aux petites entreprises, aux indépendants et également aux associations qui se retrouvent vraiment la tête sous l'eau face à l'explosion des prix. Et là, c'est très clair, sur la taxation des surprofits là il y a un parti qui freine c'est le Mouvement Réformateur de Georges Louis Bouchez. »

Fabrice : « Oui, le MR qui dit 'Pas de taxes sur les surprofits mais une contribution de crise'. C'est juste une querelle sémantique ou pas ? »

Rajae : « Alors si c'est sémantique, moi je ne suis pas attachée aux termes. Derrière ce que je veux, ce que nous voulons chez Écolo, c'est de mettre la main sur cet argent et le redistribuer de manière concrète pour venir soulager les citoyens. »

Fabrice : « Oui mais très concrètement, il y a une position qui est défendue par le Parti Socialiste qui dit 'Il faut un tarif moyen pour une classe moyenne et ça peut représenter peut-être une majorité de la population' et puis il y a le Mouvement Réformateur qui dit 'Non pas question, nous on veut la même aide pour tout le monde, quel que soit le revenu et, par contre, on veut un plafonnement sur la consommation.' Vous êtes la plus proche de quelle proposition ? »

Rajae : « Alors aider tout le monde de la même manière, face à celui qui gagne 8, 9, 10 000 euros par mois versus les gens qui gagnent moins de 3000, moins de 2000 euros par mois, ce n'est pas la même aide. Tout le monde n'a pas besoin de la même aide. »

Fabrice : « Vous êtes plus proche de la position du PS que celle du MR alors ? »

Rajae : « Absolument. Nous voulons une aide qui soit la plus proportionnelle possible puisque les bas salaires, les plus petits salaires, les salaires moyens eux sont vraiment en difficulté par rapport à l'explosion de ces factures d'énergie. »

Fabrice : « Paul Magnette, il a un petit peu taclé Tinne Van der Straeten, Groen, Ministre de l'énergie, en disant qu'elle n'avait pas déposé de note sur cette question en sous-entendant que c'était vraiment un match PS / MR et que les Écolos étaient un petit peu au balcon... »

Rajae : « Alors, je pense que dans le contexte actuel, ce qui est important ce ne sont pas les querelles politiques et j'invite tous les représentants politiques à prendre un peu de hauteur et un peu de sang-froid. Madame Van der Straeten a déposé une note concernant la taxation du surprofit. Il y a eu une discussion au Gouvernement et d'ailleurs certains partis ont réagi. Ce que j'entends aujourd'hui, des mois après, c'est que le Premier Ministre Alexander De Croo veut également cette taxe. Il appelle également ses collègues à l'Europe à agir. Et donc c'est ça qu'il faut se mettre en tête, c'est que les écologistes déposent une solution, on n'est pas attaché à la solution telle quelle, la discussion est ouverte, ce que nous voulons, par contre, c'est que concrètement, la personne qui reçoit sa facture se dise 'Ok là j'ai l'aide bien précise que le Gouvernement va pouvoir m'apporter' et c'est notre devoir. »

Fabrice : « Il faut une décision dans quel laps de temps en général ? Parce que ce discours on l'entend quand même depuis le milieu de l'été et on a le sentiment que le monde politique n'arrive pas à trancher. »

Rajae : « Il faut la prendre le plus rapidement possible, j'espère qu'avant la fin du mois de septembre on aura atterri sur l'opérationnalisation, sur le principe, en tout cas déjà de se mettre d'accord sur le principe et ensuite se mettre d'accord sur l'opérationnalisation. »

Fabrice : « On a le sentiment qu'on attend l'Europe, en fait, en Belgique. On attend d'abord que l'Europe tranche et puis on verra ce qu'on pourra faire. »

Rajae : « Effectivement c'est un mécanisme européen et si l'Europe le met en place, ça aurait encore plus d'impact. Mais, je pense que c'est clair. Si l'Europe décide de ne rien faire, au niveau d'Écolo et de Groen, nous pousserons pour que la Belgique agisse au niveau national. »

Fabrice : « La Belgique pourrait bloquer les prix de l'électricité, bloquer les prix du gaz, découpler la formation des prix de l'électricité, du montant du gaz ? »

Rajae : « En tout cas la Belgique, si l'Europe ne prend pas ses responsabilités, si l'Europe n'arrive pas à avancer, les écologistes mettrons sur la table des propositions concrètes pour soulager sensiblement la facture des citoyens et des citoyennes. »

Fabrice : « Et on peut s'endetter pour faire ça ou pas ? »

Rajae : « Je pense que la question de l'argent, c'est une question centrale et c'est une question de choix. On m'a toujours dit 'les budgets c'est un choix politique'. Lors de la crise Covid on a réussi, et c'est très bien, on a eu raison de le faire, on a trouvé des millions pour soulager les citoyens, pour soulager les entreprises. »

Fabrice : « On doit faire la même chose ? »

Rajae : « On doit prendre la mesure de ce qui se passe, c'est une crise inédite et on doit aller chercher l'argent où... l'argent il existe en Belgique, on a parlé des surprofits, on peut aussi mettre à contribution les épaules les plus larges, les personnes qui gagnent des centaines de millions ça existe également en Belgique, on leur demande une toute petite contribution de 1% maximum de leur patrimoine pour venir aider celles et ceux qui en ont le plus besoin. »

Fabrice : « Alors, est-ce qu'on peut prolonger des centrales nucléaires, d'autres centrales nucléaires, pour se donner un petit peu d'air en matière de production d'énergie, ou est-ce que c'est tabou pour Écolo ? »

Rajae : « Absolument pas. Ce n'est absolument pas un tabou et d'ailleurs les Écolos... »

Fabrice : « Attention parce que Georges Louis Bouchez vous écoute peut-être. »

Rajae : « Mais j'espère qu'il m'écoute, et je lui ai déjà dit, et je l'ai dit à plusieurs reprises, et pas que moi, les écologistes le disent à plusieurs reprises. Ce n'est absolument pas un tabou. »

Fabrice : « Donc on prolonge théoriquement Tihange 3 et Doel 4, deux centrales pour lesquelles il y a des négociations en cours avec Engie. On pourrait en prolonger d'autres ? »

Rajae : « Il y a deux réacteurs les plus récents qui vont être prolongés de 10 ans. Les discussions aujourd'hui c'est sur deux autres réacteurs qui pourraient être prolongés, et là, Tinne Van der Straeten qui est la Ministre en charge du projet a demandé un avis technique à Engie et on attend sa réaction. Par contre, ce qui est important de se dire aujourd'hui, c'est de découpler le débat sur le prix et sur le nucléaire. La question aujourd'hui c'est qu'on voit que tous les réacteurs tournent à plein pot, et jamais les prix n'ont été aussi élevés. Donc, ce n'est pas une question qui est liée. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est savoir comment on arrive à faire en sorte que, pour que chaque ménage, chaque PME, chaque association, puisse avoir de l'électricité en suffisance et de ne pas avoir de Black-out ou de panne, et nous voulons également à long terme avoir un parc énergétique le plus propre possible. »

Fabrice : « Mais donc ça veut dire que si Engie dit 'Oui on peut peut-être prolonger Tihange 3 et Doel 2 ou d'autres centrales', peut-être moyennant travaux, vous ne vous y opposez pas ? »

Rajae : « C'est d'ailleurs Tinne Van der Straeten qui a demandé, donc ça veut dire qu'on ne s'y oppose pas. Si Tinne Van der Straeten l'a demandé... »

Fabrice : « Comment ça se fait que ça fait autant de débats alors ? Georges Louis Bouchez dit que vous vous y opposez ».

Rajae : « Alors il faut poser la question à Georges Louis Bouchez puisque, j'en ai marre qu'on nous fasse porter des choses, qu'on nous dise des choses qui ne sont pas vraies. Allez voir ce qui se passe dans les gouvernements, allez voir les notes qui ont été déposées par les ministres et... »

Fabrice : « Oui mais il y a quand même eu des expressions disant 'C'est deux centrales et pas plus', y compris de la bouche de Jean-Marc Nollet. »

Rajae : « À ce stade c'est deux centrales et pas plus, mais, si jamais Engie nous dit 'En fait on peut le faire', on verra ce qu'il en est. Mais, à ce stade, pour moi ce qui est le

plus urgent, c'est comment on vient en aide concrètement aux personnes qui sont en difficultés pour payer leurs factures. Pour moi c'est ça le vrai enjeu, et comment on arrive à faire en sorte de devenir indépendant énergétiquement. Si on avait fait le shift énergétique il y a quelques années, on serait aujourd'hui nettement moins dépendant de l'énergie fossile et de la Russie. Ça c'est une leçon pour la suite, et on ne peut pas nous taxer, je ne suis pas suspecte, nous n'étions pas au gouvernement fédéral depuis 20 ans. »

Fabrice : « Ce shift énergétique vous y croyez ? La Belgique, elle peut un jour s'en sortir sans nucléaire, sans gaz, sans charbon ? »

Rajae : « Je pense et je suis persuadée que la Belgique peut y parvenir, on a des potentiels énormes, que ce soit en éoliennes *offshore* où on est un des leaders mondiaux. »

Fabrice : « Il faudra combien de temps pour y arriver ? »

Rajae : « Alors l'idéal c'est le plus tôt 2040, 2050 et puis par contre il faut prendre en compte le contexte actuel avec la crise et la guerre en Ukraine mais la Belgique a un potentiel énorme pour le faire et les écologistes pousseront pour qu'on soit le plus indépendant énergétiquement et d'ailleurs c'est intéressant pour deux raisons. Un, c'est qu'on soit indépendant des grandes puissances étrangères. Deux, ça fait du bien aux portefeuilles de nos ménages. »

Fabrice : « Alors, quand vous étiez étudiante, on va remonter un petit peu dans le temps, étudiante ou écolière, on parlait politique dans les manuels scolaires ? »

{Suite hors sujet}

46. Interview 13

Interview de Alain Maron par Martin Buxant (LN24)²⁶⁰

Interview de Martin Buxant

Martin : « Bonjour Alain Maron. »

Alain : « Bonjour »

Martin : « Vous êtes Écolo et Ministre du climat, de l'énergie et de la santé, santé entre autres, et de la propreté en région Bruxelloise. Vous êtes sur LN24 et sur LN radio, on vous reçoit ce vendredi matin et on est quand même inquiets, Alain Maron, parce qu'on a reçu ici des personnalités politiques toute cette semaine, des Présidents du Parti Socialiste, le Président du Mouvement Réformateur, Paul Magnette et Georges Louis Bouchez qui se sont flingués et reflingués, qui ont mis une couche également sur Écolo. Vous, depuis la région Bruxelloise, depuis Bruxelles puisque c'est essentiellement du Fédéral dont il est question, comment vous percevez ça ? Comment vous lisez cette animosité entre les formations politiques francophones ? »

Alain : « Très franchement je ne pense pas que ça aide dans le cas de la situation. Je pense qu'on voit une résurgence dans certains comportements très populistes. Je dirais même que du côté du Mouvement Réformateur on fait de plus en plus du populisme de droite, c'est-à-dire qu'on est pleinement impliqué dans la gestion à différents niveaux de pouvoir au niveau du MR. On est quand même quasiment 25 ans au fédéral, quasiment 25 ans sans discontinuer. Au final, c'est la seule famille politique au pouvoir depuis aussi longtemps et malgré cela ils se mettent dans des postures populistes de droite, populistes conservatrices, anti-gouvernementales, donc au Gouvernement depuis 25 ans et dans une posture anti-gouvernementale. »

Martin : « Pas à Bruxelles. »

²⁶⁰ Buxant, M. (2022, Octobre). Il fallait faire ce prolongement mais ça ne doit pas faire oublier les dangers du nucléaire. LN24. <https://www.ln24.be/videos/2022/10/21/il-fallait-faire-ce-prolongement-mais-ca-ne-doit-pas-faire-oublier-les-dangers-du-nucleaire-q553l3z/>, consulté le 07 décembre 2023.

Alain : « Certainement pas à Bruxelles mais au fédéral 25 ans sans discontinuer ce sont les seuls. Il n'y a pas d'autres donc il n'y a aucune formation politique francophone aussi dépositaire du pouvoir. »

Martin : « Donc ils doivent assumer la situation dans laquelle on se trouve actuellement. »

Alain : « C'est élémentaire, c'est juste de l'honnêteté intellectuelle en fait. Or, l'honnêteté intellectuelle n'existe plus, le Président sans aucun doute oui. »

Martin : « Georges Louis Bouchez, malhonnête intellectuellement ? »

Alain : « Je pense qu'il y a une malhonnêteté intellectuelle sur un tas de dossiers sans aucun doute et puis surtout une posture de plus en plus populiste conservatrice qui n'apporte pas de solution. Parce que ce que les gens attendent c'est un gouvernement qui travaille, et qu'ils prennent des mesures pour. »

Martin : « Alors, les libéraux, malhonnêtes intellectuellement, dites-vous Alain Maron... »

Alain : « Leur président en tout cas. »

Martin : « Leur président. Alors il y a un point sur lequel ils sont d'accord, les libéraux et les socialistes, c'est de prolonger davantage que deux réacteurs nucléaires. Là-dessus ils disent qu'il faut faire ça pour que les Belges ne se retrouvent pas dans le noir. Vous dites quoi vous les Écolos ? »

Alain : « Je n'ai pas entendu les socialistes dire ça. »

Martin : « Si, si, Christophe Collignon à votre place ici qui a dit 'Au moins 4 voire...' et Paul Magnette n'a pas démenti. »

Alain : « Le président est dans une autre posture. Mais donc ce qui est important c'est de trouver des solutions, là je l'ai dit. On doit garantir l'approvisionnement et on doit aller dans un monde où la production d'électricité est de plus en plus durable, de plus

en plus décarbonée et permettre notre indépendance par rapport aux autres pays. C'est ça, c'est dans cette optique énergétique là qu'on doit aller ».

Martin : « Et le nucléaire, il se situe où dans cette perspective ? »

Alain : « Attendez, ça nécessite, d'abord et avant tout, des investissements colossaux sur le renouvelable et c'est décider, et ce n'est pas une petite éolienne par ci par là, c'est notamment une île d'éoliennes en mer du Nord avec d'autres pays européens etc. pour garantir une indépendance énergétique plus des capacités de stockage et de conservation. »

Martin : « D'accord mais eux disent que ça ne suffira pas. »

Alain : « Nous ne sommes pas d'accord. Les écologistes plaident pour ça depuis des décennies, les autres pas, donc on n'est pas tous d'accord. »

Martin : « Mais vous êtes anti-nucléaire, vraiment ? »

Alain : « Moi, je ne suis pas foncièrement anti-nucléaire mais il faut comprendre pourquoi il y a eu une décision au moment de sortir du nucléaire. Le nucléaire, ça produit des déchets, des déchets pour des siècles voire des millénaires. »

Martin : « Mais ça ne réchauffe pas l'atmosphère. »

Alain : « Ça c'est l'avantage, maintenant ceci-dit, les tenants de l'énergie nucléaire n'ont jamais été les protecteurs de l'environnement. Jamais. »

Martin : « Maintenant ils le sont, Greta Thunberg. »

Alain : « Ni le lobby nucléaire, ni ceux qui supportent le nucléaire, qui sont essentiellement des partis de droite et de l'extrême droite en général. »

Martin : « Greta Thunberg a dit 'Entre le charbon et le nucléaire moi je préfère le nucléaire', elle a raison ? »

Alain : « L'Allemagne réouvre des mines de charbon et des usines de charbon. Ça c'est le pire, en Belgique nous n'allons pas rouvrir des centrales à charbon, on n'est pas du tout dans la même situation. Donc en Belgique, il a été décidé de prolonger deux

réacteurs et je pense qu'il fallait le faire, on assume tous ensemble ça, y compris les écologistes, on verra si ça suffit, il faut trouver des solutions. »

Martin : « Ah donc vous êtes ouverts ? »

Alain : « Moi, je suis quelqu'un de pragmatique mais ne pas oublier les dangers du nucléaire. S'il y a eu une décision de les fermer, ces centrales, c'est pour des raisons précises. La gestion des déchets, la centralisation excessive, les risques du nucléaire y compris en cas d'attentats, de guerre, etc. Une centrale, elle est construite pour des décennies donc ce n'est pas uniquement la situation d'aujourd'hui. »

Martin : « Vous restez très sceptique. »

Alain : « Je reste très prudent. Il ne faut pas mettre à la poubelle les désavantages du nucléaire. »

Martin : « Ok, Fanny. »

Fanny : « Dimanche il y aura une grosse mobilisation, elle commence aujourd'hui déjà puisque dans 350 écoles, puisque on va mobiliser les jeunes. Il y aura notamment la présence des syndicats en front commun, les trois syndicats seront là. On a l'impression que c'est leur nouveau cheval de bataille puisqu'ils se rendent compte enfin qu'il y a un vrai défi de transition énergétique. Ça veut dire une plus grosse pression encore, le fait qu'eux soient là à soutenir ces jeunes qui se mobilisent ? »

Alain : « Moi je me réjouis qu'il y ait un maximum de pression en faveur des politiques climatiques. Moi je suis ministre de l'Environnement et du climat et je suis écologiste. Moi je ne demande pas mieux d'avoir de la pression pour aller encore plus vite, aller encore plus loin parce que moi-même, je souhaite le faire. »

Fanny : « Il y a la dimension sociale. »

Alain : « Alors, l'enjeu évidemment c'est que la transition soit juste, nous devons changer le monde. »

Martin : « L'éco-socialisme. »

Alain : « Non, c'est l'écologie depuis 30 ans, c'est l'équilibre entre l'environnement, dont personne ne se préoccupait, le social et l'économique. C'est l'équilibre entre les trois, c'est ça l'écologisme politique. »

Martin : « Et quand Paul Magnette vient avec son éco-socialisme, vous dites quoi ? Bravo ? Ou vous dites 'attention là il marche un peu sur nos plates-bandes' ? »

Alain : « Bah non, je me réjouis que d'autres commencent à penser comme nous pensons depuis 30 ans. C'est très bien. »

Martin : « Il y a une info que je voulais relever avec vous ce matin, c'est le succès des primes bruxellaires. Alors ça concerne les bruxellois évidemment mais c'est un mécanisme qui a été mis en place pour abandonner sa voiture. On reçoit de l'argent si on laisse de côté sa voiture, c'est ça ? »

{Suite hors sujet}

47. Interview 14

Écolo a échoué sur le nucléaire ? La co-présidente Rajae Maouane répond.²⁶¹

Interview de Pascal Verbos

Pascal : « Il y a un an, Jean-Marc Nollet affirmait sur ce plateau la fin du nucléaire avec fermeté... écoutez ».

Enregistrement de Jean-Marc Nollet : « On arrête le nucléaire en 2025 et on déploie les énergies renouvelables. L'objectif c'est d'atteindre 100% d'énergies renouvelables en 2025. »

Pascal : « Raté... votre ennemi depuis toujours, le nucléaire qui revient en force même en France, en Belgique. Alors vous, jeune Écolo si j'ose dire, très jeune, vous suivez ou vous freinez ? »

Rajae : « Alors, vous avez repris un sujet qui datait d'il y a un an. »

Pascal : « Un an oui, oui. »

Rajae : « En un an, qu'est-ce qu'il s'est passé entre temps ? Il y a eu la guerre en Ukraine. »

Pascal : « Ah, c'est la guerre en Ukraine qui explique tout ? »

Rajae : « Et donc, le contexte mondial dans lequel on évolue a beaucoup changé. Et donc, on ne peut pas reprocher aux Écolos d'être extrêmement pragmatiques. Il y a une donnée nouvelle, et pour nous c'est clair, on a toujours toujours des balises extrêmement claires, c'est la sécurité d'approvisionnement et la sécurité de l'énergie. Cela dit, les objectifs à long terme restent les mêmes, nous voulons un parc énergétique qui soit renouvelable le plus vite possible. »

²⁶¹ Verbos, P. (2022, Novembre). Ecolo a échoué sur le nucléaire ? La co-présidente Rajae Maouane répond. RTL Info. <https://www.rtl.be/actu/belgique/politique/ecolo-echoue-sur-le-nucleaire-la-co-presidente-rajae-maouane-repond/2022-11-13/article/503542>, consulté le 11 décembre 2023.

Pascal : « Mais donc là, Georges-Louis Bouchez qui, depuis le départ, parle du nucléaire c'est lui qui avait raison, il a été rejoint par les autres. »

Rajae : « Moi je ne cherche pas à voir qui a raison et qui a tort, et si Georges-Louis Bouchez veut penser qu'il a raison et si ça lui fait du bien pour son égo, laissez-le penser ça. »

Pascal : « Et pour vous c'est quand même terrible, c'était votre ADN, depuis 25 ans vous ne vouliez plus de nucléaire. »

Rajae : « Absolument pas ! Vous disiez 'ennemi absolu'... l'ennemi absolu, pour nous, c'est d'avoir un parc énergétique où on est dépendant des énergies fossiles et dépendants de grosse puissances étrangères. Ce que nous voulons c'est un parc énergétique qui soit 100% renouvelable, qui soit sécurisé, et, ça, aujourd'hui, on y travaille. Aujourd'hui, on est extrêmement pragmatique parce que, on l'a dit, on l'avait prévu dès le départ, il y avait deux scénarios qui étaient prévus. Un, on ne prolonge pas. Deux, on prolonge. Là, on a choisi de prolonger, pourquoi ? Parce que on veut garantir la sécurité d'approvisionnement, on veut qu'en Belgique il y ait suffisamment d'énergie pour tout le monde. »

Pascal : « Et de nouvelles centrales ? Même Greta Thunberg est maintenant favorable aussi au nucléaire. Pour de nouvelles centrales, vous seriez aussi pour, si on vous démontre que c'est nécessaire ? »

Rajae : « Mais donc... surtout si on nous démontre que... c'est-à-dire que aujourd'hui le Gouvernement... Écolo fait partie d'un gouvernement qui finance des recherches pour de nouvelles centrales. Si on me démontre aujourd'hui que c'est un projet qui est rentable, qui est sûr et sécurisé, tant en termes de déchets que d'approvisionnement, alors *why not* ? Pourquoi pas ? Allons-y. Mais à ce stade, vous le dites vous-même, ça n'existe pas. »

Pascal : « Moi, je ne dis rien, moi »

Rajae : « Non, vous avez dit 'les déchets' »

Pascal : « Ah les déchets, il faut s'en occuper à long terme ».

Rajae : « Effectivement, et donc si on nous amène un projet qui est celui-ci, c'est-à-dire, où il n'y a pas de déchets, où c'est sécurité, parce que, je l'ai dit, la double ligne c'est la sécurité d'approvisionnement mais à côté de la sécurité d'approvisionnement il faut la sécurité tout court. Moi je ne vais pas jouer avec la sécurité des gens. Il y a des réacteurs qui sont fissurés, il y a des réacteurs qui sont périmés et ça, c'est extrêmement dangereux, et donc il faut qu'on ait toutes les garanties. »

Pascal : « Ah, si elles sont périmées, il ne faut pas les prolonger quand même. »

Rajae : « Ah, je suis d'accord avec vous. »

Pascal : « Mais elles sont périmées, vous êtes sûr de ça ? »

Rajae : « Ah, c'est les infos qu'on a. »

Pascal : « Ah bon ? »

Rajae : « Pour le moment, Engie est en négociation avec le Gouvernement et il faut que on arrive le plus rapidement possible à un accord. »

Pascal : « Parlons-en. Vous avez lu dans l'Écho ce weekend, le vice-premier Clarinval qui dit 'Si on est dans une situation difficile aujourd'hui', je cite, 'c'est à cause de la politique d'Écolo, de leur dogmatisme en la matière depuis de nombreuses années.' Comment vous répondez à votre collègue, puisque c'est votre collègue, vu que vous travaillez ensemble sur la Vivaldi ? »

Rajae : « Moi, je réponds que le portefeuille de l'énergie, au niveau fédéral, il a longtemps été aux mains du MR. Et la prédécesseuse de Madame Van der Straeten c'est Madame Marghem. Et donc ce serait intéressant. On est au Gouvernement depuis 2020 et on n'y était pas pendant 20 ans. »

Pascal : « Vous dites que c'est la faute du MR. »

Rajae : « Non, moi je ne cherche pas les fautes. Que celles et ceux qui veulent chercher des fautes et des responsables, si ça les amuse, qu'ils s'amuse. Ça ne m'amuse pas. Ce que je veux aujourd'hui, c'est qu'on trouve des solutions concrètes. Ça fait 20 ans qu'on n'était pas au Gouvernement. On est arrivé au Gouvernement en 2020. On deal

avec une situation qui existe et qui existait avant nous. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est un parc énergétique qui soit renouvelable, qui soit propre et qui soit sécurisé pour la Belgique. »

48. Image 1



262

49. Image 2



263

²⁶² Tweet 1

²⁶³ Tweet 2

50. Image 3



264

51. Image 4



265

²⁶⁴ Tweet 3

²⁶⁵ Tweet 4

52. Image 5



266

53. Image 6



267

54. Image 7



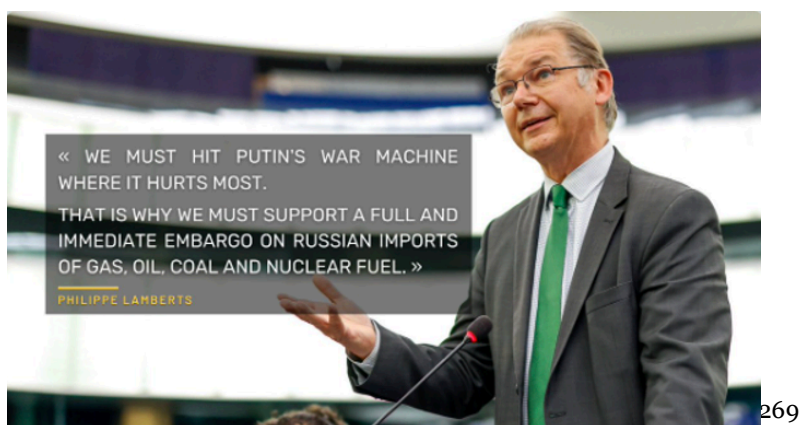
268

²⁶⁶ Tweet 7

²⁶⁷ Tweet 7

²⁶⁸ Tweet 9

55. Image 8



56. Image 9



²⁶⁹ Tweet 12

²⁷⁰ Tweet 23

57. Image 10



271

58. Image 11



272

²⁷¹ Tweet 29

²⁷² Tweet 31